George Orwell

Écrits politiques (1928-1949)

Traduit de l'anglais par Bernard Meyerson

Préface par Jean-Jacques Rosat

Maes éditeur

2025

George Orwell

Écrits politiques (1928-1949)

Sur le socialisme, les intellectuels & la démocratie

Traduit de l'anglais par Bernard Hoepffner

Textes réunis & présentés par Jean-Jacques Rosat

Édition préparée par
Michel Caietti, Thierry Discepolo, Charles Jacquier,
Gilles Le Beuze, Philippe Olivera
et Marie-Claire Rosat.

Liste des abréviations

AMG : George Orwell, *À ma guise. Chroniques 1943-1947*, traduit de l'anglais par Frédéric Cotton et Bernard Hoepffner, Agone, 2008

CW-1 à 20 : *The Complete Works of George Orwell*, édition établie par Peter Davison, avec Ian Angus et Sheila Davison, 20 volumes, Secker & Warburg, Londres, 1998

EAL-1 à 4 : George Orwell, *Essais, articles, lettres*, édition établie par Sonia Orwell et Ian Angus (1968), traduit de l'anglais par Anne Krief, Bernard Pécheur, Michel Pétris et Jaime Semprun, 4 volumes, Ivrea-Encyclopédie des nuisances, 1995-2001

GO : Bernard Crick, *George Orwell, une vie*, traduit de l'anglais par Stéphanie Carretero et Frédéric Joly, Climats, 2003

HC : George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, traduit de l'anglais par Yvonne Davet, Ivrea/Champ libre, 1982

PSO : John Newsinger, *La Politique selon Orwell*, traduit de l'anglais par Bernard Gensane, Agone, 2006

Préface

En donnant à lire au public francophone quarante-quatre textes de George Orwell jusqu'ici inaccessibles, ce recueil vient combler des lacunes importantes qui entravaient la connaissance de l'auteur de *1984* ; il fournit des raisons supplémentaires de reconnaître enfin en lui une figure de la gauche radicale et un penseur politique de premier plan.

Outre *Hommage à la Catalogne*, la seconde partie du *Quai de Wigan* et les chroniques *À ma guise*, le lecteur francophone qui s'intéresse aux idées politiques d'Orwell dispose – depuis 2001 seulement – de quatre forts volumes d'*Essais, articles et lettres*, où, à côté d'autres plus littéraires, on trouve de nombreux textes politiques fondamentaux : « Le Lion et la Licorne », les « Lettres de Londres », « La politique et la langue anglaise », les essais sur [Burnham](#), sur [Koestler](#), et bien d'autres encore. Ces volumes sont la traduction de la large sélection de textes de « non-fiction » d'Orwell qui fut publiée, en 1968, par sa veuve, Sonia^[1].

Toutefois, comme le souligne Bernard Crick dans sa biographie de référence, Sonia Orwell « n'appréciait pas le positionnement politique d'Orwell, l'atténuant sans aucun doute lorsqu'elle se chargea de l'édition des *Essais, articles et lettres* » [GO, 685]. Elle a ainsi écarté de sa sélection plusieurs articles à destination de lecteurs militants ou très politisés, comme les deux chapitres inclus dans le livre collectif *La Trahison de la gauche*, la conférence à la [Fabian Society](#) sur « Culture et démocratie », ou le bilan de trois années de gouvernement travailliste. De même, elle a laissé de côté la plupart des articles particulièrement radicaux de la période du « patriotisme révolutionnaire » (1941), quand Orwell estime qu'on ne mobilisera pas les énergies du peuple anglais contre Hitler sans chasser du pouvoir la vieille classe dirigeante et qu'il appelle les militants socialistes à s'engager comme lui dans la Home Guard pour transformer cette force de défense territoriale en une milice démocratique et politisée. En outre, en 1968, plusieurs articles n'avaient pas encore été retrouvés, d'autres, qu'Orwell a publiés anonymement, n'avaient pas été identifiés, et une partie de la correspondance restait à exhumier.

Or, depuis la publication en 1998 par Peter Davison des monumentales *Complete Works* en vingt volumes, on dispose d'une édition de l'œuvre d'Orwell à peu près exhaustive et quasi définitive^[2] dotée de tout l'appareil critique nécessaire.

Les textes réunis et traduits dans le présent ouvrage ont été choisis en fonction de trois critères :

- aucun ne figure dans les *Essais, articles et lettres* ;
- tous traitent de problèmes politiques (on a écarté, notamment, les recensions d'ouvrages littéraires, les critiques de cinéma, les lettres traitant de questions professionnelles ou personnelles, etc.) ;
- ils ont semblé suffisamment éclairants et significatifs quant aux idées d'Orwell

(ainsi, parmi ses nombreuses recensions de livres, on n'a retenu que celles qui ont été pour lui l'occasion d'exprimer ses propres idées sur des problèmes politiques importants).

Sont ainsi rendus accessibles, notamment, un certain nombre d'écrits politiques fondamentaux d'Orwell, qu'il s'agisse de jalons décisifs dans l'élaboration de ses idées (« [Fascisme et démocratie](#) », « [Culture et démocratie](#) », « [Les socialistes peuvent-ils être heureux ?](#) ») ou de synthèses clarificatrices (« [La révolte intellectuelle](#) »). Il devient possible de lire et d'étudier Orwell en français comme une figure majeure, et désormais classique, de la pensée politique du XX^e siècle, au même titre qu'une Arendt ou un Gramsci.

Mais ce volume – qui va du tout premier article d'Orwell (octobre 1928) jusqu'à ses ultimes déclarations sur son lit d'hôpital à propos de 1984 (juin 1949), et où il assume, tour à tour ou tout à la fois, les rôles de journaliste, de témoin, de militant, d'analyste et de penseur – peut aussi se lire pour lui-même, comme le panorama de trente années d'activité et de réflexion politiques.

Les quarante-quatre textes ont été regroupés en six chapitres, selon un principe à la fois chronologique et thématique.

Dans le premier chapitre, « [Orwell avant Orwell](#) », on a réuni les quatre articles publiés dans des revues françaises, entre octobre 1928 et mai 1929, par un Orwell de vingt-cinq ans qui signe encore de son nom d'état civil : Eric Blair (il n'adoptera le pseudonyme sous lequel il est devenu célèbre qu'en 1933). À cette époque, il n'a pas d'engagement militant connu, mais il a déjà vécu deux expériences fortes et significatives qui nourriront son œuvre d'écrivain et sa réflexion politique.

D'abord, entre dix-neuf et vingt-quatre ans, il a été policier en Birmanie au service de l'Empire britannique, fonction dont il a démissionné, écoeuré par la violence de la domination coloniale. Il en tirera plus tard un roman, *Une histoire birmane* (1934), et une nouvelle célèbre, *Comment j'ai tué un éléphant* (1936), qui sont devenus des classiques de la littérature anticoloniale. Comme en témoignent plusieurs textes publiés dans ce recueil, il restera toute sa vie un adversaire déterminé de l'impérialisme britannique^[3]. Ainsi, dans un texte de 1940, après avoir expliqué que le racisme est d'abord et avant tout « une manière de pousser l'exploitation au-delà des limites normalement possibles en prétendant que les exploités *ne sont pas des êtres humains* », il n'hésite pas à comparer le racisme colonial britannique au racisme nazi : « Hitler n'est que le spectre de notre propre passé qui s'élève contre nous. Il représente le prolongement et la perpétuation de nos propres méthodes, exactement au moment où nous commençons à en avoir honte. » [*infra*]

Puis, de retour en Angleterre, Orwell a plongé volontairement à diverses reprises dans le monde des clochards et des chemineaux, partageant pour quelques semaines leur existence sur les routes et dans les asiles de nuit. Le récit de ces expériences constituera une bonne moitié de son premier livre publié, *Dans la dèche à Paris et à Londres* (1933).

Au printemps 1928, il s'installe à Paris, où il restera jusqu'en décembre 1929, « afin de pouvoir vivre à peu de frais, le temps d'écrire deux romans » [EAL-1, 151], qui ne seront jamais publiés. Il y mène la vie de la bohème littéraire, mais, par l'intermédiaire notamment de sa tante Nellie Limouzin et du mari de celle-ci, Eugène Adam (qui avait été un temps communiste avant de devenir socialiste à la suite d'un voyage à Moscou), il entre en contact « avec les idées d'une gauche anticommuniste qui se voyait avec optimisme comme le noyau d'un mouvement populaire de masse, mais était en fait un groupe restreint, quoique essentiellement intellectuel, avec une touche d'anarchisme » [GO, 222].

Sur les quatre articles publiés lors de ce séjour en France, deux l'ont été dans *Monde*, que dirigeait Henri Barbusse, alors intellectuel phare du parti communiste mais qui s'efforçait de maintenir dans sa revue un certain pluralisme ; les deux autres ont été accueillis par *Le Progrès civique*, un hebdomadaire de gauche, anti-impérialiste. Le style de ces textes est parfois maladroit, sans qu'on puisse savoir exactement si ceci doit être imputé à l'inexpérience de l'auteur ou à la médiocrité des traducteurs, puisque les originaux anglais sont perdus^[4]. Mais leur intérêt est loin d'être seulement anecdotique. Les questions politiques abordées sont déjà de celles qui préoccupèrent Orwell toute sa vie :

- la défense de la liberté d'expression (même si « La censure en Angleterre » porte principalement sur la censure morale) ;
- la misère des ouvriers anglais devenus chômeurs et vagabonds, avec les humiliations et la dégradation de l'estime de soi qu'elle entraîne ;
- les relations entre littérature et politique, avec la défense à travers le cas de Galsworthy de ce qu'Orwell appellera plus tard les « bons mauvais livres », ceux qui pour n'être pas de la « grande littérature » apprennent au lecteur à mieux voir le monde et les hommes ;
- le rejet sans appel du système colonial, décrit à partir de l'exemple de la Birmanie.

On trouvera dans le chapitre II, consacré à la guerre d'Espagne, deux sortes de textes.

Les premiers témoignent de l'état d'esprit d'Orwell à son retour en Angleterre en juillet 1937 après qu'il a passé six mois dans les tranchées républicaines, réchappé de peu d'une balle franquiste qui lui a traversé la gorge, et réchappé de tout aussi peu des griffes de la police gouvernementale, aux ordres des communistes, qui les recherchait, lui et sa femme, au seul motif qu'il avait combattu Franco dans les milices du POUM. Ce qui l'émeut, bien sûr, c'est le sort de ses camarades du POUM et de l'ILP qui croupissent dans les geôles communistes. Mais ce qui l'effare et l'indigne plus que tout, c'est que les journalistes et les intellectuels de gauche britanniques nient purement et simplement des faits avérés et fassent tout pour l'empêcher de témoigner sur ce qu'il a vu. Cette expérience quasi traumatique a eu sur Orwell l'effet d'une illumination : les mécanismes de la pensée totalitaire peuvent être efficaces sans camps ni matraques, jusque sur le sol anglais ; et le trait essentiel de cette pensée, c'est « la perte progressive de toute croyance en une vérité objective » [EAL-3,193].

Revenant dans d'autres textes (en 1939 et 1944) sur la signification de la guerre d'Espagne, Orwell la comprend à partir de l'antagonisme, caractéristique selon lui de l'époque contemporaine, entre la décence de l'homme ordinaire, d'un côté, et le « réalisme » des grandes puissances, de l'autre. « Il n'est pas exagéré de dire que ce sont les gens ordinaires dans la rue, par l'intermédiaire de leurs syndicats et de leurs organisations politiques, qui ont été directement et consciemment responsables de presque toutes les actions de résistance des premiers mois » [\[infra\]](#). Malheureusement, l'issue de la guerre ne s'est pas décidée sur le terrain mais dans les ministères et les ambassades, à Moscou, à Londres, à Berlin : l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste ont efficacement aidé Franco tandis que les démocraties anglaise et française refusaient leur appui aux républicains, laissant ceux-ci au seul soutien – limité, ambigu et intéressé – de Staline. Mais le prétendu « réalisme » est presque toujours politiquement désastreux : « Pendant un an ou plus, le gouvernement espagnol a été effectivement sous contrôle russe, en grande partie parce que la Russie a été le seul pays à lui venir en aide. La croissance du parti communiste espagnol, qui est passé de quelques milliers d'adhérents à un quart de million, était l'œuvre directe des conservateurs britanniques. [...] Il faudrait que la véritable histoire de la guerre d'Espagne reste dans nos mémoires comme une démonstration de la folie et de la mesquinerie de la politique de puissance. » [\[infra\]](#)

Les chapitres III et IV rassemblent des textes qui datent, pour la plupart, de 1941, une année charnière dans le développement de la pensée politique d'Orwell : c'est le moment où se cristallisent simultanément sa conception d'une voie anglaise vers le socialisme et la critique de gauche des totalitarismes qui restera la sienne jusqu'à 1984 inclus.

Depuis la signature du pacte germano-soviétique, en août 1939, et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale qui l'a suivi, Orwell a pris définitivement ses distances avec la famille de l'extrême gauche anglaise au sein de laquelle il avait milité dans la seconde moitié des années 1930 : l'ILP (par l'intermédiaire duquel il s'était rendu en Espagne et auquel il avait appartenu quelques mois) et les réseaux de la revue [The Adelphi](#), dont il réprovoque et combat désormais le pacifisme. Il se tient, cependant, encore très éloigné du parti travailliste, dont plusieurs leaders sont entrés dans le gouvernement d'union nationale dirigé par le très conservateur et très impérialiste Winston Churchill.

Orwell est, à cette époque, persuadé que l'Angleterre vit une situation prérévolutionnaire : d'un côté une vieille classe dirigeante qui n'a ni l'énergie ni la compétence nécessaires pour vaincre Hitler ; de l'autre une classe ouvrière et des couches moyennes prêtes à se battre mais qui, aspirant confusément à une transformation sociale, ne se mobiliseront vraiment que si elles ont l'assurance que leurs sacrifices ne serviront pas au maintien des privilèges. Transposant alors, en quelque sorte, à la situation anglaise la ligne politique qui avait été celle du POUM et des anarchistes pendant la guerre d'Espagne (faire la révolution pour battre Franco, et non, comme le proclamaient les communistes, battre Franco d'abord puis faire la révolution), Orwell adopte le patriotisme révolutionnaire : « Les sentiments de tous les vrais patriotes et de tous les vrais socialistes sont au fond réductibles au slogan "trotskiste" :

“La révolution et la guerre sont inséparables.” Nous ne pouvons pas battre Hitler sans passer par la révolution, ni consolider notre révolution sans battre Hitler. » [*infra*] Comme Orwell en conviendra en décembre 1944 dans une remarquable « Lettre de Londres » [EAL-3,371-9], c’était là prendre ses désirs pour des réalités : Churchill et les conservateurs anglais se montrèrent parfaitement capables de mobiliser les énergies et de gagner la guerre sans rien toucher à la structure de la société anglaise.

Mais, bien qu’il reposât sur une analyse erronée, son patriotisme révolutionnaire eut l’immense mérite de contraindre l’Orwell de 1941 à aller plus loin qu’il n’était jamais allé, et qu’il n’ira jamais, dans la définition du socialisme qu’il appelait de ses vœux :

- un large soulèvement populaire venu d’en bas, qui bouscule aussi bien l’appareil travailliste que les petits groupes d’extrême gauche, et récuse aussi bien le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du parti d’avant-garde (théorisé par les marxistes) que celui des intellectuels bourgeois réformistes (revendiqué par les *fabiens*) ;

- une alliance entre les ouvriers et les membres des couches moyennes modernes, réunis sous la figure de l’« homme ordinaire » et partageant les valeurs de la « décence commune » ;

- l’invention d’un socialisme à l’anglaise, qui refuse de faire « du passé table rase » ou d’importer un modèle étranger mais s’appuie sur les aspirations libertaires et égalitaires inscrites dans l’histoire et les mœurs du peuple anglais ;

- un mouvement politique démocratique à vocation majoritaire, se refusant à imposer de force des idées minoritaires mais n’excluant pas, en revanche, le recours à la violence si la minorité privilégiée s’accroche à son pouvoir ;

- un programme politique radical : nationalisation de la terre et de la grande industrie, suppression des *public schools* (écoles très privées, en réalité, où la future élite dirigeante apprend la distinction sociale et le mépris du peuple), réduction drastique de l’écart maximal entre les revenus (pas plus de 1 à 10), fin de l’Empire colonial et indépendance immédiate de l’Inde.

Orwell a donné de ces idées une version « grand public » dans un célèbre petit livre de propagande, *Le Lion et la Licorne. Socialisme et génie anglais*, paru en février 1941 [EAL-2,73-140], Mais on n’en comprend l’arrière-plan et la portée qu’en lisant la version qu’il a écrite simultanément pour les militants et les lecteurs politisés dans une série de trois articles publiés dans *The Left News*, respectivement en janvier, février et avril de la même année : « Patriotes et révolutionnaires », « Fascisme et démocratie » et « La liberté périra-t-elle avec le capitalisme ? ».

Comme le montre clairement le troisième de ces textes – écrit en réponse à un lecteur qui l’interroge « d’un point de vue libéral » en lui demandant quelles garanties il peut donner que son « système n’aura pas les inconvénients du totalitarisme plutôt que les avantages de la démocratie » –, Orwell, pour définir *son* socialisme, est amené à clarifier ses propres idées sur les relations entre fascisme, totalitarisme, socialisme et démocratie. En 1937, il écrivait encore comme une évidence que « le fascisme et la soi-disant démocratie, c’est blanc bonnet et bonnet blanc » [*infra*]. En 1941, il a définitivement rompu avec deux idées très largement répandues à gauche : que le

fascisme ne serait qu'une forme particulièrement agressive de capitalisme, et qu'entre fascisme et « démocratie bourgeoise » il n'y aurait qu'une différence de degré, donc pas de vraie différence. À cette époque il comprend clairement que le fascisme et le nazisme sont un type de régime inédit, non commensurable avec la démocratie capitaliste, et il consacre plusieurs pages à montrer qu'une différence de degré peut faire toute la différence. Par exemple, souligne-t-il, quand Hitler est arrivé au pouvoir, toute la dialectique que les communistes allemands avaient déployée pour démontrer l'équivalence entre le fascisme et les démocraties bourgeoises ne les a pas empêchés de fuir vers celles-ci par milliers pour s'y réfugier. « La "démocratie bourgeoise" ne suffit pas, mais elle vaut bien mieux que le fascisme. [...] Les gens ordinaires le savent, même si les intellectuels l'ignorent. » Orwell est ainsi amené à reconnaître que « la démocratie britannique n'est *pas* un mensonge complet, n'est *pas* simplement une "superstructure", qu'au contraire elle est quelque chose d'extrêmement précieux qui doit être préservé, étendu et, surtout, qu'il ne faut pas insulter » [*infra*],

Cet argument en faveur de la « démocratie bourgeoise » vaut contre tous les régimes totalitaires, qu'ils soient bruns ou rouges. Dans sa conférence sur « Culture et démocratie », prononcée quelques mois plus tard, Orwell explique qu'il existe « une vraie différence entre des formes anciennes de société telles que la nôtre, qui ont eu le temps de développer une certaine décence dans leur politique, et les nouveaux États totalitaires ». Le totalitarisme, ajoute-t-il, « pourrait fort bien signifier la mort rapide et complète de la civilisation [...], parce qu'il menace l'existence de l'individu alors que les quatre ou cinq cents dernières années ont mis l'individu tellement en avant qu'il nous est difficile d'imaginer sa disparition » [*infra*], C'est la matrice de 1984. Persuadé, comme beaucoup de ses contemporains, que le capitalisme de laisser-faire est en train de disparaître et, avec lui, l'idéal d'autonomie individuelle du libéralisme politique classique, Orwell est convaincu que c'est au socialisme démocratique de reprendre cet héritage : à l'âge des structures économiques géantes et de l'État dirigiste omniprésent, lui seul peut défendre l'individu et la liberté.

Il faut y insister : la revendication de cet héritage libéral ne conduit pas Orwell à édulcorer son socialisme, en le mâtinant de libéralisme, pour finir par le vider de toute substance (comme c'est arrivé à beaucoup d'autres), mais à intégrer la revendication de l'autonomie de l'individu au sein du socialisme lui-même ; c'est la condition pour que celui-ci ne se retourne pas en son contraire. L'antitotalitarisme d'Orwell est un antitotalitarisme de gauche, proche de celui d'un Victor Serge, par exemple. Comme l'explique John Newsinger, « pour lui, l'engagement socialiste impliquait nécessairement l'hostilité à l'Union soviétique, cette tyrannie cruelle qui se faisait passer pour du socialisme : d'une part, parce que le communisme constituait une puissante menace totalitaire contre tout espoir de socialisme démocratique ; d'autre part, parce que la croyance dans le caractère socialiste du régime soviétique avait corrompu l'idée originaire du socialisme et braqué contre elle les gens ordinaires. Leur honnêteté était horrifiée devant le cynisme amoral de la politique communiste » [PSO, 194].

Il est significatif que l'élaboration de l'antitotalitarisme d'Orwell coïncide avec son patriotisme *révolutionnaire* et avec son engagement dans la Home Guard. S'il passe ses soirées et ses dimanches à enseigner le maniement du mortier et de la mitrailleuse à des

citoyens volontaires, ce n'est pas seulement pour participer à la mobilisation préventive contre un possible débarquement allemand ; il agit aussi en militant socialiste, décidé à transformer cette force de défense du territoire « en une force révolutionnaire qui servirait d'appui pour un changement social radical » [PSO, 123] et il multiplie dans la presse les appels pour que les hommes de gauche viennent s'initier aux techniques de la guérilla urbaine [*infra*].

Sous le titre « Le socialisme et les intellectuels » on trouvera au chapitre V des textes qui aident à situer Orwell parmi les penseurs et écrivains politiques de son temps. Selon la formule très exacte de Paul Anderson, il était « issu de – et resta engagé dans – la gauche socialiste révolutionnaire dissidente antistalinienne » [AMG, 465]. Mais sa position au sein de ce courant est tout à fait singulière : à la différence d'un Souvarine, d'un Silone, d'un Koestler, des rédacteurs de Partisan Review et de presque tous les membres de ce courant, il n'a *jamais* été ni marxiste, ni communiste d'aucune obédience, et n'a jamais été tenté de l'être. Il n'a jamais eu à se demander quelle part de l'héritage du mouvement révolutionnaire européen il fallait conserver, ni jusqu'à quel point il devait se défaire de cadres de pensée et de réflexes intellectuels portant les germes du totalitarisme, puisque cet héritage, ces cadres et ces réflexes n'ont jamais été les siens. Éduqué pour être sujet du roi, membre de l'Église anglicane et fonctionnaire-soldat de l'Empire britannique, il est directement passé, à trente-trois ans, de l'« anarchisme tory » de sa jeunesse^[5] au socialisme radical et dissident – un itinéraire qui le prédisposait à la franchise de l'enfant du conte d'Andersen qui va crier sur la place publique : « Le roi est nu. »

Ainsi, il n'a jamais eu part au vieux fond de messianisme, toujours tapi quelque part dans la conscience des intellectuels communistes ou ex-communistes, même quand ils refusent de se l'avouer. Il peut donc, dans « Les socialistes peuvent-ils être heureux ? », expliquer tranquillement que l'idée d'un bonheur illimité et sans contraste est inconsistante, et que le socialisme ne vise pas le bonheur mais une société simplement plus décente et plus solidaire. Tant qu'on croit que la politique vise la réalisation d'une société idéale, il n'y a d'alternative qu'entre vouloir tout le bonheur tout de suite, au risque de ne reculer devant aucun moyen pour y parvenir, et juger toute action présente à l'aune du bonheur d'après-demain, au prix de sacrifier le présent à un idéal inaccessible. Si on cesse de croire non seulement au paradis sur terre, mais même à l'idée que le bonheur serait le but, il devient possible d'évaluer chaque initiative, qu'elle soit minime ou radicale, à la quantité de justice et de décence qu'elle est susceptible d'apporter.

Réfractaire aux dogmes et même à l'adoption d'une quelconque théorie, Orwell est capable de lire sans les condamner *a priori* des penseurs extrêmement éloignés de lui. Ainsi, dans « La révolte intellectuelle », il ne s'intéresse pas seulement aux antistaliniens de gauche et aux anarchistes mais aussi aux « pessimistes », c'est-à-dire aux réactionnaires et à certains intellectuels chrétiens comme Maritain : parce qu'ils contestent avec sincérité le capitalisme en place et défendent, d'une manière ou d'une autre, l'autonomie de l'individu, ce sont pour lui de vrais interlocuteurs, avec lesquels il peut avoir accords et désaccords. Quant à ceux qui voient dans le marxisme « l'horizon

philosophique indépassable de notre temps[6] » et font de la relation au communisme la pierre de touche de toute politique, il ne croit ni à leur révolte ni à leur honnêteté, et ne leur consacre pas une ligne.

Le dernier chapitre regroupe des textes des années 1945-1948, qui portent principalement sur la guerre froide et sur le nouveau gouvernement travailliste issu des élections de juillet 1945. Convaincu que les contraintes économiques et internationales réduisent considérablement la marge de manœuvre de la nouvelle équipe, et conscient que l'alternance des illusions et des déceptions est politiquement désastreuse, Orwell s'applique d'abord à modérer les attentes de ses lecteurs. Quand il dresse un premier bilan, trois ans plus tard, il fait preuve de la même prudence, se gardant de chanter les louanges de réformes pourtant considérables (nationalisations, système national de santé, etc.), sans jouer pour autant le jeu, qu'il juge démagogique et irresponsable, de la surenchère verbale et du radicalisme de façade – qui veut qu'un gouvernement de gauche ne soit, par principe, jamais assez à gauche et soit donc, en définitive, toujours de droite.

Mais Orwell n'a rien renié de ses convictions. En témoignent ses échanges permanents avec la gauche radicale américaine – notamment sa correspondance avec [Dwight Macdonald](#), le directeur de *Politics*, dont on publie ici quelques extraits significatifs mais peu connus[7] –, et la double déclaration de juin 1949 où il désavoue clairement les interprétations de droite de *1984*. La véritable cible du livre, ce ne sont ni le socialisme en général ni le parti travailliste anglais mais, explique-t-il, « les idées totalitaires [qui] ont partout pris racine dans les esprits des intellectuels » ; il n'a fait que « pousser ces idées jusqu'à leurs conséquences logiques » [*infra*] : le cauchemar de *1984* est le rêve inavoué des intellectuels de pouvoir.

Jean-Jacques Rosat Paris,
juin 2009

Tous les textes de ce recueil – dont on trouvera [ici](#), les références précises – sont issus des onze derniers volumes des *Complete Works of George Orwell*, édités par Peter Davison, Ian Angus et Sheila Davison.

Nous avons largement et librement puisé notre information dans les notes des *Complete Works*, en fonction des besoins du lecteur français ; mais nous avons utilisé aussi beaucoup d'autres sources. Toutes les notes et les informations entre crochets sont de l'éditeur.

Un « [Petit glossaire orwellien](#) », regroupe des informations (1) sur un certain nombre de personnalités politiques, journalistiques ou littéraires importantes de l'entourage d'Orwell ou de l'Angleterre de l'époque ; (2) sur tous les journaux, magazines ou revues dans lesquels ces écrits ont été publiés, ou qui sont simplement mentionnés. Les noms qui font l'objet d'une notice dans ce glossaire sont suivis d'un astérisque à leur première occurrence.

Pour une bibliographie des œuvres d'Orwell disponibles en français, lire [infra](#).

I
Orwell avant Orwell
(1928-1929)

1. La censure en Angleterre

Monde, 6 octobre 1928

C'est le premier article d'Orwell. Comme tous ceux de ce chapitre, il est paru directement en français et signé Eric Blair (le pseudonyme George Orwell n'apparaîtra qu'en 1933). La version anglaise originale est perdue. Orwell a vécu à Paris du printemps 1928 à décembre 1929.

La situation, en ce qui concerne la censure en Angleterre, est en ce moment la suivante.

Pour la scène, chaque pièce doit être soumise, avant toute représentation, à l'inspection d'un censeur nommé par le gouvernement, qui peut interdire qu'elle soit jouée, ou la faire modifier s'il la considère comme dangereuse pour la moralité publique. Ce censeur est un fonctionnaire comme n'importe quel autre ; il n'est pas choisi pour ses capacités littéraires. Il a interdit ou entravé la représentation de la moitié des pièces modernes de valeur qui ont été représentées en Angleterre au cours de ces cinquante dernières années. *Les Revenants* d'Ibsen, *Les Avariés* de Brieux, et *La Profession de Mrs Warren* de Bernard Shaw – toutes pièces strictement, et même douloureusement, morales – ont été exclues de la scène anglaise pendant de longues années. Par contre, les revues et comédies musicales habituelles, franchement pornographiques, n'ont subi que le minimum de changements.

Pour ce qui est des romans, il n'y a pas de censure avant la publication ; mais n'importe quel roman peut être supprimé après publication, comme, par exemple, l'ont été *l'Ulysse* de Mr James Joyce ou *Le Puits de la solitude*^[8]. Cette suppression est amenée surtout par la clameur publique, il n'y a aucun corps de fonctionnaires employés dans ce but. Un clergyman fait un sermon, quelqu'un écrit une lettre aux quotidiens, un des journalistes du dimanche pond un article, on fait des pétitions auprès du Home Secretary^[9], et... le livre est supprimé et les exemplaires se vendent en secret à cinq guinées. Mais – et là est l'élément le plus étrange de toute l'affaire – il n'y a *pas de censure* des livres ou pièces qui ne sont pas contemporains. On joue sur la scène anglaise tout Shakespeare ; Chaucer, Swift, Smollett et Sterne sont publiés et vendus non abrégés sans aucun empêchement. Même la traduction de Rabelais par sir Thomas Urquhart (probablement le livre le plus grossier au monde) s'achète sans grande difficulté. Cependant, si l'un de ces écrivains vivait en Angleterre aujourd'hui et écrivait de sa manière habituelle il serait certain non seulement de la suppression de ses livres mais d'être poursuivi en justice.

Les controverses qui s'élèvent à ce sujet peuvent facilement s'imaginer. Elles démontrent que personne ne désire aucune censure. Mais pour comprendre comment on en est arrivé à cette situation extraordinaire, il est nécessaire de remarquer quelque

chose de très curieux qui semble s'être produit dans l'esprit anglais en général pendant les cent cinquante dernières années. Smollett et Sterne, on l'a dit, étaient des écrivains décidément grossiers ; chez sir Walter Scott et Jane Austen, qui n'écrivirent que soixante ou soixante-dix ans plus tard, la grossièreté a entièrement disparu. Une légère trace en reste chez Surtees et Marryat, qui écrivaient entre 1820 et 1850. Mais chez Thackeray, Dickens, Charles Reade et Anthony Trollope, il n'y a plus aucune trace non seulement de grossièreté, mais presque de sexualité. Que s'est-il produit si soudainement et si étrangement dans l'esprit anglais ? Qu'est-ce qui explique la différence entre Smollett et Dickens, son disciple, qui écrivait moins d'un siècle plus tard ?

Pour répondre à ces questions, on doit se souvenir qu'il n'y a eu en Angleterre presque aucune censure littéraire avant le XVIII^e siècle, sauf pendant le court ascendant puritain au XVII^e siècle, et, lorsqu'on se souvient de cela, il semble raisonnable de conclure que la révolution industrielle, qui amena de nouveau au pouvoir les marchands et les fabricants puritains, fut la cause de cette croissance subite de la pruderie. Sans doute la classe moyenne puritaine était aussi prude en 1750 qu'elle l'était en 1850, ou qu'elle l'est aujourd'hui ; mais, ayant moins de puissance politique, elle ne pouvait imposer ses opinions au public. Cette explication ne peut se vérifier, mais elle s'accommode avec les faits mieux qu'aucune autre.

Il ressort de ceci une autre question très curieuse. Pourquoi le sens de la décence diffère-t-il tant en d'autres temps et chez d'autres gens ? Les intellectuels anglais sont revenus, spirituellement, au XVIII^e siècle : ni Smollett ni Rabelais ne les choquent plus. Le grand public anglais, par contre, encore très semblable au public de Dickens, a conspué Ibsen dans les années 1880 et le conspuerait de nouveau s'il réapparaissait demain. Pourquoi y a-t-il une telle différence spirituelle entre ces deux classes de gens ? Car – ceci est un point à remarquer – si Rabelais choquait le public de Dickens, Dickens choque l'Anglais cultivé d'aujourd'hui. Non seulement Dickens mais presque tous les écrivains de langue anglaise du milieu du XIX^e siècle (y compris les Américains) dégoûtent profondément un homme moderne sensible par leur goût du macabre et du lugubre. Ces écrivains avaient un penchant pour les chambres mortuaires, les cadavres, les funérailles. Dickens a écrit une description d'un cas de combustion spontanée qu'il est maintenant nauséabond de lire. Mark Twain, l'humoriste américain, plaisantait fréquemment à propos de charognes non enterrées. Edgar Allan Poe a écrit des histoires si épouvantables que certaines d'entre elles (notamment *La Vérité sur le cas de M. Valdemar*) furent considérées comme impropres à être publiées *in extenso* en France. Pourtant ces écrivains ne causèrent jamais de manifestations parmi le grand public anglais – bien au contraire.

Que conclure ? Nous pouvons seulement dire que cette censure extraordinaire et inconséquente que connaît aujourd'hui l'Angleterre est le résultat d'une pruderie qui (sans le respect qu'inspire leur grande réputation) supprimerait Chaucer et Shakespeare aussi bien que James Joyce. Et la cause de cette pruderie se trouve dans l'étrange puritanisme anglais, que ne répugne pas la saleté mais qui craint la sexualité et déteste la beauté.

Aujourd'hui, il est illégal d'imprimer un juron, et même de jurer, et pourtant aucune

race n'est plus portée à jurer que l'anglaise. De même, toute pièce sérieuse sur la prostitution est susceptible d'être interdite à la scène anglaise, comme toute prostituée est susceptible d'être poursuivie ; et, pourtant, on sait bien que la prostitution est aussi répandue en Angleterre qu'ailleurs. Il y a des signes que cet état de choses ne durera pas toujours ; déjà on constate un peu plus de liberté d'écriture qu'il y a cinquante ans.

Si quelque gouvernement osait abolir toute censure morale littéraire nous trouverions que nous avons été malmenés pendant quelques dizaines d'années par une assez petite minorité. Et un siècle après son abandon nous pouvons être sûrs que cette étrange institution d'une censure morale en littérature semblera aussi éloignée de nous et aussi fantastique que les coutumes maritales de l'Afrique centrale.

Traduit de l'anglais par H. J. Salemson

2. La grande misère de l'ouvrier britannique

Le Progrès civique
29 décembre 1928,5 et 12 janvier 1929

Le chômage

Angleterre ! Chômage ! On ne peut parler de l'une sans évoquer le spectre de l'autre.

Le chômage est une des caractéristiques de la vie anglaise d'après guerre ; c'est aussi la récompense offerte au travailleur britannique en échange de ses services comme soldat. Avant la guerre, le chômage n'était certes pas inconnu, mais les sans-travail, relativement peu nombreux, représentaient une quantité négligeable. Ils constituaient, pour ainsi dire, « l'armée de réserve du travail » et servaient de régulateur pour empêcher une élévation trop rapide des salaires ; on les utilisait aussi, de temps en temps, pour boucher les trous quand la main-d'œuvre venait à manquer. À cette époque, la mécanique économique fonctionnait, ou tout au moins semblait fonctionner sans trop d'à-coups. L'opinion publique envisageait la situation avec sérénité en se disant que jamais la machine ne pourrait se détraquer.

Mais vint la guerre et soudain tout se détraqua. La concurrence, essence même du commerce moderne, qui pousse les industriels d'un pays à rivaliser à outrance avec ceux d'un autre, en fut la cause. Dans toute compétition, il y a forcément un gagnant et un perdant. Avant la guerre, l'Angleterre était le gagnant ; aujourd'hui, elle est le perdant. Voilà, en deux mots, la source de tout le mal.

La guerre mit fin à la suprématie industrielle de l'Angleterre. Les pays non combattants, et notamment l'Amérique, détournèrent à leur profit la majeure partie de son commerce d'exportation. Mais, pis encore, le reste du monde s'industrialisait plus vite qu'elle. Le fait même de s'être lancée la première dans la voie de l'industrialisation militait contre elle. Ses capitaux étaient engagés dans un outillage désormais désuet, qui ne s'adaptait plus aux méthodes nouvelles, mais qui avait coûté trop cher pour qu'on pût se résoudre à le mettre à la ferraille. Les autres pays, partis plus tard dans la course, possédaient un équipement plus en rapport avec les besoins modernes.

Parmi les industries qui ont le plus souffert, il y a les principales industries anglaises : le charbon et le fer. À l'heure actuelle, les mines de houille sont les plus éprouvées. Leur état est lamentable, au point que nombre d'entre elles ne peuvent, avec le système actuellement en vigueur, être exploitées sans pertes. En Angleterre, la dualité de la propriété dans les régions minières occasionne une formidable déperdition de combustible, de labeur et d'outillage. Des droits exorbitants sont payés aux propriétaires du sol sous lequel passent les veines de charbon. En outre, chaque mine est dévorée par son groupe organisé de parasites : les actionnaires, qui veulent des dividendes et, par suite, font monter le prix du charbon. Étant donné tous ces désavantages, peut-on s'étonner de ce que le charbon anglais ne trouve plus d'acheteurs ? Pour remédier à cet état de choses, les capitalistes ont essayé de contraindre les mineurs à travailler pour un salaire insuffisant. Leurs efforts dans ce sens ont échoué mais, en attendant, le charbon polonais se vend à un prix de dix ou quinze francs inférieur au plus bas que puisse offrir l'Angleterre dans les conditions actuelles. Il en va de même dans les aciéries et les filatures de coton. L'Angleterre paie cher aujourd'hui sa suprématie industrielle d'autrefois.

Résultat : un million et quart, un million et demi, parfois presque deux millions de

chômeurs en Angleterre. Avec un million ou deux millions d'individus affamés dans un pays, la révolution menace à bref délai ; aussi comprit-on, dès le début, que l'État devait venir en aide aux sans-travail.

Finie la guerre, finie également la prospérité trompeuse et éphémère du temps de guerre. Aux soldats qui regagnaient leurs foyers, on avait dit qu'ils se battaient pour la civilisation, pour un pays « où des héros pussent vivre dignement », selon l'expression de Mr Lloyd George ; en bref, que l'Angleterre d'après guerre serait un Eldorado où la richesse irait de pair avec le confort. Hélas ! Comme l'Eldorado ne se matérialisait pas, il fallut improviser quelque chose, et cela sans perdre un instant, avant que les anciens soldats eussent le temps de s'apercevoir qu'on les avait trompés et se rendissent compte qu'ils s'étaient, en somme, battus pour rien du tout. Et c'est pourquoi le gouvernement fit voter hâtivement, en 1920, la loi d'assurances contre le chômage, aux termes de laquelle tout ouvrier régulièrement employé avait la faculté de verser une somme qui l'assurât contre la perte de son emploi. Ces versements lui conféraient le droit de réclamer des secours en cas de chômage forcé. Sage précaution contre la famine et la révolution qui, fatalement, en résulterait.

Voici, succinctement résumés, les articles de cette loi. Les travailleurs versent par semaine une prime de trois francs pour les hommes, de deux francs cinquante pour les femmes. En retour, s'ils ont effectué au moins trente versements, ils peuvent, le cas échéant, bénéficier des secours spéciaux accordés aux sans-travail. Ces secours sont représentés par une allocation hebdomadaire de dix-huit shillings (110 francs) pour une durée de vingt-six semaines de chômage. Cette période peut être prolongée dans certains cas exceptionnels. En outre, le chômeur, s'il est marié, reçoit une allocation hebdomadaire de cinq shillings (30 francs) pour sa femme, et d'un shilling (6 francs) pour chacun de ses enfants. Pour les femmes sans travail et les jeunes gens de moins de vingt et un ans, les sommes allouées sont plus minimes encore.

Remarquons d'abord qu'il ne saurait être question ici de charité. Il ne s'agit, en l'espèce, que d'une assurance, et le plus grand nombre de travailleurs ne reçoivent rien en échange de leurs versements. Ajoutons que ces subsides aux chômeurs sont devenus une nécessité absolue, par suite de la déchéance économique de l'Angleterre dont les ouvriers ne sont en rien responsables. Notons aussi que les secours aux chômeurs ne pèchent pas par excès de libéralité. Un shilling par semaine, ce n'est pas beaucoup pour un jeune enfant. Même avec dix-huit shillings par semaine, un homme adulte joint péniblement les deux bouts.

Il faut le dire, car une légende absurde circule dans la presse conservatrice d'après laquelle le chômage est uniquement dû à la paresse et à la rapacité des travailleurs. Cette légende veut que l'ouvrier anglais n'ait d'autre but dans la vie que d'éviter tout labeur fatigant pour vivre, sans rien faire, de ses dix-huit shillings par semaine. Et ce sont les auteurs de cette légende qui ont inventé le terme « aumône » pour désigner les indemnités de chômage. « Aumône » est un vilain mot, une expression pleine de mépris, qui évoque l'idée d'argent versé par charité à des parasites indignes. Cette croyance, que les sans-travail représentent une véritable armée de sybarites faisant bonne chère avec de l'argent mendié à la charité des contribuables, est assez répandue parmi les classes

aisées d'Angleterre.

Or, le sort des sans-travail est en réalité loin d'être enviable. Comment, à tout prendre, peut-on vivre avec dix-huit shillings par semaine ? La réponse est simple : on ne vit pas, on arrive tout juste à ne pas mourir.

Prenons par exemple le cas d'un chômeur marié, avec une femme et deux enfants en bas âge. Ses ressources se montent, au total, à vingt-cinq shillings (150 francs par semaine). Croit-on, pour un seul instant, qu'il puisse s'offrir beaucoup de luxe avec cette somme, et que le pauvre diable ne préférerait pas un labeur, si ardu soit-il, qui lui rapporte davantage ? Une famille pauvre, dans les conditions que nous venons de décrire, habite, pêle-mêle, une seule pièce de quelque taudis infect à Londres, à Manchester, ou bien encore dans une ville minière du pays de Galles. Elle paie probablement sept shillings (42 francs) par semaine, de loyer seulement. Le reste devra suffire à la nourriture et à l'entretien de quatre personnes.

Avec de semblables revenus, en quoi peuvent consister leurs repas ? Du pain et du thé, du thé et du pain, d'un bout de la semaine à l'autre. Ce misérable régime – du pain, très mauvais, blanc et peu nutritif, et du thé très fort – est la base de l'alimentation des gens très pauvres en Angleterre. En hiver, il est presque impossible de chauffer convenablement la pièce unique et délabrée. L'homme n'a pas les moyens d'acheter du tabac. Quant à la bière, il n'y faut point songer. Le lait même des enfants est rationné. Les vêtements de rechange et les meubles les moins indispensables prennent, l'un après l'autre, le chemin du mont-de-piété, et les jours mornes se succèdent, sans amener la fin du chômage. Ainsi « l'oisiveté sans le luxe », comme disent avec une indignation vertueuse les journaux conservateurs, se traduit, vue de près, par un « état voisin de la famine ».

Il se peut que le chômeur soit célibataire. Dans ce cas, il élira domicile dans une de ces vastes casernes (*lodging houses*) à l'usage des gens très pauvres. Il pourra, de cette façon, arriver à économiser un shilling ou deux sur son loyer hebdomadaire.

Ces logis sont exploités par d'importantes sociétés, qui en retirent d'appréciables bénéfices. Les locataires couchent dans d'immenses dortoirs où sont alignés de trente à quarante lits de sangle, comme ceux des soldats, séparés par un intervalle de trois pieds (environ 90 centimètres). Ils passent leurs journées dans des cuisines souterraines, creusées sous la rue, où ils peuvent préparer leurs aliments, quand ils en ont, dans des poêles à frire sur un feu de déchets de charbon. La plupart des miséreux non mariés en Angleterre – chômeurs, mendiants, crieurs de journaux et autres de même acabit – vivent dans ces logis surpeuplés, insalubres, dépourvus de toute espèce de confort. Les lits, le plus souvent d'une saleté repoussante, grouillent de vermine. Et c'est là que le chômeur prend ses repas, qui consistent en pain et en thé.

Il passe, hébété, le cerveau vide, devant le feu, les longues heures qu'il ne consacre pas à la recherche d'un travail quelconque. Sauf cette quête de l'emploi, toujours décevante, il n'a absolument rien à faire. On comprend que, dans ces conditions, il aspire à travailler, à accomplir n'importe quelle besogne, même la plus répugnante et la moins rémunérée ; car cette existence absolument vide, sans amusements ni distractions d'aucune sorte – et d'où la faim n'est jamais entièrement exclue –, est d'une monotonie

et d'une tristesse insupportables. Le chômeur a tout juste assez d'argent pour subvenir aux besoins essentiels de la vie, et l'oisiveté qui lui est imposée est cent fois plus pénible que le plus pénible labeur.

D'ailleurs, son indemnité de chômage ne lui sera pas éternellement versée, et même la toucher n'est pas précisément une sinécure. Il lui faut se rendre chaque jour aux bureaux de placement pour demander s'il n'y a pas de travail, et attendre là très souvent plusieurs heures avant qu'on ait le temps de s'occuper de lui. Pour se faire verser son allocation hebdomadaire, il doit se présenter en personne et attendre encore. On voit ainsi, à toute heure du jour, se presser aux portes des bureaux de placement de longues queues de loqueteux aux traits émaciés. Les passants leur jettent un regard de pitié ou de mépris. Les fonctionnaires chargés de les payer ne laissent pas de leur faire entendre toute l'infériorité de leur situation. Ils veillent à ce qu'ils n'oublient pas un seul instant qu'ils ne sont que des parias, vivant aux dépens du public, et qu'ils doivent, par conséquent, en toute circonstance, se montrer humbles et soumis. S'ils se présentent en état d'ivresse ou simplement sentant la boisson, on est en droit de leur refuser leur allocation.

Vient un jour l'échéance fatale. Les vingt-six semaines sont écoulées. Et le chômeur, toujours sans travail, se trouve par surcroît sans ressources. Que lui reste-t-il à faire ? Peut-être a-t-il économisé quelques shillings qui lui permettront de patienter un jour ou deux de plus. Il pourra abandonner son lit à quatre francs et passer ses nuits à la belle étoile, réduire ses repas à l'extrême limite qui lui permettra tout juste de ne pas mourir de faim. À quoi bon ? Si l'emploi rêvé ne se trouve pas, il n'a plus le choix qu'entre mendier, voler, ou crever de misère.

Il se décidera probablement à mendier. Il tendra la main dans les rues, ou bien encore il sollicitera les secours prélevés pour les pauvres sur les taxes locales, aux termes de la loi sur la pauvreté. Peut-être aussi se fera-t-il admettre à l'asile (*workhouse*) où les miséreux, traités à peu près comme des prisonniers, sont entretenus aux frais du public. S'il a de la chance, il obtiendra, toujours d'après la même loi, une allocation hebdomadaire de dix shillings (62 francs) avec laquelle il lui faudra subsister tant bien que mal. Il pourra aussi se faire vagabond (*tramp*) et arpenter le pays dans tous les sens, cherchant du travail en route et demandant chaque soir à un différent *workhouse* son gîte et sa nourriture.

Mais ils sont en si grand nombre, ces malheureux, que tout l'édifice de la loi sur la pauvreté menace de s'effondrer. Prévu pour faire face à des conditions normales, il ne peut supporter le poids additionnel de ces milliers de sans-travail qui, ne recevant plus d'allocation chômage, doivent parfois continuer à vivre sur la communauté. Dans le sud du pays de Galles, où la défaillance des mines de charbon a jeté sur le pavé un demi-million d'hommes, les caisses de secours aux pauvres, prélevées sur les taxes locales, ont aujourd'hui fait faillite.

Telles sont les conditions du chômage en Angleterre. Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement conservateur actuel n'a su que prononcer des discours optimistes. Au début de cette année, comme on demandait à Mr Baldwin^[10] de prélever sur les deniers publics des subsides pour le sud du pays de Galles, le Premier ministre

répondit qu'il « comptait sur la charité privée » pour aider les mineurs plongés dans le dénuement.

On a timidement proposé de vagues projets dans le but de créer une demande artificielle de main-d'œuvre, en entreprenant des travaux publics sur une grande échelle : construction de routes ou de canaux ; mais comme il aurait fallu, pour les organiser, avoir recours à de nouveaux impôts, rien d'important n'a été fait. On a aussi essayé de faire émigrer en masse des chômeurs. Mais les conditions offertes n'avaient rien de bien séduisant, et, de plus, le Canada et l'Australie ont, comme la métropole, leurs problèmes industriels à résoudre. Ils n'ont que faire, pour le moment, du surplus des mineurs anglais, et ils l'ont nettement fait savoir. Il ne semble donc pas probable que l'émigration doive aplanir la difficulté.

Le gouvernement s'est efforcé de dissimuler ses folies en maquillant la vérité. Les statistiques officielles se rapportant au chômage sont à dessein réglées de façon à induire en erreur. Elles n'énumèrent que les chômeurs *assurés* et omettent les dizaines de milliers d'individus qui n'ont jamais tenu un emploi régulier depuis la guerre. Ne figurent pas non plus sur ces listes les femmes et les enfants à la charge des sans-travail. Le chiffre réel des miséreux est donc immensément sous-estimé. La presse conservatrice évite le plus possible de mentionner le chômage ; quand elle en parle, c'est pour faire des allusions méprisantes à l'*aumône* et à la paresse des classes ouvrières. Ainsi le bourgeois aisé d'Angleterre qui ne connaît rien – et préfère ne rien connaître – de la vie des pauvres n'apprend-il rien qui puisse l'arracher à l'indifférence où il se complaît.

Et comment, demandera-t-on, tout cela finira-t-il ? Quelle solution est-il permis d'envisager ? Une seule chose paraît certaine. On fera tout pour empêcher que le plus grand nombre de ces misérables meure vraiment de faim. Aucun gouvernement n'oserait, par exemple, se trouver en face d'un demi-million de mineurs affamés. Quoi qu'il arrive, on veillera, pour éviter la révolution, à ce que les chômeurs reçoivent n'importe comment des subsides. Mais à part cela, toute grande amélioration semble impossible. Le chômage est un sous-produit du capitalisme et de la concurrence industrielle sur une grande échelle. Tant que se perpétuera cet état de choses la misère sévira chez les ouvriers, tantôt dans un pays, tantôt dans un autre.

Pour le moment, c'est l'ouvrier anglais le bouc émissaire. Sans doute continuera-t-il à souffrir jusqu'à ce que se produise un changement radical dans le système économique actuel. En attendant, son seul espoir réel est qu'un jour sera élu un gouvernement assez fort et assez intelligent pour amener ce changement.

La journée d'un tramp

D'abord, qu'est-ce qu'un *tramp* ?

Le *tramp* appartient à la faune de la Grande-Bretagne. On le reconnaît aux caractéristiques suivantes : il n'a pas d'argent, il est vêtu de haillons, il se déplace à raison d'une vingtaine de kilomètres par jour et ne dort jamais deux nuits de suite au même endroit. Somme toute, c'est un vagabond qui vit de la charité, erre à pied jour après jour, pendant des années entières, et, au cours de ses pérégrinations, traverse plusieurs fois l'Angleterre de bout en bout. Il n'a ni emploi, ni domicile, ni famille, ne possède rien au monde sauf les loques qui recouvrent sa pauvre carcasse ; il vit aux dépens de la communauté.

Nul ne sait combien d'individus comprend la gent *tramp*. Trente mille ? Cinquante mille ? Cent mille peut-être en Angleterre et dans le pays de Galles aux époques où sévit plus particulièrement le chômage.

Le *tramp* ne vagabonde pas pour son plaisir, ni parce qu'il a hérité les instincts d'ancêtres nomades ; il cherche avant tout à ne pas mourir de faim. La chose s'explique aisément : le *tramp* est sans travail par suite des conditions économiques de l'Angleterre. Donc, pour vivre, il lui faut compter sur la charité publique ou privée. Pour lui venir en aide, les autorités ont créé des *workhouses*, où les indigents peuvent trouver nourriture et abri. Ces asiles sont éloignés les uns des autres d'environ vingt kilomètres, et il est interdit à quiconque de s'y faire héberger plus d'une fois par mois. D'où les pèlerinages sans fin des vagabonds qui, s'ils veulent manger et dormir sous un toit, sont obligés de gagner chaque soir un nouvel abri où passer la nuit.

Voilà donc expliquée la raison d'être des *tramps*. Voyons maintenant quelle peut être leur existence. L'examen d'une seule de leurs journées suffira ; car elles se ressemblent toutes pour ces habitants infortunés d'un des pays les plus riches du monde.

Prenons l'un d'eux à sa sortie de l'asile, vers dix heures du matin. Une distance de vingt kilomètres, plus ou moins, le sépare du prochain *workhouse*. Il la parcourra probablement en cinq heures, arrivant à sa destination vers trois heures de l'après-midi. Il ne se reposera guère en route, car la police, qui regarde les *tramps* d'un œil soupçonneux, aura tôt fait de le forcer à déguerpir de toute ville ou village où il serait tenté de s'arrêter. Et c'est pourquoi notre homme ne s'arrête généralement pas en route.

Il est, nous l'avons dit, environ trois heures de l'après-midi quand il se présente à l'asile. Mais celui-ci n'ouvrira ses portes qu'à six heures du soir. Trois mortelles heures à tuer en compagnie d'autres vagabonds qui attendent déjà. Le troupeau d'être humains, hâves, hirsutes, crasseux et déguenillés, grossit d'instant en instant. Ils se trouvent bientôt une centaine de sans-travail appartenant à presque tous les corps de métier. Les mineurs et les fileurs de coton, victimes du chômage qui se fait cruellement sentir dans le nord de l'Angleterre, sont les plus nombreux, mais toute la main-d'œuvre, spécialisée ou non, est représentée.

Leur âge ? De seize à soixante-dix ans. Leur sexe ? On compte environ deux femmes sur une cinquantaine de vagabonds. Par-ci, par là, un idiot marmonne des mots sans suite. D'autres sont dans un état de faiblesse et de décrépitude tel qu'on se demande

comment ils ont pu jamais parcourir vingt kilomètres à pied. Leurs vêtements sont, dans leur ensemble, grotesques, en lambeaux et d'une saleté repoussante. Leur visage fait songer au mufler de quelque animal sauvage, peu dangereux, peut-être, mais devenu à la fois farouche et timide par suite du manque de repos et de confort.

Ils sont là qui attendent, allongés dans l'herbe ou accroupis dans la poussière. Les plus hardis vont rôder autour de la boutique du boulanger ou du boucher, dans l'espoir de glaner quelque nourriture. Mais cette pratique est dangereuse car la mendicité est interdite en Angleterre ; aussi, pour la plupart, se contentent-ils de demeurer oisifs et d'échanger de vagues paroles dans un étrange argot, langage spécial des *tramps*, fourmillant de mots et d'expressions bizarres et pittoresques qu'on ne trouve dans aucun dictionnaire. Arrivés de tous les coins de l'Angleterre et du pays de Galles, ils se racontent leurs aventures et envisagent sans trop d'espoir la possibilité de trouver du travail en route. Beaucoup se sont déjà rencontrés dans quelque asile à l'autre bout du pays, car ils traversent et retraversent maintes et maintes fois les mêmes pistes dans leurs incessantes pérégrinations. Lugubres et sordides caravansérails que ces *workhouses*, où ces tristes pèlerins d'Angleterre s'assemblent pour quelques heures avant de s'égarer de nouveau dans toutes les directions.

Tous les *tramps* fument. Comme il est interdit de fumer à l'intérieur de l'asile, ils mettent à profit leurs heures d'attente. Leur tabac consiste principalement en bouts de cigarettes ramassés dans les rues. Ils le roulent dans un papier, ou s'en servent pour bourrer de vieux brûle-gueule. Quand, par hasard, un vagabond possède quelque argent, gagné par son travail ou mendié sur la route, son premier soin est d'acheter du tabac ; mais, le plus souvent, il doit se contenter des mégots qu'il trouve sur les trottoirs ou la chaussée. L'asile ne lui fournit que le couvert et la nourriture ; pour le reste, vêtements, tabac, etc., il lui faut se débrouiller de son mieux.

Mais l'heure approche où les portes de l'asile vont s'ouvrir. Les *tramps* se sont levés et forment la queue, appuyés au mur de l'immense édifice, cube hideux de briques jaunâtres, situé dans un lointain faubourg, et qui ressemble à s'y méprendre à une prison. Encore quelques minutes, les lourds battants s'écartent et le bétail humain pénètre à l'intérieur. La ressemblance entre un de ces asiles et une prison frappe davantage encore quand on a franchi le seuil. Au milieu d'une cour sans verdure, close de hauts murs en briques, s'élève le bâtiment principal comprenant des cellules aux parois nues, une salle de bain, les bureaux de l'administration, et une pièce exiguë, meublée de bancs grossiers en bois, qui sert de réfectoire. Le tout laid et sinistre à plaisir.

Cette atmosphère de prison se retrouve partout. Des fonctionnaires en uniforme molestent les vagabonds, les mènent à la baguette et ne manquent aucune occasion de leur rappeler qu'en pénétrant dans le *workhouse* ils ont fait abandon de tous leurs droits, de toutes leurs libertés. Le nom et la profession du *tramp* sont inscrits sur un registre. Puis on lui fait prendre un bain, on lui enlève ses vêtements et tous les objets en sa possession. On lui prête ensuite une grossière chemise de coton pour la nuit. Si par hasard il a de l'argent, on le lui confisque ; mais s'il avoue posséder plus de deux francs, il ne sera pas admis à passer la nuit à l'asile et devra se procurer un lit où il pourra. En

conséquence, les vagabonds – ils ne sont pas très nombreux – qui possèdent plus de deux francs ont eu soin de dissimuler leur argent dans le bout de leurs souliers, en prenant bien garde de n'être pas vus car cette fraude peut être punie de prison.

Après son bain, le vagabond, dont les vêtements ont été confisqués, reçoit son souper : une demi-livre de pain avec un peu de margarine et un demi-litre de thé. Le pain, fabriqué à l'usage exclusif des *tramps*, est abominable. De couleur grise, invariablement rassis, il a un goût désagréable, qui laisserait croire que la farine dont il est fait provient de grains avariés. Le thé lui-même est mauvais au possible, mais les vagabonds le boivent avec plaisir, car il les réchauffe et les reconforte après les fatigues de la journée. Ce repas est peu appétissant et englouti en cinq minutes. Après quoi les *tramps* reçoivent l'ordre de gagner les cellules où ils passeront la nuit.

Ces cellules, véritables cachots de brique ou de pierre, mesurent environ quatre mètres de long sur deux de large. Pas d'éclairage artificiel ; la lumière n'y pénètre que par une étroite fenêtre grillagée, percée très haut dans le mur, et par un guichet pratiqué dans la porte pour permettre aux gardiens de surveiller leurs hôtes. Quelquefois, la cellule contient un lit, mais le plus souvent les vagabonds doivent dormir à même le plancher, sans autre literie que trois couvertures. Il arrive aussi fréquemment que les oreillers manquent, auquel cas les malheureux sont autorisés à conserver leur veste pour s'en faire tant bien que mal une sorte de coussin où reposer leur tête. Généralement, la pièce est terriblement froide, et les couvertures sont devenues, par suite d'un long usage, si minces qu'elles n'offrent pour ainsi dire aucune protection contre les rigueurs de la température.

Dès que les vagabonds ont pris possession de leurs cellules, les portes sont solidement verrouillées à l'extérieur ; elles ne s'ouvriront que le lendemain à sept heures. D'habitude, chaque cellule est occupée par deux personnes. Emmurés dans leur petit cachot pendant douze longues heures, le corps uniquement protégé par une chemise de coton et des couvertures trop minces, les infortunés souffrent cruellement du froid et du manque de confort le plus élémentaire. Presque tous les locaux sont infestés de punaises, et le vagabond, dévoré par la vermine, les membres brisés de fatigue, passe des heures et des heures à se retourner en attendant en vain le sommeil. Peut-être arrivera-t-il à s'assoupir pendant quelques instants, mais les souffrances cruelles que lui fait éprouver la dureté de sa couche ont tôt fait de le réveiller. Les vieux chemineaux expérimentés qui supportent cette existence depuis quinze ou vingt ans, et sont par suite devenus philosophes, passent leur nuit à bavarder. Ils se reposeront le lendemain pendant une heure ou deux dans un champ, à l'abri de quelque haie plus hospitalière pour eux que l'asile. Mais les jeunes gens, que l'accoutumance n'a pas encore endurcis, se débattent et gémissent, dans l'obscurité, attendant avec impatience que le matin leur apporte la délivrance.

Et pourtant, quand la lumière du soleil pénètre enfin la prison, c'est avec un morne désespoir qu'ils envisagent la perspective d'une journée toute semblable à celle de la veille. Enfin, les cellules s'ouvrent. C'est l'heure de la visite du docteur ; les vagabonds ne seront en effet relâchés qu'après cette formalité.

Le praticien est généralement en retard et les vagabonds doivent attendre sa venue,

parqués à demi-nus dans un corridor. On peut alors avoir un aperçu de leur physique. Quels corps et quels visages ! Un grand nombre sont atteints de tares congénitales. Plusieurs souffrent de hernies et portent des bandages. Presque tous ont les pieds déformés et couverts de plaies, par suite de leurs longues marches avec des chaussures mal ajustées. Les vieillards n'ont plus que la peau et les os. Tous ont les chairs flasques, l'aspect minable de gens qui, d'un bout de l'année à l'autre, ne font jamais un vrai repas. Leurs traits émaciés, leurs rides prématurées, leur barbe inculte, tout en eux dénote l'insuffisance de nourriture et le manque de sommeil.

Mais voici le docteur. Son examen est aussi rapide que superficiel. Il n'a d'ailleurs d'autre but que de découvrir si, parmi les chemineaux, il n'en est pas qui présentent des symptômes de petite vérole. Le médecin enveloppe d'un coup d'œil rapide, par-devant et par-derrière, chacun des miséreux à tour de rôle. Or la plupart d'entre eux souffrent d'une maladie quelconque. Quelques-uns, presque totalement idiots, sont à peine capables de se conduire. Peu importe, ils seront relâchés tant qu'ils ne porteront pas sur leur corps les stigmates redoutés de la petite vérole. Qu'ils soient en bonne ou mauvaise santé, les autorités n'en ont cure, du moment que leur mal n'est pas contagieux.

La visite médicale terminée, les *tramps* se rhabillent. C'est là, sous la lumière du jour, qu'on peut vraiment voir les vêtements dont se couvrent les pauvres hères pour se protéger des intempéries du climat anglais. Ces vêtements disparates – en majeure partie mendés aux portes des maisons – sont à peine bons à mettre à la poubelle. Grotesques, mal ajustés, trop longs, trop courts, trop larges ou trop étroits, leur étrangeté prêterait à rire dans toute autre circonstance. En l'espèce, on se sent, à les voir, envahi par une immense pitié. On les a rapiécés tant bien que mal avec des bouts d'étoffe de toutes les couleurs. Des ficelles remplacent les boutons absents. Les sous-vêtements ne sont que des haillons malpropres, que la seule crasse empêche de tomber en lambeaux. D'aucuns n'ont pas de sous-vêtements ; beaucoup ne possèdent même pas de chaussettes et, après s'être enveloppé les orteils de chiffons, glissent leurs pieds nus dans des souliers dont le cuir, durci par la pluie et le soleil, a perdu toute souplesse. La toilette des *tramps* est un affreux spectacle.

Sitôt vêtus, les chemineaux reçoivent leur déjeuner, dont le menu est en tous points semblable à celui de leur souper. On les aligne ensuite, comme des soldats, dans la cour de l'asile où les gardiens répartissent les corvées. Les uns laveront les planchers, les autres fendront du bois, casseront du charbon, accompliront diverses besognes jusqu'à dix heures, où sera donné le signal du départ. On leur rend tous les objets personnels confisqués le soir précédent. On y ajoute une demi-livre de pain et un morceau de fromage pour leur repas de midi, ou bien encore, mais plus rarement, un coupon en échange duquel ils pourront se procurer en route, chez certains commerçants spécifiquement désignés, du pain et du thé jusqu'à concurrence de trois francs.

Un peu après dix heures, les portes de l'asile livrent passage à un flot de miséreux hâves et sales, qui se répandent aussitôt à travers le pays. Chacun d'eux se dirige vers un nouvel asile, où il sera fait usage exactement des mêmes procédés à son égard. Et, pendant des mois, des années, des dizaines d'années peut-être, le vagabond ne connaîtra pas d'autre existence.

Pour conclure, remarquons que le régime appliqué à chaque *tramp* comprend, en tout et pour tout, environ 750 grammes de pain avec un peu de margarine et de fromage, et un litre de thé par jour : alimentation manifestement insuffisante pour un homme qui doit parcourir quotidiennement vingt kilomètres à pied.

Pour suppléer le manque de nourriture, pour se procurer des vêtements, du tabac et mille autres choses dont il peut avoir besoin, le chemineau, quand il ne trouve pas de travail – et il en trouve rarement –, doit mendier... mendier ou voler. Or la mendicité est interdite en Angleterre et, pour avoir tendu la main, plus d'un chemineau a fait connaissance avec les prisons de son pays. Cercle vicieux : s'il ne mendie pas, il meurt d'inanition ; s'il mendie, il enfreint la loi.

L'existence de ces vagabonds est avilissante et démoralisatrice. Elle fait, au bout de très peu de temps, d'un homme actif un incapable et un parasite. Elle est, en outre, d'une monotonie désespérante. Les seuls plaisirs que connaissent les vagabonds sont représentés par le gain inattendu de quelques shillings, grâce auxquels ils pourront, pour une fois, manger à leur faim ou se livrer à une orgie de boisson. Le *tramp* est privé de femmes. Peu de femmes deviennent *tramps*. Quant aux autres, plus fortunées, le *tramp* n'est pour elles qu'un objet de mépris. Aussi l'homosexualité n'est-elle pas un vice inconnu parmi ces éternels errants.

Enfin, le *tramp*, qui ne s'est rendu coupable d'aucun crime, qui n'est somme toute qu'une victime du chômage, est condamné à vivre plus misérablement que le pire des criminels. C'est un esclave avec un semblant de liberté, plus cruel encore que le plus cruel des esclavages. Quand on réfléchit à son triste sort, qui est celui de milliers d'individus en Angleterre, la conclusion s'impose que la société montrerait plus de bienveillance à son égard en l'enfermant, pour le reste de ses jours, dans une prison où il jouirait au moins d'un bien-être relatif.

Les mendiants de Londres

Quiconque a visité Londres n'a pu manquer d'être frappé par le grand nombre de mendiants qu'on rencontre dans les rues. Ces infortunés, souvent estropiés ou aveugles, apparaissent dans tous les coins de la capitale. Ils sont, pour ainsi dire, partie intégrante du décor. Dans certains quartiers, on peut voir, tous les trois ou quatre mètres, debout sur le bord du trottoir, un être malingre, malpropre, en haillons, muni d'un plateau garni de boîtes d'allumettes qu'il fait semblant de vendre. D'autres chantent d'une voix lasse une chanson populaire. D'autres encore tirent d'un quelconque instrument de musique des sons discordants. Tous sont, sans contredit, des mendiants qui, privés de leur gagne-pain par suite du chômage, se voient réduits à solliciter, d'une façon plus ou moins déguisée, la charité des passants.

Combien sont-ils à Londres ? Nul ne le sait au juste : plusieurs milliers probablement, dix mille peut-être aux pires époques de l'année. En tout cas, il est à peu près certain que, sur quatre cents Londoniens, on compte un mendiant qui vit aux dépens des trois cent quatre-vingt-dix-neuf autres.

Parmi ces miséreux, les uns sont des mutilés du travail, les autres souffrent de maladies héréditaires. Un grand nombre aussi sont d'anciens soldats qui, après avoir passé les plus belles années de leur jeunesse à la guerre qui devait « mettre fin aux guerres » au lieu d'apprendre un métier lucratif, ont trouvé à leur retour dans leurs foyers que la patrie reconnaissante avait, en récompense de leurs services, à leur offrir pour tout potage le choix entre la mort lente par inanition et la mendicité. Ils ne sont pas assurés contre le chômage ou bien, s'ils l'ont été, la période de vingt-six semaines pendant lesquelles, aux termes de la loi, ils avaient droit à l'allocation spéciale prévue pour les sans-travail est arrivée à expiration sans qu'ils aient pu trouver le moindre emploi. Dans cette confraternité où se coudoient des vieillards et des jeunes hommes à peine sortis de l'adolescence, on trouve relativement peu de femmes. Les mendiants, comme les chemineaux dont j'ai parlé dans mon dernier article, peuvent varier à l'infini quant à leurs origines, leur caractère, les métiers qu'ils ont exercés en des temps plus prospères, mais ils s'apparentent tous par leur crasse, leurs haillons, leur aspect invariablement minable.

Avant de pousser plus avant l'examen des moyens mis en œuvre par les mendiants londoniens pour vivre aux crochets du public, constatons la curieuse anomalie de leur situation vis-à-vis des autorités. Londres fourmille d'individus qui ne vivent que de la charité privée. Ils sont des milliers à tendre la main, et pourtant la mendicité dans la métropole de l'Empire britannique est rigoureusement interdite sous peine de prison. Comment donc se fait-il que, chaque jour, des milliers de citoyens enfreignent la loi de leur pays et vivent impunément dans l'illégalité ?

C'est qu'à vrai dire la loi se tourne le plus aisément du monde. Demander franchement de l'argent, des aliments, des vêtements est un délit ; mais il est par contre parfaitement licite de vendre, ou faire semblant de vendre, des objets quelconques, ou de casser la tête à ses concitoyens sous prétexte de les amuser. Ce sont là des singularités de la loi anglaise que le bon sens le plus élémentaire se refuse à comprendre.

Voyons par quels moyens on tourne la loi.

D'abord la musique. Les chanteurs, les amateurs de flûte ou de cornet à piston sont légion. Ceux qui ne savent jouer d'aucun instrument promènent à travers les rues un gramophone sur une brouette ; mais l'élément le plus important des musiciens ambulants est constitué par les joueurs d'orgue de Barbarie.

L'orgue de Barbarie est un instrument de musique de la grandeur à peu près d'un piano droit ordinaire et monté sur une charrette à bras. Pour en jouer, on tourne une manivelle. Le nombre de joueurs d'orgue de Barbarie est énorme à Londres. À tel point que, dans certains quartiers, il est presque impossible d'échapper à leur tintamarre. On trouve à chaque coin de rue des miséreux occupés à moudre des airs. Cette musique plaintive, spécifiquement londonienne, est lugubre à l'extrême. Remarquons, en passant, que les joueurs d'orgue ne sauraient en aucun cas être assimilés à des artistes de bonne foi s'efforçant de distraire ou d'amuser leurs semblables. Ce sont bel et bien des mendiants, dans toute l'acception du mot. Leur abominable musique est le résultat d'un geste purement mécanique et n'a d'autre but que de les mettre en accord avec la loi.

Leur infortune, très réelle, fait l'objet d'une véritable exploitation. Il existe, en effet, à Londres environ une douzaine de firmes spécialisées dans la fabrication d'orgues de Barbarie, qu'elles louent à raison de quinze shillings (90 francs) par semaine. Comme un instrument dure en moyenne une dizaine d'années, le constructeur y trouve son compte ; on ne peut en dire autant du malheureux « musicien » ambulant. Le pauvre diable remorque son instrument de dix heures du matin à huit ou neuf heures du soir. Déduction faite du montant de la location de son orgue de Barbarie, il lui restera en tout et pour tout environ une livre sterling (environ 124 francs) à la fin de la semaine.

Il gagnerait davantage s'il pouvait travailler seul, mais cela lui est interdit car il a besoin d'un compagnon pour « faire le tour de l'honorable société » tandis que lui-même tourne sa manivelle. Le public, en effet, ne les tolère qu'à son corps défendant. S'ils ne faisaient avec insistance circuler le chapeau qui leur tient lieu d'aumônière, on ne leur donnerait rien. Aussi tous les musiciens des rues, sans exception, sont-ils obligés de s'adjoindre un associé, avec lequel ils partagent leurs gains.

Ils fréquentent de préférence les cafés et les restaurants populaires devant la porte desquels ils s'installent aux heures des repas. L'un d'eux joue d'un instrument quelconque ou chante dans la rue tandis que l'autre fait la quête. Ceci, bien sûr, n'est possible que dans les quartiers ouvriers, car dans les quartiers riches la police ne tolère généralement aucune mendicité, même déguisée. D'où il résulte que les mendiants de Londres vivent surtout des pauvres.

Revenons au joueur d'orgue de Barbarie. Il travaille, avons-nous dit, de neuf à dix heures par jour, traînant son instrument, qui pèse de cinq à six cents kilos, de restaurant en restaurant, s'arrêtant devant chaque établissement juste le temps de moudre un air. Il est difficile de s'imaginer existence plus désespérément monotone pour, après six jours d'un labeur épuisant, par tous les temps, arriver à gagner péniblement une livre sterling. Ils sont environ un millier comme cela à Londres.

Le mendiant, nous l'avons démontré, doit, pour éviter de tomber sous le coup de la loi, faire figure de commerçant ou d'artiste... Piètre figure en vérité, et qui ne trompe

personne ! Nous venons de voir à l'œuvre le musicien ambulant, passons maintenant au « dessinateur de trottoir ». Les trottoirs de Londres sont, pour la plupart, formés de larges dalles en pierre, sur lesquelles notre homme, à l'aide de crayons de couleur, trace des portraits, des natures mortes, des paysages violemment teintés. Ce genre d'« artistes » n'existe, croyons-nous, nulle part ailleurs en Europe. Comme les musiciens, ils sont censés travailler pour amuser le public. Aussi l'exercice de leur « profession » ne constitue-t-il pas, techniquement parlant, une infraction à la loi.

Le « dessinateur de trottoir » est à son poste depuis neuf heures du matin jusqu'à la nuit. Il commence par exécuter rapidement trois ou quatre tableaux représentant le roi, le Premier ministre, un coucher de soleil, un effet de neige, ou bien encore des fruits, des fleurs, etc., puis il s'assied à même le sol et tend la main. Quelquefois, comme le joueur d'orgue de Barbarie, il a recours aux bons offices d'un ami pour faire circuler le chapeau dès qu'un nombre suffisant de badauds s'est rassemblé. Il va sans dire que plus il aura l'air misérable, plus il incitera à la pitié. Ainsi passe-t-il ses journées accroupi sur la pierre dure et froide. Un tabouret ou un pliant feraient trop « riche » et nuiraient à son succès. Les mendiants, on le voit, doivent être quelque peu psychologues. Comme on pense bien, les tableaux sont loin d'être des chefs-d'œuvre. Certains d'entre eux feraient honte à un enfant de six ans. On a vu aussi de ces « artistes de trottoir » incapables d'apprendre à dessiner plus d'un seul sujet, qu'ils reproduiront indéfiniment pendant des années.

L'existence de ces pauvres hères est aussi vide et aussi dénuée d'intérêt que celle des musiciens ambulants. Ce métier peut rapporter parfois jusqu'à trois ou même quatre livres par semaine, mais il faut tenir compte des aléas. Il est impossible, par exemple, de dessiner sur le trottoir quand les dalles sont humides, si bien que, bon an mal an, le gain hebdomadaire ne dépasse pas une livre. Mal vêtus, mal nourris, les « artistes de trottoir », exposés pendant des journées entières au vent et au froid, sont guettés par les rhumatismes ou la tuberculose pulmonaire qui, tôt ou tard, finiront par les terrasser.

Examinons à présent le cas de ceux qui vendent, ou plutôt font semblant de vendre, dans les rues des allumettes, des lacets de souliers, de la lavande, etc.

Le marchand d'allumettes doit acheter ses allumettes à raison de vingt-cinq centimes la boîte, dont le prix de détail ne devra pas dépasser cinquante centimes. Marge intéressante, dira-t-on. À première vue, peut-être ; mais songeons que, pour gagner quinze francs par jour, minimum indispensable pour vivre à Londres, il faudrait vendre soixante boîtes. La chose est évidemment impossible et nos « commerçants », comme les musiciens des rues et les artistes de trottoir, ne sont que des mendiants déguisés, dont le sort est moins enviable encore que celui de ces derniers.

Par beau ou mauvais temps, il leur faut demeurer six jours par semaine immobiles pendant huit ou dix heures sur le bord du trottoir, à offrir leur marchandise d'une voix dolente. Il n'est pas de métier moins intelligent ^{ou} plus avilissant. Nul n'achète leurs allumettes, leurs lacets ou leur lavande, mais, de temps en temps, un passant apitoyé dépose une pièce de monnaie dans le petit plateau suspendu à leur cou qui leur sert d'étalage. Soixante heures par semaine de cette corvée abrutissante leur rapporteront un peu plus de cent francs... juste de quoi ne pas mourir.

Restent ceux qui mendient ouvertement. Ils sont assez rares, car tôt ou tard ils se font prendre et font connaissance avec les prisons de Sa Majesté. Exception est faite cependant pour les aveugles, lesquels, par une sorte d'entente tacite, jouissent d'une immunité totale.

Après avoir succinctement passé en revue les diverses formes qu'épouse la mendicité à Londres, jetons un coup d'œil sur la vie privée de ceux qui sont obligés, pour vivre, de faire appel à la charité. Nombre de mendiants sont mariés et ont des enfants, sinon en totalité, du moins en partie à leur charge. Par quel miracle subviennent-ils à leurs besoins ? On ose à peine se le demander.

D'abord, le logement. Le célibataire, sur ce point, est avantagé en ce sens qu'il a la ressource de louer, pour quatre francs par nuit, un lit dans le dortoir d'un de ces logis pour pauvres qui pullulent dans les quartiers populeux. L'homme marié, par contre, s'il veut vivre avec sa femme, devra se procurer une pièce à part, qu'il paiera beaucoup plus cher. Les règlements, en effet, qui régissent les *lodging houses* (logis pour pauvres) s'opposent à ce que des individus de sexe différent couchent, même dans des dortoirs séparés, sous un même toit. Les autorités londoniennes, on le voit, ne plaisaient pas avec la morale.

Les mendiants se nourrissent presque exclusivement de pain et de margarine, arrosés de thé. Il est rare qu'ils boivent de la bière ou toute autre boisson fermentée. La bière, en effet, coûte environ six francs le litre à Londres. Le thé est donc leur unique stimulant. Ils en absorbent à toute heure du jour ou de la nuit, quand ils ont les moyens de s'en procurer.

Comme les chemineaux, les mendiants de Londres conversent entre eux dans une langue spéciale, sorte d'argot qui fourmille d'expressions étranges ayant trait surtout à leurs rapports avec la police. Ils observent entre eux une certaine étiquette. Chacun a sur le trottoir son emplacement réservé, que nul autre n'essaiera jamais d'usurper. Aucun joueur d'orgue, aucun « artiste de trottoir » ne s'installera à moins de trente mètres d'un confrère. Ce sont là des règles reconnues, rarement violées.

Leur grand ennemi est la police, qui exerce sur eux un pouvoir quasi discrétionnaire. L'agent peut, quand il le veut, leur ordonner de circuler, ou même les arrêter si bon lui semble. Que le tableau d'un « artiste de trottoir » lui paraisse indécent, que le joueur d'orgue s'aventure dans la rue d'un quartier « chic » où la musique est interdite, le représentant de la force publique a tôt fait de l'obliger à déguerpir. Malheur au mendiant s'il résiste : la prison l'attend pour avoir « fait obstacle à un *policeman* dans l'accomplissement de son devoir ».

Il arrive parfois qu'un de ces malheureux tombe encore plus bas. Malade, il n'a peut-être pas pu sortir et, par suite, gagner les quatre francs nécessaires à la location de son lit. Or les propriétaires de *lodging houses* n'accordent jamais de crédit. Il faut donc, chaque soir, verser quatre francs ou se résigner à passer la nuit à la belle étoile.

Passer la nuit dehors n'a rien d'attrayant à Londres, surtout pour un pauvre diable mal nourri et en haillons. Ajoutons qu'il est permis de dormir en plein air dans une seule artère de Londres. Vous pouvez, si le cœur vous en dit, arpenter toutes les rues qu'il vous plaira pendant la nuit, vous asseoir même sur le marches d'un perron, au bord du

trottoir ou partout ailleurs, mais il vous est interdit d'y dormir. Si le policeman, au cours de sa ronde, vous trouve endormi, son devoir est de vous réveiller. On a constaté, en effet, qu'un homme endormi succombe plus facilement au froid qu'un homme éveillé, et l'Angleterre ne saurait tolérer qu'un de ses fils mourût dans la rue. Donc, libre à vous de passer la nuit dans la rue, à condition toutefois que ce soit par une nuit d'insomnie.

Mais, nous l'avons déjà dit, il existe une artère où les sans-logis ont le droit de dormir. Chose étrange, c'est le quai de la Tamise, à proximité du Parlement. On trouve en cet endroit quelque bancs en fer où, chaque nuit, viennent s'installer cinquante ou soixante individus, qui représentent la misère la plus atroce de la capitale. Il fait cruellement froid au bord du fleuve, et leurs vêtements usés jusqu'à la corde et en lambeaux ne suffisent pas à les protéger contre les rigueurs de la température. Aussi, à défaut de couvertures, s'enveloppent-ils dans de vieux journaux. Les sièges peu confortables, l'air glacé de la nuit n'invitent guère au sommeil, et cependant l'épuisement de ces malheureux est tel qu'ils arrivent quand même à dormir pendant peut-être une heure ou deux, serrés les uns contre les autres. Il en est qui, depuis des dizaines d'années, n'ont connu qu'à de rares intervalles d'autres couches que les bancs des quais.

À tous ceux qui, visitant l'Angleterre, veulent connaître les dessous de notre apparente prospérité, nous conseillons d'aller voir ces habitués du quai de la Tamise, avec leurs haillons crasseux, leurs corps rongés de maladies, leurs visages hirsutes, vivantes critiques de ce Parlement à l'ombre duquel ils reposent.

Traduit de l'anglais par Raoul Nicole

3. John Galsworthy

Monde,
13 mars 1929

« Né en 1867. Éduqué à Harrow et à Oxford. Destiné au barreau mais n'ayant jamais plaidé, il préféra la littérature au droit. » Voilà qui pourrait être l'histoire de tout écrivain anglais poli et cultivé. Des nouvelles en forme d'épigramme, des essais sur les peintres de carrière.

Mais John Galsworthy est un écrivain d'une espèce entièrement *opposée*. Il n'y a rien chez lui de l'élégant gentleman-littérateur. C'est à la fois sa force et sa faiblesse de s'être moins intéressé à l'art qu'aux cruautés, aux injustices et aux folies de son temps et de son pays. Auteur d'environ vingt-cinq pièces de théâtre et de vingt-cinq romans et nouvelles, il est en tout premier lieu un moraliste et un philosophe social. Né lui-même dans l'*upper-middle class* – la classe de riches bourgeois qui fournit à l'Angleterre la plupart de ses législateurs, de ses avocats, de ses officiers de terre et de mer, ainsi que ses dilettantes et ses *minor poets* (petits poètes) –, il a fait de cette classe la cible particulière de ses attaques. C'est là, en effet, que réside le thème de tout ce qu'il a écrit : le conflit entre les philistins anglais solidement installés et je ne sais quoi d'un grain plus fin, plus sensible, et moins viril qu'eux. Rarement il n'a été que le conteur d'histoires.

Examinons d'abord ses romans. De toutes ses œuvres, ce sont eux qui ont eu le moins de succès, et le partage entre qualités et défauts s'y fait le plus facilement. Le plus remarquable est sans conteste *Le Propriétaire (The Man of Property)*, et nous pouvons lui en adjoindre plusieurs autres : *Le Singe blanc (The White Monkey)*, *Comédie moderne (In Chancery)*, etc., qui font suite.

Le Propriétaire est un portrait, admirablement conçu, d'une famille de grands bourgeois, les Forsyte. Les Forsyte sont avocats, banquiers ou hommes d'affaires, tous formidablement riches et voyant leur fortune s'accroître avec constance. La caractéristique de ces gens est que toute la famille en est arrivée au stade où elle ne peut ni admettre ni s'inquiéter d'une chose, si ce n'est en tant que propriété. Non seulement la terre, les maisons, les chemins de fer ou les animaux, mais même les êtres humains apparaissent à ces gens comme une propriété. Leur unique souci dans la vie est d'acquérir et de défendre leur bien. Une femme d'un autre monde, du camp adverse, entre dans cette famille – une femme dépourvue du sens de la propriété. Un des Forsyte l'a épousée. Pour lui, son épouse, comme toute autre chose, est une portion de propriété. Il la garde, bien traitée mais captive, comme un chien ou un cheval ; et lorsqu'elle tombe amoureuse d'un autre homme, son mari exerce sur elle ses « droits » par la violence. Il estime que son geste est justifiable (puisque légal) et jusqu'à la fin de ses jours il n'arrivera pas à comprendre pourquoi elle lui en veut, et finalement le quitte. Cette femme passe par la famille des Forsyte comme une influence étrangère et troublante ; sa beauté excite l'instinct de possession des hommes, et cependant ils sont incapables de la

comprendre, et ne peuvent que la considérer comme une femme immorale. Elle est la faillite de toutes les lois de leur monde.

Ses autres romans aux sujets différents procèdent du même esprit. Dans tous nous voyons le caractère dur, courageux, dominateur et âpre au gain des Anglais, en lutte avec quelque chose de plus faible et de plus sensible qu'eux-mêmes. Nous les voyons, ces bourgeois britanniques – propriétaires, juges, policiers et soldats –, avec leur caractère fort et puissant ; et on leur oppose des artistes, des penseurs, des femmes « déchues », des criminels, des faibles. Partout, c'est l'oppression du faible par le fort. *La Maison de campagne (The Country-House)* et *The Freelands* contiennent des études sur les propriétés foncières et la question agraire en Angleterre. Une satire bien plus amère encore se dégage de *L'île des pharisiens (The Island Pharisees)*. Dans *Beyond (De l'autre côté)*, il est question d'une jeune Anglaise, idéaliste, généreuse mais bête, femme d'un artiste étranger. Cet artiste est un homme doué d'une âme fine et sensible, mais fantasque. Le mari et la femme souffrent atrocement du fait de leur incompréhension mutuelle. Dans *Fraternité (Fraternity)*, nous voyons une collection de grands bourgeois cultivés et civilisés à grand-peine, et, à côté d'eux, les fils maltraités de la classe ouvrière qui sont nécessaires pour entretenir leur culture et la maintenir à son niveau élevé. Partout, c'est la division entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas, entre les oppresseurs et les opprimés.

John Galsworthy ne commet pas l'erreur d'attaquer les oppresseurs en tant qu'individus. Il vise le système et les habitudes d'esprit qui rendent l'oppression possible. Il est impartial et évite la satire à bon marché. Mais ses attaques ont une certaine amertume, un dégoût de la cruauté des hommes, dégoût qu'il ne prend pas la peine de déguiser. On sent chez lui un admirable et infatigable fanatisme.

Lorsqu'on a dit cela, on a peut-être fait des romans de John Galsworthy le plus grand éloge qu'on en puisse faire. On peut les admirer en tant que traités de morale et de sociologie, mais ce sont de médiocres romans. On ne saurait les comparer avec les meilleurs romans anglais d'hier et d'aujourd'hui. Ils ont peu d'intrigue, rien que des « situations », et, ordinairement, celles-ci sont échafaudées artificiellement, sans que l'auteur songe à la vraisemblance. Les personnages, qui sont toujours des types plutôt que des individus, sont flous et peu convaincants. Il n'y a pas de caractère réellement développé, et chacun des personnages est le même du commencement à la fin. Le dialogue, qui devrait constituer la partie la plus significative, est presque toujours faible. Et l'humour est malheureusement absent.

Il faut noter toutefois que le roman « à thèse » – le roman qui vise à être le portrait et la critique de la vie contemporaine plutôt qu'une simple histoire – n'a eu en Angleterre qu'un règne court et, comme nous le constatons ici, peu glorieux. Parmi les jeunes écrivains anglais, la tradition qui veut qu'un artiste soit exclusivement ou avant tout un moraliste est définitivement morte. Elle exista pendant quelques lustres et donna à l'Angleterre Bernard Shaw, H. G. Wells, Galsworthy lui-même et quelques autres, mais elle ne fit jamais naître une œuvre de première grandeur. Les romans de Galsworthy, qui paraissaient admirables il y a quelques vingt ans, n'ont pas tenu, et ils « datent » fâcheusement. Notre jugement sur eux doit être qu'ils n'ont pas réalisé les promesses du

Propriétaire, comparé jadis avec *Anna Karénine*. Imagine-t-on quelqu'un en Europe disant cela aujourd'hui ?

Et puis, même si nous nous bornons à considérer les romans de Galsworthy comme de l'histoire et de la critique sociale, ils ne sortiront pas victorieux de l'épreuve. Le manque d'humour, la perspective invariablement douloureuse, une sorte d'attitude absurde et surannée envers les femmes – en un mot, le sentimentalisme – les étouffent. Ils ne sont pas, en fin de compte, un tableau authentique convaincant de la vie. Sincères, oui, et ils n'ont jamais péché contre le bon goût ou les sentiments d'humanité, mais ils n'ont pas en eux l'étoffe qui saurait leur assurer une longue vie.

Mais, si de ces romans nous passons à son théâtre et à ses nouvelles, l'éloge de Galsworthy devient bien plus aisé. À la scène, ses défauts principaux – propagande toujours présente et invraisemblance – dérangent moins. La propagande n'est pas déplacée au théâtre, et l'invraisemblance n'est guère remarquée grâce au jeu des acteurs. Les pièces de Galsworthy sont admirablement construites, et sa maîtrise de la technique théâtrale est grande. Le dialogue, si faible dans les romans, se fait ici facile et convaincant. Le sens moral n'est jamais déguisé, mais il a l'avantage d'être dépourvu de ces fatigants discours à la manière de Shaw. Le conflit entre les faibles et les forts, les sensibles et ceux qui ne le sont pas – en un mot, le fond même de tous les écrits de Galsworthy –, tend au drame et donne naissance à des pièces vivantes et puissantes.

La plus connue, et sans doute la meilleure, est *Justice*. Nous y voyons un jeune clerc, mou et sensible, escroquer de l'argent pour fuir avec la femme qu'il aime. Il est pris et condamné à quatre ans de prison. L'auteur nous montre ses tourments dans l'atroce système pénitentiaire anglais. Nul ne lui veut de mal ; le juge, le gouverneur de la prison, et jusqu'à sa victime, tous ont pitié de lui. Mais il a commis un crime contre la société et, comme ils disent, il doit en porter les conséquences. Sorti de prison, il est stigmatisé pour la vie. Il a expié sa faute, mais cela ne l'aide guère. Finalement, il se tue. Dans cette pièce, les scènes de prison sont finement conçues et portent la marque d'une haine non déguisée de l'abominable torture qu'est la détention solitaire. Une scène muette, notamment, est très impressionnante, où le prisonnier frappe comme un fou sur la porte d'airain pour rompre l'horrible silence de la geôle.

Presque toutes ses pièces ont des thèmes sociaux. Dans *Le Pigeon*, nous voyons une jeune fille aux idées élevées refusant d'exécuter les travaux avilissants que lui offre la société, et qui voit dans la prostitution la seule échappatoire à ses corvées. Mais, en présence de la réalité, elle se jette dans la Tamise ; sauvée par la police, elle est poursuivie pour tentative de suicide. Dans *Silver Box (La Boîte d'argent)* et *Le Fils aîné (The Eldest Son)*, on nous démontre, de la manière la plus forte, les différences de traitement du riche et du pauvre dans des circonstances analogues. Dans *Silver Box*, un jeune « fils de famille » vole le porte-monnaie d'une prostituée. Il est ivre à ce moment-là et commet son vol dans un état d'inconscience. Simultanément, un pauvre diable, ivre également et pareillement inconscient, vole un porte-cigarette en argent dans la maison du père du riche jeune homme. Tous les deux sont poursuivis. Le « fils de famille » explique qu'il avait bu trop de champagne ; on le relâche avec un sourire et une admonestation. Le pauvre allègue aussi l'état d'ivresse dans lequel il se trouvait et

déclare que c'est là la cause de son vol ; on lui dit que, loin d'être une excuse, cela constitue une aggravation de sa faute, et on le met en prison. Dans *Le Fils aîné*, nous voyons un riche propriétaire foncier, tout imbu des principes de la plus rigide morale, brusquement forcé d'envisager le mariage de son fils avec une femme de chambre que celui-ci a rendu mère. Son respect de la morale fond soudain à l'idée d'une mésalliance. *Strife (Lutte)*, autre pièce bien connue de Galsworthy, est la description d'une grande grève dans une usine. Le développement d'une lutte dure, mais en fin de compte sans résultat, a des rapports avec certaines descriptions de Zola dans *Germinal*.

Il faut noter – et c'est un tribut dû à l'habileté technique de John Galsworthy dramaturge – qu'en général ses pièces ont eu du succès. Tandis qu'en Angleterre la plupart des drames sont de la trivialité la plus vulgaire, il nous faut rendre hommage au mérite d'un écrivain dont les pièces peuvent être à la fois populaires et sérieuses. Il n'est pas douteux que *Justice* et *Évasion (Escape)*, une pièce récente de Galsworthy, traitant également de la vie de la prison) ont eu sur le meilleur de l'opinion anglaise un effet appréciable.

De même que ses pièces, les nouvelles de Galsworthy s'élèvent sensiblement au-dessus du niveau anglais habituel. Dans ce dernier genre, où ses compatriotes n'excellèrent jamais, il a donné quelques œuvres remarquables. *Un stoïcien*, l'histoire d'un homme malhonnête mais sympathique et qui trouve une mort comparable à celle de Pétrone l'Arbitre, ou *Le Pommier*, une histoire d'amour, comptent certainement parmi les meilleures d'entre elles. Elles survivront probablement plus qu'aucun autre de ses romans.

Combien de temps, demande-t-on, l'œuvre de Galsworthy pourra-t-elle durer ? Dans cent ans, se le rappellera-t-on ou l'aura-t-on oublié ? Il sera peut-être oublié, mais, somme toute, qu'importe ? De nombreuses raisons fondent notre admiration pour lui. Sans doute est-il un sentimental ; il est probable aussi que le véritable génie créateur lui fasse défaut, et qu'il ait trop été un auteur à thèse, préoccupé surtout de problèmes de son temps. Mais c'est un homme sincère et désintéressé, dont la protestation contre la cruauté et l'ineptie a été des plus fortes. Son influence n'a donc pu être qu'heureuse. Soyons-lui reconnaissant de sa sincérité parce que, après tout, il n'est même pas si facile que cela d'être sincère. Bien des écrivains d'un talent plus grand que le sien l'ont employé à de bien moins bonnes fins.

4. Comment on exploite un peuple : l'Empire britannique en Birmanie

Le Progrès civique,
4 mai 1929

La Birmanie est située entre l'Inde et la Chine. Ethnologiquement, elle appartient au groupe indochinois. Trois fois plus étendue que l'Angleterre et le pays de Galles, elle possède une population d'environ quatorze millions d'habitants, dont neuf millions à peu près sont des Birmans. Le reste est représenté par d'innombrables tribus mongoles, qui ont, à diverses époques, émigré des plateaux de l'Asie centrale, et aussi par des Indiens venus depuis l'occupation anglaise. Les Birmans sont bouddhistes ; les tribus sauvages pratiquent diverses sortes de paganisme. Pour pouvoir converser dans leur langue avec les peuples d'origines diverses qui habitent la Birmanie, il faudrait connaître cent vingt idiomes ou dialectes différents.

Ce pays, dont la population n'atteint pas en densité un dixième de celle de l'Angleterre, est un des plus riches qui soient. Il regorge de richesses naturelles qu'on commence seulement à exploiter. Ses forêts abondent en arbres de haute futaie, propres à fournir d'excellents matériaux de construction. On y trouve de l'étain, du tungstène, du jade, des rubis. Et ce sont là les moindres de ses ressources. Il produit, d'ores et déjà, 5 % du pétrole mondial, et ses réserves sont loin d'être épuisées. Mais sa plus grande source de richesse, celle qui nourrit 80 à 90 % de la population, est représentée par ses rizières. Dans tout le bassin de l'Irraouaddi, qui traverse la Birmanie du nord au sud, on cultive le riz. Au sud, dans l'immense delta, où l'Irraouaddi dépose chaque année des tonnes de vase alluviale, le sol est d'une fertilité incroyable. Les récoltes, remarquables par leur quantité et leur qualité, permettent à la Birmanie d'exporter du riz en Inde, au Japon, en Europe et jusqu'en Amérique.

En outre, les sautes de température sont moins fréquentes et moins brusques qu'en Inde. Grâce à d'abondantes pluies, surtout dans le Sud, la sécheresse est inconnue, la chaleur n'est jamais excessive. Aussi le climat dans son ensemble peut-il être considéré comme un des plus salubres qui soient sous les tropiques. Si l'on ajoute que les paysages birmans sont d'une beauté exceptionnelle, avec leurs larges fleuves, leurs hautes montagnes, leurs forêts éternellement verdoyantes, leurs fleurs aux couleurs chatoyantes, leurs fruits merveilleux, l'expression « paradis terrestre » monte tout naturellement aux lèvres.

Dans ces conditions, peut-on s'étonner de ce que les Anglais aient depuis longtemps cherché à se l'annexer ? En 1820, ils s'emparèrent d'une vaste étendue de territoire. Ils répétèrent l'opération en 1825 et, finalement, en 1882, le drapeau de l'Union flottait sur la presque totalité du pays. Certains districts montagneux, dans le Nord, habités par des peuplades sauvages, avaient jusqu'à ces temps derniers échappé aux convoitises

britanniques ; mais ils tendent, de plus en plus, à subir le même sort que le reste du pays, grâce au procédé désigné par euphémisme « pénétration pacifique », ce qui, en langage clair, se traduit par « annexion pacifique ».

Le but de cet article n'est pas de critiquer ou d'approuver cette manifestation de l'impérialisme britannique ; bornons-nous à constater qu'elle est la conséquence logique de toute politique impérialiste. Il sera beaucoup plus intéressant d'examiner les bons et les mauvais côtés de l'administration britannique en Birmanie aux points de vue économique et politique.

Voyons d'abord la politique. Le gouvernement de toutes les provinces de l'Inde soumises à l'Empire britannique est nécessairement despotique, parce que seule la menace du sabre peut tenir en respect une population comprenant plusieurs millions de sujets. Mais ce despotisme est latent. Il se dérobe aux regards sous un masque démocratique.

La grande maxime des Anglais, quand il s'agit de gouverner un peuple oriental, est de « ne jamais faire faire à un Européen ce que peut faire un Oriental ». En d'autres termes, le pouvoir suprême demeure entre les mains des autorités britanniques, mais les petits fonctionnaires, ceux qui exécutent les besognes administratives et doivent, de par leurs fonctions, se trouver en contact direct avec le peuple, se recrutent parmi les indigènes. En Birmanie, par exemple, les magistrats de second plan, les policiers jusqu'au grade d'inspecteur exclusivement, les postiers, les employés du gouvernement, les édiles villageois, etc., sont des Birmans. Au cours de ces dernières années, pour calmer les esprits et mettre un frein à une agitation nationaliste qui commençait à devenir inquiétante, on décida même d'accepter la candidature d'indigènes instruits à divers postes importants.

Ce système qui consiste à employer des indigènes comme fonctionnaires présente un triple avantage. En premier lieu, les indigènes sont moins exigeants en ce qui concerne leur rémunération que les Européens. En second lieu, ils connaissent mieux que ceux-ci la mentalité de leurs compatriotes, ce qui leur permet de régler beaucoup plus facilement les questions litigieuses. En troisième lieu, ils ont intérêt à se montrer loyaux envers un gouvernement qui les emploie et les nourrit. Et, de cette façon, on maintient la paix en s'assurant la collaboration étroite des classes instruites ou semi-instruites, dont le mécontentement risquerait de faire des leaders de rebelles.

Il n'en demeure pas moins que les Britanniques sont les maîtres du pays. La Birmanie, comme chacune des provinces de l'Inde, a bien un parlement – toujours la parade de la démocratie –, mais ce parlement n'exerce en réalité presque aucun pouvoir. Aucune mesure de quelque importance n'est de son ressort. Les députés sont pour la plupart des créatures du gouvernement, lequel ne manque pas de s'en servir pour étouffer dans l'œuf tout projet de loi qui lui semble inopportun. De plus, chaque province est dotée d'un gouverneur, nommé par l'Angleterre, et qui peut opposer à toute proposition qui lui déplaît un veto aussi absolu que celui du président des États-Unis.

Cependant, bien que le gouvernement britannique soit, comme nous venons de le démontrer, essentiellement despotique, il n'est pas impopulaire. Les Anglais construisent des routes et des canaux – dans leur propre intérêt, bien entendu, mais les

Birmans en profitent –, ils créent des hôpitaux, ouvrent des écoles et veillent au maintien de l'ordre et de la sécurité publics. Et puis les Birmans sont de simples paysans, occupés aux travaux de la terre. Ils n'ont pas encore atteint ce degré de développement intellectuel qui fait les nationalistes. Leur village est leur Univers, et tant qu'on les laisse en paix cultiver leurs champs, ils se préoccupent fort peu de savoir si leurs maîtres sont de race blanche ou noire. Comme preuve de cette apathie politique de la part des habitants de la Birmanie, il suffit de citer le fait que les forces militaires britanniques sont représentées en tout et pour tout par deux bataillons d'infanterie anglaise et environ dix bataillons indiens d'infanterie et police montée. Ainsi, 12 000 hommes armés, en majorité des Indiens, suffisent à tenir en respect une population de quatorze millions d'âmes.

Les plus dangereux ennemis du gouvernement sont les jeunes gens des classes instruites. Si ces classes étaient plus nombreuses et *vraiment* instruites, peut-être pourraient-elles lever l'étendard de la révolte. Mais tel n'est pas le cas. D'abord parce que la grande majorité des Birmans se compose, nous l'avons vu, de paysans. Ensuite parce que le gouvernement britannique prend soin de ne donner au peuple qu'une instruction sommaire, presque inutile, tout juste suffisante pour des employés, des fonctionnaires en sous-ordre, des petits clercs d'hommes de loi et autres travailleurs non manuels. On se garde bien d'enseigner des métiers ou des industries. Cette règle observée dans l'Inde entière a pour but d'empêcher l'Inde de devenir un pays industriel susceptible de concurrencer l'Angleterre. On peut donc avancer qu'en règle générale tout Birman vraiment érudite a fait ses études en Angleterre et que, par suite, il appartient à la catégorie fort peu nombreuse des gens aisés. Donc, faute de classes instruites, l'opinion publique, qui pourrait pousser à la rébellion contre l'Angleterre, est inexistante.

Envisageons à présent la question économique. Là encore, nous trouvons les Birmans, en général trop ignorants pour bien comprendre la manière dont on les traite et, par suite, témoigner le moindre ressentiment. Pour le moment, d'ailleurs, ils n'ont pas, économiquement, trop souffert.

Il est vrai que les Britanniques se sont emparés des mines et des puits de pétrole. Il est vrai qu'ils contrôlent l'exploitation forestière. Il est vrai que des intermédiaires de tout acabit – courtiers, meuniers, exportateurs – ont réalisé, grâce au riz, des fortunes colossales, dont n'a profité en aucun cas le producteur, c'est-à-dire le paysan. Il est vrai aussi que les affairistes, qui se sont enrichis dans le négoce du riz, du pétrole, etc. ne contribuent pas comme ils le devraient au bien-être du pays, que leur argent, au lieu d'aller grossir, sous forme de taxes, les revenus locaux, s'évade vers l'Angleterre et se dépense là-bas. Il est vrai, pour appeler les choses par leur nom, que les Britanniques volent la Birmanie et la pillent sans vergogne.

Mais, répétons-le, les Birmans s'en aperçoivent à peine, *quant à présent*. Le pays est si riche, sa population si disséminée, les besoins de celle-ci, comme ceux de tous les Orientaux, si réduits qu'elle n'a pas conscience d'être exploitée. Le paysan qui cultive son lopin de terre vit à peu près comme ses ancêtres au temps de Marco Polo. Il peut, s'il le désire, acheter des terrains vierges dans des conditions raisonnables. Certes, il mène une existence laborieuse, mais, à tout prendre, exempte de soucis. La faim, le chômage

sont pour lui des mots vides de sens. Il y a du travail, de la nourriture pour tout le monde. Pourquoi se tracasser inutilement ?

Mais, et c'est là le point important, le Birman commencera à souffrir quand se sera évanouie une grande partie des richesses de son pays. Déjà, quoique la Birmanie se soit, dans une certaine mesure, développée depuis la guerre, le paysan y est plus pauvre qu'il y a vingt ans. Il commence à sentir le poids d'impôts fonciers qui n'est pas compensé par l'accroissement du produit de ses récoltes. Les salaires des ouvriers n'ont pas suivi la progression ascendante du coût de la vie. Il faut en attribuer la cause à ce que le gouvernement britannique a laissé entrer librement en Birmanie de véritables hordes d'indiens qui, venant d'un pays où ils mouraient littéralement de faim, travaillent pour presque rien et sont, par suite, pour les Birmans de redoutables concurrents. Si l'on ajoute que la population s'accroît rapidement – au dernier recensement, elle accusait dix millions de plus qu'il y a dix ans –, il est facile de prévoir que, tôt ou tard, les Birmans, comme il arrive dans tous les pays surpeuplés, se verront dépossédés de leurs terres, réduits à l'état de semi-esclaves au service du capitalisme et auront, par surcroît, à souffrir du chômage. Ils découvriront alors ce dont ils se doutent à peine à l'heure actuelle, à savoir que tout ce qui constitue la richesse de leur pays – les puits de pétrole, les mines, la mouture du riz, sa vente et son exportation – est entre les mains britanniques. Ils découvriront aussi leur incompetence en matière industrielle dans un monde dominé par l'industrie.

La politique britannique en Birmanie est la même qu'en Inde. Industriellement, l'Inde a été volontairement maintenue dans l'ignorance. Elle ne produit, pour ainsi dire, que des objets de première nécessité, façonnés à la main. Les Indiens seraient bien incapables, par exemple, de fabriquer une automobile, un fusil, une pendule, une ampoule électrique, etc. ; ils ne sauraient ni construire ni gouverner un navire de haute mer. En même temps, dans leurs rapports avec les Occidentaux, ils ont appris à ne plus pouvoir se passer de certains articles faits à la machine. Aussi les produits des usines anglaises trouvent-ils en Inde un important débouché, car celle-ci est incapable de les fabriquer elle-même. La concurrence étrangère s'arrête devant une barrière infranchissable de tarifs douaniers prohibitifs. Dès lors, les usiniers anglais, n'ayant rien à redouter de ce chef, demeurent les maîtres absolus du marché et réalisent des bénéfices exorbitants.

Les Birmans n'ont pas encore trop souffert, avons-nous dit, mais parce qu'ils sont demeurés, dans leur ensemble, un peuple agricole avant tout. Cependant, chez eux comme chez tous les Orientaux, le contact avec les Européens a créé le besoin, que ne connaissaient pas leurs pères, des produits de l'industrie moderne. Il en résulte que les Anglais volent la Birmanie de deux façons. En premier lieu, ils font main basse sur ses richesses naturelles ; en second lieu, ils s'octroient le droit exclusif de lui vendre les produits manufacturés dont elle ne saurait plus se passer. Et les Birmans sont ainsi, peu à peu, entraînés dans l'engrenage du capitalisme industriel, sans pouvoir jamais espérer devenir eux-mêmes des industriels capitalistes.

En outre, les Birmans, de même que tous les autres peuples de l'Inde, demeurent sous la tutelle de l'Empire britannique pour des considérations d'ordre militaire. Ils sont, en

effet, incapables de construire des navires, de fabriquer des canons ou aucune des armes nécessaires à la guerre moderne, et, dans l'état actuel des choses, si les Anglais abandonnaient l'Inde, celle-ci ne ferait sans doute que changer de maîtres. Elle serait simplement envahie et exploitée par quelque autre puissance. La domination britannique en Inde repose essentiellement sur l'échange d'une protection militaire contre un monopole commercial ; mais, comme je me suis efforcé de le montrer, le marché est tout à l'avantage des Anglais, dont le contrôle s'étend à tous les domaines.

En résumé, si les Anglais rendent incidemment quelques services à la Birmanie, ils les lui font payer très cher. Jusqu'à présent, ils n'ont pas trop brimé les indigènes, parce que le besoin ne s'en est pas encore fait sentir. Les Birmans sont encore au début d'une période de transition qui, de paysans agriculteurs, fera d'eux des employés au service de la grande industrie. Leur situation peut se comparer à celle de n'importe quel peuple d'Europe au XVIII^e siècle, avec cette différence toutefois que les capitaux, le matériel d'exploitation, le savoir et la puissance nécessaires à leur commerce et à leurs industries appartiennent exclusivement à des étrangers. Ils se trouvent aussi placés sous la protection d'un despotisme qui les défend pour s'en servir, mais qui les abandonnerait sans scrupules s'ils cessaient de lui être utiles.

Leurs rapports avec l'Empire britannique sont ceux d'un esclave avec son maître. Le maître est-il bon, est-il mauvais ? Là n'est pas la question ; constatons seulement que son autorité est despotique et, disons le mot, intéressée. Si jusqu'ici les Birmans n'ont pas eu trop à se plaindre, un jour viendra où les richesses de leur pays ne subviendront plus que difficilement aux besoins d'une population sans cesse croissante. C'est alors qu'ils pourront apprécier la reconnaissance du capitalisme envers ceux dont il a besoin pour subsister.

Traduit de l'anglais par Raoul Nicole

II

La guerre d'Espagne (1937-1939)

5. Témoin oculaire à Barcelone

Controversy : The Socialist Forum
août 1937

*Cet article est le premier qu'Orwell tenta de faire paraître à son retour d'Espagne. Retenu par Controversy après un refus du New Statesman, il fut également publié en français (traduit par Yvonne Davet) sous le titre « J'ai été témoin à Barcelone... » dans *La Révolution prolétarienne*, revue syndicaliste révolutionnaire (25 septembre 1937, n° 255). Fondée par Pierre Monatte en 1925, celle-ci était à l'époque un lieu de rencontre pour différents courants révolutionnaires antistaliniens*

Le 3 mai 1937, les forces de répression (garde d'assaut), contrôlées et appuyées par le parti communiste et ses alliés, tentent de prendre le contrôle du central téléphonique de Barcelone, aux mains de la CNT depuis juillet, et affrontent, dans la plus extrême confusion, la base des syndicats anarchistes qui se défend les armes à la main. Le chef du gouvernement républicain, le socialiste de gauche Largo Caballero, refuse d'accréditer les calomnies des staliniens contre le POUM (accusé d'être secrètement allié aux fascistes) et les anarchistes (déclarés « objectivement fascistes »). Soutenu par la seule CNT, il est remplacé le 17 mai par le socialiste de droite Juan Negrin, allié privilégié des staliniens. La répression contre les révolutionnaires va désormais battre son plein.

Pendant ces événements, Orwell, qui a passé plusieurs mois dans la milice du POUM sur le front d'Aragon, est en permission à Barcelone. Il publiera l'année suivante un témoignage très complet dans le chapitre IX et l'appendice II D'Hommage à la Catalogne.

On a déjà beaucoup écrit sur les émeutes de mai à Barcelone, et les principaux événements ont été soigneusement mis en ordre dans le pamphlet de Fenner Brockway^[11], *La Vérité sur Barcelone*, qui, pour autant que je le sache, est absolument exact. Je pense donc que ce que j'ai à faire de plus utile ici, en ma qualité de témoin oculaire, est d'ajouter quelques notes marginales concernant plusieurs des points les plus débattus.

Premièrement, l'objectif, s'il en existait un, du soi-disant soulèvement. La presse communiste a affirmé que tout cela était une tentative soigneusement orchestrée, destinée à renverser le gouvernement et même à livrer la Catalogne aux fascistes en provoquant une intervention étrangère à Barcelone. La seconde partie de cette suggestion est presque trop ridicule pour qu'il soit nécessaire de la réfuter. Si le POUM et les anarchistes de gauche étaient réellement de connivence avec les fascistes, pourquoi la milice n'est-elle pas partie afin de laisser une brèche dans la ligne de front ?

Et pourquoi la CNT-Ouvriers du transport, malgré la grève, a-t-elle continué à envoyer des approvisionnements au front ? Je ne peux toutefois pas affirmer avec certitude qu'il n'existait pas une réelle intention révolutionnaire dans les esprits de quelques extrémistes, tout particulièrement les bolchevistes-léninistes (le plus souvent appelés trotskistes), dont les pamphlets ont été distribués sur les barricades. Tout ce que je peux dire est que la masse des gens ordinaires derrière les barricades n'a jamais un seul instant imaginé qu'elle prenait part à une révolution. Nous pensions tous, chacun d'entre nous, que nous nous défendions contre une tentative de coup d'État organisée par les gardes civils^[12], qui s'étaient emparés par la force du central téléphonique et allaient s'emparer de davantage de bâtiments aux mains des travailleurs si nous ne nous montrions pas déterminés à nous battre.

Ma lecture de la situation, tirée de ce que les gens faisaient et disaient réellement à l'époque, est la suivante : les travailleurs sont descendus dans la rue en un mouvement spontané de défense et ils n'étaient conscients que de vouloir deux choses : qu'on leur rende le central téléphonique et que les gardes civils détestés soient désarmés. En outre, il ne faut pas oublier le ressentiment provoqué par la misère toujours plus grande à Barcelone et le train de vie luxueux de la bourgeoisie. Mais il est probable qu'il existait une possibilité de renverser le gouvernement catalan s'il s'était trouvé un dirigeant capable de tirer parti de la situation. Il semble que tout le monde s'accorde à dire que, le troisième jour, les travailleurs étaient en mesure de prendre le contrôle de la ville et que les gardes civils, fortement démoralisés, se rendaient en masse. Et, bien que le gouvernement de Valence ait été en position d'envoyer des troupes fraîches pour écraser les travailleurs (il a en fait envoyé six mille gardes d'assaut une fois les combats terminés), il n'aurait pas été capable de maintenir ces troupes à Barcelone si les ouvriers du transport avaient choisi de ne pas les ravitailler. En réalité, il n'existait pas de direction révolutionnaire déterminée. Les dirigeants anarchistes ont désavoué toute l'action et ont dit « Retournez au travail » tandis que les dirigeants du POUM maintenaient une position incertaine. Les ordres qui nous avaient été envoyés directement par la direction du POUM, alors que nous défendions les barricades du POUM, étaient de soutenir la CNT mais de ne tirer que si on nous tirait dessus ou si nos bâtiments étaient attaqués. (J'ai moi-même essuyé plusieurs coups de feu sans jamais répliquer.) En conséquence, comme la nourriture commençait à manquer, les travailleurs sont progressivement retournés au travail ; et naturellement, une fois ces derniers dispersés sans plus présenter de danger, les représailles ont commencé. Savoir s'il aurait *fallu* profiter de l'occasion révolutionnaire est une autre question. Quant à moi, personnellement, ma réponse serait « Non ». Pour commencer, il est peu probable que les travailleurs auraient pu conserver le pouvoir plus de quelques semaines ; et deuxièmement, cela aurait peut-être signifié perdre la guerre contre Franco. D'autre part, l'action essentiellement défensive des travailleurs était parfaitement légitime ; guerre ou pas, ils avaient le droit de défendre ce qu'ils avaient conquis en juillet 1936. Il se peut, bien sûr, que la révolution ait été définitivement perdue pendant ces quelques jours en mai. Mais je pense toujours qu'il valait mieux, même si ce n'était qu'un tout petit mieux, perdre la révolution que perdre la guerre.

Deuxièmement, les personnes impliquées. La presse communiste, des le début, a

développé l'argument qui consistait à prétendre que le « soulèvement » était complètement ou presque complètement l'œuvre du POUM (assisté de « quelques vandales irresponsables », selon le *Daily Worker* de New York). Quiconque était à Barcelone à ce moment-là sait qu'il s'agit d'une absurdité. L'immense majorité de ceux qui se trouvaient derrière les barricades étaient des ouvriers ordinaires de la CNT. Et c'est là un point important, car c'est en tant que bouc émissaire des émeutes de mai que le POUM a été récemment interdit ; si un peu plus de quatre cents partisans du POUM se trouvent en ce moment dans les geôles dégoûtantes et insalubres de Barcelone, c'est prétendument pour leur participation aux émeutes de mai. Il faut donc indiquer deux raisons pour lesquelles le POUM n'était pas et n'a pas pu en être le moteur. Tout d'abord, le POUM était un tout petit parti. Si on additionne les membres du parti, les miliciens en permission ainsi que les collaborateurs et les sympathisants de toutes sortes, le nombre des partisans du POUM dans la rue aurait été très éloigné de dix mille – sans doute pas même cinq mille ; or il est certain que des dizaines de milliers de gens ont été impliqués dans les émeutes. Deuxièmement, il y a eu une grève générale, ou presque générale, qui a duré plusieurs jours ; mais le POUM, en tant que tel, n'avait pas la possibilité d'appeler à la grève, et il n'y aurait pas eu de grève si la masse des partisans ordinaires de la CNT ne l'avait pas voulu. Quant à ceux qui ont été impliqués dans l'autre camp, le *Daily Worker* de Londres a eu l'impudence de suggérer dans un de ses numéros que les « émeutes » avaient été jugulées par l'Armée populaire. Tout le monde, à Barcelone, savait, et le *Daily Worker* devait également savoir, que l'Armée populaire est restée neutre et que ses troupes sont restées dans leurs casernes pendant toute la durée des émeutes. Quelques soldats, néanmoins, ont participé à titre individuel ; j'en ai vu un ou deux à l'une des barricades du POUM.

Troisièmement, les caches d'armes que le POUM est supposé avoir accumulées à Barcelone. Cette histoire a été si souvent répétée que même un observateur en général critique tel que [H.N. Brailsford](#) l'accepte sans autre examen et parle « des tanks et des fusils » que le POUM avait « volés dans les arsenaux du gouvernement » (*New Statesman*, 22 mai) [13]. En réalité, le POUM ne possédait que très peu d'armes, sur le front comme à l'arrière. Pendant les combats de rue, je me suis trouvé aux trois principaux bastions du POUM : le siège du Comité exécutif, celui du Comité local et l'hôtel Falcón. Je peux donc indiquer en détail l'armement que contenaient ces bâtiments. Si on laisse de côté quelques fusils obsolètes absolument inutiles puisque nous n'avions pas de cartouches pour eux, il y avait en tout environ quatre-vingts fusils, dont certains étaient défectueux. En guise de munitions, nous avions environ cinquante cartouches pour chaque fusil. Il n'y avait ni mitrailleuse, ni pistolet, ni munitions pour des pistolets. Il y avait quelques caisses de grenades, mais elles nous ont été envoyées par la CNT après le début des combats. Un officier haut placé de la milice m'a dit par la suite que, selon lui, le POUM possédait, dans toute la ville de Barcelone, cent cinquante fusils et *une* mitrailleuse. Ce qui, comme nous le verrons, était à peine suffisant pour armer les gardes qu'à cette époque chaque parti – le [PSUC](#), le POUM tout comme la CNT-FAI – positionnait dans ses bâtiments principaux. On peut à la limite prétendre que, pendant les émeutes de mai, le POUM continuait à cacher ses armes. Mais, si c'était le cas, qu'en est-il de l'affirmation selon laquelle les émeutes de mai étaient un

soulèvement mené par le POUM pour renverser le gouvernement ?

En réalité, c'était le gouvernement lui-même qui était le pire des coupables, pour ne pas avoir envoyé d'armes au front. L'infanterie, sur le front d'Aragon, était bien moins bien armée que l'OTC^[14], tandis que les troupes de l'arrière-garde, les gardes civils, les gardes d'assaut et les *carabineros*, qui n'étaient pas supposés se battre au front mais « maintenir l'ordre » (c'est-à-dire intimider les travailleurs), étaient armés jusqu'aux dents. Les troupes sur le front d'Aragon avaient des fusils Mauser usés, qui s'enrayaient le plus souvent après cinq coups, environ une mitrailleuse pour cinquante hommes et un pistolet ou revolver pour trente hommes. Ces armes, tellement nécessaires pour la guerre de tranchées, n'étaient pas distribuées par le gouvernement et on ne pouvait les acheter qu'illégalement et avec beaucoup de difficultés. Les gardes d'assaut étaient armés de fusils russes flambant neufs ; en outre, chaque homme avait droit à un pistolet automatique et il y avait une mitrailleuse pour dix ou douze hommes. Ces faits parlent d'eux-mêmes. Un gouvernement qui envoie au front des garçons de quinze ans armés de fusils datant de plus de quarante ans et qui garde ses hommes les plus vigoureux et ses armes les plus neuves à l'arrière est manifestement plus effrayé par la révolution que par les fascistes. Ce qui explique la politique de guerre faiblarde des six derniers mois et donc le compromis par lequel la guerre va très probablement s'achever.

*

Lorsque le POUM – l'opposition de gauche (les prétendus trotskistes) qui émanait du communisme espagnol – a été interdit les 16-17 juin, le fait lui-même n'a surpris personne. Depuis le mois de mai, ou même depuis février, il était évident que le POUM allait être « liquidé » si les communistes parvenaient à leurs fins. Toutefois, la soudaineté de la répression, comme le mélange de trahison et de brutalité avec lequel elle a été menée, ont pris tout le monde par surprise, y compris les dirigeants.

En apparence, le parti a été interdit parce que les dirigeants du POUM étaient accusés d'être à la solde des fascistes, comme cela était répété depuis des mois dans la presse communiste mais sans être pris au sérieux par ceux qui étaient en Espagne. Le 16 juin, Andrés Nin, le chef du parti, a été arrêté dans son bureau. Le même soir, préalablement à toute proclamation, la police a fait une descente à l'hôtel Falcón, une espèce de pension tenue par le POUM et utilisée en grande partie par les miliciens en permission, et elle a arrêté tous ceux qui se trouvaient là, sans porter d'accusation précise. Le lendemain matin, le POUM a été déclaré illégal et tous les bâtiments du POUM, pas seulement les bureaux, les librairies, etc., mais également les bibliothèques et les infirmeries pour les blessés, ont été investis par la police. En quelques jours, presque tous les quarante membres du Comité exécutif avaient été arrêtés. Un ou deux d'entre eux, qui étaient parvenus à se cacher, ont été forcés à se livrer grâce à la technique, empruntée aux fascistes, de prendre leurs femmes en otage. Nin a été transféré à Valence, puis à Madrid, et jugé pour avoir vendu des renseignements militaires à l'ennemi. Inutile de dire que les « aveux » habituels, les mystérieuses lettres écrites à l'encre sympathique et autres « preuves » sont apparus en telles quantités qu'on peut raisonnablement penser qu'ils avaient été préparés à l'avance. Dès le 19 juin, l'information selon laquelle Nin aurait été fusillé est arrivée à Barcelone, venue de

Valence. La rumeur était, nous l'espérons, mensongère ; mais il est inutile de dire que le gouvernement de Valence va être obligé de fusiller un certain nombre de dirigeants du POUM, peut-être une douzaine, s'il veut que les accusations soient prises au sérieux.

Pendant ce temps, la base du parti, pas seulement les membres mais également les soldats de la milice du POUM, les sympathisants et ceux qui soutenaient le parti étaient jetés en prison aussi rapidement que la police pouvait les attraper. Il serait sans doute impossible d'obtenir des chiffres exacts, mais il est raisonnable de penser que, pendant les premières semaines, il y a eu quatre cents arrestations dans la seule ville de Barcelone ; et en tout cas les prisons étaient tellement pleines qu'un grand nombre de prisonniers ont dû être enfermés dans des magasins et autres dépôts provisoires. Pour autant que j'aie pu le vérifier, aucune discrimination n'a été faite, lors des arrestations, entre ceux qui avaient été impliqués dans les émeutes de mai et ceux qui n'y avaient pas participé. De fait, le POUM avait rétroactivement été mis hors la loi ; le POUM étant devenu un parti illégal, tous ceux qui y avaient appartenu étaient considérés comme ayant enfreint la loi. La police a même été jusqu'à arrêter les blessés dans les infirmeries. Parmi les prisonniers que j'ai vus dans une prison se trouvaient deux personnes que je connaissais et qui avaient été amputées des jambes ; également un enfant qui n'avait pas plus de douze ans.

Et il ne faut pas oublier non plus ce que signifie l'emprisonnement en Espagne en ce moment. Sans parler du terrible surpeuplement des prisons temporaires, des conditions d'insalubrité, du manque d'air et de lumière et de la nourriture immonde, il n'existe rien de ce que nous pourrions considérer comme des droits légaux. Parler d'*habeas corpus* là-bas, par exemple, est une absurdité^[15]. Selon la loi actuelle, ou en tout cas la pratique actuelle, n'importe qui peut être emprisonné pour une durée indéfinie et pas seulement sans être jugé mais encore sans être accusé de quoi que ce soit ; et, en attendant de les inculper, les autorités peuvent, si elles le désirent, garder les gens *incommunicado* – c'est-à-dire sans le droit de communiquer avec un avocat ou quiconque venu de l'extérieur. Il est facile de comprendre ce que peuvent valoir les « aveux » arrachés dans de telles conditions. La situation est pire encore pour les prisonniers les plus pauvres parce que le Secours rouge du POUM, qui leur fournit normalement une aide légale, a été supprimé en même temps que les autres institutions du POUM.

Mais sans doute le trait le plus odieux de cette histoire est que toutes les informations sur ce qui s'était passé ont été délibérément dissimulées, certainement pendant cinq jours et, je le pense, plus longtemps encore, aux troupes sur le front d'Aragon. Or je me trouvais sur le front du 15 au 20 juin. J'ai dû me rendre devant un comité médical et, de ce fait, je suis allé dans diverses villes à l'arrière du front, Siétamo, Barbastro, Monzón, etc. Dans tous ces endroits, le quartier général du POUM, les centres du Secours rouge et autres organisations fonctionnaient normalement ; même à Lérida (à peine 160 kilomètres de Barcelone), et jusqu'au 20 juin, personne ne savait que le POUM avait été interdit. Pas un mot dans les journaux de Barcelone, bien que ceux de Valence (qui ne sont pas distribués sur le front d'Aragon) se soient enflammés en parlant de la « trahison » de Nin. Avec un bon nombre d'autres personnes, j'ai eu la désagréable expérience de rentrer à Barcelone pour y apprendre que le POUM avait été interdit en mon absence. Heureusement, on m'a prévenu à temps et j'ai réussi à m'éclipser, mais

d'autres n'ont pas eu cette chance. Tous les miliciens du POUM qui sont rentrés du front à ce moment-là devaient choisir sur-le-champ : soit se cacher, soit aller en prison – un accueil des plus agréables après trois ou quatre mois de combats en première ligne. La raison de tout cela était évidente : l'offensive de Huesca commençait à peine et le gouvernement craignait sans doute que, si les miliciens du POUM venaient à apprendre les événements, ils refusent d'avancer. Je ne crois pas, en fait, que la loyauté des miliciens en aurait été affectée ; néanmoins, ils avaient le droit de connaître la vérité. Il est effroyablement odieux d'envoyer des hommes au combat (lorsque j'ai quitté Siétamo, l'attaque commençait et les premiers blessés étaient cahotés dans des ambulances sur les abominables routes) tout en leur dissimulant qu'on est en train d'éliminer leur parti dans leur dos, de dénoncer leurs dirigeants comme traîtres et de jeter leurs amis et parents en prison.

Le POUM était de loin le plus petit des partis révolutionnaires et sa suppression affecte relativement peu de gens. Selon toute probabilité, le nombre total des personnes fusillées ou condamnées à de longues peines de prison ne dépassera pas la vingtaine, quelques centaines de personnes verront leur existence détruite et quelques milliers seront persécutées. Toutefois, cette suppression est un symptôme important. Pour commencer, cela devrait ouvrir les yeux du monde extérieur à ce qui était déjà évident pour de nombreux observateurs en Espagne : que le gouvernement actuel a davantage de points de ressemblance que de différences avec le fascisme. (Ce qui ne signifie pas qu'il faille abandonner la lutte contre le fascisme bien plus cru de Franco et de Hitler. J'ai moi-même commencé à comprendre dès le mois de mai la tendance fasciste du gouvernement, mais je désirais retourner au front, et c'est d'ailleurs ce que j'ai fait.) Deuxièmement, l'élimination du POUM annonce l'attaque imminente contre les anarchistes. Ce sont eux les véritables ennemis que craignent les communistes, bien plus que le POUM, numériquement insignifiant. Les dirigeants anarchistes ont eu droit à une démonstration des méthodes qui vont sans doute leur être appliquées ; le seul espoir de la révolution, et sans doute de la victoire dans cette guerre, est qu'ils auront compris la leçon et se seront préparés à se défendre le moment venu.

6. À Amy Charlesworth^[16]

1^{er} août 1937

Chère Miss Charlesworth,

Une fois de plus j'ai attendu longtemps avant de répondre à votre lettre, j'en ai peur. Pour m'excuser, je dois dire que j'avais beaucoup de choses à faire le mois qui a suivi mon retour d'Espagne et que je n'ai recouvré la santé que récemment. La main abîmée et l'Espagne n'étaient qu'indirectement liées – c'est-à-dire qu'une septicémie s'est déclarée alors que j'étais au front et qu'elle a réapparu. Ma main va très bien maintenant. En Espagne, j'ai reçu une balle dans le cou, mais la blessure est maintenant guérie et cicatrisée, sauf que j'ai perdu une partie de ma voix^[17].

Vous m'avez demandé quelle est la situation en Espagne, et si les rebelles^[18] n'avaient pas raison. Je ne dirais pas que les rebelles n'avaient *pas* raison, à moins que vous pensiez qu'on a toujours tort de se rebeller contre le gouvernement légalement élu, ce que, en pratique, personne ne pense. Grosso modo, je dirais que les rebelles représentent deux positions qui sont plus ou moins contradictoires – car, bien sûr, le camp de Franco, comme le camp républicain, est fait de diverses fractions qui se disputent fréquemment et farouchement entre elles. Ces gens défendent, d'une part, une forme ancienne de la société, le féodalisme, l'Église catholique et ainsi de suite, et d'autre part le fascisme, ce qui signifie un gouvernement extrêmement enrégimenté et centralisé, se rapprochant du socialisme par certains aspects, car il implique la suppression d'une grande part de la propriété privée et de l'entreprise privée, mais toujours, en fin de compte, pour le plus grand bien des capitalistes les plus puissants, et en conséquence il est absolument non socialiste. Je suis inconditionnellement opposé à ces deux idées, mais il est équitable de dire que des raisons peuvent être trouvées pour l'une comme pour l'autre. Certains écrivains catholiques tels que Chesterton, Christopher Dawson^[19], etc. parviennent à donner des raisons assez séduisantes, bien que peu convaincantes dans leur logique, pour défendre un type de société plus primitif. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il existe de bonnes raisons pour le fascisme lui-même, mais je pense que certains fascistes individuels proposent des raisons valables. J'en ai longuement parlé dans mon dernier livre^[20]. Pour simplifier, je dirais que le fascisme séduit énormément certaines personnes simples et honnêtes qui veulent réellement que justice soit rendue à la classe ouvrière et qui ne se rendent pas compte qu'elles ne sont que les instruments des gros capitalistes. Il serait absurde d'imaginer que tous ceux qui sont dans le camp de Franco sont des démons. Toutefois, bien que les atrocités fascistes aient été sans doute exagérées, ils ont dû en commettre une partie et je pense qu'on peut être certain que le gouvernement a fait la guerre avec bien plus d'humanité que les fascistes, au point même de perdre quelques occasions militaires, par exemple en refusant de bombarder des villes où se trouvaient des populations civiles.

Entre-temps, dans le camp républicain, la situation est extrêmement compliquée et il s'est passé certaines choses des plus terribles, qui n'ont pas été mentionnées dans les journaux anglais et que je ne peux pas expliquer correctement sans donner à cette lettre les dimensions d'un essai. Peut-être pourrais-je en donner le résumé suivant : la guerre civile n'était pas seulement une guerre mais aussi une révolution. Lorsque la révolte fasciste a éclaté, les travailleurs de diverses grandes villes, particulièrement en Catalogne, ne se sont pas contentés de vaincre les fascistes locaux ; ils ont également utilisé cette occasion pour s'emparer de terres, d'usines, etc., et pour mettre en place une forme grossière de gouvernement des travailleurs. Depuis lors, et surtout depuis décembre de l'année dernière, le véritable combat du gouvernement espagnol a été d'écraser la révolution et de tout remettre dans l'état où il était auparavant. Ils ont plus ou moins réussi à le faire et ont maintenant installé un terrible règne de terreur dirigé contre quiconque est soupçonné de réelles sympathies révolutionnaires. C'est là quelque chose que les Anglais ont du mal à comprendre, au sens où le parti communiste, que nous avons l'habitude de considérer comme un parti révolutionnaire, a pris le rôle principal dans ces affaires et que, bien que la chose ne soit pas officielle, il dirige aujourd'hui en grande partie le gouvernement espagnol et est responsable du règne de la terreur. Cela avait déjà commencé quand j'ai quitté l'Espagne le 23 juin. Le parti dans la milice duquel je m'étais engagé, le POUM, a été interdit et toute personne liée à ce parti dont la police pouvait s'emparer, y compris les blessés dans les infirmeries, a été jetée en prison sans aucune forme de procès. J'ai eu la chance de pouvoir sortir d'Espagne mais beaucoup de mes amis et connaissances sont toujours en prison et je crains fort que certains d'entre eux risquent d'être abattus, non pas pour une infraction quelconque mais pour s'être opposés au parti communiste. Si vous désirez rester en contact avec ce qui se passe en Espagne, le seul journal auquel vous puissiez faire confiance, pour connaître la vérité, est le *New Leader*. Ou encore, si vous parvenez à mettre la main dessus, un livre de Franz Borkenau récemment publié sous le titre *Spanish Cockpit*, que j'ai lu et qui est excellent. Les derniers chapitres résument la situation bien mieux que je ne pourrais le faire.

Ceci me paraît déjà faire une assez longue lettre. Je dois m'excuser de vous faire un cours sur l'Espagne, mais ce que j'ai vu là-bas m'a tellement secoué que j'écris et que j'en parle à tout le monde. Naturellement, je suis en train d'écrire un livre sur ce sujet. Je crois qu'il sortira en mars prochain^[21].

Sincèrement vôtre,
Eric Blair
(« George Orwell »)

P.-S. Je vous avais peut-être dit que George Orwell n'est qu'un nom de plume. J'aimerais beaucoup vous rencontrer un jour ou l'autre. Vous m'avez l'air d'être quelqu'un que j'aurais envie de connaître, mais Dieu sait quand je me trouverai dans votre partie du monde. J'ai noté votre adresse. Faites-moi savoir si vous venez un jour à Londres.

7. À Charles Doran^[22]

2 août 1937

Cher Doran,

Je n'ai pas votre adresse mais je pense qu'ils l'auront à l'école d'été de l'ILP, où je me rends jeudi. J'y étais également hier, pour écouter un discours de John MacNair^[23].

Je me suis senti très soulagé quand j'ai vu Jock Branthwaite, qui est venu loger chez nous, et quand il m'a appris que tous ceux d'entre vous qui le désiraient étaient parvenus à quitter l'Espagne sans problème. Je m'étais rendu au front le 15 juin afin d'obtenir ma libération médicale mais sans pouvoir aller jusqu'à la ligne de front parce qu'on n'a pas arrêté de m'envoyer d'hôpital en hôpital. Je suis rentré à Barcelone pour apprendre que le POUM avait été interdit en mon absence, ce qu'on s'est bien gardé de faire savoir aux troupes, avec tant de succès que personne n'était au courant à Lérida le 20 juin, alors que l'interdiction datait du 16-17. J'en ai entendu parler pour la première fois en entrant à l'hôtel Continental, quand Eileen et un Français nommé Pivert, qui a été un bon ami de tout le monde pendant les troubles, se sont précipités vers moi, m'ont chacun pris par un bras et m'ont dit de partir. Kopp venait d'être arrêté au Continental parce que les employés avaient appelé la police et l'avaient dénoncé. MacNair, Cottman^[24] et moi avons dû passer plusieurs jours en fuite, en dormant dans des églises en ruine, etc., mais Eileen est restée à l'hôtel et, à part une fouille de sa chambre pendant laquelle tous mes papiers ont été emportés, elle n'a pas été maltraitée, sans doute parce que la police voulait faire d'elle un appât pour nous attraper, MacNair et moi. Nous avons filé très rapidement le matin du 23 et avons traversé la frontière sans grandes difficultés. Heureusement, il y avait un wagon-restaurant de première classe dans le train, et nous avons fait de notre mieux pour avoir l'air de touristes anglais ordinaires, ce qu'il y avait de mieux à faire. À Barcelone, comme nous étions plus ou moins en sécurité pendant la journée, Eileen et moi sommes allés voir Kopp plusieurs fois dans le trou puant où il était emprisonné avec des dizaines d'autres personnes, dont Milton^[25]. La police avait été jusqu'à arrêter les blessés du POUM au Maurin et j'ai vu en prison deux hommes aux jambes amputées ; également un enfant d'environ dix ans. Il y a quelques jours, nous avons reçu des lettres, datées du 7 juillet, que Kopp avait réussi à faire sortir d'Espagne. Il y avait une lettre de protestation au chef de la police. Il disait que non seulement lui et d'autres étaient emprisonnés depuis dix-huit jours (bien plus longtemps maintenant, évidemment) sans procès ni accusation, mais qu'ils étaient enfermés dans des endroits où ils avaient à peine la place de s'étendre, où ils étaient affamés et où ils étaient souvent insultés et battus. Nous avons envoyé la lettre à MacNair et je crois que, après avoir discuté de l'affaire, Maxton^[26] a pris rendez-vous avec l'ambassadeur d'Espagne pour lui dire que si rien n'était fait, en tout cas pour les prisonniers étrangers, il débatterait tout au Parlement. MacNair me dit également qu'il y a un compte rendu crédible dans les journaux français selon lequel le corps de Nin et, je crois, ceux d'autres dirigeants du

POUM, avaient été trouvés, abattus d'une balle, à Madrid. Je suppose que ce sera un « suicide », ou peut-être, une fois encore, une appendicite[27].

Entre-temps, il semble presque impossible de faire imprimer quoi que ce soit à ce sujet. Dès que j'ai franchi la frontière française, j'ai télégraphié au *New Statesman* pour demander s'ils voulaient un article, ils m'ont répondu que oui mais, quand ils ont vu mon article (au sujet de l'interdiction du POUM[28]), ils m'ont dit qu'ils étaient désolés mais qu'ils ne pouvaient pas le publier car il « provoquerait des troubles ». Pour dorer la pilule, ils m'ont envoyé un très bon livre récemment publié pour que j'en fasse un compte rendu, *Spanish Cockpit*. Mais, une fois de plus, quand ils ont lu mon compte rendu, ils étaient désolés de ne pas pouvoir le publier car il « allait à l'encontre de la politique éditoriale » ; cependant ils ont offert de payer l'article, même non publié – ils achetaient pratiquement mon silence, vous comprenez[29]. Je dois également changer d'éditeur. Dès que Gollancz a appris que j'étais avec le POUM, il m'a dit qu'il craignait fort de ne pas pouvoir publier mon livre sur l'Espagne, alors que je n'en avais pas encore écrit un mot. Je n'ai pas encore pris de décision, mais je le donnerai sans doute à Secker[30]. Il devrait sortir en mars si tout va bien.

Je suis allé à Bristol avec quelques autres pour participer à une manifestation contre l'expulsion de Stafford Cottman de la YCL[31] avec les mots « Nous le marquons comme ennemi de la classe ouvrière » et autres expressions semblables. J'ai appris depuis que la maison des Cottman est surveillée par des membres de la YCL, qui tentent de questionner tous ceux qui entrent et qui sortent. Quel spectacle ! Rien que de penser que nous sommes partis comme des défenseurs héroïques de la démocratie et que, à peine six mois plus tard, nous sommes devenus des trotsko-fascistes se faulant hors du pays avec la police aux trousses. Pendant ce temps, être des trotsko-fascistes ne nous aide pas avec les profascistes de ce pays. Cette après-midi, Eileen et moi, nous avons eu droit à la visite du pasteur, qui n'approuve absolument pas que nous ayons été dans le camp républicain. Bien sûr, nous avons dû admettre que les incendies d'églises étaient véridiques, mais il a été réconforté en apprenant que ce n'étaient que des églises catholiques.

Faites-moi savoir comment vous allez. Eileen se rappelle à votre souvenir.

Vôtre,
Eric Blair

P.-S. J'ai oublié de dire que, quand j'étais à Barcelone, j'avais très envie de vous écrire et de vous avertir, mais je n'ai pas osé, parce que j'ai pensé qu'une telle lettre attirerait simplement beaucoup d'attention indésirable sur la personne à laquelle elle était adressée.

8. À Amy Charlesworth^[32]

[Écrit à la main en haut de la lettre :] Je ne trouve toujours pas votre adresse ! J'envoie ceci à l'hôpital – j'espère qu'ils la transmettront.

30 août 1937

Chère Miss Charlesworth,

Merci beaucoup pour votre lettre, qui s'est égarée quelque part, mais qui va certainement réapparaître, j'y retrouverai votre adresse. J'ai demandé où vous pourriez trouver le *New Leader* à Manchester et on m'a dit qu'il est disponible aux endroits suivants :

Garner, 56 Worthington Street, Old Trafford, Manchester 16.

Lewis, 379 Ashton New Road, Bradford, Manchester.

J. Hodgetts, 57 Lynn Street, West Gorton, Manchester.

Vous verrez, je pense, que cela vaut bien un penny de temps en temps. C'est un misérable petit journal, mais il contient souvent la vérité alors que les autres ne l'ont pas.

En ce qui concerne le POUM, le parti communiste en Espagne, etc. : il n'est pas tout à fait vrai que le POUM essayait de « mettre en place un soviet » en opposition au gouvernement. Le POUM et, on pourrait aussi le dire, les anarchistes, se différenciaient du gouvernement et du parti communiste en ce qu'ils disaient vouloir combattre Franco non pas au nom de la démocratie telle qu'elle existe en Angleterre, en France, etc., mais au nom du gouvernement du peuple. Ce qui n'est pas aussi théorique qu'il le paraît parce que cela signifie une réelle différence de politique. Lorsque la révolution a éclaté, les travailleurs, dans beaucoup de régions d'Espagne, ont établi les prémices d'un gouvernement du peuple : ils ont saisi des terres et des usines, ont mis en place de comités locaux, etc. Le gouvernement, qui est en grande partie contrôlé par le parti communiste, a réussi à défaire une grande partie de tout ça, d'abord en demandant aux travailleurs de ne pas compromettre la guerre et, plus tard, quand il s'est senti plus fort, par la force. Je crois que le POUM et les autres avaient tout à fait raison de résister à ce processus et auraient même sans doute eu raison d'y résister par une rébellion ouverte, bien qu'ils ne l'aient jamais fait. Il est tout à fait vrai que nous devons tous nous unir contre le fascisme, mais il faut alors décider ce qu'est le fascisme. Si le fascisme signifie la suppression des libertés politiques et de la liberté de parole, l'emprisonnement sans procès, etc., alors le régime espagnol actuel *est* fasciste ; de sorte qu'en se battant en apparence contre Franco on revient directement au fascisme. Je ne veux pas dire que l'autorité du gouvernement actuel ne vaut pas mieux que celle que Franco mettrait en place s'il gagnait, mais ce n'est qu'une différence de degré, pas de fond. Ce qui en ressort – c'est en tout cas ainsi que je le vois –, c'est que le fascisme n'a pas de contraire réel

excepté le socialisme. On ne peut pas se battre contre le fascisme au nom de la « démocratie » parce que ce que nous appelons démocratie, dans un pays capitaliste, ne peut exister que tant que les choses vont bien ; dans les moments de difficulté, elle se transforme immédiatement en fascisme. La seule chose qui peut empêcher cela est pour les travailleurs de garder le pouvoir entre leurs propres mains. Évidemment, on ne peut pas avoir d'un seul coup le contrôle complet par les travailleurs et le socialisme, mais les travailleurs devraient se cramponner à toutes les bribes de pouvoir entre leurs mains, qu'il prenne, comme en Angleterre, la forme d'institutions démocratiques ou parce que, comme en Espagne au début de la guerre, les ouvriers ont pris les armes et ont saisi certains des moyens de production. S'ils écoutent tous ceux qui leur disent : « Vous devez abandonner ceci, cela et cela aussi pour le bien de tous », ils seront floués à chaque occasion. C'est ce qui est arrivé en Espagne. Les propagandistes du parti communiste ont dit que les travailleurs n'avaient pas besoin de garder le contrôle direct des usines, des moyens de transport, etc., parce qu'ils étaient très bien représentés dans le gouvernement, lequel contenait des ministres qui représentaient les syndicats. Plus tard, bien sûr, lorsque la plupart des armes ont été enlevées des mains des travailleurs et que la clique libérale-communiste a été en position de force, les représentants des syndicats ont été éliminés du gouvernement, qui ne comprend aucun ministre représentant un parti de la classe ouvrière. Seule la nécessité militaire aurait pu excuser cela et, évidemment, cette excuse a servi du début à la fin. Mais en fait, le gouvernement actuel (le gouvernement Negrin^[33], en place depuis mai) a bien moins réussi sur le plan militaire que les précédents. Il s'est installé en position de pouvoir absolu et a mis la plupart de ses opposants en prison, mais il n'est pas en train de gagner la guerre. Je ne pense d'ailleurs pas que la guerre puisse maintenant être gagnée à moins que la France intervienne. Pour gagner une guerre, il faut soit avoir la supériorité des armes, ce qui n'est pas le cas du gouvernement et qu'il a peu de chance d'obtenir, soit éveiller l'enthousiasme du peuple. Mais personne ne va se sentir enthousiaste pour un gouvernement qui vous met en prison dès que vous ouvrez la bouche.

Excusez-moi de vous donner encore un cours. Mais ce que j'ai vu en Espagne m'a tellement bouleversé que j'en parle à tout le monde. Et les journaux anglais ont raconté des mensonges tellement énormes sur toute cette histoire, les journaux de gauche (*News Chronicle* et *Daily Worker*) presque pires que ceux de droite. Il est désespérément nécessaire que les gens comprennent que, lorsqu'on parle de « se battre contre fascisme », il s'agit surtout de sornettes, sinon nous allons nous retrouver à nous battre une fois de plus pour une guerre impérialiste (contre l'Allemagne) qui sera déguisée en guerre « contre le fascisme », et dix millions de personnes mourront encore avant que les gens comprennent que le fascisme et la soi-disant démocratie c'est blanc bonnet et bonnet blanc.

Je crois que vous m'avez demandé comment allait ma voix. Elle va bien mieux, en fait je suis maintenant capable de crier de loin, mais je ne peux toujours pas la moduler suffisamment pour chanter, et je pense donc qu'une des cordes vocales est paralysée de façon permanente.

Sincèrement vôtre,
Eric Blair

9. L'attrait de la profondeur

New English Weekly,
30 décembre 1937

Il existe une façon d'éviter les pensées, et c'est de penser trop profondément. Prenez n'importe quelle généralisation raisonnablement vraie – que les femmes n'ont pas de barbe, par exemple –, tordez-la, soulignez les exceptions, soulevez les questions annexes et vous serez bientôt capable de démontrer qu'elle est fausse, ou en tout cas vous l'aurez secouée, tout comme, en défaisant une nappe jusqu'à chacun des fils qui la forment, vous pouvez nier de façon plausible que c'est une nappe. De nombreux écrivains font cela en permanence, d'une manière ou d'une autre. Keyserling en est un exemple évident. Qui n'a pas lu quelques pages de Keyserling ? Il ne cesse de dire des choses très éclairantes – il produit des paragraphes qui, pris séparément, vous obligent à vous écrier qu'il s'agit d'un esprit remarquable – et pourtant il ne vous mène jamais bien loin. Son esprit avance dans trop de directions à la fois, il lève trop de lièvres en même temps. Nous voyons la même chose chez le señor Ortega y Gasset, dont le recueil d'essais *L'Espagne invertébrée* vient d'être traduit et réimprimé.

Prenez par exemple ce passage que je choisis presque au hasard : « Chaque race porte dans sa propre âme primitive un paysage idéal qu'elle tente de réaliser à l'intérieur de ses propres frontières. La Castille est terriblement aride parce que le Castillan est aride. Notre race a accepté la sécheresse qui l'entoure parce qu'elle s'apparente aux déserts intérieurs de sa propre âme. » L'idée est intéressante, et on en trouve de semblables à chaque page. En outre, on est conscient dans tout le livre d'une sorte de détachement, d'une décence intellectuelle qui est bien plus rare de nos jours que la simple intelligence. Et pourtant, en fin de compte, de *quoi* s'agit-il ? D'une série d'essais, écrits pour la plupart dans les années 1920, sur divers aspects du caractère espagnol. Le texte de la quatrième de couverture prétend que le livre nous éclairera sur « ce qu'il y a derrière la guerre civile en Espagne ». Il ne l'éclaire pas du tout pour moi. En fait, je ne trouve pas dans ce livre la moindre conclusion.

Quelle est l'explication que le señor Ortega y Gasset donne des problèmes de son pays ? L'âme espagnole, la tradition, l'histoire romaine, le sang des Wisigoths dégénérés, l'influence de la géographie sur l'homme et (comme plus haut) de l'homme sur la géographie, le manque d'intellectuels espagnols éminents – et ainsi de suite. J'ai toujours quelques doutes quant aux écrivains qui expliquent tout en termes de sang, de religion, de plexus solaire, d'âmes nationales et tout le reste, parce qu'il est évident qu'ils évitent quelque chose. Ce qu'ils évitent, c'est l'ennuyeuse interprétation « économique » marxienne de l'histoire. Marx est un auteur difficile à lire, mais des millions de gens croient en une version grossière de sa doctrine et celle-ci réside dans toutes les consciences. Les socialistes de toutes les écoles peuvent la débiter comme un orgue mécanique. Elle est tellement simple ! Si vous soutenez telle et telle opinion, c'est parce

que vous avez tant et tant d'argent dans votre poche. Elle est également de toute évidence fautive dans les détails et de nombreux écrivains distingués ont perdu du temps à l'attaquer. Le señor Ortega y Gasset a une ou deux pages sur Marx et fait au moins une critique qui ouvre une série de pensées fort intéressantes.

Mais si la théorie « économique » de l'histoire n'est qu'erronée, de la même façon que la théorie de la terre plate est erronée, pourquoi se donnent-ils la peine de l'attaquer ? Parce qu'elle n'est *pas* complètement erronée ; en fait, elle est suffisamment vraie pour que quiconque se donne la peine de réfléchir un peu se sente mal à l'aise. D'où la tentation de mettre en place des théories concurrentes qui souvent ignorent certains faits évidents. Le problème central de l'Espagne est, et a dû être depuis des décennies, tout à fait clair : le terrible contraste entre la richesse et la pauvreté. La quatrième de couverture de *L'Espagne invertébrée* déclare que la guerre civile n'est « pas une lutte de classes », alors qu'il est parfaitement évident que c'est ce qu'elle est en grande partie. Avec une paysannerie affamée, des propriétaires absentéistes dont les domaines atteignent la taille des comtés anglais, une bourgeoisie croissante et mécontente, et un mouvement ouvrier que les persécutions obligent à se cacher, il y a là du matériau pour toutes les guerres civiles possibles. Mais cela fait penser aux disques du gramophone socialiste ! Ne parlons pas des paysans andalous mourant de faim avec deux pesetas par jour et des enfants à la tête pouilleuse mendiant de la nourriture dans les magasins. Si quelque chose ne va pas en Espagne, attribuons-le aux Wisigoths.

Le résultat – je devrais dire la *méthode* – d'une telle dérobade est un excès d'intellectualisme. L'esprit trop subtil soulève trop de questions annexes. La pensée devient fluide, court dans toutes les directions, forme de mémorables lacs et flaques, mais ne va nulle part. Je peux recommander ce livre à tout le monde, simplement comme livre à lire. C'est sans aucun doute le produit d'un esprit distingué. Mais il est inutile d'espérer qu'il va expliquer la guerre civile espagnole. Vous trouverez une meilleure explication chez le plus plat des doctrinaires, qu'il soit socialiste, communiste, anarchiste, fasciste ou catholique.

10. Césarienne en Espagne

The Highway,
mars 1939

Quand le général Franco provoqua la rébellion de juillet 1936, il mit des bâtons dans les rouages d'un moteur qui avait pris une direction bien définie. Jusqu'à quel point il est parvenu à le bloquer est une chose que nous ne savons pas encore.

La révolution de 1931 avait renversé la monarchie espagnole mais n'était pas parvenue à résoudre un seul des problèmes économiques fondamentaux du pays. Une de ses conséquences, cependant, a été de créer une ambiance de libéralisme et de liberté de parole dans laquelle des idées qui étaient jusqu'alors plutôt mal vues pouvaient circuler un peu partout. À partir de ce moment-là, de nombreux observateurs ont compris que la guerre civile était inévitable en Espagne. L'instant décisif a été celui où un gouvernement qu'on peut grossièrement décrire comme « de gauche » fut élu avec une très faible majorité lors des élections de février 1936. Ce gouvernement – le gouvernement du Front populaire – n'était certainement pas contrôlé par des extrémistes. Il n'a pas précipité la crise en usant de violence contre ses opposants politiques ; au contraire, il s'est en fait affaibli par sa modération. Un gouvernement plus strictement « de gauche » se serait occupé plus tôt du complot militaire en train de se préparer au sud de tous et aurait sans doute promis une certaine indépendance aux Arabes du Maroc espagnol, les empêchant ainsi de s'unir à Franco. Toutefois, le programme de réformes du gouvernement menaçait les gros propriétaires et l'Église, ce qui était inévitable avec n'importe quelle réforme radicale. Dans l'état où se trouvait l'Espagne, il était impossible de se rapprocher d'une véritable démocratie sans se confronter à des droits acquis très puissants. En conséquence, la seule existence du gouvernement de Front populaire suffisait à soulever le problème le plus compliqué de notre époque : comment effectuer des changements fondamentaux par des méthodes démocratiques.

La démocratie parlementaire, et particulièrement le système des partis, se sont développés à une époque au cours de laquelle aucun conflit entre les diverses factions n'était vraiment irréconciliable. Les whigs et les tories, c'est-à-dire les libéraux et les conservateurs, mènent ce qui est en fait une querelle de famille et ils acceptent les décisions prises par l'autre camp ; mais lorsque le débat se fait, par exemple, entre le capitalisme et le socialisme, ce n'est plus la même chose. En fait, sous des formes un peu différentes, la même situation s'est reproduite à de nombreuses reprises. Un gouvernement démocratiquement élu se lance dans des réformes radicales ; il agit en toute légalité, mais ses adversaires refusent de « jouer le jeu » ; ils se rebellent, soit avec une violence déclarée, comme en Espagne, soit, comme c'est le plus souvent le cas, par du sabotage financier. Le cas particulier de l'Espagne est que le gouvernement a contre-attaqué.

La guerre, qui dure maintenant depuis deux ans et demi, a fait sans doute un million de morts, outre des souffrances comme on n'en a jamais connu. Quels dégâts a-t-elle produits dans la cause démocratique ? Il suffit de considérer ce dont est capable une guerre moderne, le genre de décisions que doivent prendre les gouvernements afin de tenir leur population, pour douter fortement de ce qu'il restera de la démocratie dans le monde après plusieurs années de guerre « totale » entre les grandes nations. Et pourtant il est vrai que la guerre en Espagne, tellement terrible sur tant de plans, a été un signe d'espoir sur ce point-là. Dans l'Espagne républicaine, les formes comme l'esprit de la démocratie ont survécu à un point que personne n'aurait pu prédire ; on pourrait même dire en toute vérité que, pendant la première année de la guerre, ils se sont développés.

J'étais en Catalogne et en Aragon entre Noël 1936 et le milieu environ de l'année suivante. Être en Espagne à cette époque était une expérience étrange et touchante parce qu'on avait devant soi le spectacle d'un peuple qui savait ce qu'il voulait, d'un peuple qui faisait face à son destin les yeux grand ouverts. La rébellion avait plongé le pays dans le chaos et le gouvernement théoriquement au pouvoir lorsque la guerre a éclaté avait agi avec mollesse ; si le peuple espagnol devait être sauvé, ce ne pouvait être que grâce à ses propres efforts. Il n'est pas exagéré de dire que ce sont les gens ordinaires dans la rue, par l'intermédiaire de leurs syndicats et de leurs organisations politiques, qui ont été directement et consciemment responsables de presque toutes les actions de résistance des premiers mois. Les transports et les principales industries étaient immédiatement tombés entre les mains des travailleurs ; les milices, qui ont dû soutenir le plus gros des combats, étaient des organisations de volontaires créées par les syndicats. Il y a eu beaucoup d'incompétence, bien sûr, mais également d'extraordinaires réussites d'improvisation. Les champs étaient labourés, les trains roulaient, en dehors des lignes de front, les gens vivaient en grande partie paisiblement et dans l'ordre, et les troupes, malgré leur misérable armement, étaient bien nourries et soignées. Il y avait, en outre, un esprit de tolérance, une liberté de parole et de la presse que personne n'aurait cru possibles en temps de guerre. Bien sûr, l'ambiance sociale s'est transformée, parfois pour le pire, au fil du temps. Le pays s'est préparé à une longue guerre ; il y a eu des luttes politiques internes, dont le résultat a été le passage du pouvoir des socialistes et des anarchistes aux communistes, puis des communistes aux républicains radicaux ; la conscription a été imposée et la censure resserrée – deux conséquences funestes et inévitables des guerres modernes. Mais l'esprit essentiellement volontariste des premiers mois n'a jamais disparu, et il aura d'importantes répercussions.

Il serait puéril de penser qu'une victoire du gouvernement aurait mis en place sur-le-champ un régime démocratique. La démocratie, telle que nous l'entendons en Europe de l'Ouest, n'est pas immédiatement praticable dans un pays aussi divisé et épuisé que le sera l'Espagne quand la guerre sera terminée. Il ne fait aucun doute que tout gouvernement qui réussirait à vaincre Franco sera de tendance libérale, pour la simple raison qu'il lui faudra éliminer le pouvoir des gros propriétaires et tout ou partie du pouvoir de l'Église. Mais la tâche consistant à gouverner l'Espagne tout entière sera complètement différente de celle de gouverner la fraction loyaliste actuelle. Il y aura

d'importantes minorités dissidentes et d'immenses problèmes de reconstruction ; ce qui signifie inévitablement l'existence d'une période de transition au cours de laquelle le régime ne sera démocratique que par son nom. Par ailleurs, si Franco gagne, même le nom disparaîtra. Il a expliqué très clairement qu'il a l'intention d'installer un État corporatiste sur le modèle italien – c'est-à-dire un État où la majorité des gens seront ouvertement et cyniquement exclus de toute influence dans le gouvernement.

Et pourtant la situation n'est peut-être pas aussi désespérée qu'elle le paraît. Bien sûr, si Franco gagne, les perspectives immédiates ne sont pas encourageantes ; mais les effets à long terme d'une victoire de Franco sont difficiles à prédire parce qu'un dictateur dans la position de Franco devra presque certainement s'appuyer sur une aide étrangère. Et si le gouvernement est vainqueur on peut raisonnablement penser que les conséquences catastrophiques d'une guerre civile pourraient rapidement disparaître. Ce sont habituellement les soldats, conscrits ou professionnels, qui font les guerres mais qui, dans l'un ou l'autre cas, sont toujours en position de victimes et n'ont qu'une très vague idée des raisons pour lesquelles ils se battent. On ne peut pas vraiment dire la même chose des armées de l'Espagne républicaine. Au lieu du processus habituel consistant à nourrir la machine militaire avec des conscrits, une population civile s'est volontairement organisée en armée. Ce sont les répercussions psychologiques de cela qui simplifieront sans doute le retour à la démocratie.

On ne pouvait pas voyager en Espagne au début de 1937 sans sentir que la guerre civile, malgré toutes ses effroyables conséquences, jouait le rôle d'une force éducative. Si les hommes souffraient, ils apprenaient aussi. Des dizaines de milliers de gens ordinaires avaient été obligés d'occuper des postes de responsabilité et de commandement dont ils n'auraient jamais même rêvé quelques mois plus tôt. Des centaines de milliers de gens se sont mis à réfléchir, avec une intensité qui aurait été impossible en temps normal, sur les théories économiques et les principes politiques. Des mots tels que fascisme, communisme, démocratie, socialisme, trotskisme, anarchisme, qui, pour la grande masse des êtres humains, ne sont que des mots, étaient discutés avec ardeur et analysés par des gens qui, peu de temps auparavant, étaient des paysans illettrés ou des ouvriers exploités. Il y avait là un immense ferment intellectuel, une soudaine expansion de la conscience. Il faut inscrire cela au crédit de la guerre, une maigre compensation à la mort et aux souffrances, mais il est peu crédible que cela puisse être complètement écrasé, même sous une dictature.

Il est vrai que les choses ne se sont pas passées comme nous nous y attendions à l'époque. Pour commencer, jusqu'à l'été 1937, tout le monde, dans l'Espagne républicaine, était persuadé que la république allait remporter la victoire. Je n'irai certainement pas jusqu'à dire que la république est en passe d'être battue maintenant, mais il n'empêche qu'il est devenu impossible de prédire sa victoire certaine. Deuxièmement, pour un grand nombre de gens il était évident que la guerre serait suivie par un mouvement définitivement révolutionnaire en direction du socialisme. Cette possibilité s'est éloignée. En cas de victoire de la république, il est bien plus plausible qu'on verra l'Espagne prendre la forme d'une République capitaliste du type de la France plutôt que celle d'un État socialiste. Ce qui paraît néanmoins certain, c'est qu'une régression vers un régime semi-féodal pourri par les prêtres tel qu'il existait jusqu'en

1931, ou même jusqu'en 1936, est aujourd'hui impossible. Ces régimes, du fait de leur nature même, dépendent d'une apathie et d'une ignorance générales qui n'existent plus en Espagne. Le peuple a trop vu et trop appris. Selon l'estimation la plus basse, plusieurs millions de gens ont été imprégnés d'idées qui en font un mauvais matériau pour un État autoritaire. Si Franco est vainqueur, il freinera le développement de l'Espagne, mais sans doute seulement aussi longtemps qu'il sera dans l'intérêt d'une puissance étrangère de le garder en place. Abattre et emprisonner ses opposants politiques ne l'aideront pas ; ils seront trop nombreux. Le désir de liberté, de savoir et d'un niveau de vie convenable s'est trop largement étendu pour pouvoir être écrasé par l'obscurantisme ou la persécution. S'il en est ainsi, les massacres et les souffrances qui accompagnent une guerre civile moderne n'auront pas été uniquement un gâchis.

11. Les huit années de guerre : souvenirs d'Espagne

The Observer,
16 juillet 1944

Vendredi prochain, cela fera huit ans que la guerre civile espagnole – lever de rideau du conflit actuel, et un des événements les plus tragiques et les plus sordides que l'Europe moderne ait connu – a éclaté.

La conclusion de la guerre d'Espagne a été décidée hors d'Espagne, et elle n'avait pas encore un an que les observateurs réalistes avaient compris que le gouvernement élu ne pourrait pas vaincre à moins de transformations radicales de la situation européenne. Pendant la première partie de la guerre, qui a duré un peu moins d'un an, la lutte s'est faite essentiellement entre, d'un côté, les soldats de métier de Franco assistés par les Maures^[34] et, de l'autre, les milices de paysans et d'ouvriers armés à la hâte. Pendant cette période, les succès militaires ont été également partagés et aucun objectif d'importance n'a changé de main.

Franco, cependant, se voyait renforcé massivement par les puissances de l'Axe alors que le gouvernement espagnol ne recevait que des aumônes sporadiques sous forme d'armes venues de Russie soviétique, ainsi que l'aide de quelques milliers de volontaires étrangers, en grande partie des réfugiés allemands. En juin 1937, la résistance des Basques s'est effondrée et l'équilibre des forces a commencé à être sérieusement défavorable au gouvernement. Entre-temps, cependant, le gouvernement avait mis de l'ordre dans les débordements révolutionnaires des premiers jours, calmé les luttes entre les diverses factions et entraîné ses forces inexpérimentées. Au début de 1938, il avait une armée redoutable, capable de se battre environ un an, aussi longtemps que dureraient les ressources de nourriture. Le D^r Negrin^[35] et les autres dirigeants du gouvernement espagnol avaient sans doute compris qu'ils ne pouvaient pas gagner par leurs seuls efforts, mais ils avaient raison de continuer le combat car la situation politique en Europe pouvait encore changer. La guerre mondiale, qui devait nécessairement éclater d'un instant à l'autre, pouvait éclater en 1938 ; le gouvernement britannique pouvait abandonner sa politique de non-intervention.

Aucun de ces deux événements n'a eu lieu et, vers la fin de 1938, les Russes ont retiré leur aide. L'Espagne républicaine avait faim depuis longtemps et était à présent réellement affamée. Lorsque les forces fascistes ont traversé la Catalogne, des hordes de réfugiés se sont dirigés vers la France, mitraillés par l'aviation italienne et internés derrière des barbelés dès leur arrivée. Au début de 1939, Franco est entré à Madrid et a utilisé sa victoire de façon impitoyable. Tous les partis politiques de gauche ont été supprimés, les arrestations et les exécutions ont été innombrables. Si les rapports récents sont exacts, un demi-million de personnes, soit deux pour cent de la population espagnole, se trouvent encore dans des camps de concentration^[36].

Cette histoire est écœurante, à cause du comportement sordide des grandes puissances et de l'indifférence générale du reste du monde. Les Allemands et les Italiens sont intervenus afin d'écraser la démocratie espagnole, de s'emparer d'un lieu stratégique clé en vue de la guerre qui s'approchait et, incidemment, de tester leurs bombardiers sur des populations incapables de se défendre. Les Russes ont distribué au compte-gouttes une petite quantité d'armes et ont arraché en retour un maximum de contrôle politique. Les Britanniques et les Français ont simplement détourné les yeux tandis que leurs ennemis triomphaient et que leurs amis étaient écrasés. L'attitude britannique est la moins excusable, parce qu'elle était imbécile tout autant que déshonorante. Il était évident dès le début que tout pays étranger qui fournirait des armes au gouvernement espagnol pourrait au moins influencer la politique de ce gouvernement. Mais les Britanniques ont préféré s'assurer de la victoire de Franco et de Hitler et, en même temps, voir l'affection et la gratitude de la population espagnole aller à la Russie plutôt qu'à la Grande-Bretagne. Pendant un an ou plus, le gouvernement espagnol a été effectivement sous contrôle russe, en grande partie parce que la Russie a été le seul pays à lui venir en aide. La croissance du parti communiste espagnol, qui est passé de quelques milliers d'adhérents à un quart de million, était l'œuvre directe des conservateurs britanniques.

Dans l'ensemble, on a essayé de se débarrasser de ces faits, voire de revendiquer la « non-belligérance » hostile de Franco comme un triomphe de la diplomatie britannique. Il faudrait plutôt que la véritable histoire de la guerre d'Espagne reste dans nos mémoires comme une démonstration de la folie et de la mesquinerie de la politique de puissance. Rien, en effet, ne rachète cette histoire sinon le courage de ceux qui se sont battus dans les deux camps, et la résistance de la population civile de l'Espagne loyaliste qui, pendant des années, a dû subir la faim et les privations plus que nous ne les avons connues aux pires moments de la guerre.

III
DU REFUS DE LA GUERRE
AU PATRIOTISME RÉVOLUTIONNAIRE
(1938-1943)

12. Réflexions politiques sur la crise

The Adelphi,
décembre 1938

Dans toutes les controverses sur le Front populaire, la question la moins souvent débattue a été de savoir si une telle association pouvait en fait remporter des élections.

Il était évident dès le début qu'un Front populaire en Angleterre serait quelque chose de tout à fait différent du Front populaire français, qui devait son existence à une menace fasciste de l'*intérieur*. S'il était formé, ce serait, plus ou moins ouvertement, du fait d'une guerre contre l'Allemagne. À quoi servait-il de dire que la sécurité collective et ainsi de suite signifiait la paix et non la guerre ? Personne n'y croyait. Le point réellement débattu était de savoir si la gauche devrait soutenir une guerre dont l'effet serait de renforcer l'impérialisme britannique. Les partisans du Front populaire hurlaient « Arrêtez Hitler ! » tandis que ses opposants hurlaient « Pas d'union avec les capitalistes ! » Mais les deux camps paraissaient être certains que, au cas où un Front populaire serait formé, le peuple britannique voterait pour lui.

Puis est venue la crise de la guerre^[37]. Que s'est-il passé ? Il est trop tôt pour en parler avec une certitude absolue, mais si les signes ont la moindre valeur, la crise a révélé deux choses. D'abord que le peuple britannique fera la guerre si on le lui demande ; ensuite qu'il ne veut pas la guerre et qu'il votera contre tout parti qui se déclare partisan de la guerre. Quand Chamberlain est rentré de Munich, il n'a été ni hué ni exécré mais salué par des kilomètres de gens qui l'acclamaient. Et il n'importe pas énormément que, par la suite, quand tout s'est calmé, il y ait eu un revirement certain, grâce auquel les travaillistes remporteront peut-être quelques élections partielles. Au moment décisif, la masse des gens s'est rangée dans le camp de Chamberlain et, si les élections générales font renaître l'esprit de la crise, ce qui est tout à fait probable, ces gens feront exactement la même chose. Et pourtant, ces deux dernières années, le *News Chronicle*, le *Daily Worker*, *Reynold's*, le *New Statesman* et les abonnés du Left Book Club se sont bercés d'illusions, de même qu'une partie de leur public, en pensant que la nation britannique tout entière, excepté quelques vieux gentlemen des clubs du West-End, ne voulait rien d'autre qu'une guerre et dix millions de morts pour défendre la démocratie.

Comment une erreur de cette dimension avait-elle pu être commise ? En grande partie parce qu'un petit groupe de gens bruyants peut donner quelque temps l'impression d'être plus nombreux qu'il ne l'est. La masse des gens est normalement silencieuse. Elle ne signe pas de manifestes, ne participe pas à des manifestations, ne répond pas aux questionnaires et n'adhère même pas à des partis politiques. En conséquence, il est très facile de prendre une poignée de personnes hurlant des slogans pour la nation tout entière. À première vue, le chiffre de 50 000 adhérents du Left Book Club *paraît* énorme. Mais qu'est-ce que 50 000 dans une population de 50 000 000 ?

Pour obtenir une image réelle de l'équilibre des forces, ce n'est pas les 5 000 personnes qui font du bruit dans l'Albert Hall qu'il faudrait observer mais les 5 000 000 à l'extérieur qui ne disent rien, mais qui sans doute réfléchissent et qui vont voter lors des prochaines élections. C'est là exactement ce que des organisations de propagande telles que le Left Book Club tentent d'empêcher. Au lieu d'essayer d'évaluer l'état de l'opinion publique, elles affirment sans cesse qu'elles *sont* l'opinion publique et, avec quelques personnes de leur entourage, elles finissent par le croire.

Le résultat net des efforts de [Strachey](#) et compagnie a été de donner une évaluation complètement fautive de ce que pense le peuple anglais, et de pousser le parti travailliste encore un peu plus sur la route de la guerre. Ce faisant, ils ont beaucoup fait pour que le parti travailliste perde les élections.

*

Pour autant qu'on puisse en juger d'après la presse française, il paraît clair que personne en France, excepté les communistes et M. de Kérillis[38], ne voulait vraiment la guerre. Je pense que les événements ont montré que le peuple anglais ne voulait pas la guerre non plus ; mais il serait absurde de prétendre qu'il n'y avait pas en Angleterre une minorité influente qui désirait ardemment la guerre et qui a hurlé de déception quand elle n'y a pas eu droit. Et tous ces gens-là n'étaient certainement pas tous communistes.

Un type de personne qu'il est assez rare de rencontrer en France est l'intellectuel bourgeois désireux de faire la guerre. Pourquoi ce type de personne est-il plus commun dans un pays que dans l'autre ? On peut penser à plusieurs raisons secondaires, mais sans doute suffit-il d'un seul mot pour répondre de manière satisfaisante à cette question : la conscription.

Comparée à l'Angleterre, la France est un pays démocratique : moins de privilèges sont liés au statut social et il est assez difficile d'échapper au service militaire. Presque tous les Français adultes ont fait leur service et la dure discipline de l'armée française est bien gravée dans leur mémoire. À moins d'avoir dépassé la limite d'âge ou de se trouver dans une position exceptionnellement abritée, la guerre a pour un Français un sens bien différent de celui qu'elle a pour un Anglais de la classe moyenne. Elle signifie une affiche sur un mur : « Mobilisation générale » et, trois semaines plus tard, s'il n'a pas de chance, une balle dans le ventre. Comment cet homme pourrait-il déclarer avec légèreté que « nous » devrions déclarer la guerre à l'Allemagne, au Japon et à tout autre pays à portée de main ? Il jugera sûrement la guerre d'un œil assez réaliste.

On ne pourrait pas dire la même chose de l'intelligentsia britannique. De tous les journalistes de gauche qui déclarent jour après jour que si ceci et cela et le reste arrivent « nous » devons nous battre, combien imaginent que la guerre les affectera personnellement ? Quand la guerre éclatera, ils feront ce qu'ils font en ce moment : ils écriront des articles de propagande. D'ailleurs, ils en sont tout à fait conscients. Le genre de personne qui rédige des articles pour la gauche politique ne sent pas du tout que la « guerre » signifie quelque chose au cours duquel il pourrait en fait être blessé. La « guerre » est quelque chose qui a lieu sur le papier, une manœuvre diplomatique,

quelque chose qui est évidemment déplorable mais qui est « nécessaire » si l'on veut détruire le fascisme. Le rôle du journaliste est agréablement stimulant : il doit écrire des articles de propagande. Étrangement, il est possible qu'il se trompe. Nous ne savons pas encore à quoi ressemble un bombardement aérien à grande échelle, et la prochaine guerre risque d'être fort désagréable, même pour les journalistes. Mais ces gens-là, qui sont nés dans l'intelligentsia aisée et sentent dans leurs os qu'ils appartiennent à une classe privilégiée, ne sont pas vraiment capables de prévoir ce genre de choses. La guerre a lieu sur le papier et ils sont donc capables de décider que telle ou telle guerre est « nécessaire » sans ressentir plus de danger personnel qu'en déplaçant une pièce d'échecs.

Notre civilisation produit deux types de personnes en quantités toujours plus grandes, le gangster et la tapette. Ils ne se rencontrent jamais mais chacun est nécessaire à l'autre. Quelqu'un, en Europe de l'Est, « liquide » un trotskiste ; quelqu'un à Bloomsbury en rédige une justification. Et c'est sans doute bien sûr précisément à cause de l'extraordinaire douceur et sécurité de la vie en Angleterre que le désir d'une effusion de sang – une effusion de sang au loin – est tellement répandu parmi notre intelligentsia. Mr Auden peut écrire sur « l'acceptation de la culpabilité pour le meurtre nécessaire » parce qu'il n'a jamais commis de meurtre, que sans doute aucun de ses amis n'a été assassiné et qu'il est fort possible qu'il n'ait jamais vu le cadavre d'une personne assassinée[39]. La présence de cette intelligentsia complètement irresponsable, qui a « adopté » le catholicisme il y a dix ans, qui « adopte » le communisme aujourd'hui et qui « adoptera » la variante anglaise du fascisme dans quelques années, est un aspect spécifique de la situation anglaise. Son importance est due au fait que, avec leur argent, leur influence et leur talent littéraire, ils sont capables de dominer une grande partie de la presse.

*

À moins de quelque scandale imprévu ou de troubles réellement très graves à l'intérieur du parti conservateur, il y a probablement peu de chances que les travaillistes remportent les élections générales[40]. Si un Front populaire est mis en place, il aura sans doute moins de chances que le parti travailliste tout seul. Le principal espoir semblerait être que, si les travaillistes *sont* vaincus, la défaite les incite à retrouver leur propre « ligne ».

Mais le facteur temps est d'une immense importance. Le gouvernement national se prépare à la guerre. Il va sans dire qu'il va bluffer, brouiller les cartes et faire d'autres concessions afin de gagner un peu plus de temps – cependant, il se prépare à la guerre. Quelques rares personnes se raccrochent à l'idée que les préparatifs de guerre du gouvernement ne sont qu'une imposture, voire qu'ils visent la Russie soviétique. Elles prennent leurs désirs pour des réalités. Mais ce qui les motive vraiment est qu'elles savent que, lorsque Chamberlain déclarera la guerre à l'Allemagne (pour défendre la démocratie, bien sûr), il fera ce que demandent ses opposants et leur coupera l'herbe sous le pied. L'attitude de la classe dirigeante britannique est probablement résumée par une remarque que j'ai récemment entendu prononcer par un membre de la garnison de Gibraltar : « Cela va certainement se faire. De toute façon Hitler va s'emparer de la

Tchécoslovaquie. Mieux vaut le laisser la prendre. Nous serons prêts en 1941. » En fait, la différence entre les bellicistes de droite et les bellicistes de gauche n'est que stratégique.

La vraie question est de savoir *quand* le parti travailliste commencera effectivement à s'opposer aux plans de guerre du gouvernement. Supposons que la guerre éclate pour de bon. Certains parmi les plus mous des journaux de gauche ont récemment discuté des « conditions » nécessaires pour un « soutien » du parti travailliste au gouvernement en cas de guerre. Comme si un gouvernement en guerre permettrait à ses sujets de lui dicter ses « conditions » ! Une fois la guerre commencée, les partis de gauche auront le choix soit d'offrir leur loyauté inconditionnelle soit d'être écrasés. Le seul groupe suffisamment grand pour pouvoir résister, et peut-être même pour effrayer le gouvernement et l'empêcher de faire la guerre, est le parti travailliste. Mais s'il ne commence pas bientôt, il ne le fera sans doute jamais. Deux ans, voire un an seulement, d'acceptation tacite des préparatifs de guerre, et sa puissance sera défaite.

Quand les travaillistes auront perdu les élections (s'ils les perdent), on entendra alors crier que si nous avions eu un Front populaire les élections auraient pu être gagnées. Ce qui brouillera la question pendant longtemps, peut-être même deux ans. Donc davantage de frontisme populaire, davantage de poings brandis et de demandes pour une « ligne dure », davantage de cris demandant des armements écrasants – bref, davantage de pressions pour que le gouvernement continue dans la direction qu'il a prise. Tant que les travaillistes réclameront une « ligne dure » qui comporte le risque d'une guerre, ils ne pourront opposer qu'une fausse résistance au processus de fascisation qu'impliquent des préparatifs de guerre. Quelle est l'utilité de réclamer une politique étrangère « vigoureuse » tout en prétendant s'opposer à davantage d'heures de travail, à la réduction des salaires, à la censure de la presse, voire à la conscription ? La riposte sera toujours la même : « Comment pouvons-nous contenir Hitler si vous entravez le réarmement ? » La guerre et même les préparatifs de guerre peuvent servir d'excuse à tout, et nous pouvons être sûrs que le gouvernement utilisera pleinement toutes les occasions. À la fin, peut-être que la conscience de ce qui est en train d'arriver incitera le parti travailliste à revenir à sa propre « ligne ». Mais quand viendra cette fin ?

Le 28 septembre, le conseil national du parti travailliste a pris une des décisions les plus sensées de toute la crise de guerre. Il a demandé au peuple allemand, par l'intermédiaire de la radio, de résister à Hitler. Cet appel n'est pas allé suffisamment loin, il avait un ton d'autosatisfaction et n'indiquait nullement que le capitalisme britannique, comme le nazisme allemand, avait ses défauts ; mais il a au moins montré que quelques personnes comprenaient quelle était la bonne approche. Quel espoir existe-t-il de voir cette méthode suivie si le parti travailliste continue longtemps à suivre la route du chauvinisme et de l'impérialisme ? Il se peut que tôt ou tard le simple fait de se trouver dans l'opposition ramène le parti travailliste à une position antimilitariste et anti-impérialiste. Mais ce devrait être tôt plutôt que tard. S'il poursuit encore longtemps sa position anormale actuelle, ses ennemis le dévoreront.

13. Recension : *War Begins at Home*^[41] sous la direction de Tom Harrisson et Charles Madge

Time and Tide,
2 mars 1940

War Begins at Home est le premier rapport des Mass Observers sur le moral des civils en Angleterre. Après quatre mois de guerre (le livre a été terminé en décembre), ils constatent que la masse des gens s'ennuie, qu'elle est déroutée et un peu irritée, mais qu'elle est en même temps portée par l'idée complètement erronée selon laquelle gagner la guerre sera une chose facile. Selon la vision des Mass Observers, la principale faiblesse à l'intérieur est la structure de classe et la mentalité vieillotte du gouvernement actuel. Presque toutes les enquêtes qu'ils ont menées – qu'il s'agisse du prix de la nourriture, des paniques pendant les bombardements aériens, de l'évacuation ou des effets de la guerre sur le football et le jazz – font comprendre que nos dirigeants actuels n'ont aucune idée du point de vue des gens ordinaires et ne sont même pas capables de reconnaître qu'il a de l'importance. Les dispositions qu'ils ont prises pour la défense civile et leur propagande (le meilleur exemple étant les affiches rouges très peu enthousiasmantes, sur lesquelles les Mass Observers ont beaucoup à dire) sont toujours fondées sur l'hypothèse plus ou moins consciente que la population tout entière vit avec plus de cinq livres par semaine. Dans la mesure où ils daignent prendre en compte l'opinion publique, toutes leurs idées proviennent de la presse quotidienne, laquelle est liée à des intérêts commerciaux privés et est souvent mensongère. Entre-temps, la période critique de la guerre approche et il va bientôt falloir faire des sacrifices pour lesquels les gens n'ont absolument pas été psychologiquement préparés. Dans l'ensemble, l'image est plutôt déprimante.

Cependant, je pense qu'elle est légèrement trompeuse. La quantité de mécontentement, d'apathie, d'ahurissement et, en général, de lassitude de la guerre en Angleterre est sans doute bien plus faible que ce que les Mass Observers semblent indiquer. En fait, une enquête de ce genre est obligatoirement légèrement faussée par des opinions préconçues. Il y a quelques années, les Mass Observers ont publié un long rapport sur le couronnement de George VI, qui a mis au grand jour quelques faits intéressants. Mais ce qu'il n'indiquait pas, ou a peine, c'est que le sentiment royaliste est encore une réalité en Angleterre. Et pourtant nous savons très bien que *c'est* une réalité, sinon un événement tel que le couronnement (un peu moins intéressant, en tant que spectacle, qu'un cirque ambulant) serait tout simplement ignoré, alors qu'il a passionné une foule immense. On trouve plus ou moins la même chose dans *War Begins at Home*. La seule chose que les compilateurs n'ont apparemment pas rencontrée est le patriotisme. Si l'on veut tenter d'en donner une explication, on pourrait avancer que des gens capables d'aller jusqu'à concevoir une chose telle que Mass Observation sont nécessairement des gens exceptionnels – suffisamment exceptionnels pour ne pas

partager le patriotisme plutôt instinctif des gens ordinaires. En conséquence, ils sont tentés d'exagérer l'importance de légères récriminations. Les gens maugréent contre le black-out, contre l'évacuation, contre les difficultés de transport, etc. C'est vrai, mais n'est-il pas possible que les mêmes personnes aient maugréé contre d'autres choses avant le début de la guerre ? La majorité des êtres humains, toujours et partout, sont vaguement mécontents de leur sort et, dans les pays où la liberté de parole est autorisée, il est extrêmement rare d'entendre un commentaire positif sur le gouvernement au pouvoir à ce moment-là. Mais, d'un point de vue pratique, est-ce que cela a vraiment de l'importance ?

War Begins at Home contient une introduction dans laquelle les Mass Observers expliquent leurs méthodes de travail. Elles me laissent néanmoins avec l'impression que le facteur subjectif (les propres réactions de l'observateur) n'a pas été éliminé aussi complètement qu'il devrait, et pourrait sans doute, l'être. Mais cela ne veut pas dire que le travail qu'ils font n'est pas utile. Aujourd'hui, plus qu'à tout autre moment, il est d'une importance vitale que quelque chose de ce genre soit tenté et porté à la connaissance du plus grand nombre de personnes possibles. Pendant une guerre, c'est le moral des civils, particulièrement le moral de la classe ouvrière, qui est décisif à long terme, et il y a peu ou pas de signes que le gouvernement en soit conscient. Selon Messrs Harrison et Madge : « Lorsque le ministère de l'Information a demandé à notre organisation de mener une grande enquête sur les affiches rouges du gouvernement, nous avons remarqué, comme nous le décrivons brièvement dans ce livre, que ces affiches ne réussissaient absolument pas à atteindre les buts recherchés. Une rumeur court à Whitehall^[42] selon laquelle, quand les résultats de cette enquête ont été lus par un ministre, il aurait remarqué : "Très bon travail. Mais si nous devons avoir des résultats aussi peu plaisants que ceux-là, il vaudrait mieux ne pas en avoir du tout." » J'ignore si cette anecdote est apocryphe ; je l'espère sincèrement. Car, si elle se trouvait être vraie, que Dieu nous vienne en aide !

14. Notes en chemin

Time and Tide,
30 mars 1940

Le second volet de ce texte, qui a paru le 6 avril dans le même magazine, a été publié en français sous le titre « Notes en passant » [EAL-2,24-8]. Orwell y traite d'un tout autre sujet, à partir du commentaire de livres de Muggeridge, Belloc et Huxley. Il n'est donc pas repris ici.

Lorsque, l'autre jour, j'ai lu la déclaration du D^r Ley^[43] selon laquelle les « races inférieures, telles que les Polonais et les Juifs », n'ont pas besoin de manger autant que les Allemands, je me suis tout à coup rappelé la première chose que j'ai vue en mettant le pied sur le sol d'Asie – ou plutôt juste avant d'y mettre le pied^[44].

Le paquebot sur lequel j'avais fait le voyage était venu s'amarrer à Colombo et la nuée habituelle de coolies était montée à bord pour s'occuper des bagages. Quelques policiers, dont un sergent blanc, les dirigeaient. Un des coolies avait pris une longue malle d'uniforme en fer-blanc et la portait avec tant de gaucherie qu'il mettait en danger la tête des gens. Quelqu'un l'a injurié pour sa maladresse. Le sergent de police s'est retourné, a vu ce que faisait cet homme et lui a balancé un tel coup de pied au derrière qu'il a traversé le pont en titubant. Plusieurs passagers, dont des femmes, ont murmuré leur approbation.

À présent, transférez la scène à la gare de Paddington ou sur les docks de Liverpool. Elle ne pourrait tout simplement pas avoir lieu. Un porteur anglais que l'on aurait frappé frapperait en retour, ou en tout cas il y aurait de grandes chances qu'il le fasse. Le policier ne le frapperait pas pour une si infime raison, et certainement pas devant témoins. Et surtout les spectateurs seraient indignés. Le plus égoïste des millionnaires anglais, s'il voyait un compatriote frappé de cette façon, ressentirait au moins une animosité momentanée. Et pourtant nous avons là des gens ordinaires, corrects, des gens avec un revenu d'environ cinq cents livres par an, qui observaient cette scène sans autre émotion que celle d'un certain assentiment. Ils étaient blancs, et le coolie était noir. En d'autres mots, c'était un sous-homme, une autre espèce d'animal.

C'était il y a presque vingt ans. Voit-on encore des choses semblables en Inde ? Je dirais que c'est probable, mais qu'elles sont de moins en moins fréquentes. D'autre part, on peut être plus ou moins certain que quelque part un Allemand est en train de frapper un Polonais. Il est tout à fait certain qu'un Allemand quelque part frappe un Juif. Et il est également certain (lisez les journaux allemands) que des fermiers allemands sont condamnés à la prison pour avoir montré une « gentillesse coupable » envers les prisonniers polonais qui travaillaient pour eux. Car le développement le plus sinistre des vingt dernières années a été la propagation du racisme jusque sur le territoire européen

lui-même.

Le racisme n'est pas seulement une aberration de professeurs fous, et il n'a rien à voir avec le nationalisme. Le nationalisme est sans doute désirable, jusqu'à un certain point ; en tout cas il est inévitable. Les populations ayant une culture nationale très évoluée n'aiment pas être gouvernées par des étrangers, et l'histoire de pays comme l'Irlande et la Pologne est en grande partie l'histoire de ce fait. Quant à la théorie selon laquelle « les prolétaires n'ont pas de patrie », elle finit toujours par être absurde dans la pratique. Nous venons d'en avoir une démonstration en Finlande.

Mais le racisme est quelque chose de tout à fait différent. Ce n'est pas l'invention de nations conquises mais de nations conquérantes. C'est une manière de pousser l'exploitation au-delà des limites normalement possibles en prétendant que les exploités *ne sont pas des êtres humains*.

Presque toutes les aristocraties possédant un réel pouvoir dépendent d'une différence de race : les Normands règnent sur les Saxons, les Allemands sur les Slaves, les Anglais sur les Irlandais, les Blancs sur les Noirs, et ainsi de suite. Il existe encore aujourd'hui des traces de la prédominance normande dans notre propre langue. Et il est bien plus facile pour un aristocrate de se montrer impitoyable s'il imagine que le serf est différent de lui dans sa chair et ses os. D'où la tendance à exagérer les différences de race, toutes les absurdités actuelles sur la forme des crânes, la couleur des yeux, la numération globulaire, etc. En Birmanie, j'ai entendu des théories raciales qui étaient moins brutales que les théories de Hitler à propos des Juifs, mais certainement pas moins imbéciles.

Les Anglais en Inde ont bâti toute une mythologie fondée sur les prétendues différences entre leur propre corps et celui des Orientaux. J'ai souvent entendu affirmer, par exemple, qu'aucun Blanc ne peut s'asseoir sur ses talons comme le font les Orientaux – la position, soit dit en passant, des mineurs de charbon lorsqu'ils prennent leur repas au fond de la mine.

Les personnes de sang mêlé, même lorsqu'elles sont complètement blanches, peuvent prétendument être détectées d'après certaines spécificités des ongles de leurs mains. Quant aux diverses superstitions tournant autour des coups de soleil, il aurait fallu depuis longtemps en faire une monographie. Et il ne fait aucun doute que ce genre d'absurdités nous a permis de presser tout le jus de l'Inde avec beaucoup plus de facilité. Nous ne pourrions pas, aujourd'hui, traiter les ouvriers dans les usines anglaises comme sont traités les ouvriers dans les usines indiennes ; pas seulement parce qu'ils ne le toléreraient pas mais parce que, au-delà d'une certaine limite, *nous* ne le tolérerions pas. Je ne pense pas que quiconque en Angleterre aujourd'hui pense qu'il est correct de faire travailler en usine des enfants de six ans. Mais il existe beaucoup d'hommes d'affaires en Inde qui seraient heureux de faire travailler des enfants si la loi les y autorisait.

Si je pensais que la victoire dans cette guerre ne signifierait rien d'autre qu'un nouveau bail à vie pour l'impérialisme britannique, j'aurais tendance à me ranger dans le camp de la Russie et de l'Allemagne. Et je sais très bien que certains de nos dirigeants n'ont pas d'autre intention. Ils s'imaginent que, s'ils peuvent gagner la guerre (ou peut-être arrêter de la faire et inciter l'Allemagne à se battre contre la Russie), ils auront le droit d'exploiter les colonies pendant encore deux décennies. Mais je pense qu'il y a des

chances pour que les choses ne se passent pas ainsi. Pour commencer, la lutte mondiale ne se fait plus seulement entre le socialisme et le capitalisme. Au sens où le socialisme ne signifie rien de plus que la propriété centralisée et la production planifiée, tous les pays industrialisés seront bientôt « socialistes ». Le véritable problème se joue entre le socialisme démocratique et une forme de société de caste rationalisée. La première solution a plus de chance de réussir si les pays occidentaux, où les idées démocratiques sont profondément gravées dans l'esprit des gens ordinaires, ne sont pas privés de toute influence.

Le socialisme, dans son sens économique étroit, n'a rien à voir avec une conception quelconque de la liberté, de l'égalité, ou de la décence ordinaire. Aucune raison, par exemple, n'empêcherait un État d'être socialiste à l'intérieur et impérialiste à l'extérieur. Techniquement, il serait possible de « socialiser » l'Angleterre demain et de continuer à exploiter l'Inde et les colonies de la couronne pour le bénéfice de la population anglaise. Il ne fait presque aucun doute que l'Allemagne se dirige rapidement vers le socialisme ; et pourtant, en parallèle, il existe une détermination parfaitement claire et ouverte à transformer les peuples assujettis en réserve de main-d'œuvre esclave. C'est tout à fait praticable, aussi longtemps qu'on croit au mythe des « races inférieures ». Les Juifs et les Polonais ne sont pas des êtres humains ; alors, pourquoi ne pas voler leurs possessions ? Hitler n'est que le spectre de notre propre passé qui s'élève contre nous. Il représente le prolongement et la perpétuation de nos propres méthodes, exactement au moment où nous commençons à en avoir honte.

Nos véritables liens avec l'Inde n'ont pas énormément changé depuis la mutinerie de 1857^[45], mais nos sentiments à son égard se sont énormément transformés au cours des vingt dernières années, et c'est là une lueur d'espoir. S'il nous fallait conquérir l'Inde une fois de plus comme elle a été conquise aux XVIII^e et XIX^e siècles, nous verrions que nous sommes incapables de le faire. Pas parce que la tâche militaire serait plus difficile – elle serait bien plus facile – mais parce qu'il n'y aurait pas une quantité suffisante de brutes pour le faire.

Les hommes qui ont conquis l'Inde pour nous, les aventuriers puritains avec leur bible et leur épée – des hommes capables d'attacher des centaines d'« indigènes » à la bouche des canons pour les tuer et de décrire la scène dans leurs mémoires avec le plus grand réalisme, sans plus de scrupules qu'ils n'en auraient eu à tuer des poulets – sont tout simplement une race qui a disparu. L'attitude des Anglo-indiens, même les plus ordinaires, a été profondément affectée par l'opinion de gauche en Angleterre. Finie l'époque – et elle n'est pas très ancienne – où l'on pouvait envoyer un domestique désobéissant à la prison avec un mot où il était demandé : « Veuillez donner cinquante coups de fouets au porteur de ce mot. » D'une certaine façon, nous ne croyons plus comme autrefois à notre mission divine. Quand viendra le moment de payer nos dettes, nous essayerons bien sûr d'y échapper, mais je crois qu'il est fort possible que nous acceptions de payer.

Une fois la guerre commencée, la neutralité n'existe plus. Toutes les activités sont des activités de guerre. Qu'on le veuille ou non, on est obligé d'aider soit son propre camp soit celui de l'ennemi. En ce moment, les pacifistes, les communistes, les fascistes, etc.

aident Hitler. Ils ont tout à fait le droit de le faire, à condition de penser que la cause de Hitler est meilleure et d'en accepter les conséquences. Si je prends parti pour la Grande-Bretagne et la France, c'est parce que je préfère rejoindre les plus anciens impérialismes – décadents, comme Hitler a raison de les appeler – que les nouveaux, beaucoup plus sûrs d'eux-mêmes et donc beaucoup plus impitoyables. Seulement, pour l'amour de Dieu, ne prétendons pas que nous nous lançons dans cette guerre avec des mains propres. Si nous voulons garder le droit de nous défendre, il faut que notre conscience se rende bien compte que nos mains ne sont *pas* propres.

15. Recension : *Journey Through the War Mind*^[46] de C. E. M. Joad

Time and Tide,
8 juin 1940

Mr Joad est un bon libéral, ce qui revient à dire, à un moment comme celui-ci, qu'il est un anachronisme impuissant. Il représente le point de vue du « bon sens », qui accepte l'hédonisme de l'animal humain et qui, en conséquence, interprète l'histoire contemporaine en termes de motifs qui, pour un très grand nombre d'êtres humains, ont tout simplement cessé de fonctionner.

Selon le point de vue hédoniste, la plus grande partie de ce qui se passe aujourd'hui n'a aucun sens. L'hypothèse qui sous-tend tout ce que pense Mr Joad est que les êtres humains désirent le confort, la sécurité, l'hygiène, des jeux, des promenades à la campagne, une vie sexuelle heureuse, un minimum de liberté – et très peu d'autres choses. Il est évident que ces choses-là sont aisément à la portée de tous, et il semblerait s'ensuivre qu'au lieu de nous battre les uns contre les autres nous devrions nous mettre d'accord et organiser le monde selon une base plus raisonnable. Mais pourquoi ne le faisons-nous pas ? Cherchant des raisons autour de lui, Mr Joad se fixe sur cette monstrueuse idole, l'État national, qui a fait son temps, n'est plus d'aucune utilité et massacre des millions d'hommes pour des bêtises telles que des drapeaux et des frontières. Nous devons donc abolir l'État souverain, y substituer une union fédérale – et cette fois-ci une véritable union, sans armée nationale, sans barrières douanières ou autres choses de ce genre – et les hommes pourront alors oublier leurs haines imbéciles et leurs fausses loyautés pour vivre heureux à jamais. Comme presque toutes les autres solutions proposées par des libéraux, c'est simplement une affirmation des objectifs sans aucune indication des moyens. À quoi sert de dire que nous devrions fédérer l'Europe ? Le problème est *comment* la fédérer. Et ceci, comme simple préliminaire, demande des mesures que, jusqu'à peu, Mr Joad refusait d'envisager. Une lettre récente dans le *News Chronicle* (22 mai) montre cependant qu'il a modifié certains de ses points de vue et qu'il a le courage moral de le dire.

Le problème avec Mr Joad et avec tous ceux qui sont comme lui, c'est qu'ils essaient de s'occuper d'émotions qu'ils n'ont jamais connues et qu'ils ne comprennent donc pas. L'atmosphère particulière des pays de langue anglaise au cours des vingt dernières années a permis à l'intelligentsia de se débarrasser du patriotisme, et à partir de là elle a affirmé que le patriotisme n'existait pas. Entre-temps, toute l'histoire contemporaine la contredit. La plupart des hommes, en fait, accepteraient plus volontiers de mourir « pour leur pays » qu'ils ne feront grève pour une augmentation de salaire. N'est-il pas possible, en conséquence, qu'il y ait quelque chose d'erroné dans le point de vue hédoniste de « bon sens » ? Mr Joad rapporte six entretiens avec six personnes représentatives : un

patriote ordinaire honnête, deux patriotes d'un genre plus déplaisant, un pacifiste individualiste, un communiste et un pacifiste religieux. La seule personne qu'il comprenne vraiment sur cette liste est la quatrième, justement celle qui, comme elle n'est pas touchée par le fanatisme, n'a aucune importance. Ce doit être désolant, en temps de guerre, d'avoir un esprit comme celui de Mr Joad – tellement alerte, raisonnable, scrupuleux et d'humeur égale, tout en étant incapable de saisir ce qui se passe. Car l'avenir, en tout cas l'avenir immédiat, n'appartient pas aux hommes « raisonnables ». L'avenir appartient aux fanatiques, et ceux qui perdent leur talent à montrer qu'un fanatisme est presque aussi mauvais qu'un autre rendent simplement plus facile le triomphe des pires fanatiques.

16. Recension : *English Ways* de Jack Hilton^[47]

The Adelphi,
juillet 1940

Le récit par Jack Hilton de sa traversée à pied, dans un sens et dans l'autre, de la moitié de l'Angleterre, en compagnie de sa femme, tous les deux poussant devant eux dans un landau leur tente et autres possessions, propose une strophe de Crabbe ou d'un autre auteur semblable en guise d'épigraphe^[48]. La strophe suivante aurait mieux convenu :

*Il aurait pu naître autrich-i-en
Français, turc ou bien pruss-i-en,
Aussi, pourquoi pas, ital-i-en :
Malgré toutes les tentat-i-ons
De faire partie d'autres nat-i-ons
Il restera toujours anglais.
Il restera toujours anglais !*

Et anglais à quel point ! Comme un terrier Sealyham de concours ou un coq Leghorn, tous ses « points » sont développés jusqu'à friser la caricature. Lytton Strachey^[49] dans son essai sur Stendhal, a remarqué que les personnes qui possèdent des caractéristiques nationales sous une forme exagérée ne sont pas toujours appréciées par leurs propres concitoyens. Il donne l'exemple de Shelley et de Nelson et, s'il avait écrit un peu plus tard, il aurait sans doute ajouté D. H. Lawrence. On retrouve la même chose chez Jack Hilton, dont l'attitude devant la vie, vagabonde, presque antisociale, n'est que l'anarchisme inné des Anglais poussé un peu plus loin que la moyenne.

Une ou deux fois dans son livre, il se décrit comme un « lumpenprolétaire ». Ce qu'il n'est pas vraiment, bien qu'il appartienne à la partie la plus pauvre de la classe ouvrière, celle qui forme la masse de la population anglaise et dont, habituellement, nous n'entendons jamais parler. En lisant le livre de Jack Hilton, on se rend compte à quel point ces gens-là laissent à désirer du point de vue de tous les fouineurs qui ne cessent d'essayer de les sortir de leur condition. Ils sont, par exemple, complètement irréguliers. À l'époque catholique, il en allait sans doute autrement mais, depuis lors, l'Église a perdu toute sa mainmise sur eux, à l'exception d'une espèce de domination par le chantage dans les régions rurales ; en outre, les sectes n'ont jamais eu beaucoup de prise sur eux. Et puis, bien que profondément moraux, ils ne sont pas des puritains. Leurs plaisirs préférés sont précisément ceux que les réformateurs religieux et séculiers désapprouvent chacun de leur côté. Par exemple, les paris. Jack Hilton est évidemment un joueur invétéré, à une petite échelle. Le moment principal de son voyage est sa visite au terrain de courses de Derby, et la semaine d'Ascot vient juste derrière. S'il ne fait pas vraiment partie des foules qui remplissent les places bon marché de Lords, pour le cricket, qui s'assemblent dans les rues pour les mariages royaux et qui parient sur les matchs de football, il les comprend. Au Derby, il lui arrive d'attendre près de l'enceinte

réservée à la famille royale afin de voir le roi arriver et d'être déçu en le voyant descendre d'une automobile et pas d'un carrosse tiré par six chevaux. Bien qu'il ne se laisse pas duper entièrement et qu'il méprise un peu le scintillement et les fanfaronnades, il n'a aucune objection contre les dames en robe à cinquante livres et les messieurs en haut-de-forme gris et pantalon de flanelle. On sent intuitivement que ses rois favoris seraient Charles II et Edward VII.

Cependant, du point de vue du socialiste doctrinaire, un tel homme est désespérant. Bien sûr, Jack Hilton est « de gauche », comme doit l'être toute personne gagnant moins de dix livres par semaine qui réfléchit un peu ; mais l'orthodoxie que demanderait même le plus modéré des socialistes lui est impossible. Il est pragmatique, déteste la théorie, est profondément contaminé par la tradition anglaise de rafistolage et de « système D » ; et, surtout, il n'est pas malheureux. Par nécessité, on transforme les hommes en socialistes en les rendant mécontents, ce qui, dans les sociétés capitalistes prospères, n'est pas facile. En outre, les conditions pour la lutte des classes n'existent pas en Angleterre. On le voit bien dans tout le livre de Jack Hilton. Il est troublé et dérangé par les différences de classe, n'a que peu d'affection pour la bourgeoisie, mais il ne les massacrerait pas, même s'il en avait l'occasion, et, lorsqu'il observe la société contemporaine qui l'entoure, il y trouve autant de bon que de mauvais. Lorsqu'il voit des taudis misérables, il dénonce ce fait comme nous devrions tous le faire ; mais d'autre part, lorsqu'il voit de bons aménagements de quartiers insalubres (sans doute l'œuvre d'une municipalité conservatrice), il est tout aussi ardent dans ses éloges. Car « nous devons faire l'éloge de ce qui le mérite tout autant que nous devons râler quand nous trouvons les choses mal faites » – très choquant, évidemment, mais cela donne sans doute une idée plus juste de ce que pense vraiment le prolétariat que nous ne pourrions l'obtenir d'un manuel marxiste, et cela nous donne une idée de ce que pourrait être une révolution prolétarienne, si une telle chose devait advenir.

Notre civilisation a fait de grands efforts pour laisser des traces d'elle-même dans les années d'entre les deux guerres. Si le British Museum survit aux bombardements et aux chasses aux sorcières des vingt prochaines années, les gens de l'an 2000 nous connaîtront bien mieux que nous connaissons nos ancêtres. Ce livre, dans lequel la vie est observée surtout d'en dessous, est un ajout précieux à l'histoire contemporaine. Il est bien davantage que ce que j'ai indiqué, parce qu'il se trouve que c'est le livre d'un individualiste, d'un homme qui aime la campagne plus que la ville, qui n'a rien contre la solitude, qui sait regarder les arbres et les fleurs et qui préfère l'artisanat à la production de masse. Mais son plus grand intérêt vient des aperçus qu'il nous donne de la vie de la classe ouvrière anglaise de la fin de l'ère capitaliste, de l'Angleterre des bookmakers, des courses de lévriers, des paris sur les matchs de football, de Woolworth's, du cinéma, de Gracie Fields, des crèmes glacées de Wall's, des chips, des bas de Ceylan, des fléchettes, du billard, des cigarettes, des tasses de thé et des samedis soir dans les pubs de travailleurs. Dieu seul sait ce qu'il restera de cette civilisation fondée sur les investissements étrangers et une agriculture à l'abandon, mais c'était une bonne civilisation tant qu'elle a survécu, et les gens qui y ont grandi emporteront un peu de leur gentillesse et de leur honnêteté dans les époques de fer qui arrivent.

17. Recension : *War by Revolution*^[50] de Francis Williams

The Labour Book Service Bulletin
septembre 1940

La voix de Mr Williams est une des premières d'une armée qui ne cesse de grandir : les voix des gens ordinaires qui ont compris que cette guerre ne peut pas se faire avec les vieux slogans tels que « Mon roi et mon pays » parce que nos chances de succès tiennent à la reconnaissance du fait qu'elle est une guerre civile. Le facteur temps est extrêmement important, tout dépend de notre capacité à faire comprendre cette idée au maximum de personnes avant qu'il soit trop tard, et le livre de Mr Williams devrait avoir de bons résultats dans cette direction.

Dans les premiers chapitres, il s'étend sur le fait que la démocratie, en opposition à la dictature ou à toute autre forme de tyrannie, est une doctrine comparativement *nouvelle*. Cela vaut la peine d'être noté parce que le pacte russo-germanique et la nouvelle direction prise par la propagande allemande qui en résulte ont dissimulé ce qui était évident à l'époque de la guerre civile espagnole : la nature réactionnaire et rétrograde du fascisme. C'est essentiellement une attaque du passé contre l'avenir. Mais ce fait peut échapper à notre attention pendant longtemps à cause d'une importante découverte psychologique faite par les nazis – ou en tout cas qu'ils ont appliquée : qu'on peut sans danger prêcher des politiques contradictoires aussi longtemps qu'on dit aux gens ce qu'ils ont envie d'entendre. Dans le chapitre sur l'effondrement de la France, Mr Williams examine tout cela en détail. En France, les nazis ont réussi le plus grand coup de propagande de leur existence. Ils ont gagné à leur cause les gros industriels, les officiers de l'armée de tendance conservatrice, les paysans et une partie des ouvriers des villes grâce à des promesses absolument incompatibles mais qui correspondaient aux désirs de chaque groupe. Et pourtant la destruction de la III^e République a fini par clarifier tout ça et par éliminer certaines des prétentions de la propagande de Hitler. Car les gens qui avaient en fait accepté de se rendre et de profiter dans une certaine mesure de cette reddition n'étaient pas les travailleurs dont Hitler se disait l'ami mais un groupe de banquiers, de généraux gags et d'hommes politiques de droite peu recommandables. Comme le montre Mr Williams, les mêmes tensions existent plus ou moins en Grande-Bretagne comme en France, bien que l'unité de la Grande-Bretagne soit plus réelle, et notre puissance militaire pourrait se trouver minée de la même façon si l'injustice sociale devait continuer pendant une longue guerre.

Il s'ensuit que nous ne pourrions renforcer notre position qu'à partir d'une démocratisation véritable de la Grande-Bretagne et d'une élimination, pour autant que ce soit possible en fonction du temps disponible, de l'exploitation coloniale. Dans le chapitre IV, Mr Williams expose le « dossier » allemand et esquisse ce qui semble être le

projet de Hitler pour une Europe unifiée – un projet qui demande l'installation d'un système de castes dans lequel les Allemands seraient la caste dominante et où les nations européennes conquises seraient réduites à une sorte d'esclavage. Il indique, avec raison, que nous ne pouvons pas supposer que les populations européennes se révolteront d'elles-mêmes contre un projet de ce genre. Celui-ci leur apportera au moins une certaine sécurité à un niveau de vie assez bas, et les succès de Hitler en Allemagne montrent que beaucoup de gens préfèrent la sécurité à la liberté. Il est bien moins certain qu'ils accepteraient aussi facilement un statut de semi-esclavage sous la direction d'un conquérant étranger qu'ils l'accepteraient de quelqu'un de leur propre race – Mr Williams n'en parle pas. Encore plus urgent est le danger de la propagande de Hitler aux Amériques. Du fait du blocus britannique, les producteurs de nourriture d'Amérique du Sud sont coupés de leurs marchés alors même que les populations européennes conquises sont en danger de mourir de faim. Il est évident que la propagande allemande en rendra responsable la Grande-Bretagne, et tout aussi évident que, étant donné le genre de personnes aux commandes en ce moment, aucune réponse efficace ne sera faite. En ce qui concerne les populations européennes, nous n'avons pas d'autre choix que celui de continuer le blocus aussi longtemps que Hitler contrôle leur territoire, mais nous ne pouvons satisfaire les Amériques qu'en trouvant d'autres marchés ailleurs pour elles, sans doute en Inde et en Afrique. Ce qui signifie une redistribution des marchés tout à fait impossible sous un régime fondé sur le capitalisme privé. Quel que soit l'endroit où nous portons le regard, vers les plus vastes aspects de stratégie mondiale comme vers les plus petits détails de la défense intérieure, on s'aperçoit qu'aucun véritable effort de guerre n'est possible tant que l'emprise de la classe dirigeante actuelle n'est pas brisée.

S'il existe une faiblesse dans le livre de Mr Williams, c'est que son approche de la guerre est par trop idéologique et pas suffisamment militaire. Il est vrai que les populations européennes ne seront de notre côté que lorsque nous serons une démocratie socialiste, mais il est également vrai qu'un simple changement politique ne nous apportera pas d'alliés. Nous devons être plus puissants que Hitler tout autant que moralement supérieurs. Néanmoins, la révolution mentale, la reconnaissance que le socialisme est nécessaire, tout cela doit se faire et nous en avons déjà les bases. Pour la première fois depuis vingt ans au moins, la masse de la population britannique est prête à un changement révolutionnaire. Mais elle a besoin d'y être poussée, et plus les gens liront de livres comme celui de Mr Williams, plus il est probable qu'ils réagiront rapidement.

18. Recension : *Armies of Freeman*^[51] de Tom Wintringham

The New Statesman and Nation
14 décembre 1940

La théorie de la guerre de Mr Wintringham a sans doute plus de valeur comme propagande que comme contribution à la science militaire. En gros, c'est une théorie romantique ou de guérilla, qui met l'accent sur le moral et l'inventivité plus grande du soldat lorsqu'il se sent libre et sait pourquoi il se bat. À partir d'une longue série d'exemples, en commençant par les Grecs qui se sont battus contre Xerxès et en finissant avec les républicains espagnols, il déduit la ténacité comparative des peuples démocratiques et l'importance prédominante de la liberté d'expression. Et Dieu sait qu'on ne le dira jamais assez souvent ni assez fort, même si la théorie de Mr Wintringham a des trous ici ou là.

Un lecteur qui ressentirait une hostilité devant ce livre pourrait objecter que les victoires remportées par des hommes libres sur des hommes moins libres mais plus nombreux sont en général assez rares et que, assez souvent, elles ne sont pas finales. Spartacus a finalement été vaincu, la révolution française a été pervertie par Napoléon, les Républicains espagnols ont été défaits. Un des aspects qui n'est pas complètement analysé par Mr Wintringham, et qui est pourtant d'une terrible importance en ce moment, est la tendance qu'ont les inventions modernes à accroître la puissance des minorités. En examinant l'histoire depuis ses débuts, on a l'impression qu'il y a eu de longues périodes pendant lesquelles les gens ordinaires étaient impuissants parce que l'arme principale de la guerre se trouvait être rare et chère. L'éléphant, par exemple, était une de ces armes. Entre 400 et 1400 après J.-C., rien ne pouvait résister à un homme en armure à cheval – et une bonne armure coûtait très cher. L'amélioration de l'arc anglais, décrite avec enthousiasme par Mr Wintringham, ébranla la puissance du chevalier armé, et l'invention de la poudre mit un point final à sa domination. Pendant l'époque de la poudre à canon, la démocratie est devenue possible parce qu'on trouve du salpêtre sous n'importe quel fumier établi depuis longtemps et qu'un fusil qu'on charge par le canon peut être fabriqué par un forgeron de village. Le succès de la Révolution française dépendait en fait de ces deux éléments. Cependant, du fait de la complexité des armes modernes, le pouvoir est retourné aux minorités, aux petites unités d'aviateurs très entraînés, aux capitaines de sous-marins, etc., et à l'« aristocratie de la main-d'œuvre » qui produit les armes dont ils ont besoin. Une fois de plus, les gens ordinaires sont impuissants, même s'ils sentent qu'ils se battent pour la liberté ; les travailleurs espagnols sont écrasés sous les bombes allemandes exactement comme les mercenaires rebelles étaient écrasés par les éléphants d'Hamilcar. Mr Wintringham cite les chars de la dernière guerre comme exemple d'une armée démocratique. Ce qui était sans doute vrai à ce moment particulier, bien qu'il soit évident que le char est une arme

fondamentalement antidémocratique. La réponse démocratique est la bombe à essence qui a été utilisée avec un certain succès en Espagne et en Finlande. Mais il est difficile de deviner comment l'homme ordinaire pourra retrouver sa puissance tant qu'une arme simple à fabriquer n'aura pas rendu les avions militaires aussi inutiles qu'une armure l'aurait été en 1700 après J.-C.

Toutefois, l'homme ordinaire trouvera peut-être un moyen de contrer le bombardier s'il a le droit de parler librement et s'il a des raisons de croire que le combat en vaut la peine. C'est ici qu'intervient la vérité de la théorie de Mr Wintringham. Les vastes controverses qui font toujours fureur dans un pays démocratique en guerre, les débats interminables sur la stratégie par des personnes qui n'y connaissent à peu près rien, l'expression libre d'opinions proches de la sédition sont à long terme des sources de force. Elles nous assurent que la guerre ne sera pas dirigée uniquement par des experts, qui ont en général raison sur les points de détail et tort sur les plus importants. Comme la tendance générale de la politique officielle anglaise va dans la direction contraire, nous pouvons pardonner à Mr Wintringham d'être un peu trop optimiste en ce qui concerne le pouvoir du moral populaire et des tactiques de guérilla. Ce livre est une sorte de compagnon des *New Ways of War*^[52], et il convient particulièrement aux très jeunes lecteurs. Les batailles de Crécy, de Valmy et des Thermopyles sont racontées avec vivacité, un peu comme les aurait racontées G. A. Henty^[53] s'il avait eu une éducation marxiste.

19. Patriotes & révolutionnaires [ou] Une occasion à saisir

The Left News,
janvier 1941

*Paru initialement sous le titre « Our Opportunity [Une occasion à saisir] », ce texte fut republié en mars de la même année, avec d'infimes remaniements, sous le titre « Patriots and Revolutionaries [Patriotes et révolutionnaires] », dans *The Betrayal of the Left /La Trahison de la gauche – lire PSO, 152-6*. Cet ouvrage collectif – dont Victor Gollancz et John Strachey écrivirent la plupart des chapitres, Harold Laski la préface, et où fut republié également « Fascisme et démocratie » – était une dénonciation véhémement des communistes qui avaient approuvé le pacte germano-soviétique, devenant soudain les défenseurs d'une paix avec Hitler après avoir, à la fin des années 1930, œuvré pour un Front populaire hostile à l'Allemagne nazie.*

Le fait qu'il n'y ait eu ni élections générales ni autres événements politiques majeurs en Angleterre au cours des douze derniers mois ne devrait pas nous dissimuler le revirement d'opinion qui se fait sous la surface. L'Angleterre s'est engagée dans la révolution, un processus qui a démarré, selon moi, vers la fin de 1938. Cependant, le *type* de révolution dépend en partie de notre capacité à reconnaître à temps les forces réelles à l'œuvre et à ne pas utiliser des phrases tirées d'un manuel du XIX^e siècle comme substituts à la pensée.

L'Angleterre a passé les huit premiers mois de la guerre dans un état de sommeil crépusculaire qui ressemble fort à celui des huit années précédentes. Il y a eu un vague mécontentement généralisé, mais aucun défaitisme actif, comme nous l'avons vu lors des élections partielles. Si tant est que la nation a réfléchi à la guerre, c'est en se reconfortant grâce à deux théories stratégiques entièrement fausses, l'une d'elles officielle, l'autre spécifique à la gauche. La première prédisait que le blocus britannique obligerait Hitler à s'écraser contre la ligne Maginot ; l'autre était que Staline, en acceptant la partition de la Pologne, avait mystérieusement « stoppé » Hitler, lequel serait par la suite incapable de se lancer dans d'autres conquêtes. Elles ont toutes deux été complètement contredites par les événements. Hitler a tout simplement contourné la ligne Maginot et est entré en Roumanie en passant par la Hongrie, ce que toute personne capable de lire une carte aurait pu prédire dès le début. Mais l'acceptation de ces absurdités géographiques était un reflet de l'apathie générale. Aussi longtemps que la France tenait bon, notre pays ne se sentait pas en danger d'être conquis et, par ailleurs, la victoire facile que devaient nous procurer nos moyens « économiques » et qui laisserait Chamberlain au pouvoir, et tout le reste exactement comme avant, n'inspirait pas vraiment l'enthousiasme. Nul doute que la plupart d'entre nous auraient préféré une

victoire pour les hommes d'affaires britanniques à une victoire de Hitler, mais il n'y avait pas là de raison de se laisser aller au lyrisme. L'idée que *l'Angleterre ne pourrait gagner la guerre qu'après être passée par la révolution* avait à peine été évoquée.

Vinrent alors les ahurissants désastres de mai et de juin^[54]. Bien qu'ils n'aient pas été marqués par des bouleversements politiques, quiconque savait se servir de ses yeux et de ses oreilles pouvait s'apercevoir que l'opinion publique virait à gauche. La population britannique avait subi la secousse dont elle avait besoin depuis des années. Elle avait eu droit à une démonstration magistrale du délabrement de sa classe dirigeante, de l'inefficacité du capitalisme privé, du besoin urgent d'une réorganisation économique et de la destruction des privilèges. Si la gauche avait eu de véritables dirigeants, on ne peut douter que le retour des troupes de Dunkerque aurait pu signifier le début de la fin du capitalisme britannique. À ce moment-là, l'acceptation du sacrifice et des changements radicaux ne touchait pas seulement la classe ouvrière mais également toute la classe moyenne, où le patriotisme, en cas de besoin, est plus fort que le sentiment de son intérêt personnel. On sentait parfois, là où on l'attendait le moins, qu'on était à la lisière d'une société nouvelle d'où auraient disparu en grande partie la cupidité, l'apathie, l'injustice et la corruption. Mais il n'y avait pas de direction adéquate, le moment stratégique est passé, et le pendule est reparti de l'autre côté. L'invasion attendue n'a pas eu lieu et, bien que les raids aériens aient été terribles, ce n'était rien en comparaison de ce qu'on avait craint. Depuis le mois d'octobre environ, la confiance est revenue et, avec la confiance, l'apathie. Les forces de la réaction n'ont pas tardé à contre-attaquer et à consolider leur position, laquelle avait été durement secouée pendant l'été, quand on avait pu croire qu'elles allaient devoir chercher de l'aide chez les gens ordinaires. Le fait que, contrairement à toutes les attentes, l'Angleterre n'ait pas été conquise avait d'une certaine façon donné raison aux classes dirigeantes, et la chose avait été scellée par la victoire de Wavell en Égypte. Immédiatement après Sidi Barrani, Margesson est entré au Cabinet – une claque évidente et publique à toutes les nuances de l'opinion progressiste^[55]. Il n'était pas possible de sortir Chamberlain de sa tombe, mais la désignation de Margesson était ce qui y ressemblait le plus.

Cependant, les défaites de l'été avaient fait ressortir quelque chose de bien plus important que la tendance, normale dans presque tous les régimes, à virer à gauche dans les moments de désastre et à droite dans les moments de sécurité. Ce qui était apparu était l'intégrité du sentiment national britannique. Après tout et malgré tout, les gens ordinaires étaient patriotes. Il est immensément important d'accepter ce fait et de ne pas tenter de s'en débarrasser à l'aide de formules toute faites. Il est sans doute vrai que « les prolétaires n'ont pas de patrie ». Ce qui nous concerne, cependant, est le fait que les prolétaires, en tout cas en Angleterre, *sentent* qu'ils ont une patrie, et agissent en conséquence. L'idée classique marxiste selon laquelle « les travailleurs » se fichent éperdument de savoir si leur pays est conquis ou non est aussi fausse que l'idée du *Daily Telegraph* selon laquelle tous les Anglais se sentent pris d'émotion chaque fois qu'ils entendent *Rule Britannia*. Il est tout à fait vrai que la classe ouvrière, contrairement à la classe moyenne, n'a aucun sentiment impérialiste et n'aime pas la grandiloquence patriotique. Presque tous les travailleurs comprennent immédiatement le sens équivoque de « *votre* courage, *votre* entrain, *votre* fermeté nous procureront la

victoire ». Mais il suffit qu'on croie un instant que l'Angleterre est sur le point d'être conquise par une puissance étrangère et tout cela se renverse. Il y a eu un moment pendant l'été où tous nos alliés nous avaient désertés, où notre armée avait été lourdement défaite et avait tout juste réussi à échapper après avoir perdu tout son équipement et où l'Angleterre, à l'intérieur de ses frontières, était presque sans défense. C'était alors ou jamais qu'aurait dû apparaître un mouvement chantant fin-à-la-guerre sur l'air de « L'ennemi est dans notre propre pays », etc. Eh bien, c'est exactement le moment où la classe ouvrière britannique s'est lancée dans un énorme effort pour augmenter la production d'armements et empêcher l'invasion. Après l'appel lancé par Eden pour la création des Local Defence Volunteers^[56], un quart de million de recrues se sont présentées le premier jour et un million pendant les semaines suivantes ; j'ai des raisons de croire qu'un plus grand nombre aurait pu être atteint. Qu'on se souvienne qu'à ce moment-là on s'attendait à ce que l'invasion ait lieu immédiatement, et les hommes qui s'étaient engagés pensaient qu'ils allaient devoir se battre contre l'armée allemande avec des fusils de chasse et des bouteilles d'essence. Il est sans doute encore plus significatif que, au cours des six mois depuis cette date, la Home Guard – des hommes qui s'entraînent après leur travail et plus ou moins sans paie – n'a pas vraiment vu ses forces diminuer, sinon du fait de la mobilisation de ses plus jeunes membres^[57]. Comparons maintenant les chiffres des membres de la Home Guard avec ceux des partis politiques qui pensent que les gens ordinaires ne sont pas patriotes. Le parti communiste, l'ILP, l'organisation de Mosley et le PPU ont peut-être tous ensemble 150 000 adhérents, un chiffre qui ne cesse de fluctuer. Lors des élections partielles qui se sont déroulées depuis le début de la guerre, un seul candidat fin-à-la-guerre a réussi à conserver son cautionnement électoral. La conclusion n'est-elle pas évidente, sauf pour ceux qui sont incapables d'accepter les faits ?

Cependant, la révélation du patriotisme de la classe ouvrière coïncidait avec le revirement d'opinion dont j'ai parlé plus haut, la perception soudaine que l'ordre social existant était pourri. Les gens comprenaient vaguement – et pas toujours vaguement, à en juger par quelques conversations que j'ai entendues dans les pubs à l'époque – que nous avions le devoir à la fois de défendre l'Angleterre et de nous transformer en une véritable démocratie. L'Angleterre est d'une certaine façon arriérée au plan politique, les slogans extrémistes ne circulent pas comme ils le font dans les pays du continent, mais les sentiments de tous les vrais patriotes et de tous les vrais socialistes sont au fond réductibles au slogan « trotskiste » : « La révolution et la guerre sont inséparables. » Nous ne pouvons pas battre Hitler sans passer par la révolution, ni consolider notre révolution sans battre Hitler. Inutile de prétendre, avec les communistes, qu'on parviendra à se débarrasser de Hitler en se rendant à lui. Inutile d'imaginer, avec le *Daily Telegraph*, qu'on peut vaincre Hitler sans troubler le statu quo. Une Grande-Bretagne capitaliste ne peut pas vaincre Hitler ; ses ressources potentielles et ses alliés potentiels ne peuvent pas être mobilisés. Hitler ne pourra être vaincu que par une Angleterre qui peut faire participer les forces progressistes du monde – une Angleterre qui se bat en conséquence contre les péchés de son propre passé. Les communistes, et d'autres encore, se disent persuadés que la défaite de Hitler ne signifie rien d'autre qu'une stabilisation renouvelée du capitalisme britannique. Ce n'est qu'un mensonge

destiné à propager la désaffection, pour le plus grand intérêt des nazis. En fait, comme les communistes eux-mêmes auraient pu le dire il y a un an, c'est le contraire qui est vrai : le capitalisme britannique ne peut survivre qu'en prenant position par rapport au fascisme. Soit nous transformons l'Angleterre en une démocratie socialiste, soit, d'une façon ou d'une autre, nous devenons une partie de l'empire nazi ; il n'y a pas de troisième possibilité.

Mais une partie du processus consistant à transformer l'Angleterre en une démocratie socialiste doit l'empêcher d'être conquise du dehors. Nous ne pouvons pas, comme d'aucuns semblent le croire, arrêter la guerre par un arrangement avant de nous lancer dans une révolution privée sans interférence extérieure. Quelque chose d'assez semblable s'est passé pendant la révolution russe, en partie parce que la Russie est un pays difficile à envahir, en partie parce que les principales puissances européennes étaient alors occupées à se faire la guerre. En Angleterre, « le défaitisme révolutionnaire » ne serait une politique possible que si les principaux centres de la population et de l'industrie de l'Empire britannique se trouvaient, disons, en Australie. Toute tentative de renverser notre classe dirigeante *sans* défendre nos côtes entraînerait immédiatement l'occupation de la Grande-Bretagne par les nazis et l'installation d'un gouvernement fantoche, comme en France. Lors de la révolution sociale que nous devons effectuer, il ne peut pas y avoir de brèches dans nos défenses comme il en existait, potentiellement, dans la Russie de 1917-1918. Un pays à portée de canon du continent et dépendant de ses importations pour se nourrir n'est pas en position de négocier un traité de Brest-Litovsk^[58]. Notre révolution ne peut se faire que derrière la flotte britannique. Ce qui revient à dire que nous devons faire ce que les partis extrémistes britanniques n'ont jamais réussi à faire, ce qu'ils ont alternativement déclaré comme non nécessaire et impossible : gagner la classe moyenne à notre cause.

Économiquement, il existe deux grandes lignes de division en Angleterre. L'une d'elles – selon le niveau de vie actuel – à cinq livres par semaine, l'autre à deux mille livres par an. La classe qui existe entre les deux, bien que peu nombreuse en comparaison de la classe ouvrière, tient une position-clé, parce qu'on y trouve plus ou moins toute la technocratie (ingénieurs, chimistes, médecins, aviateurs, etc.) sans laquelle un pays industriel moderne ne pourrait pas durer plus d'une semaine. En fait, ces gens-là bénéficient très peu de l'ordre existant de la société et leur façon de vivre ne serait pas transformée en profondeur par un passage à une économie socialiste. Il est également vrai qu'ils ont toujours eu tendance à prendre parti pour la classe capitaliste, contre leurs alliés naturels, les travailleurs manuels, en partie à cause d'un système éducatif conçu à cet effet, en partie à cause d'une propagande socialiste dépassée. Presque tous les socialistes, même ceux qui donnent l'impression de vouloir mettre en œuvre ce qu'ils proposent, ont toujours utilisé l'expression dépassée de « révolution prolétarienne », un concept qui a été développé avant que la classe moyenne moderne des techniciens ait pris corps. À l'homme de la classe moyenne, la « révolution » a été présentée comme un processus au cours duquel lui et son espèce seront éliminés ou exilés, tandis que le contrôle de l'État tout entier sera remis entre les mains des travailleurs manuels qui, il le sait très bien, seraient incapables de gérer un pays industriel moderne sans aide. L'idée de révolution comprise comme un acte plus ou

moins volontaire de la majorité des gens – le seul type de révolution concevable dans des conditions modernes en Occident – a toujours été considérée comme hérétique.

Mais comment, lorsqu'on cherche à effectuer une transformation fondamentale, peut-on mettre la majorité des gens de son côté ? De fait, quelques personnes sont activement de votre côté, quelques-unes sont activement contre vous, et la grande masse peut être poussée d'un côté ou de l'autre. La classe capitaliste tout entière ne peut être *que* contre vous. Aucun espoir que ces gens-là voient les erreurs de leur mode de vie, ou qu'ils abdiquent avec grâce. Notre tâche n'est pas d'essayer de les attirer dans notre camp mais de les isoler, de les dénoncer, de permettre à la masse des gens de voir leur nature réactionnaire et plus ou moins traître. Mais qu'en est-il de l'indispensable classe moyenne dont j'ai parlé plus haut ? Pouvez-vous vraiment la faire passer dans votre camp ? Est-il possible de transformer un aviateur, un officier de marine, un ingénieur des chemins de fer, etc., en un socialiste convaincu ? La réponse est qu'une révolution qui attendrait que la population tout entière soit totalement convaincue n'aurait jamais lieu. La question n'est pas tant de savoir si les hommes occupant des situations-clés sont entièrement dans votre camp mais s'ils sont suffisamment contre vous pour faire du sabotage. Il est inutile d'espérer que les aviateurs, les commandants de cuirassés, etc., dont dépend notre existence même, se transformeront tous en marxistes orthodoxes ; mais nous pouvons espérer, si nous les abordons comme il faut, qu'ils continueront à faire leur travail lorsqu'ils verront que, derrière eux, un gouvernement travailliste met en place une législation socialiste. Il faut aborder ces gens-là à travers leur patriotisme. Les socialistes « sophistiqués » ont beau rire du patriotisme des classes moyennes, mais n'imaginons pas une seule seconde que celles-ci font semblant. Rien de ce qui incite les hommes à mourir volontairement au combat – et, proportionnellement à leur nombre, davantage de membres de la classe moyenne que de la classe ouvrière sont tués à la guerre – n'est un faux-semblant. Ces hommes rejoindront notre camp quand nous serons parvenus à leur faire comprendre qu'une victoire sur Hitler demande la destruction du capitalisme ; ils seront contre nous si nous leur faisons penser que nous sommes indifférents à l'indépendance de l'Angleterre. Il faut que nous expliquions avec plus de clarté que cela n'a été fait jusqu'à présent qu'aujourd'hui un révolutionnaire doit être un patriote et un patriote un révolutionnaire. « Vous voulez vaincre Hitler ? Alors vous devez être prêts à sacrifier votre prestige social. Vous voulez mettre en place le socialisme ? Alors vous devez être prêts à défendre votre pays. » C'est une façon un peu crue de l'exprimer, mais c'est dans cette direction que la propagande doit se diriger. C'est ce que nous aurions dû dire, pendant les mois d'été, quand la pourriture du capitalisme privé était déjà en partie évidente aux gens qui, un an plus tôt, se seraient décrits comme conservateurs, et quand les gens qui, toute leur vie, s'étaient moquées du concept même de patriotisme ont découvert qu'en fin de compte ils ne désiraient pas être gouvernés par des étrangers.

En ce moment, nous sommes dans une période de retour en arrière : les forces de la réaction, rassurées par une victoire partielle, regagnent le terrain qu'elles avaient perdu plus tôt. [Priestley](#) est éliminé des ondes. Margesson entre au Cabinet, on demande à l'armée de faire briller ses boutons, la Home Guard est de plus en plus sous le contrôle des [Blimps](#), on parle d'interdire tel et tel journal, le gouvernement négocie avec Pétain et

Franco – ces choses, importantes ou non, sont des indications de la tendance générale. Mais bientôt, peut-être au printemps, ou même avant, viendra un autre moment de crise. Et ce sera, probablement, notre dernière chance. C'est alors que nous saurons, une fois pour toutes, si les enjeux de cette guerre peuvent être clarifiés et qui va contrôler la grande masse centrale des gens de la classe ouvrière et de la classe moyenne, ceux qu'il est possible de pousser dans une direction ou dans l'autre.

L'échec de la gauche anglaise est dû en grande partie à la tendance des socialistes à critiquer de l'extérieur les mouvements de notre époque au lieu d'essayer de les influencer de l'intérieur. Au moment de la création de la Home Guard, il était impossible de ne pas être frappé par le manque d'instinct politique qui a incité les socialistes de presque toutes les tendances à rester à l'écart de cette aventure, incapables de voir les possibilités que leur ouvrait ce mouvement spontané. Voilà qu'un million d'hommes surgissaient, pour ainsi dire, du sol, demandaient des armes pour défendre leur pays contre un envahisseur potentiel et s'organisaient en un corps militaire en l'absence de consignes venues d'en haut. N'aurions-nous pas pu nous attendre à ce que ces socialistes qui, depuis des années, parlaient de « démocratiser l'armée », etc., s'efforcent de guider cette nouvelle force selon des lignes politiques correctes ? Au contraire, la grande majorité des socialistes n'y ont pas prêté attention, ou, en ce qui concerne les doctrinaires, ont dit sans grande conviction : « C'est du fascisme. » Il ne leur est apparemment pas venu à l'esprit que la couleur politique d'une telle force, obligée par les circonstances à s'organiser de façon indépendante, serait déterminée par les personnes qui en faisaient partie. Une poignée de vétérans de la guerre d'Espagne tels que Tom Wintringham et [Hugh Slater](#), qui avaient vu le danger et la chance à saisir, ont fait tout leur possible, malgré le découragement qu'on sentait de tous côtés, pour transformer la Home Guard en une véritable armée du peuple. En ce moment, la Home Guard est à la croisée des chemins. Elle est patriotique, la grande masse de ses membres est résolument antifasciste, mais elle n'a aucune direction politique. Dans un an, si elle existe toujours, elle sera peut-être devenue une armée démocratique capable d'exercer une grande influence sur les forces régulières, ou alors une sorte de SA commandée par les pires éléments de la classe moyenne. Quelques milliers de socialistes énergiques et sachant ce qu'ils veulent dans ses rangs pourraient empêcher d'aboutir à la seconde solution. Mais ils ne peuvent agir que *de l'intérieur*. Et ce que j'ai dit de la Home Guard s'applique tout autant à l'effort de guerre dans son ensemble, ainsi qu'à la tendance habituelle des socialistes à abandonner le pouvoir exécutif à leurs ennemis. Avant la guerre, lorsque la politique d'apaisement dominait encore, analyser la liste des membres de la Chambre des communes pouvait faire rire : les travaillistes et les communistes réclamaient à grands cris une « position de fermeté face à l'Allemagne », mais c'étaient les membres du parti conservateur qui avaient rejoint la RNVR ou la RAFVR[59].

Ce n'est que lorsque nous nous serons associés à l'effort de guerre, par des actes comme par des paroles, que nous aurons quelque chance d'influencer la politique nationale ; ce n'est que lorsque nous aurons un quelconque moyen de contrôle sur la politique nationale que la guerre pourra être gagnée. Si nous nous contentons de rester à l'écart, sans faire d'efforts pour répandre nos idées dans les forces armées ou pour influencer ceux des patriotes qui sont politiquement neutres, si nous permettons aux

proclamations pronazies des communistes d'être vues comme représentant l'opinion « de gauche », nous serons dépassés par les événements. Nous n'aurons pas réussi à utiliser le levier que le patriotisme de l'homme ordinaire a mis entre nos mains. Les personnes « politiquement peu fiables » seront écartées des positions de pouvoir, les Blimps s'installeront un peu mieux sur la selle, les classes dirigeantes poursuivront la guerre à leur façon. Et leur façon de faire ne peut que mener à la défaite finale. Pour croire cela, il n'est pas nécessaire de penser que les classes dirigeantes britanniques sont consciemment pronazies. Mais aussi longtemps qu'elles garderont le contrôle, l'effort de guerre britannique sera d'une efficacité réduite. Puisqu'elles ne veulent pas – *ne peuvent pas*, sans se détruire elles-mêmes – instaurer les transformations sociales et économiques nécessaires, elles ne peuvent pas changer l'équilibre des forces, lequel n'est pas du tout en notre faveur à présent. Tant que notre système est ce qu'il est, comment peuvent-elles libérer les immenses énergies du peuple anglais ? Comment peuvent-elles transformer les gens de couleur de coolies exploités en véritables alliés ? Comment (même si elles le désiraient) peuvent-elles mobiliser les forces révolutionnaires d'Europe ? Qui peut croire que les populations conquises vont se rebeller pour soutenir les actionnaires britanniques ? Soit nous faisons de cette guerre une guerre révolutionnaire, soit nous la perdons. Et nous ne pourrions en faire une guerre révolutionnaire que si nous sommes capables de faire naître un mouvement révolutionnaire susceptible d'intéresser une majorité de la population ; un mouvement, en conséquence, qui ne soit ni sectaire, ni défaitiste, ni « antibritannique », qui n'ait absolument aucune ressemblance avec les factions mesquines de l'extrême gauche, avec leur chasse aux sorcières et leur jargon gréco-romain. La seule autre voie possible est d'abandonner la conduite de la guerre à la classe dirigeante britannique et de descendre peu à peu par épuisement vers la défaite – dont le nom ne serait sans doute pas « défaite » mais « paix négociée » – et de laisser Hitler seul maître en Europe. Et une personne de bon sens peut-elle douter de ce que cela signifiera ? À l'exception d'une poignée de chemises noires et de pacifistes, peut-on accorder la moindre foi aux affirmations de Hitler selon lesquelles il serait « l'ami des pauvres », « l'ennemi de la ploutocratie », etc. ? Ces affirmations sont-elles crédibles après les sept dernières années ? Ses actions ne pèsent-elles pas plus que ses paroles ?

Le vingt-cinquième anniversaire du couronnement de George V a été l'occasion d'une manifestation « spontanée », différente des défilés de fidèles organisés dans les pays totalitaires^[60]. Dans le sud de l'Angleterre, en tout cas, la vague a été suffisamment grande pour surprendre les autorités et les inciter à prolonger les célébrations d'une semaine. Dans certaines rues très pauvres de Londres, que les habitants avaient décorées eux-mêmes, j'ai vu, inscrits sur l'asphalte à la craie, les deux slogans suivants : « Pauvres, mais loyaux » et « Propriétaires, restez chez vous » (ou « Propriétaires indésirables »). Il est fort peu probable que ces slogans aient été suggérés par un parti politique. La plupart des socialistes doctrinaires étaient furieux à l'époque, et ils n'avaient pas tort. Il est évidemment effroyable que les Londoniens qui habitent dans les taudis se décrivent comme « pauvres, mais loyaux ». Mais nous aurions eu bien plus de raisons de désespérer si l'autre slogan avait été « Hourra pour le propriétaire » (ou une autre expression semblable). Car n'existait-il pas quelque chose de très significatif,

quelque chose que nous aurions dû remarquer alors, dans cette antithèse instinctive entre roi et propriétaire ? Jusqu'à la mort de George V, le roi était sans doute, pour la majorité de la population anglaise, le symbole de l'unité nationale. Les gens croyaient – à tort, bien sûr – que le roi était de leur côté contre les classes aisées. Ils étaient patriotes, mais pas conservateurs. Et leur instinct n'était-il pas bien plus sûr que celui de ceux qui nous disent que le patriotisme est quelque chose de honteux et que nous devrions nous montrer indifférents à la liberté nationale ? Bien que les circonstances aient été bien plus dramatiques, n'était-ce pas le même désir qui animait les ouvriers parisiens en 1793, les communards en 1871, les syndicalistes madrilènes en 1936 – le désir de défendre son pays, et d'en faire un lieu où il vaut la peine de vivre ?

20. La Home Guard et vous : George Orwell pose une question personnelle aux « démocrates chimériques » – et aux vrais démocrates

Tribune,
20 décembre 1940

Conversation avec un membre de l'Independent Labour Party :

« Êtes-vous un pacifiste ?

– Non, certainement pas. Je suis prêt à me battre dans toute guerre pour la réalisation du socialisme, ou la défense d'une véritable démocratie.

– Vous ne pensez pas que la guerre actuelle est une guerre de ce type ?

– Non.

– Ne pensez-vous pas qu'il est possible d'en faire une guerre de ce type ?

– Peut-être, mais pas avant que les travailleurs aient pris le contrôle. Les travailleurs doivent avoir les armes entre leurs mains.

– Et alors, pourquoi ne vous engagez-vous pas dans la Home Guard ? On vous donnera quantité d'armes.

– La Home Guard ! Mais ce n'est qu'une organisation fasciste.

– Je ne le pense pas. Mais si elle l'est, pourquoi ne pas vous y engager et tenter de la rendre moins fasciste ? »

C'était bien sur inutile. La discussion a continué pendant longtemps, mais on ne va jamais beaucoup plus loin avec des gens de ce type. Comme ils vivent presque entièrement dans un monde de chimères, ils sont incapables de comprendre que se contenter de *dire* « Nous réclamons une armée du peuple démocratique » (ou autres mots semblables) ne met pas des armes entre les mains des travailleurs.

« Tant que les travailleurs ne contrôleront pas les forces armées, les forces armées contrôleront les travailleurs », voilà un slogan qui a beaucoup circulé depuis vingt ans, et il est tout à fait vrai. Et pourtant, combien de ceux qui l'ont prononcé ont jamais tenté d'acquérir eux-mêmes une expérience militaire ? Combien de ceux qui parlent avec tant de désinvolture des barricades savent comment en construire une, sans parler de savoir comment faire repartir une mitrailleuse enrayée ? Et, en général, quelle est l'utilité des slogans révolutionnaires sans armes ni connaissance de leur fonctionnement ?

En réalité, la Home Guard est loin d'être « fasciste ». En ce moment, c'est une organisation politiquement neutre capable d'évoluer dans plusieurs directions très différentes ; et la direction qu'elle finira par prendre dépend en fin de compte de ceux qui en font partie. Mais avant de souligner ce point, peut-être vaut-il la peine de

rappeler comment elle a vu le jour, et l'histoire spécifique de son développement depuis.

Il y a sept mois, au moment le plus désespéré de la guerre, alors que la Belgique et la Hollande avaient été envahies, que la France s'effondrait et que le grand public s'attendait à ce que l'Angleterre soit envahie immédiatement, Anthony Eden a lancé un appel à la radio pour des Local Defence Volunteers. Je n'ai pas entendu ce discours mais on m'a dit qu'il n'était pas particulièrement enthousiasmant. Un quart de million de personnes se sont portées volontaires en vingt-quatre heures et un million de plus au cours des mois qui ont suivi. Il suffit de comparer ces chiffres, par exemple, à ceux des voix obtenues par les candidats « arrêtez-la-guerre » lors des élections partielles pour comprendre ce que les gens ordinaires de cette île pensent du nazisme.

Mais d'autres aspects de la formation de la Home Guard sont bien moins admirables. Après que les volontaires eurent envoyé leur nom, une organisation schématique a été formée dans laquelle, autant que possible, tous les commandements jusqu'à celui de chef de section (correspondant au grade de sergent) ont été donnés à des personnes des classes moyennes et supérieures. Lorsque les volontaires ont été mobilisés, ils ont vu qu'un corps d'officiers existait déjà, qu'il n'avait pas été choisi par un processus démocratique et qu'il était composé pour l'essentiel de Blimps de soixante ans qu'on avait déterrés.

Depuis lors, deux courants de pensée se sont manifestés dans la Home Guard. L'un de ces courants (pendant longtemps il a eu pour foyer l'école d'entraînement d'Osterley Park, dirigée par Tom Wintringham et par d'autres vétérans de la guerre civile espagnole) voudrait faire de l'organisation une force de guérilla démocratique qui ressemble à une version plus disciplinée des milices républicaines. L'autre courant tente de former une force aussi proche que possible de l'armée régulière, avec des volontaires non payés. Pendant les mois d'été, alors que l'invasion paraissait imminente, le premier courant a eu le dessus mais, plus récemment, la mentalité Blimp a fait un retour triomphal ; des colonels âgés, qui ne pensaient plus avoir un escadron d'hommes avec lesquels jouer, s'amuse comme des petits fous, et l'accent est mis sérieusement sur l'« élégance » lors des défilés, ce qui n'aurait certainement pas été toléré au moment où les premiers volontaires se sont présentés.

Lors de tels moments de transition, est-il nécessaire de remarquer quelle différence serait obtenue si des gens de gauche venaient, en nombre appréciable, s'engager dans la Home Guard ? La région de Londres, en particulier, manque cruellement d'hommes, du fait de la mobilisation des plus jeunes, et la plupart des quartiers de Londres sont à la recherche de recrues. Le parti travailliste a raté une belle occasion en n'incitant pas ses membres à s'enrôler dans la Home Guard tout au début mais, à présent, cette occasion est revenue.

Pour la première fois dans l'histoire de la Grande-Bretagne, il existe une possibilité pour les socialistes d'exercer une influence certaine sur les forces armées du pays. La Home Guard oscille, en équilibre, sans savoir si elle veut devenir une vraie armée populaire ou une assez mauvaise imitation des Territoriaux d'avant guerre. Bien qu'aucune des recrues ordinaires n'ait formulé ses idées de façon claire, la plupart d'entre elles préféreraient la première solution tandis que la majorité des officiers

supérieurs préféreraient la seconde. En ce moment, une poussée dans la bonne direction pourrait produire des miracles. Et il est dans la nature des choses que cette poussée ne puisse venir que d'en bas – de personnes qui savent ce qu'elles veulent et dans quel genre de guerre elles se battent en pénétrant réellement dans les rangs et en diffusant une conscience politique parmi leurs camarades.

Que personne ne se méprenne. Je ne suggère pas que le devoir des socialistes est de s'engager dans la Home Guard avec l'idée de fomenter des troubles ou de diffuser des opinions subversives. Cela serait à la fois une trahison et une action inefficace. Les socialistes qui obtiendront de l'influence dans la Home Guard y parviendront en se montrant aussi bons soldats que possible, visiblement disciplinés, efficaces et dévoués. Mais l'influence de quelques milliers d'hommes qu'on sait être de bons camarades *et* qui ont des idées de gauche pourrait être énorme. En ce moment, il n'y a rien de non patriotique, même au sens le plus étroit et le plus vieillot du terme, à prêcher le socialisme.

Nous vivons une période étrange de l'histoire, où le révolutionnaire doit être un patriote et le patriote un révolutionnaire.

Nous savons, même si les Blimps ne le savent pas, que la guerre ne peut être gagnée sans une transformation radicale de notre système social. Notre devoir est de le faire comprendre à tous ceux qui sont potentiellement dans notre camp, c'est-à-dire à la majorité de la nation. En ce qui concerne la Home Guard – un million d'hommes, quatre-vingt-dix-neuf pour cent d'entre eux profondément antifascistes dans leur sentiment mais politiquement sans direction – ,l'occasion est tellement évidente qu'il est surprenant que personne ne l'ait compris plus tôt.

Il ne faudrait pas sous-estimer l'importance de la Home Guard, aujourd'hui ou demain. Un million d'hommes avec des fusils entre les mains sont toujours importants. En ce qui concerne l'objectif spécifique pour lequel elle a été créée (défense passive contre un envahisseur), elle est déjà une armée assez impressionnante. Elle est mieux entraînée et un peu mieux armée que la plupart des milices espagnoles après un an de guerre. À moins qu'elle se désintègre ou qu'elle soit dissoute, ce qui est peu probable, ou à moins que la Grande-Bretagne gagne une victoire facile dans un avenir proche, ce qui est encore moins probable, elle aura une grande influence sur les événements politiques.

Mais quel genre d'influence ? Tout cela dépend de son évolution soit en une armée populaire soit en une sorte de SA commandée par la partie la plus réactionnaire de la classe moyenne. Ces deux types d'évolution existent en puissance dans la matrice du temps et nous avons en partie le pouvoir de nous assurer que ce soit le meilleur qui en sorte.

Nous ne savons pas ce qui nous attend. Il est puéril de croire que le danger d'invasion a disparu. Puéril, également, de croire que nous ne verrons pas un équivalent anglais du gouvernement de Pétain, à un moment ou à un autre, tenter de trahir ; peut-être même connaissons-nous une période de chaos après la guerre pendant laquelle il sera nécessaire d'user de violence afin de restaurer la démocratie et empêcher un coup d'État réactionnaire d'un genre ou d'un autre.

Dans toutes ces circonstances, l'existence d'une milice populaire, armée et

politiquement consciente, capable d'influencer les forces régulières, sera d'une immense importance. Mais nous devons nous assurer que la Home Guard pourra remplir cet office. Et nous n'y parviendrons pas si nous restons à l'extérieur en disant : « C'est du fascisme. » Au cours des vingt dernières années, la gauche a terriblement souffert de son attitude « Ne nous salissons pas » qui, dans la pratique, a permis d'abandonner tous les pouvoirs à ses adversaires.

Les communistes, l'Independent Labour Party et tous ceux qui leur ressemblent peuvent bien répéter « Des armes pour les travailleurs », mais ils sont incapables de mettre un fusil entre les mains des travailleurs ; la Home Guard le peut et le fait. La leçon morale pour tout socialiste en bonne santé qui accepte de donner quelques heures de son temps (environ six heures par semaine) est évidente. Partout à Londres et dans beaucoup d'autres parties du pays, vous verrez des affiches de recrutement qui vous diront où il faut se rendre. Mais il est important de s'engager *maintenant*, car l'occasion particulière qui existe en ce moment ne se renouvellera peut-être pas.

21. Ne laissez pas le colonel Blimp diriger la Home Guard

Evening Standard,
8 janvier 1941

Il y a longtemps, semble-t-il – en fait à peine sept mois – qu'on a dit avec un peu de scepticisme aux 1 250 000 hommes qui se sont précipités pour s'engager dans les Local Defence Volunteers que peut-être, un jour, il y aurait des fusils pour quelques-uns d'entre eux, et que le reste devrait se contenter de fusils de chasse – toujours en supposant qu'il y avait des fusils de chasse disponibles. Vers la fin de l'automne, ces Local Defence Volunteers (à présent la Home Guard) s'étaient transformés en une redoutable armée, bien équipée de fusils, de mitrailleuses, de bombes et de grenades antichars, et, par-dessus tout, son organisation était calculée pour tirer le meilleur parti de leur nombre.

L'utilité de la Home Guard dépendra en fait de la forme que prendra l'invasion de Hitler. Contre une attaque très motorisée concentrée sur une seule région, une telle force, composée uniquement d'infanterie, serait sans doute peu efficace. Au contraire, contre une attaque beaucoup plus dispersée, avec des troupes parachutées, de l'infanterie aéroportée et des chars légers, la Home Guard pourrait jouer un rôle presque aussi important que l'armée régulière elle-même.

Comme la Home Guard a dû grandir rapidement avec, au début, très peu d'aide venue d'en haut, elle a développé sa propre organisation, ce qu'elle a fait naturellement selon une base très locale. Son unité tactique essentielle est un groupe de dix ou de vingt hommes, qui se connaissent bien et qui tous connaissent intimement une seule petite partie d'une ville ou de la campagne – exactement le genre d'unité qui excelle dans la guérilla, le combat de rues et la destruction de la cinquième colonne.

Toutefois, jusqu'à présent, l'importance de la Home Guard est due surtout à son rôle de symbole politique. De par son apparition et, plus encore, parce qu'elle a réussi à se maintenir, elle a démontré ce que les gens ordinaires de cette île pensent du nazisme.

Après sept mois exceptionnellement difficiles, la Home Guard n'a pas vraiment beaucoup diminué en nombre, excepté du fait de la mobilisation des volontaires les plus jeunes. Des hommes qui travaillaient déjà un grand nombre d'heures dans des bureaux ou des usines y ont consacré parfois vingt heures de leur temps libre chaque semaine, sans être payé, si ce n'est le « minimum vital » de trois shillings auquel ils ont droit quand ils passent la nuit hors de chez eux. Ils ont passé leurs nuits à monter la garde, leurs samedis après-midi à l'entraînement ou au champ de tir, leurs soirées à démonter des mitrailleuses dans des salles mal chauffées – et ils ont fait tout cela alors que rien, absolument rien, ne les y obligeait.

La Home Guard est une organisation entièrement volontaire. Il ne s'y pratique

aucune forme de punition, excepté le renvoi – ce qui, comme le savent tous ses membres, n'est presque jamais nécessaire.

Même si le danger immédiat d'une invasion recule, la Home Guard va probablement continuer à exister. On parle même de la conserver comme une formation pour l'après-guerre. Son développement politique est donc d'une immense importance. Car aucune armée n'est jamais vraiment non politique.

L'homme ordinaire perçoit que la démocratie est loin d'être une imposture : c'est la source de l'élan qui anime la Home Guard. Elle a été fondée en tant que force antifasciste.

Il est donc vraiment dommage que son organisation ait été bien moins démocratique que l'esprit de la base. Le contrôle de la Home Guard est entièrement entre les mains de ses membres les plus riches, beaucoup trop souvent des colonels à la retraite, dont l'expérience militaire date en grande partie d'une époque antérieure à l'utilisation des mitrailleuses et à l'apparition des chars. Tous les postes supérieurs à celui d'adjudant sont en pratique des occupations à plein temps et, comme il n'y a pas de salaire, ils ne peuvent donc être donnés qu'à des personnes ayant des revenus personnels. Inévitablement, cela a redonné vie aux colonels en retraite.

Il se peut qu'au cours des derniers mois on ait un peu trop senti l'esprit du colonel Blimp et des sergents-majors à la mode d'autrefois : des personnages qui avaient certainement leur utilité à l'époque des fusils à un seul coup, mais qui sont un réel danger pour une force irrégulière destinée à des combats de guérilla. Avec l'arrivée de l'hiver et l'absence d'une matérialisation de l'invasion, de plus en plus de temps a été passé à l'entraînement pour apprendre à défiler en soulignant de plus en plus l'importance des claquements de talons et de crosse. Des soirées entières de temps précieux, qui aurait pu servir à apprendre à se servir des fusils de manière scientifique, ont été passées à vérifier la bonne inclinaison du fusil et à donner des ordres. La technique militaire fondée sur la baïonnette-dans-le-ventre, fort utile telle qu'elle est pratiquée par les troupes régulières en Albanie ou en Égypte contre les Italiens, a gagné du terrain, au détriment de conceptions correspondant mieux à des volontaires agissant sur leur propre terrain (car c'est là la spécificité de la Home Guard) que quelques militaires un peu plus éclairés ont courageusement tenté de diffuser dans les centres d'entraînement des Home Guards de Hurlingham et d'Osterley Park.

La base n'a pas tardé à s'apercevoir de ce que cela signifiait, tout comme elle s'est rendue compte de la tendance à donner tous les commandements aux classes moyennes et supérieures. Ce n'est pas tant que les hommes de base râlent – en tout cas pas plus que les Anglais, qui râlent toujours, qu'ils soient à l'armée ou pas. Mais ils savent, particulièrement ceux d'entre eux qui sont d'anciens soldats, qu'une force à mi-temps ne peut pas imiter la discipline de l'armée régulière lors des exercices de revue et ne devrait pas essayer, car elle a besoin de tout son temps pour s'exercer dans les arts plus importants que sont le tir, le lancer de grenades, la lecture de cartes, le jugement des distances, le camouflage, ainsi que la construction de fossés antichars et de fortifications.

Ces anciens militaires ne mettent pas en doute la nécessité d'inculquer la discipline,

ni même la valeur des exercices. Ils savent que le premier devoir d'un soldat est d'obéir et que, dans l'ensemble, les régiments qui sont les meilleurs lors des défilés sont aussi les meilleurs sur le champ de bataille. Même les troupes irrégulières auront le moral bas à moins de marcher au pas, de se tenir droits et de veiller à la propreté de leur équipement et de leurs armes. Mais cela ne veut pas dire qu'un travailleur avec deux ou trois médailles sur la poitrine a envie de passer ses soirées à apprendre à s'aligner à droite ou à suivre les ordres précis de la mise en place des baïonnettes.

Dans toutes les armées, l'esprit du colonel Blimp et l'esprit d'Osterley Park doivent nécessairement s'opposer. Le danger, si on permet au colonel Blimp de décider, est qu'il finira peut-être par faire partir les volontaires venus de la classe ouvrière.

À tous les points de vue, ce serait un désastre de voir la Home Guard perdre son caractère national et antifasciste et de la laisser se transformer en une sorte de milice du parti conservateur, comme une version âgée des écoles d'officiers dans les écoles privées.

La classe ouvrière s'est engagée en masse dans la Home Guard au début, et elle y est toujours prédominante. Les travailleurs ont compris qu'elle pouvait devenir une armée démocratique du peuple dans laquelle ils pourraient se battre contre les nazis sans se faire engueuler par les sergents-majors de façon traditionnelle. Et qu'on ne s'y trompe pas, la Home Guard est bien plus proche de cet objectif que de l'autre. Les hommes qui se sont engagés sont fiers d'y être, ils se sont préparés de leur plein gré et ils sont conscients d'avoir beaucoup appris. Mais s'ils avaient l'occasion de s'exprimer, voici quatre ou cinq critiques qu'ils aimeraient faire :

— ils aimeraient passer plus de temps à s'entraîner pour la guerre et moins à faire des tours de garde ;

— ils aimeraient avoir plus – beaucoup plus – de munitions et de grenades pour s'entraîner ;

— ils aimeraient bien être un peu plus certains que la promotion se fait sur la base du mérite et ne dépend pas du rang social ;

— ils aimeraient avoir un personnel salarié à plein temps pour quelques-uns des postes-clés ;

— et ils aimeraient bien, en conséquence, qu'un peu plus de leurs officiers aient moins de cinquante ans.

Même telle qu'elle existe aujourd'hui, la Home Guard ne pourrait exister que dans un pays dans lequel les hommes se sentent libres.

Les États totalitaires peuvent faire de grandes choses, mais il y a une chose qu'ils ne peuvent pas faire : ils ne peuvent pas donner un fusil à l'ouvrier d'usine et lui dire de le rapporter chez lui pour le mettre dans sa chambre à coucher. **CE FUSIL ACCROCHÉ AU MUR DE L'APPARTEMENT DE L'OUVRIER OU DANS LA MAISON DU PAYSAN EST LE SYMBOLE DE LA DÉMOCRATIE. NOTRE TÂCHE EST DE VÉRIFIER QU'IL EST TOUJOURS LÀ.**

22. Recension : *Home Guard for Victory !* de Hugh Slater

The New Statesman and Nation,
15 février 1941

Ce livre, qui est le meilleur des manuels sur la Home Guard publié jusqu'à présent, est en grande partie technique ; mais, dans les deux derniers chapitres, il s'intéresse discrètement aux problèmes politiques, qui ne peuvent jamais être séparés des détails de l'organisation militaire. Les réformes qu'il suggère ont toutes comme dessein implicite de transformer davantage la Home Guard en une armée du peuple et de briser l'emprise du colonel à la retraite avec sa mentalité datant d'avant les mitrailleuses. En analysant ce qui s'est passé l'été dernier, il est difficile de déterminer si c'était à dessein que les postes de commandement de la Home Guard ont été attribués presque sans exception aux classes moyennes ou supérieures ou si ce n'était que le résultat inévitable de la structure de classe anglaise. C'est néanmoins ce qui s'est passé et, en conséquence, ce qui aurait pu être une force franchement antinazie est devenu une parente pauvre de l'armée régulière, patriote mais politiquement neutre. Cette année, à un moment ou à un autre, invasion ou pas, la Home Guard devra décider quel genre de force elle va devenir ; les développements politiques et purement militaires agiront de concert, les uns réagissant sur les autres comme les jantes opposées d'une roue.

Le problème se pose de manière particulièrement problématique à propos des exercices d'apprentissage aux défilés militaires, auxquels Mr Slater consacre un chapitre. Tout le monde sait qu'une grande partie de ces exercices, tels qu'on les pratique dans l'armée britannique, datent du XVIII^e siècle et n'ont aucun rapport avec une guerre moderne. On apprend aux recrues les positions et l'angle de leur fusil des mois avant de leur apprendre à viser et, bien qu'une défaite sur le champ de bataille suscite en général pendant quelque temps des conceptions plus réalistes, à chaque répit ou entre deux guerres l'accent est remis sur les claquements de talons, le claquement des mains sur les crosses, etc. Les controverses, au sein de la Home Guard, sur la valeur de ces exercices sont fréquentes et les divergences plus profondes qu'on ne le réalise le plus souvent. En général, il est vrai que les personnes de tendances réactionnaires sont des partisans de l'uniforme soigné et des chaussures cirées, tandis que les personnes « de gauche » voient plutôt la guerre comme une guérilla. Cette divergence se retrouve dans des détails qui, à première vue, paraissent ridicules. Ainsi, en ce moment, si vous croyez que l'Angleterre devrait déclarer ses projets de guerre et que Hitler va être vaincu par la révolution européenne, vous croyez sans doute aussi qu'un soldat, lorsqu'il se met au garde-à-vous, devrait rapprocher le talon gauche du droit en suivant l'arc le plus plat possible. Si vous pensez que « notre seul but est de battre les boches » et que « un bon Allemand est un Allemand mort », vous croyez sans doute que le pied gauche devrait être soulevé et reposé bruyamment. Toute cette question a été débattue longuement

dans les armées républicaines pendant la guerre civile espagnole. Étant donné que Mr Slater voudrait que la Home Guard devienne une armée du peuple quasi révolutionnaire, il est naturellement hostile aux saluts et à l'astiquage des boutons ; mais, en tant que soldat, il comprend bien qu'il n'y a pas d'efficacité militaire sans discipline, et que la discipline est inséparable des exercices, quels qu'ils soient. Il ne fait aucun doute que le moral est lié à ce qu'on appelle le plus souvent un « port militaire », voire à des détails de l'uniforme. La plupart des hommes se sentent plus courageux avec une ceinture serrée autour de la taille, par exemple. Mr Slater demande donc de nouveaux types d'exercices fondés sur ce que les soldats doivent réellement faire, comme monter dans un camion ou en descendre, lancer des grenades en position couchée, et ainsi de suite. Il est fort probable que quelque chose de ce genre va finir par être instauré, mais ce sera face à une opposition acharnée ; lorsque l'armée britannique a commencé, il y a quelques années, à défiler en trois rangs au lieu de quatre, c'était un pas dans cette direction.

La plus grande partie des chapitres techniques de ce livre, sur les combats de rues, la lutte contre les chars, le camouflage, etc., est admirable et a déjà beaucoup servi aux commandants de la Home Guard lors de leurs cours. Le chapitre le plus faible est celui qui traite de la méthode que suivraient probablement les Allemands lors d'une invasion. Tous les plans imaginables sont éliminés comme menant à l'échec, ce qui pourrait propager un optimisme excessif. Mais l'effet d'ensemble du livre ne peut être que positif. Mr Slater, ainsi que tous ceux qui étaient associés à Osterley Park et Hurlingham, a joué un rôle important lors du rétablissement du moral national l'été dernier, et ce livre est la suite du même processus. Il est bon marché à une demi-couronne, et les schémas sont frappants et pleins d'informations.

23. Recension : *Home Guard for Victory !* de Hugh Slater

Horizon,
mars 1941

Il n'y a plus de danger qu'une invasion allemande parvienne à conquérir l'Angleterre d'un seul coup. Il est probable que les Allemands ont perdu leur chance de le faire et qu'ils ne la retrouveront pas, à moins de parvenir à détruire presque complètement la puissance aérienne et maritime de la Grande-Bretagne. Le danger est celui d'une invasion qui, même si elle n'était pas destinée à réussir par elle-même, soit une incursion sur une immense échelle, ce qui aurait des effets paralysants. Si l'invasion a lieu, en conséquence, le problème n'est pas de la vaincre mais de la vaincre rapidement et, au cours des toutes premières heures, la Home Guard sera sans doute d'une importance vitale. Nous avons entendu beaucoup de controverses sur l'avenir politique de la Home Guard (armée démocratique du peuple, milice bourgeoise ou jouet des Blimps) et il n'est sans doute pas nécessaire d'expliquer la position de Mr Slater à ce sujet. Son livre est tout autant un pamphlet politique qu'un manuel de tactique et d'utilisation des armes. Mais il est trop fin pour l'annoncer : s'il le faisait, le public particulier qu'il cherche à atteindre n'irait jamais le lire.

L'apparition soudaine de la Home Guard l'été dernier fut une manifestation de démocratie. En même temps, une force de ce type, locale et à mi-temps, ne peut être que de l'infanterie pure ; or les batailles de l'année passée semblent suggérer que l'infanterie n'a de sens que pour consolider les gains acquis par une autre arme. Depuis l'invention du fusil qui se charge par la culasse, la cause de la démocratie est devenue de plus en plus désespérée parce que les armes qui comptent se sont trouvées de plus en plus concentrées dans de moins en moins de mains. Nous avons à présent atteint une phase dans laquelle cinq nations seulement (l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis et, avec moins de certitude, l'URSS et le Japon) sont capables de faire la guerre pendant longtemps à une grande échelle, et trois de ces cinq nations sont des États totalitaires, tandis que les deux autres vont devoir affaiblir leurs institutions démocratiques afin d'avoir une armée capable de faire la guerre. Toutefois, il existe une réponse démocratique possible à l'armée moderne mécanisée : c'est la nation en armes, la défense en profondeur et la réapparition de plusieurs armes primitives mais efficaces. Le symbole du despotisme militaire est le char, l'objet le plus terrifiant jamais conçu par l'esprit humain. Et pourtant on peut faire sauter n'importe quel char, quelles que soient ses dimensions, à l'aide d'une grenade qui pèse à peine plus d'un kilo, en supposant évidemment qu'il y ait quelqu'un avec suffisamment de courage pour la lancer. Ceci dépend évidemment des conditions sociales et politiques, c'est-à-dire du nombre de personnes qui pensent avoir une raison de se battre. Nous savons encore mal si ce type de défense populaire peut être décisif, mais les quelques indications que nous possédons

font penser qu'en tout cas il peut faire une grande différence. À moins que la Home Guard soit en quelque sorte sabotée au dernier moment – le pouvoir pourrait, par exemple, être effrayé à l'idée de distribuer des armes en quantité suffisante –, elle peut certainement ralentir la concentration de n'importe quelle armée d'invasion, même si elle ne peut pas être d'une grande utilité une fois les véritables combats commencés.

Toutefois, si la Home Guard se montre utile, ce sera en grande partie grâce aux efforts de Mr Slater lui-même, de Tom Wintringham et de ses autres camarades dans les divers camps d'entraînement de la Home Guard et, plus généralement, aux jeunes gens de grade inférieur dans l'organisation qui ont connu la lutte armée ces dernières années. Ce n'est pas révéler des secrets militaires que de dire que, quand la Home Guard a été créée, elle est tombée entre les mains de Blimps décrépits, nommés depuis les plus hauts échelons de la hiérarchie pour des raisons purement sociales, qui l'auraient complètement démolie si on leur en avait laissé le contrôle. La plupart de ces hommes âgés ne luttaient pas seulement contre le concept d'une guerre de guérilla mais aussi contre tout entraînement sérieux aux armes modernes. Certains d'entre eux voulaient en fait que la Home Guard, située dans les villes, soit désarmée et serve de force de police auxiliaire contre des « agitateurs ». Un général qui commandait une importante région, alors qu'il parlait à ses hommes, a commencé par dire qu'il avait été quarante ans dans l'armée et a poursuivi en annonçant qu'il « ne croyait pas à toutes ces bêtises à propos de ramper sur le ventre ». Contre ce genre de choses, l'école d'Osterley Park a servi de révulsif très utile. Des centaines d'hommes venus de tout le pays y sont passés chaque semaine, emportant avec eux une image de la guerre qui provenait des champs de bataille et non des défilés. *Home Guard for Victory !* est en grande partie la réécriture des conférences qui y étaient données. Certaines sections sont plutôt élémentaires, d'autres spéculatives ou beaucoup trop optimistes et, dans son ensemble, le livre se fonde un peu trop sur les expériences de la guerre civile espagnole. Cependant, il est rempli à craquer d'informations utiles et c'est un magnifique pamphlet anti-Blimp. Tout ce qui y est dit sur les combats de rue, la lutte contre les chars, les patrouilles, etc., implique une évolution de la Home Guard pour qu'elle devienne une véritable armée du peuple, c'est-à-dire une force où les hommes pensent par eux-mêmes, savent pourquoi ils se battent et sont dirigés par des officiers qu'ils ont choisis – ou en tout cas qu'ils choisiraient s'ils étaient libres de le faire.

Une importante suggestion faite par Mr Slater vers la fin du livre est que nous devrions créer un entraînement codifié fondé sur la guerre moderne et pas, comme l'est en général l'entraînement de l'armée britannique, sur les guerres de Frédéric le Grand. En ce moment, alors que l'invasion allemande n'est peut-être qu'à quelques semaines, les volontaires à mi-temps de la Home Guard perdent de longues heures à apprendre à s'aligner à droite, à s'aligner à gauche, à faire demi-tour et à suivre les ordres précis de la mise en place des baïonnettes. Il suggère également divers changements dans la Home Guard, tous signifiant une plus grande démocratisation. Le plus important de ceux-ci est l'introduction d'un conseil de la Home Guard, où les civils seraient majoritaires, et de salaires pour les sous-officiers. Pour l'instant, tous les rangs au-dessus de celui de sergent ne peuvent être attribués, dans la pratique, qu'à des personnes ayant des revenus assez importants, et telle était certainement l'intention du pouvoir quand il a été

annoncé dès le début que les membres de la Home Guard ne recevraient aucun salaire. Il n'est pas bien grave que cela mette invariablement aux postes de commande des gens d'origine bourgeoise – c'est ce qui se passe dans toutes les armées et, par exemple, cela a été le cas dans les premières milices espagnoles –, mais il est grave de voir donner de telles opportunités à la classe de petits rentiers et de « retraités » que l'Angleterre a produite telle une ceinture de graisse pendant les années de capital-finance. Ces personnes détiennent toujours une majorité des postes de commandement dans la Home Guard. En cas d'urgence, ils seront mis sur la touche ; mais nous ne voulons pas payer leur incompétence par des flots de sang. On s'en débarrasserait sur-le-champ si les commandants de section et de compagnie recevaient un salaire et étaient choisis après un examen.

La Home Guard est un miroir parfait de la lutte – par moments apparemment désespérée, à d'autres paraissant déjà gagnée – entre démocratie et privilèges qui se déroule en Angleterre. Ce livre porte un coup puissant et subtil qui vient en aide à la démocratie. En se contentant simplement de coller à l'aspect technique de la guerre, il démontre la faiblesse militaire des États féodaux et l'impossibilité d'opposer au fascisme quoi que ce soit d'autre que le socialisme démocratique. Même ceux qui ne s'intéressent absolument pas aux affaires militaires peuvent tirer profit de sa lecture en tant qu'exercice de propagande indirecte.

24. « Cher Doktor Goebbels, vos amis britanniques se nourrissent bien ! »

Daily Express,
23 juillet 1941

La framboise escamotable, l'œuf invisible et les oignons qu'on sent mais qu'on ne voit pas sont des phénomènes qui nous sont familiers. Ce n'est que parce qu'ils sont capables de détruire le moral des gens que ces tours de passe-passe valent la peine d'être mentionnés. Lorsque le prix d'un article est contrôlé, il disparaît rapidement du marché. Or les fruits, le poisson, les œufs et la plupart des légumes ne peuvent pas être conservés très longtemps. S'ils disparaissent tout à coup, on peut parier qu'ils sont vendus en douce à un prix illégal, et d'ailleurs quiconque connaît des gens riches sait très bien qu'ils *peuvent* être achetés. Les œufs, par exemple, sont disponibles en grandes quantités à quatre pence pièce ; on m'a dit qu'ils étaient toujours mentionnés sur les factures sous le nom de « petits pois en boîte ». L'essence, également, semble assez facile à obtenir à condition de payer deux fois le prix normal.

Et, sans parler d'enfreindre carrément la loi, il suffit de mettre le nez dans n'importe quel restaurant ou hôtel chic pour voir comment on peut se dérober à l'esprit des restrictions alimentaires. La règle du « plat unique », par exemple, est le plus souvent violée, mais l'infraction ne compte pas puisque le plat supplémentaire de viande ou de poisson est rebaptisé hors-d'œuvre. De toute façon, le fait que la nourriture consommée au restaurant ne soit pas rationnée est à l'avantage de ceux qui ont un gros revenu et énormément de temps libre. Il serait facile pour quiconque a plus de deux mille livres par an de vivre sans jamais se servir de son carnet de rationnement.

Mais ce genre de choses a-t-il vraiment de l'importance ? Et si oui, pourquoi et comment ?

Les quantités consommées n'ont pas *vraiment* d'importance. Et comme c'est l'excuse préférée des égoïstes qui achètent des framboises sous le comptoir et gâchent de l'essence pour aller aux courses, il faut bien l'admettre, et ensuite la mettre à sa place. En fait, le gâchis de denrées par les riches est négligeable parce que les riches sont très peu nombreux. Ce sont les gens ordinaires qui comptent, car ils sont et doivent être les gros consommateurs de toutes les denrées. Si on prenait toute la viande, tout le poisson et tout le sucre qui atterrissent dans les hôtels huppés pour les distribuer à l'ensemble de la population ordinaire, il n'y aurait pas de différence appréciable. D'ailleurs, si on imposait toutes les grosses fortunes jusqu'à les faire fondre, cela ne ferait pas une grande différence quant aux impôts que nous autres devons payer. Les gens ordinaires reçoivent la plus grande partie des revenus nationaux, tout comme ils mangent la plus grande partie de la nourriture et usent la plus grande partie des vêtements, parce qu'ils constituent l'immense majorité. La disparition des framboises dans les estomacs les plus

favorisés de Harrogate et de Torquay n'a pas vraiment d'effets directs, aujourd'hui, sur la Bataille de l'Atlantique[61].

En conséquence, entend-on avancer, qu'importe s'il existe quelques injustices mineures ? Puisque la situation alimentaire dans son ensemble en est à peine affectée, pourquoi un demi-million de personnes ne pourraient-elles pas s'empiffrer autant qu'elles le peuvent ? Cet argument est complètement fallacieux car il ne tient pas compte de l'effet de l'envie sur le moral, sur un sentiment absolument nécessaire en temps de guerre : « Nous-sommes-tous-dans-le-même-bain. »

Il est impossible de faire la guerre sans faire baisser le niveau de vie général. L'acte principal de la guerre est de détourner la main-d'œuvre des biens de consommation vers les armements, ce qui signifie que les gens ordinaires doivent manger moins, travailler plus d'heures et avoir moins de distractions. Et pourquoi devraient-ils le faire – en tout cas, comment peut-on leur demander de le faire – quand ils ont devant les yeux une petite minorité de gens qui ne souffrent absolument d'aucune privation ? Tant qu'on sait parfaitement que les denrées les plus rares sont en général vendues sous le comptoir, comment demander aux gens de réduire leur consommation de lait et de s'enthousiasmer pour les flocons d'avoine et les pommes de terre ?

Le « socialisme de guerre » peut avoir un effet moral important même lorsqu'il n'a pas une grande importance statistique. Les quelques cargaisons d'oranges dans les navires qui ont récemment atteint l'Angleterre en donnent un exemple. Je me demande combien de ces oranges sont arrivées jusqu'aux enfants des ruelles de Londres. Si elles avaient été divisées de manière égale, il y aurait eu une ou deux oranges par personne pour la population entière. En termes de vitamines, cela n'aurait fait aucune différence, mais cela aurait donné du sens à l'expression « égalité de sacrifice » dont on parle tant en ce moment.

L'expérience montre que les êtres humains peuvent supporter énormément de choses tant qu'ils ont l'impression d'être traités avec justice. Les républicains espagnols ont dû supporter des privations que nous ne pouvons même pas imaginer. Pendant la dernière année de la guerre civile, l'armée républicaine s'est battue plus ou moins sans cigarettes : les soldats l'ont accepté parce que c'était la même chose pour tout le monde, général comme soldat. Et nous pouvons faire de même, si nécessaire.

Si nous sommes honnêtes, nous devons admettre que, excepté les raids aériens, la population civile n'a pas eu à supporter beaucoup de privations – rien en comparaison de ce que nous avons connu en 1918, par exemple. Ce sera plus tard, à un moment de crise, quand il sera tout à coup nécessaire d'imposer des restrictions bien plus dures pour toutes sortes de choses, que notre solidarité nationale sera mise à l'épreuve. Si nous nous préparons dès aujourd'hui à ce moment-là, si nous sévissons contre la marchandise noire, attrapons une demi-douzaine de gloutons et de resquilleurs d'essence afin de les condamner assez sévèrement pour effrayer leurs semblables, si nous interdisons le luxe le plus flagrant et, en général, démontrons que l'égalité de sacrifice n'est pas qu'une phrase vide, tout ira bien.

Mais pour l'instant – et vous pourrez tester cette affirmation en allant jeter un coup d'œil dans le grill-room des hôtels huppés, à condition de parvenir à passer devant les

portiers – les railleries du Doktor Goebbels à propos de la « ploutocratie britannique » ne sont pas vraiment nécessaires. Quelques dizaines de milliers d'égoïstes font gratuitement le travail à sa place.

25. Trois années de Home Guard : unique symbole de la stabilité

The Observer,
9 mai 1943

Cela fait presque trois ans que les amateurs enthousiastes des Local Defence Volunteers ont trafiqué des cartouches de fusil de chasse avec du suif et pratiqué le lancer de grenade avec des morceaux de béton, et la valeur de la Home Guard en tant que force de combat peut maintenant être jugée avec une certaine précision. Bien qu'elle n'ait jamais combattu, ses accomplissements ne sont pas à négliger. Les premiers jours, les Allemands, si nous en jugeons par leurs émissions radio, ont pris la Home Guard bien plus au sérieux qu'elle ne le faisait elle-même, et elle a certainement toujours été une des raisons pour lesquelles ils n'ont pas envahi la Grande-Bretagne. Même s'il ne s'agissait que de cinq pour cent de ces raisons, c'était déjà un bon résultat pour une armée sans solde et à mi-temps.

La Home Guard est passée par trois phases bien définies.

La première était franchement chaotique, non seulement parce que, pendant l'été 1940, elle avait très peu d'armes et pas d'uniformes, mais aussi parce que personne ne s'attendait à une si grande masse de volontaires. Un appel à la radio, sans doute supposé faire venir cinquante mille volontaires, en a produit un million en quelques semaines et la nouvelle force a dû s'organiser plus ou moins sans aide. Cette organisation s'est faite d'innombrables façons parce qu'il y avait de nombreuses opinions différentes quant à la forme que prendrait l'invasion allemande. Au milieu de 1941, la Home Guard était devenue une force cohérente et unifiée, sérieusement intéressée par le combat de rues et le camouflage, assez bien armée de fusils et de mitrailleuses. Dès 1942, elle possédait également des mitraillettes et de l'artillerie légère et commençait à prendre en charge une partie de la défense antiaérienne. Cette troisième phase, au cours de laquelle la Home Guard s'est retrouvée définitivement intégrée à l'armée régulière et à la défense civile, pose certains problèmes particuliers, dont quelques-uns ne sont pas faciles à résoudre.

L'année dernière, on a supposé que, si les Alliés envahissaient le continent, la Home Guard remplacerait les forces régulières sur les îles du Royaume-Uni, ce qui fait qu'elle s'est entraînée pour une guerre mobile. Cela a été facilité par la baisse de l'âge moyen dans la Home Guard. Mais par certains aspects, les résultats n'ont pas été très heureux. Avec un personnel à mi-temps et changeant fréquemment, il n'est pas très sage d'imiter l'entraînement des soldats de l'armée régulière et, de toute façon, même si les moyens de transport existaient, la Home Guard ne pourrait pas être entièrement mobile. La plupart de ses membres sont également des travailleurs et, même en cas d'invasion, la vie économique devra continuer dans toutes les régions où on ne se battra pas. Si la

Grande-Bretagne est envahie un jour, la Home Guard ne pourra se battre, en pratique, que dans ses propres régions et en petites unités. La discipline de plus en plus grande et les contacts de plus en plus fréquents avec l'armée régulière sont des avantages importants ; mais il aurait sans doute mieux valu, du point de vue stratégique, conserver le concept originel d'une défense purement locale, et utiliser ainsi le seul avantage que le soldat amateur a sur le professionnel – à savoir une connaissance intime du terrain sur lequel il se bat.

Cependant, s'il est vrai que la Home Guard a fini par ressembler à tel point à une armée qu'elle en est devenue une, ses premiers jours ont laissé des traces sur elle. Les écoles d'entraînement mises en place par Tom Wintringham et par d'autres pendant l'été 1940 ont fait un travail inestimable en diffusant une meilleure compréhension de la nature d'une guerre totale et une attitude inventive devant les problèmes militaires. Même le manque d'armes des débuts a produit des avantages car il a conduit à beaucoup d'expérimentations dans les garages et les ateliers d'usinage, et plusieurs armes antichars en usage aujourd'hui sont en partie le résultat des recherches de la Home Guard.

Socialement, la Home Guard n'est plus vraiment ce qu'elle était à ses débuts. Les adhésions ont rapidement changé avec la conscription et elle a eu tendance à suivre la voie de la structure de classes traditionnelle en Angleterre. Ceci est sans doute inévitable pour une armée sans solde où il est difficile de faire le travail d'un officier sans avoir de voiture ou de téléphone. Cependant, si l'ambiance à l'intérieur de la Home Guard n'est pas véritablement démocratique, elle n'en reste pas moins amicale. Et il est typiquement britannique que cette immense organisation, qui a aujourd'hui trois ans, ne se soit absolument pas développée selon des lignes politiques. Elle ne s'est pas transformée en une armée du peuple à la manière des milices de la République espagnole, comme l'espéraient certaines personnes à ses débuts, ni en une SA, comme le craignaient ou prétendaient le craindre d'autres. Elle ne s'est pas cimentée autour d'une croyance politique mais simplement autour d'un patriotisme inarticulé.

Le seul fait de son existence – qu'elle ait pu voir le jour grâce à quelques phrases à la radio à un moment de crise, que presque deux millions d'hommes ont un fusil dans leur chambre et que le pouvoir ne s'en inquiète pas – est le signe d'une stabilité comme il n'en existe dans aucun autre pays au monde.

**IV.
SOCIALISME, FASCISME & DÉMOCRATIE
(1941)**

26. Fascisme & démocratie

The Left News,
février 1941

Comme « Patriotes et révolutionnaires », ce texte fut republié en mars dans The Betrayal of the Left – lire la présentation, [supra](#).

Dénigrer la démocratie est un des passe-temps les plus faciles du monde. Dans ce pays, personne n'est plus vraiment obligé de se préoccuper des arguments simplement réactionnaires contre un gouvernement populaire ; mais, au cours des vingt dernières années, la démocratie « bourgeoise » a été attaquée de manière bien plus subtile à la fois par les fascistes et par les communistes, et il est tout à fait significatif que ces ennemis apparents l'aient tous deux attaquée pour les mêmes raisons. Il est vrai que les fascistes, avec leurs méthodes de propagande plus osées, utilisent quand cela leur convient l'argument aristocratique selon lequel la démocratie « donne le pouvoir aux pires des hommes », mais l'assertion de base de tous les apologues du totalitarisme est que la démocratie est une escroquerie. Elle ne serait rien d'autre qu'un voile dissimulant la position dominante de quelques petits groupes de riches. Ce n'est pas tout à fait faux, et surtout ce n'est pas manifestement faux ; au contraire, il y a davantage à dire en faveur de cet argument que contre lui. Un écolier de seize ans peut attaquer la démocratie bien plus aisément qu'il ne peut la défendre. Et on ne peut lui répondre que si l'on connaît les « arguments » antidémocratiques et si l'on accepte qu'ils contiennent une grande part de vérité.

Pour commencer, on fait toujours valoir que la démocratie « bourgeoise » est réfutée par l'inégalité économique. À quoi peut servir la prétendue liberté politique quand un homme travaille douze heures par jour pour trois livres par semaine ? Une fois tous les cinq ans, on lui permet peut-être de voter pour le parti qu'il préfère mais, le reste du temps, presque tous les détails de sa vie sont dictés par son employeur. Et, en pratique, sa vie politique lui est également dictée. La classe aisée peut mettre la main sur tous les postes ministériels et officiels, elle peut aussi utiliser le système électoral en sa faveur en soudoyant l'électorat, directement ou indirectement. Même quand, par mésaventure, un gouvernement représentant les classes plus pauvres obtient le pouvoir, les riches peuvent en général le faire chanter en menaçant d'exporter leurs capitaux. Plus important encore est le fait que presque toute la vie culturelle et intellectuelle de la communauté – journaux, livres, éducation, cinéma, radio – est contrôlée par des riches qui ont toutes les raisons d'empêcher la propagation de certaines idées. Le citoyen d'un pays démocratique est « conditionné » dès la naissance, moins rigoureusement mais tout aussi effectivement qu'il le serait dans un État totalitaire.

Et il n'existe aucune certitude que la domination d'une classe privilégiée pourra jamais être abattue par les seuls moyens démocratiques. En théorie, un gouvernement

travailliste pourrait être élu avec une forte majorité et instaurer immédiatement le socialisme par un Acte du Parlement. En pratique, les classes privilégiées se rebelleraient, sans doute avec succès, parce qu'elles auraient dans leur camp la plus grande partie des fonctionnaires en poste ainsi que les hommes-clés des forces armées. Les méthodes démocratiques ne sont possibles que lorsqu'il existe une base assez large d'entente entre tous les partis politiques. Il n'y a aucune raison réelle de penser que tout changement vraiment fondamental puisse jamais être obtenu pacifiquement.

En outre, on affirme souvent que toute la façade de la démocratie – liberté de parole et de réunion, indépendance des syndicats et ainsi de suite – ne pourra que s'effondrer une fois que les classes aisées auront perdu la possibilité de faire des concessions à leurs employés. La « liberté » politique, dit-on, n'est qu'un pot-de-vin, équivalent à la Gestapo mais sans la violence. Il est vrai que les pays que nous disons démocratiques sont en général des pays prospères – le plus souvent, ils exploitent, directement ou indirectement, une main-d'œuvre de couleur bon marché – et également vrai que la démocratie, telle que nous la connaissons, n'a jamais existé que dans des pays maritimes ou montagneux, c'est-à-dire des pays capables de se défendre sans avoir besoin d'une immense armée de métier. La démocratie accompagne et sans doute demande des conditions de vie favorables ; elle n'a jamais prospéré dans des États pauvres ou militarisés. Éliminez la position protégée de l'Angleterre, dit-on, et l'Angleterre retournera immédiatement à des méthodes politiques aussi barbares que celles de la Roumanie. Sans oublier que tout gouvernement, qu'il soit démocratique ou totalitaire, se fonde en fin de compte sur la force. Aucun gouvernement, à moins qu'il ait l'intention de se rendre complice de son propre renversement, ne peut ni ne doit montrer le moindre respect pour les « droits » démocratiques lorsqu'il est sérieusement menacé. Un pays démocratique pris dans une guerre désespérée est obligé, exactement comme un État autocratique ou fasciste, de faire appel à la conscription, de contraindre la main-d'œuvre, d'emprisonner les défaitistes, d'interdire les journaux séditionnels, en d'autres mots, il ne peut éviter la destruction qu'en cessant d'être démocratique. Ce pour quoi il est supposé se battre disparaît automatiquement dès que le combat commence.

Voilà, grosso modo, les arguments contre la démocratie « bourgeoise » avancés par les fascistes et les communistes, bien qu'avec quelques différences d'accent. Il faut bien admettre que, sur tous ces points, il y a une grande partie de vérité. Et pourtant, pourquoi ces arguments sont-ils finalement incorrects ? Car quiconque a été élevé dans un pays démocratique sait presque instinctivement qu'ils contiennent quelque chose de faux.

Ce qui est faux dans ce dénigrement classique de la démocratie est qu'il est incapable de donner une explication complète des faits. Les différences réelles dans l'ambiance sociale et politique de chaque pays sont bien plus importantes que ne peut l'expliquer une théorie qui écarterait les lois, les usages, les traditions, etc., comme n'étant que des « superstructures ». Sur le papier, il est très simple de démontrer que la démocratie « n'est que » (ou « n'est pas meilleure que ») le totalitarisme. Il y a des camps de concentration en Allemagne ; mais il y a des camps de concentration en Inde. Les Juifs sont persécutés partout où règne le fascisme ; mais qu'en est-il des lois sur la couleur de la peau en Afrique du Sud ? L'honnêteté intellectuelle est un crime dans tous les pays

totalitaires ; mais même en Angleterre, il n'est pas vraiment rentable de dire et d'écrire la vérité. Ces parallèles peuvent être poursuivis à l'infini. Cependant, l'argument sous-entendu d'un bout à l'autre est qu'une différence de degré n'est pas une différence. Il est tout à fait vrai, par exemple, que les pays démocratiques ne sont pas exempts de persécution politique. Encore faut-il la qualifier. Combien de réfugiés ont quitté la Grande-Bretagne, ou l'ensemble de l'Empire britannique, au cours des sept dernières années ? Et combien l'Allemagne ? Combien de personnes connaissez-vous personnellement qui ont été tabassées avec des matraques en caoutchouc, ou obligées à boire des litres d'huile de ricin ? Trouvez-vous dangereux de vous rendre dans le pub le plus proche et d'y exprimer l'opinion selon laquelle cette guerre est une guerre capitaliste et que nous devrions cesser le combat ? Pouvez-vous indiquer quoi que ce soit dans l'histoire récente britannique ou américaine qui soit comparable à la Purge de juin, aux procès des trotskistes en Russie, au pogrom qui a suivi l'assassinat de Rath[62] ? Un article équivalant à celui que je suis en train d'écrire pourrait-il être imprimé dans un pays totalitaire, rouge, brun ou noir ? Le *Daily Worker* vient d'être interdit, mais seulement après dix ans de vie, alors qu'à Rome, Moscou ou Berlin il n'aurait même pas survécu dix jours. Et, pendant les six derniers mois, la Grande-Bretagne n'a pas seulement été en guerre mais aussi dans une situation bien plus désespérée qu'à aucun moment depuis Trafalgar. En outre – et c'est là l'argument principal –, même après l'interdiction du *Daily Worker*, ses rédacteurs ont pu crier au scandale, publier des déclarations pour se défendre, obtenir que des questions soient posées au Parlement et s'assurer le concours de personnes bien intentionnées de diverses tendances politiques. Non seulement il n'y a pas eu de « liquidation » rapide et finale, comme cela aurait été le cas dans une douzaine d'autres pays, mais personne ne croirait réellement à la possibilité que cela *puisse* se passer ici.

Il n'est pas particulièrement remarquable que les fascistes et les communistes britanniques puissent soutenir des opinions en faveur de Hitler ; ce qui est remarquable est qu'ils osent les exprimer. Ce faisant, ils admettent sans le dire que les libertés démocratiques ne sont *pas* un mensonge complet. Entre 1929 et 1934, tous les communistes orthodoxes adhéraient à la croyance que le « social-fascisme » (c'est-à-dire le socialisme) était le véritable ennemi des travailleurs et que la démocratie capitaliste n'était certainement pas préférable au fascisme. Et pourtant, quand Hitler a pris le pouvoir, des dizaines de milliers de communistes allemands – défendant toujours la même doctrine, qui n'a été abandonnée que plus tard – se sont enfuis en France, en Suisse, en Angleterre, aux États-Unis ou dans tout autre pays démocratique qui voulait bien les laisser entrer. Leurs actions ont démenti leurs paroles ; ils ont « voté avec leurs pieds », selon l'expression de Lénine. Et nous nous trouvons ici devant le meilleur atout que la démocratie capitaliste puisse mettre en avant : le sentiment de sécurité relative auquel ont droit les citoyens des pays démocratiques, la certitude que, lorsqu'on parle de politique avec un ami, la Gestapo n'a pas une oreille collée au trou de la serrure, la conviction qu'« ils » ne peuvent vous punir que si vous avez violé la loi, la conviction que la loi est supérieure à l'État. Peu importe que cette conviction soit en partie une illusion – ce qui est, bien sûr, vrai. Car une illusion largement répandue, capable d'influencer le comportement du public, est en elle-même un fait important. Imaginons qu'un

gouvernement britannique, actuel ou futur, décide de faire suivre l'interdiction du *Daily Worker* par la destruction complète du parti communiste, comme cela a eu lieu en Italie et en Allemagne. Très probablement, il n'y parviendrait pas. Car une persécution politique de ce type ne peut se faire qu'avec l'aide d'une Gestapo répandue dans tout le pays, ce qui n'est pas le cas en Angleterre, et un tel système ne pourrait pas être créé en ce moment. Le climat social ne l'accepterait pas, et le personnel nécessaire ne viendrait pas se présenter. Les pacifistes qui nous promettent que si nous luttons contre le fascisme nous « deviendrons fascistes » nous-mêmes oublient que tous les systèmes politiques doivent être gérés par des êtres humains, et que les êtres humains sont influencés par leur passé. L'Angleterre subira peut-être des transformations dégénératives du fait de la guerre, mais elle ne peut pas, sauf peut-être si elle est conquise, devenir une réplique de l'Allemagne nazie. Elle pourrait suivre la voie d'une sorte de fascisme autrichien, mais pas celle d'un fascisme de type positif, révolutionnaire et pernicieux. Le matériel humain nécessaire n'est pas là. Cela, nous le devons à trois siècles de sécurité, et au fait que nous n'avons pas été battus pendant la dernière guerre.

Mais je ne veux pas laisser entendre que la « liberté » dont parlent les éditoriaux du *Daily Worker* soit la seule chose qui vaille la peine qu'on se batte pour elle. La démocratie capitaliste ne se suffit pas à elle-même et, surtout, elle ne peut être sauvée que si elle se transforme en autre chose. Nos hommes d'État conservateurs, dont l'esprit est mort, espèrent sans doute et croient que l'effet d'une victoire britannique sera simplement un retour au passé : un autre traité de Versailles, puis la reprise de la vie économique « normale », avec des millions de chômeurs, la chasse au cerf dans les landes écossaises, le match entre Eton et Harrow le 11 juillet^[63], etc. Les théoriciens antiguerre de l'extrême gauche craignent ou prétendent craindre la même chose. Mais il s'agit là d'un concept statique incapable, même aujourd'hui, de saisir la puissance de la chose contre laquelle nous nous battons. Que le nazisme soit ou non un déguisement du capitalisme monopolistique, il n'est certainement pas un capitalisme au sens du XIX^e siècle. Il est dirigé par l'épée et pas par le carnet de chèques. C'est une économie centralisée, rationalisée en vue de la guerre, et capable d'utiliser jusqu'au bout et comme elle le désire la main-d'œuvre et la matière première à sa disposition. Un État capitaliste à l'ancienne mode, où toutes les forces tirent dans différentes directions, où il est plus important de faire des bénéfices que d'armer le pays, où des idiots incompetents ont droit à de hautes positions du fait de leur naissance, et où les classes sont toujours en friction les unes contre les autres, ne peut évidemment pas rivaliser avec ce genre de choses. Si le Front populaire avait réussi et si l'Angleterre, il y a deux ou trois ans, avait rejoint la France et l'URSS pour une guerre préventive – ou une menace de guerre – contre l'Allemagne, le capitalisme britannique aurait peut-être trouvé une nouvelle espérance de vie. Mais cela n'est pas arrivé, Hitler a eu le temps de s'armer jusqu'aux dents et est parvenu à diviser ses ennemis. Pendant encore au moins un an, l'Angleterre va devoir se battre seule, contre vents et marées. Nos avantages sont, pour commencer, la puissance navale et, deuxièmement, le fait que nos ressources sont bien plus vastes à long terme – si nous pouvons nous en servir. Mais nous ne pourrions nous en servir que si nous transformons notre système économique et social du tout au tout. La productivité de la main-d'œuvre, le moral à l'intérieur du pays, l'attitude envers nous

des peuples de couleur et des populations européennes conquises, tout cela dépend en fin de compte de notre capacité à démontrer la fausseté de la critique de Goebbels, qui a dit que l'Angleterre n'est qu'une ploutocratie égoïste qui se bat pour conserver le statu quo. Car si nous restons une ploutocratie – et l'image de Goebbels n'est pas *entièrement* fautive – nous serons conquis. Si je devais choisir entre l'Angleterre de Chamberlain et le genre de régime que Hitler voudrait nous imposer, je choisirais l'Angleterre de Chamberlain sans hésiter un instant. Mais cette alternative n'existe pas dans la réalité. Pour le dire crûment, le choix est entre le socialisme et la défaite. Nous devons aller de l'avant, ou périr.

L'été dernier, alors que la situation de l'Angleterre était bien plus évidemment désespérée qu'aujourd'hui, l'ensemble de la population l'avait compris. Si l'humeur des mois d'été a maintenant disparu, c'est en partie parce que la situation est moins catastrophique que ne le croyaient la plupart des gens, mais en partie aussi parce qu'il n'existait pas de parti politique, de journal ou d'individu exceptionnel pour donner une voix et une direction au mécontentement général. Personne n'était capable d'expliquer – de façon à être écouté – exactement pourquoi nous étions dans ce pétrin et comment nous en sortir. L'homme qui a rassemblé la nation était Churchill, un homme doué et courageux, mais un patriote d'un genre traditionnel et limité. En fait, Churchill a dit simplement : « Nous nous battons pour l'Angleterre », et la population s'est rassemblée autour de lui. Quelqu'un aurait-il pu toucher les gens de la sorte en disant : « Nous nous battons pour le socialisme » ? Ils savaient qu'on les avait bernés, savaient que le système social existant était complètement erroné et qu'ils voulaient quelque chose de différent – mais était-ce le socialisme qu'ils voulaient ? Qu'était donc le socialisme, de toute façon ? Encore aujourd'hui, le mot n'a qu'une signification vague pour la très grande masse du peuple anglais ; et il n'a certainement aucun attrait émotionnel. Les hommes ne mourront pas pour lui en aussi grand nombre que pour le roi et le pays. Quelle que soit l'admiration qu'on peut avoir pour Churchill – et personnellement je l'ai toujours admiré en tant qu'homme et en tant qu'écrivain, bien que je n'aime pas du tout sa politique – et malgré la reconnaissance qu'on peut avoir pour ce qu'il a fait l'été dernier, n'est-ce pas un effroyable commentaire sur le mouvement socialiste anglais qu'à cet instant-là, au moment du désastre, le peuple veuille encore être dirigé par un conservateur ?

Ce que l'Angleterre n'a jamais eu, c'est un parti socialiste qui soit sérieux *et* qui tienne compte des réalités contemporaines. Quels que soient les programmes présentés par le parti travailliste, il a été difficile, au cours des dix dernières années, de croire que ses dirigeants pensaient être témoins de changements fondamentaux de leur vivant ou même qu'ils l'espéraient. En conséquence, le peu de sentiment révolutionnaire qui existait à gauche s'est dispersé dans diverses impasses, dont la plus importante était le parti communiste. Dès le début, le communisme a été une cause perdue en Europe occidentale, et les partis communistes des divers pays ont rapidement dégénéré pour n'être que des agences publicitaires du régime russe. Dans cette situation ils ont été obligés non seulement de changer leurs opinions de fond en comble à chaque variation de la politique russe mais également d'insulter tous les instincts et toutes les traditions de ceux qu'ils essayaient de diriger. Après une guerre civile, deux famines et une purge,

leur patrie adoptive s'était installée dans un régime oligarchique, avec une très rigide censure des idées et le culte servile d'un führer. Au lieu de faire remarquer que la Russie était un pays arriéré dont nous pouvions apprendre quelque chose mais que nous ne devons pas essayer d'imiter, les communistes ont été obligés de prétendre que les purges, les « liquidations », etc. étaient des symptômes de santé que toute personne de bon sens aurait dû vouloir voir transférés à l'Angleterre. Naturellement, ceux que pouvait attirer une telle croyance et qui y sont restés fidèles après en avoir compris la nature tendaient à être des personnes névrotiques ou malveillantes, des personnes fascinées par le spectacle d'une cruauté victorieuse. En Angleterre, elles ne sont pas parvenues à rassembler une masse stable de partisans. Mais elles pouvaient être dangereuses et le sont encore, pour la simple raison qu'il n'existe pas d'autre groupe qui se dise révolutionnaire. Ceux qui sont mécontents, qui veulent renverser le système social existant par la force et qui veulent s'intégrer à un parti politique engagé dans cette voie, doivent rejoindre les communistes ; en effet, il n'y a rien d'autre. Ils n'atteindront pas leurs buts, mais ils aideront peut-être Hitler à atteindre les siens. Il est impensable que la soi-disant Convention du peuple^[64], par exemple, puisse jamais prendre le pouvoir en Angleterre, mais elle pourrait répandre suffisamment de défaitisme pour aider énormément Hitler à un moment critique. Et entre la Convention du peuple d'un côté et le type de patriotisme dont le slogan est « Mon pays, qu'il ait tort ou raison », il n'existe pour l'instant aucune politique réaliste.

Lorsque le véritable mouvement socialiste anglais apparaîtra – il devra apparaître si nous ne voulons pas être vaincus, et ses fondements existent déjà si on écoute les conversations dans des millions de pubs et d'abris anti-aériens –, il traversera toutes les divisions existantes entre les partis. Il sera à la fois révolutionnaire et démocratique. Il aura pour but les transformations les plus fondamentales et acceptera d'utiliser la violence si besoin est. Mais il acceptera également que toutes les cultures ne sont pas les mêmes, que les traditions et les sentiments nationaux doivent être respectés si les révolutions doivent réussir, que l'Angleterre n'est pas la Russie – ni la Chine, ni l'Inde. Il comprendra que la démocratie britannique n'est *pas* un mensonge complet, n'est *pas* simplement une « superstructure », qu'au contraire elle est quelque chose d'extrêmement précieux qui doit être préservé, étendu et, surtout, qu'il ne faut pas insulter. C'est pour cette raison que je me suis étendu aussi longuement ci-dessus en répondant aux arguments habituels contre la démocratie « bourgeoise ». La démocratie bourgeoise ne suffit pas, mais elle vaut bien mieux que le fascisme, et travailler contre elle revient à scier la branche sur laquelle nous sommes assis. Les gens ordinaires le savent, même si les intellectuels l'ignorent. Ils s'accrocheront fermement à l'« illusion » de la démocratie et à la conception occidentale de l'honnêteté et de la décence commune. Il est inutile de chercher à les séduire avec le « réalisme » et la politique du pouvoir, en prêchant les doctrines de Machiavel avec le jargon de Lawrence & Wishart^[65]. Le mieux auquel on puisse aboutir de cette façon, c'est à une confusion du type de celle que Hitler désire. Tout mouvement qui veut rassembler la masse du peuple anglais doit avoir comme idée-force les valeurs démocratiques que le marxiste doctrinaire élimine comme n'étant qu'« illusion » et « superstructure ». Soit nous produirons une version du socialisme plus ou moins en accord avec le passé du peuple,

soit nous serons conquis de l'extérieur, avec des résultats imprévisibles mais certainement horribles. Quiconque tente de saper la foi du peuple en la démocratie, de tailler dans le code moral qu'il a puisé dans les siècles de protestantisme et dans la Révolution française, ne s'approchera pas du pouvoir mais permettra à Hitler de s'en approcher – un processus que nous avons si souvent vu se répéter en Europe qu'il n'est plus excusable de se tromper sur sa nature.

27. La liberté périra-t-elle avec le capitalisme ?

The Left News,
avril 1941

Cet article a été écrit en réponse à la lettre d'un certain Douglas Ede, qui réagissait à l'article « Une occasion à saisir », publié en janvier dans la même revue [supra], et demandait : « Avez-vous réellement l'intention de construire une “démocratie socialiste” comme l'affirme George Orwell ? [...] Arriverez-vous à quelque chose de très différent d'un État communiste ? [...] Quelles garanties pouvez-vous nous donner que votre système n'aura pas les inconvénients du totalitarisme plutôt que les avantages de la démocratie ? [...] Si Mr Orwell peut prouver que sa démocratie peut exister sans les maux du capitalisme, j'en serai, pour ma part, très heureux. [...] L'alternative fondamentale n'est-elle pas entre le totalitarisme et la démocratie capitaliste ? Sous les étiquettes de “socialisme” ou de démocratie d'une autre sorte, n'est-ce pas un système aussi mauvais ou pire que la démocratie capitaliste qui va se développer ? [...] Dites-nous en davantage sur cette nouvelle Utopie pour laquelle vous plaidez. »

Cette lettre est une critique du socialisme depuis ce qu'on pourrait appeler le point de vue libéral. Je pense que son contenu peut être résumé par deux questions :

1. Y a-t-il une raison de penser que le socialisme sera réellement préférable à la démocratie capitaliste ?
2. La démocratie, telle que nous la connaissons, peut-elle survivre dans une période collectiviste ou n'est-elle qu'un reflet du capitalisme de *laisser-faire*^[66] ?

De toute évidence, les deux questions se recouvrent, mais la première d'entre elles soulève des questions plus vastes et touche à la doctrine extrêmement importante de la « nécessité historique ». On aura sans doute une idée plus claire de la seconde question en traitant la première séparément.

Les socialistes ne prétendent pas que le passage à une économie collectiviste rendra *immédiatement* la vie des humains plus heureuse, plus facile ni même plus libre. Au contraire, la transition peut très bien rendre la vie presque insupportable pendant une longue période, voire des centaines d'années. Nous devons atteindre un certain objectif – nous savons que nous l'atteindrons, en fin de compte – et la voie qui y mène traversera sans doute quelques terribles endroits. Tous les socialistes, et je dirais même quelle que soit leur tendance, sont persuadés que le destin et donc le véritable bonheur de l'homme se trouve dans une société de communisme pur, c'est-à-dire une société où tous les êtres humains sont plus ou moins égaux, où personne n'a le pouvoir d'opprimer quiconque, où les motifs économiques ont cessé d'agir, où les hommes sont mus par l'amour et la curiosité et non par la cupidité et la peur. Tel est notre destin et il est

impossible d'y échapper ; mais *comment* l'atteindre, et dans *combien de temps* ? Cela dépend de nous. Le socialisme – la propriété centralisée des moyens de production, plus la démocratie politique – est l'étape nécessaire menant au communisme, exactement comme le capitalisme était l'étape nécessaire après le féodalisme. Il n'est pas lui-même l'objectif final, et je pense que nous devrions nous méfier et ne pas croire que, *en tant que système dans lequel vivre*, il sera vraiment préférable au capitalisme démocratique.

Si nous regardons en arrière, nous voyons bien que les innovations sans lesquelles il aurait été impossible de progresser davantage n'ont pas toujours été des progrès en elles-mêmes. Du simple point de vue de la qualité de la vie humaine, je ne crois pas que la société occidentale, depuis qu'elle tient les archives de son histoire, ait fait le moindre progrès, excepté l'adoption du christianisme. Le village médiéval était presque certainement meilleur que la ferme romaine fondée sur l'esclavage. Mais l'étape suivante fut sans doute une régression. Le féodalisme devait s'effondrer et être remplacé par le capitalisme, car seule la concentration du capital pouvait mener aux découvertes techniques qui conduiraient à un nouveau progrès. Cependant, en tant que mode de vie, le capitalisme n'était pas meilleur que le féodalisme, il était bien pire. La société féodale est peut-être injuste, mais elle est humaine ; l'amour et la loyauté peuvent y exister, mais pas l'égalité. Le capitalisme, lui, ne laisse aucune place aux relations humaines ; la seule loi qu'il connaît est l'accumulation incessante des bénéfices. Il y a à peine un siècle, des enfants de six ans étaient achetés et obligés à travailler jusqu'à en mourir dans les mines et les filatures de coton, plus brutalement que nous ferions aujourd'hui travailler un âne. Ce n'était pas plus cruel que l'inquisition espagnole, mais c'était plus inhumain, au sens où les hommes qui faisaient travailler ces enfants jusqu'à la mort ne les considéraient que comme des unités de travail, des *choses*, tandis que l'inquisiteur espagnol les aurait considérés comme des âmes. Selon l'éthique capitaliste, il est tout à fait normal de laisser un homme mourir de faim après quarante ans de service ; au contraire, c'est sans doute du « bon business », une réduction nécessaire des dépenses qui fait partie des obligations envers les actionnaires. Il est vrai que le capitalisme a été apprivoisé et modifié, qu'il a développé quelques vertus qui lui sont propres – j'y reviendrai dans un instant –, mais je crois qu'il faut admettre qu'il est néfaste par nature et qu'il est responsable, en conséquence, de certaines dégradations de la vie humaine. La décadence de notre langue, la vulgarité hideuse de nos vêtements, nos mauvaises manières, la disparition de l'art populaire sont des symptômes de cette dégradation. Et il ne fait aucun doute que les peuples primitifs, qui n'ont pas été touchés par le capitalisme et l'industrialisme, sont plus heureux que les hommes civilisés. Presque tous ceux qui ont voyagé pourraient le confirmer. Chez les peuples primitifs, en tout cas dans les climats chauds, les visages qu'on voit sont pour la plupart heureux ; ce qui n'est vrai dans aucune grande ville occidentale.

Mais il est impossible de rester à jamais au même stade de développement. Personne – même quelqu'un qui posséderait la prévoyance politique nécessaire – ne peut dire : « Nous avons à présent atteint un mode de vie désirable et refusons d'avancer davantage. » Le progrès technique continue toujours, même s'il commence par dégrader la personnalité humaine. La nouvelle civilisation élimine toujours l'ancienne, ne serait-ce que parce qu'elle est militairement plus efficace. Il est inévitable qu'un État planifié et

centralisé finisse par supplanter le capitalisme de *laisser-faire*, parce que ce dernier est aussi impuissant contre lui que les Éthiopiens l'étaient devant les mitrailleuses italiennes. Ceci nous a été démontré de façon indiscutable au cours des deux dernières années. Devant l'économie planifiée de l'Allemagne nazie, la Grande-Bretagne et la France étaient tout simplement incapables de s'armer. La concentration sur un seul objectif, la prépondérance de l'État sur les intérêts privés, la baisse du niveau de vie qui est nécessaire lorsqu'une nation moderne se lance sérieusement dans la guerre, tout cela n'était possible qu'à la suite d'une reconstruction sociale et économique que les dirigeants de ces pays ne voulaient pas considérer. En conséquence, la France s'est effondrée comme un château de cartes et la Grande-Bretagne n'a échappé que grâce à des avantages géographiques, à l'existence d'une marine semi autonome, qui était de la sorte restée suffisamment puissante, et à l'impassibilité du caractère national. Depuis lors, chaque pas en direction de l'efficacité militaire a été un pas qui l'éloignait du capitalisme d'autrefois. Si on tient compte tout autant du côté moral de la guerre que de son côté physique, il semble probable que la Grande-Bretagne ne puisse vaincre qu'en devenant, plus définitivement et indiscutablement que l'Allemagne, un État socialiste. Mais de toute façon il est sûr que, à moins que la guerre ne cesse de façon imprévisible dans les prochains mois, la Grande-Bretagne qui en sortira ne sera plus ce qu'elle était sous Chamberlain. Elle pourra en sortir socialiste, ou nazifiée par la conquête, ou sous une forme locale de fascisme – mais pas capitaliste au sens ancien de ce mot. Les forces qui font pression pour la centralisation du pouvoir et la planification de la production et de la consommation sont écrasantes. C'est dans cette direction que va le monde, la guerre ne fait que clarifier le problème, et ceux qui tentent de freiner le processus finissent le plus souvent par l'accélérer. Des hommes comme Mussolini et Franco, qui se lancent avec l'intention avouée et sans doute honnête de restaurer le passé, de sauvegarder la propriété privée et d'écraser le « marxisme », finissent par détruire les droits mêmes qu'ils désiraient défendre. Les capitalistes les font venir afin d'asservir la classe ouvrière et se retrouvent asservis par le processus. Le mouvement vers le collectivisme est toujours en action, bien qu'il prenne diverses formes, certaines prometteuses, d'autres horribles.

Mais, pourrait-on dire, si le collectivisme triomphe déjà et si le communisme pur finira de toute façon par vaincre, de quoi s'inquiète-t-on ? Pourquoi se battre contre Hitler, ou contre notre équivalent local de Hitler, puisque cela reviendra au même dans cent ans ? Et ceci soulève par implication la seconde des deux questions par lesquelles j'ai tenté de résumer la lettre de Mr Ede.

Malheureusement, nous ne pouvons pas être certains que cela reviendra au même dans cent ans, ou dans mille ans, ou peut-être même dans dix mille ans, et c'est pour cela qu'il faut poursuivre la lutte. J'ai expliqué que nous voyons partout les sociétés compétitives dans lesquelles l'individu a des droits absolus sur ce qu'il possède en propre remplacées par des sociétés planifiées dans lesquelles le pouvoir est centralisé. Jusqu'à récemment, on supposait évidemment que cette nouvelle forme de société, une fois en place, serait « socialiste ». Le socialisme était défini comme « la propriété commune des moyens de production », et peu de gens s'inquiétaient du sens exact du mot « commune ». On pensait que le seul type d'injustice qui comptait était l'injustice

économique, et que l'injustice économique devait disparaître avec la propriété privée. Le nazisme, qui n'a ni aboli la propriété privée ni respecté les droits de l'individu, n'avait pas sa place dans ce schéma, et, jusqu'à récemment encore, la théorie officielle de la gauche était que le nazisme n'était rien d'autre que « le capitalisme ». On ne voulait voir ni sa tendance centralisatrice ni l'assujettissement évident des capitalistes par les dirigeants du Parti, et le système nazi, prétendait-on, n'était que la dictature plus ou moins voilée de quelques hommes d'affaires. Hitler n'était vu que comme l'« instrument » des dirigeants de l'industrie lourde allemande, le « pion » de Thyssen (nous avons récemment compris lequel des deux est le pion), tandis que la partie idéologique du mouvement était rejetée comme sans importance. Puisque le nazisme ne correspondait pas à l'idée qu'avait l'Europe du socialisme, il ne pouvait être que capitaliste. Ce raisonnement des théoriciens officiels de la gauche ne leur a jamais permis d'expliquer pourquoi Hitler a réussi à prendre le pouvoir, pourquoi des millions d'hommes ont accepté de mourir pour lui, ni comment il a remporté ses victoires ; ils ont été obligés de sous-évaluer énormément la *force* du nazisme. Sinon, il leur aurait fallu admettre que le nazisme avait réellement réussi à éviter les contradictions du capitalisme, et qu'il s'agissait bien d'une forme de socialisme, une forme non démocratique. Et cela aurait signifié admettre que « la propriété commune des moyens de production » n'est pas un objectif suffisant et qu'on n'apporte aucune amélioration à la société en se contentant de transformer sa structure. Face à la démocratie capitaliste, le nazisme ne peut que l'emporter, car il est plus moderne et donc militairement plus efficace ; mais en tant que mode de vie, il est infiniment pire. C'est un pas en avant, mais un pas vers le mal.

On peut définir le nazisme comme un collectivisme oligarchique. Il peut éviter tout le chaos et toutes les frictions du capitalisme, les crises et les dépressions, le chômage et la stagnation, et il peut sans doute continuer à exister pendant une très longue période ; cependant, moins encore que le capitalisme, il n'est capable d'apporter aux hommes le bonheur ou l'égalité. Il a tendance à mettre en place un système de castes fondé sur la « supériorité raciale » avec sans doute une caste adoptive plutôt qu'héréditaire au sommet. C'est une forme nouvelle de tyrannie où ce qui compte est le pouvoir et non l'argent. Il semble plus ou moins certain que ce qui se passe en Russie soviétique n'est pas bien différent ; les similitudes entre les deux régimes sont de plus en plus grandes et de plus en plus évidentes depuis six ans. Un nouveau type humain, l'homme d'argent, était apparu à la fin de l'époque féodale et, de la même façon, un autre type humain apparaît à la fin de l'époque capitaliste, l'homme de pouvoir, le gauleiter allemand ou le commissaire bolchevique. Ces hommes peuvent très bien être individuellement corrompus, mais, en tant que type, ils ne sont ni mercenaires ni hédonistes. Ils ne cherchent ni le confort ni le luxe, ils veulent seulement le plaisir de tyranniser d'autres gens. Et puisque le pouvoir n'a pas été discrédité comme l'a été l'argent, ils peuvent continuer à agir avec une autosatisfaction et une ignorance de leurs propres motifs qui serait impossible chez ceux qui ne veulent qu'amasser de l'argent. Mais du point de vue des opprimés, la domination du pouvoir est pire que la domination de l'argent, car l'argent se laisse plus facilement diviser.

Mais n'y a-t-il d'autre choix qu'entre la dictature et la ploutocratie ? La réponse est

que la révolution mondiale ne fait que commencer. Seuls deux grands pays ont connu ce qu'on peut appeler une révolution, et dans ces deux pays le despotisme militaire était la forme normale de la société. Si nous acceptons que la transition vers une économie centralisée doit se faire, qu'elle est en train de se faire partout, on peut supposer sans craindre de se tromper qu'elle prendra des formes différentes selon les pays. Il n'y a aucune raison de penser que l'Ouest imitera l'Est. Quand les gens parlent de l'Ouest, ou de la civilisation occidentale, ils pensent au cercle des États qui entourent l'Atlantique Nord : la Scandinavie, les Pays-Bas, la France, la Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord. Ces États ont suffisamment de points communs pour qu'on les considère comme une seule culture. Tous ont été influencés par les idées de la Révolution française, tous ont créé des démocraties parlementaires qui étaient inefficaces mais qui permettaient de contrôler les aventuriers politiques, tous avaient un niveau de vie suffisamment élevé pour que s'y développent des mouvements ouvriers indépendants. Les deux plus grands d'entre eux ont pu éviter l'invasion et un gouvernement militaire grâce à leur position maritime. Plus important encore, la croyance en la *valeur* de la démocratie bourgeoise est très répandue dans tous ces pays, plus parmi les gens ordinaires que parmi leurs dirigeants. La liberté est peut-être une illusion, mais on ne pourrait pas, en Angleterre, inciter un grand nombre de jeunes gens à défiler en clamant « Nous crachons sur la liberté », et c'est là un fait symptomatiquement important. Les ennemis de la civilisation occidentale ont tendance à vouloir montrer que la paix relative et la vie décente dans les démocraties ne sont que le reflet d'un revenu national élevé, lequel est largement fondé, depuis un siècle, sur le travail des gens de couleur. C'est vrai, mais c'est un peu comme si on disait : « Si ce champ est plus fertile, c'est simplement parce qu'il a été fumé l'année dernière. » Nos scrupules n'en sont pas moins réels d'avoir été achetés avec le sang des coolies indiens. La haine de la violence civile et le respect de la liberté de parole sont des éléments constitutifs de la vie occidentale, et il est peu probable qu'ils disparaissent d'un seul coup, même si notre niveau de vie s'abaisse jusqu'à celui de l'Europe de l'Est. Les croyances humaines ne sont pas si crûment dépendantes des circonstances matérielles qu'elles puissent changer d'un jour à l'autre, ou même d'une année à l'autre. Un professeur de science naufragé sur une île déserte sera peut-être réduit à la condition d'un sauvage, mais il ne deviendra pas un sauvage. Il ne se mettra pas à croire, par exemple, que le Soleil tourne autour de la Terre. Lorsque notre révolution sera accomplie, notre structure sociale et économique sera totalement différente, mais nous conserverons un bon nombre des façons de penser et de nous comporter que nous avons acquises à une époque antérieure. Les nations n'effacent pas si facilement leur passé. Il n'est pas question de sauvegarder la démocratie capitaliste, elle est en train de disparaître, mais cela ne veut pas dire que nous nous réveillerons un beau matin dans un monde de slogans et de matraques en caoutchouc. Je pense que la réponse à la question de Mr Ede doit être que si nous menons à bien la révolution elle sera relativement peu sanglante, et que beaucoup de traits de la démocratie capitaliste, dont il craint à juste titre la disparition, parviendront à survivre.

Tout dépend du « si ». Notre destin doit rester entre nos mains, ce qui signifie faire « la guerre sur deux fronts ». J'ai écrit plus haut que nous sortirons de cette guerre soit socialistes, soit nazifiés par la conquête, soit victorieux avec une sorte de fascisme qui

nous serait spécifique. Et il est fort peu probable que la troisième possibilité puisse exister en pratique. On peut être étonné de voir que, dans cette guerre, la classe dirigeante britannique ne soit pas parvenue à développer un point de vue réellement fasciste. Bien qu'elle en ait apparemment la volonté, la classe dirigeante britannique ne possède ni l'intelligence, ni l'entendement politique, ni simplement la méchanceté pour le faire. Bien sûr, l'Angleterre est toujours engoncée dans un système de classes rigide, et le contraste choquant entre la fortune et la pauvreté est visible partout au milieu des bombes ; mais il s'agit d'une ploutocratie, qui n'a pas grand-chose à voir avec le fascisme. Bien sûr, les droits des travailleurs ont été réduits, nous vivons avec une presse censurée, des persécutions politiques mesquines et une diminution générale des libertés. Mais c'est la guerre. Il ne faut pas chercher à comparer le comportement du gouvernement britannique à quelque idéal impossible mais à celui de *n'importe* quel gouvernement en guerre, quelle que soit sa couleur. Le gouvernement républicain espagnol, par exemple, dès le tout début de la guerre civile, a outragé tous les principes démocratiques bien plus crûment que ne l'a fait notre propre gouvernement ou, dirais-je plutôt, que *n'importe* quel gouvernement conservateur britannique n'oserait le faire. La chasse maladroite et inefficace faite à la Convention du peuple^[67] n'est pas un acte fasciste ; c'est un acte de ploutocrates imbéciles qui auraient assez envie d'introduire des méthodes totalitaires mais qui ne savent pas comment le faire. Naturellement, nous devons rester sur nos gardes face à ces gens-là et nous devons les virer dès que nous en aurons l'occasion, moins parce qu'ils finiront par consolider leur propre pouvoir que parce qu'ils nous feront perdre la guerre s'ils continuent à gouverner.

J'ignore quand viendra l'occasion d'un changement de pouvoir. Ce n'est pas le cas en ce moment ; je crois que c'était possible après Dunkerque. Et au moment où j'écris, j'ignore ce que nous pouvons faire, politiquement, sinon diffuser aussi largement que possible les trois idées suivantes :

1. le progrès de l'humanité peut être bloqué pendant des siècles si nous ne parvenons pas à éliminer Hitler, ce qui signifie que la Grande-Bretagne doit gagner la guerre ;
2. la guerre ne peut pas être gagnée à moins de faire quelques pas en direction du socialisme ;
3. aucune révolution n'a de chance de réussir en Angleterre si elle ne tient pas compte du passé de l'Angleterre.

Mais ce que sera, selon l'expression de Mr Ede, notre « nouvelle Utopie », dans sa première étape, nous l'ignorons. Nous ignorons comment nous pourrions l'atteindre, si cela se fera facilement grâce à une action volontaire du peuple ou lentement et douloureusement par la dictature et la guerre civile. J'ai simplement énuméré les raisons qui me font penser que la révolution, en Angleterre, sera moins décevante et sanglante qu'ailleurs. Il n'y a aucune certitude que la première étape du socialisme sera « meilleure », d'un point de vue hédoniste, que le capitalisme démocratique. Mais nous ne pouvons pas tenir compte de cela parce que nous ne pouvons nous fonder que sur les possibilités existantes. La seule certitude sur cette guerre est que nous ne la terminerons pas comme nous l'avons commencée. Dire que, comme la démocratie capitaliste a certains bons côtés, il vaudrait mieux la conserver en entier, c'est un peu comme si un

bébé disait que, comme rester couché dans un berceau est fort agréable, il vaudrait mieux rester un bébé toute sa vie. Rien de semblable ne peut arriver, et souhaiter l'impossible, même quand l'impossible est bon, est une chose fondamentalement réactionnaire.

28. Culture & démocratie

Ce texte est celui d'une conférence prononcée le 22 novembre 1941 devant la Fabian Society. Elle était la cinquième d'un cycle de six conférences intitulé « Victory or vested interest ? [La victoire ou les droits acquis ?] ». Elles furent publiées sous ce titre en 1942 par l'éditeur Routledge. Plus tard, Orwell se plaignit que son texte, « transcrit à partir de notes manuscrites, [... ait été] substantiellement modifié et déformé tout du long à [s] on insu et sans [s] on accord après la correction des épreuves » [CW-13,67], En 1949, il demanda qu'il ne fut pas réimprimé, ce qui invite à le lire avec une certaine réserve.

Le mot démocratie est le plus souvent utilisé dans deux acceptions qui sont assez différentes et qui ne sont même pas complémentaires mais qui, pense-t-on, vont ensemble. D'abord le sens premier du mot : une forme de société où le pouvoir est entre les mains des gens ordinaires. L'autre est beaucoup plus vague bien que beaucoup plus proche de ce que nous voulons dire quand nous parlons de démocratie dans un contexte comme celui-ci. Elle signifie un type de société dans lequel existe un respect important de l'individu, suffisamment de liberté de pensée, de parole et d'organisation politique, ainsi que ce qu'on pourrait appeler de la décence dans la conduite du gouvernement. Voilà ce que nous voulons dire quand nous parlons de démocratie face au totalitarisme.

Or, dans un essai du genre de celui-ci, je n'ai pas besoin de dénigrer la première définition. Je n'ai pas besoin d'indiquer qu'en Angleterre, comme dans toutes les démocraties européennes, le pouvoir n'est pas en fait entre les mains des gens ordinaires. D'autre part, et tout particulièrement dans les milieux de gauche, je pense qu'il est *vraiment* nécessaire de déclarer que la démocratie dans l'autre sens – liberté de parole, respect pour l'individu et tout le reste – a réellement une réalité et une importance dont on ne peut se débarrasser simplement en jonglant avec les mots.

Rien n'est plus facile, particulièrement si un écran de cuirassés vous protège du danger, que de démontrer, en parole ou sur le papier, qu'il n'existe pas vraiment de différence entre le totalitarisme et la démocratie « bourgeoise ». Je n'ai aucun doute que chacun de mes lecteurs a dû dire cela. Je l'ai dit fréquemment. C'est une des choses les plus faciles au monde que de montrer que toutes les contraintes auxquelles l'individu est grossièrement et ouvertement soumis dans un État totalitaire s'exercent aussi de manière un peu plus subtile dans une société soi-disant démocratique du fait de la pression de l'argent. Après tout, si les Allemands sont cruels avec les Polonais, notre propre comportement en Inde n'est pas tellement meilleur. Il y a des camps de concentration en Allemagne, mais n'avons-nous pas nous-mêmes parqué un grand nombre d'innocents derrière des barbelés l'année dernière ? Les SS et la Gestapo sont des choses horribles, mais si vous viviez dans les taudis de Liverpool il est peu probable que vous penseriez que les policiers sont des anges. La liberté de pensée n'est pas techniquement restreinte en Angleterre mais, dans la pratique, toute la presse qui

compte est entre les mains d'une petite clique de millionnaires qui peuvent nous empêcher de dire ce que nous pensons. Tout le monde connaît ce raisonnement. Il est impossible d'aller à une réunion de gauche, quelle qu'elle soit, sans l'entendre dire.

Mais je pense qu'il est nécessaire de reconnaître que ce n'est pas seulement une absurdité, mais aussi une absurdité d'un type qui ne peut être énoncé que par des gens qui ont un écran d'argent et de cuirassés entre eux-mêmes et la réalité. Car, une fois qu'on a montré l'absence essentielle de liberté dans une société démocratique et fait le parallèle avec une société totalitaire, il reste quand même une différence importante : dans un pays comme le nôtre, nous n'avons pas peur de nous lever pour dire ce que nous pensons. Il est fort probable qu'il existe une police secrète en Angleterre, mais il se trouve que nous n'en avons pas peur. Il se peut fort bien que des détectives soient venus écouter les discours que j'ai prononcés, mais j'ai pu aisément ignorer leur présence. Or toutes les démonstrations prouvant que le totalitarisme et la démocratie sont la même chose – il n'y a pas de différence entre la démocratie et le fascisme, selon les mots de Staline – reviennent à dire qu'une différence de degré n'est pas une différence. C'est là un faux raisonnement aussi vieux que l'histoire. Il existe même un mot grec pour le dire, que j'ai oublié. Il est sans doute de peu d'importance que je puisse écrire ce que je veux pour un public restreint dont l'influence ne s'étendra qu'à une centaine de personnes supplémentaires, mais il est important, en tout cas symptomatiquement important, que, après deux années de guerre au cours desquelles nous nous sommes trouvés dans un très sérieux pétrin, je n'ai pas *plus* peur de le faire qu'il y a deux ans. Même s'il était possible de démontrer qu'il est vrai qu'il n'y a pas de différence réelle entre la démocratie et le totalitarisme, il n'est en tout cas jamais vrai que les gens *pensent* que c'est la même chose.

Je pense que ceci démontre que non seulement il existe une vraie différence entre des formes anciennes de société telle que la nôtre, qui ont eu le temps de développer une certaine décence dans leur politique, et les nouveaux États totalitaires, mais que notre type de société est incapable d'aller dans certaines directions à moins d'y être contraint de l'extérieur. Il existe des valeurs que notre société ne peut apparemment pas laisser tomber, même quand elle est confrontée à de terribles dangers. Remarquez cependant que je dis seulement que notre forme de démocratie ne peut pas prendre certaines directions de son propre chef, et non qu'elle ne peut pas du tout changer de direction. Il est évident qu'elle *doit* se transformer ou périr. S'il existe une certitude dans le monde, c'est que la démocratie capitaliste telle que nous la connaissons ne peut pas survivre.

Imaginez un instant que nous ne soyons pas en guerre, revenus aux bons vieux jours sans vie de Chamberlain ; dans ces conditions, si je devais établir que la démocratie capitaliste ne peut pas survivre, je crois que je le ferais en montrant que les nations que nous appelons aujourd'hui démocratiques sont incapables de se reproduire. La plus grande partie des naissances dans le monde sont le fait des pays non démocratiques. Dès que le niveau de vie s'élève au-delà d'un certain point et que les gens ont plus ou moins le pouvoir de faire ce qu'ils veulent, le taux des naissances descend toujours en deçà du taux de remplacement. Et cela n'est pas dû à l'insécurité économique, qui est l'explication à la mode. Il est absurde de dire qu'il existe moins de sécurité économique en Grande-Bretagne et aux États-Unis que dans les grands centres de reproduction que

sont la Chine et l'Inde. Au contraire, cela provient de quelque chose qui va de pair avec la démocratie capitaliste, à savoir, le principe d'hédonisme. Notre taux de naissance est bas parce qu'on apprend aux gens à avoir une mentalité de consommateurs. Le trait principal de la vie dans une société capitaliste au cours des vingt dernières années a été d'essayer sans cesse de vendre des biens pour l'achat desquels il n'y a jamais assez d'argent ; et pour cela il a fallu apprendre aux gens ordinaires que des biens tels que les voitures, les réfrigérateurs, les films, les cigarettes, les manteaux de fourrure et les bas de soie étaient plus importants que les enfants.

Toutefois, il existe un argument plus immédiat contre la survie de la démocratie capitaliste qui repose sur le fait que nous sommes en guerre. Une fois de plus, je ne voudrais pas insulter les milieux de gauche en signalant la faiblesse d'une nation capitaliste en guerre. Si je m'adressais aux lecteurs du *Daily Telegraph*, je signalerais que produire des bénéfices est et doit être le but principal d'une société capitaliste, et je signalerais, par exemple, que la semaine précédant la déclaration de guerre on se bousculait avec empressement en Angleterre pour vendre du plomb, du nickel, du cuivre, du caoutchouc, de la gomme-laque, etc., à l'Allemagne en sachant parfaitement que ces produits allaient nous revenir sous forme de bombes quelques mois plus tard. Mais comme j'écris pour un lectorat principalement de gauche, je n'ai pas vraiment besoin de souligner les faiblesses intrinsèques de la démocratie capitaliste qui l'obligeront à se transformer ou à périr. Je préfère insister sur certaines faiblesses que nous inflige le principe d'hédonisme ainsi que sur le fait que, dans une démocratie, on demande aux gens de voter à propos de questions dont, en pratique, ils ne savent rien.

Le pire, dans les sociétés démocratiques des vingt dernières années, a été la difficulté à parler et à réfléchir avec franchise. Prenons un fait important, je pourrais même dire le fait fondamental concernant notre structure sociale. À savoir qu'elle est fondée sur une main-d'œuvre de couleur bon marché. Tel que le monde est constitué aujourd'hui, nous nous tenons tous sur le dos de coolies asiatiques à moitié morts de faim. Le niveau de vie de la classe ouvrière britannique a été et est artificiellement élevé parce qu'il se fonde sur une économie parasite. La classe ouvrière est tout aussi impliquée dans l'exploitation de la main-d'œuvre de couleur que n'importe qui d'autre mais, pour autant que je le sache, nulle part dans la presse britannique des vingt dernières années – en tout cas dans la presse qui pourrait être lue par le grand public – ce fait n'a été admis de façon claire et personne n'en a parlé ouvertement.

Pendant les vingt dernières années, deux politiques nous étaient ouvertes en tant que nation vivant de la main-d'œuvre de couleur. La première était de dire : nous sommes la race des maîtres – et, rappelez-vous, c'est ainsi que Hitler parle à son peuple, parce c'est un dirigeant totalitaire et qu'il peut parler franchement de certains sujets : nous sommes la race des maîtres, nous vivons de l'exploitation des races inférieures, mettons-nous y tous ensemble et tirons-en le maximum. C'était une politique possible ; je dirais que c'était ce que le *Times* aurait dû expliquer s'il en avait eu le courage. L'autre politique possible aurait été de dire plus ou moins la chose suivante : nous ne pouvons pas continuer éternellement à exploiter le monde, nous devons rendre justice aux Indiens, aux Chinois et à tous les autres, et, comme notre niveau de vie est artificiellement élevé et que le processus d'ajustement sera nécessairement douloureux et difficile, nous

devrions nous préparer à abaisser ce niveau de vie pour le moment. En outre, comme des influences puissantes se mettront à l'œuvre pour empêcher l'opprimé d'obtenir ses droits, nous devrions nous préparer à la guerre civile internationale qui suivra au lieu de simplement manifester pour obtenir des salaires plus élevés et des horaires plus courts. Voilà, par exemple, ce que le *Daily Herald* aurait expliqué s'il en avait eu le courage. Une fois de plus, ce genre de choses n'est exprimé ouvertement nulle part. On ne pourrait évidemment pas dire cela dans des journaux qui vivent de leur tirage et de publicités pour des biens de consommation.

Un des résultats de cette incapacité à parler avec franchise a été une incapacité totale à nous préparer à la guerre actuelle. Je ne parle pas de la part jouée par la droite. Elle est évidente. Mais la part jouée par la gauche, du fait de la contradiction inhérente à un parti politique qui n'existe que pour défendre les salaires mais qui aimerait s'imaginer comme un parti ayant des visées internationalistes, nous a été tout aussi préjudiciable. En réalité, la politique de la gauche anglaise a toujours été le désarmement et la guerre. Elle a toujours défendu une politique étrangère vigoureuse sans vouloir ou sans pouvoir expliquer aux gens ordinaires que de lourds sacrifices sont nécessaires pour payer les armements sans lesquels une politique étrangère vigoureuse est impossible.

Pour étayer ma démonstration, je n'ai choisi que l'un des faits fondamentaux de notre situation sur lequel il a été impossible, dans le type de société qui est le nôtre, de dire la vérité. Aucun homme politique qui aurait dit la vérité sur l'Empire britannique pendant les vingt dernières années n'aurait eu de partisans. Et je crois que nous pouvons ainsi mieux comprendre la faiblesse inhérente à toute société démocratique défiée par d'autres sociétés non démocratiques, dirigées par des hommes malfaisants et lucides qui savent exactement ce qu'ils veulent, qui n'ont pas besoin de s'inquiéter d'organisations telles que les syndicats ou de journaux dépendants de la publicité pour des biens de consommation et qui n'ont aucune difficulté à obliger des populations entières à travailler comme des esclaves et à se reproduire comme des lapins.

En outre, un autre facteur, moins visible mais à long terme tout aussi important, est le caractère spécifique de l'intelligentsia qui se développe dans une démocratie capitaliste riche. Notre intelligentsia, je veux dire l'intelligentsia de gauche – et remarquez bien que, pendant ces dix dernières années, il n'y a pas eu en Angleterre d'intelligentsia qui ne soit pas plus ou moins « de gauche » –, est en grande partie le produit du capital investi. Elle doit ses spécificités en partie à ce fait et en partie à l'exceptionnelle sécurité de notre vie en Angleterre. On est toujours frappé, quand on examine l'intelligentsia britannique, par son point de vue extrêmement négatif, son manque de croyances fermes ou d'objectifs positifs et sa capacité à entretenir des illusions comme elle ne pourrait pas le faire si elle vivait dans un pays moins protégé. Dans un essai de cette dimension, je ne peux pas donner une liste exhaustive des illusions de l'intelligentsia britannique. Je vais prendre comme exemple une seule idée, évidemment fallacieuse et évidemment imbécile, qui est presque spécifique à la civilisation anglo-saxonne, à savoir le pacifisme.

Le pacifisme, tel qu'il est présenté, par exemple, par la *Peace Pledge Union*, est d'une telle absurdité que quiconque a jamais dû prendre contact avec la réalité ne pourrait

même pas en considérer la possibilité. Quiconque possède la moindre notion de la façon dont les choses se passent sait qu'un gouvernement qui ne fait pas usage de la force peut toujours être renversé par n'importe quel ensemble de personnes, même par n'importe quel individu, qui aurait moins de scrupules. La société telle que nous la connaissons *doit* en dernier recours se fonder sur la force. Un enfant de six ans devrait pouvoir s'en rendre compte. Mais en Angleterre nous vivons depuis des décennies dans cette situation merveilleusement protégée, où il est possible de vivre toute une vie sans, par exemple, jamais voir un cadavre, sans jamais recevoir de coups, sans jamais devoir passer la nuit dehors ou avoir faim – sans, en conséquence, avoir jamais besoin d'examiner les racines sur lesquelles notre existence est fondée. Dans ce genre d'ambiance, d'extraordinaires folies deviennent possibles et peuvent contaminer toutes sortes de gens.

On peut en discerner les résultats dans l'attitude de l'intelligentsia britannique face à la guerre actuelle, attitude qui date, à mon avis, de 1935 ou 1936, en tout cas certainement pas après 1936. Entre 1935 et 1939, l'ensemble de l'intelligentsia de gauche, presque comme un troupeau de moutons, était en faveur de la guerre. Elle voulait que nous prenions une position de fermeté face à l'Allemagne bien que, dans l'ensemble, elle se soit également opposée à armer notre pays. Dès que la guerre a éclaté, l'intelligentsia de gauche s'est opposée à la guerre. La raison n'en était pas le pacte germano-soviétique et le sentiment qu'il fallait à tout prix justifier la politique russe. Cela a affecté beaucoup de gens qui n'avaient pas de sentiments particulièrement pro-russes tandis que d'autres qui, à ma connaissance, avaient des sentiments pro-russes n'ont pas changé leur point de vue contre la guerre le 22 juin. Je suggère que cela était dû tout simplement à l'attitude peu réaliste qu'il a été possible de développer ces vingt dernières années et à la légère tendance au mécontentement que toute personne qui réfléchit subit dans notre type de société.

Le meilleur lieu où analyser la gauche anglaise est un hebdomadaire, le *New Statesman*, où s'entrecroisent les divers courants intellectuels de la gauche. En tant que magazine, le *New Statesman* me semble n'avoir qu'une valeur symptomatique. J'en suis un lecteur régulier depuis de nombreuses années et je n'y ai jamais trouvé de politique cohérente ou de suggestion constructive – rien, en fait, sinon une morosité générale et un mécontentement automatique envers tout ce qui se fait sur le moment. Il n'exprime rien sinon le fait que les intellectuels anglais de gauche de toutes tendances n'aiment pas la société dans laquelle ils vivent mais sans vouloir en même temps faire l'effort ou prendre la responsabilité de la transformer.

Remarquez que je n'ai jusqu'à présent rien dit qui n'aurait pas pu être imprimé dans un de ces petits éditoriaux mineurs et prétentieux du *Times*. Ça ressemble à une de ces attaques traditionnelles contre les « intellos » dont A. P. Herbert^[68] et d'autres sont si friands. Mais il est très important de se rendre compte qu'il existe un autre côté de cette question.

Comment se fait-il qu'une société capitaliste riche semble produire naturellement une intelligentsia mécontente semblable à une verrue sur un visage ? La raison en est que, dans une société comme la nôtre, l'intelligentsia n'a pas de fonction. Au cours des vingt

dernières années, particulièrement en Grande-Bretagne et aux États-Unis, et presque autant en France, il n'y a pas vraiment eu de travail, de place dans la structure de la société, pour l'homme qui réfléchit en tant que tel. S'il a un métier qui le fait vivre, c'est uniquement parce qu'il y a beaucoup de capital investi chez nous, et donc beaucoup d'intérêts, lesquels remplissent les poches de rentiers décadents de la troisième génération qui les dépensent en finançant des galeries de peintures et des revues littéraires, qui, à leur tour, fournissent un salaire à des artistes, vrais ou faux. L'homme qui réfléchit, en tant que tel, n'a pas eu l'occasion de se rendre ou de se sentir *utile*.

Cette situation perdure, même lorsque la nation est en guerre, et même aux moments les plus désespérés de la guerre. Je me rappelle qu'au tout début de la guerre je bavardais avec le rédacteur d'un hebdomadaire de gauche qui m'a dit : « Tu sais, sir Stafford Cripps a écrit au gouvernement le premier jour de la guerre afin d'offrir ses services, quelle que soit la tâche. » Je lui ai dit : « Moi aussi. » Mon ami, appelons le X., a dit : « Moi aussi, mais la différence est que Cripps est suffisamment distingué pour avoir eu droit à une réponse » – la réponse étant négative, bien sûr. Vous avez là l'image de la situation humiliante de l'intelligentsia dans notre type de société. Si le gouvernement trouve en eux la moindre utilité, ce n'est pas pour les talents qu'ils possèdent effectivement mais parce que, au mieux, il peut en faire des soldats peu efficaces ou des employés de bureau peu fiables.

Et si c'est le cas en temps de guerre, ça l'est d'autant plus en temps de paix. Regardez une carte du monde et vous verrez que presque un quart est coloré en rouge. C'est l'Empire britannique – et rappelez-vous que, malgré tout, il vaut mieux dans l'ensemble se trouver dans l'Empire britannique qu'au-dehors. Eh bien, tout ce vaste empire est administré par des gens qui ne peuvent pas être appelés, au sens étroit, des intellectuels, ces gens n'ont absolument aucun contact avec l'intelligentsia. Au cours des vingt dernières années, jamais l'intelligentsia n'aurait pu prendre part à ce processus administratif parce que l'Empire et tous ses rouages étaient si vieillots, si manifestement injustes qu'elle se serait nécessairement révoltée contre lui. Elle vivait dans une société qui la privait automatiquement d'une fonction et où la meilleure façon de prospérer était d'être stupide. Voilà l'explication de son inévitable mécontentement. Dans toutes les autres voies, elle avait des ouvertures comme le monde n'en avait encore jamais connues. Elle avait la facilité, l'argent, la sécurité, la liberté de pensée et une liberté morale encore plus grande. La vie à Bloomsbury pendant les vingt dernières années a été ce dont les rebelles moraux de toutes les époques ont toujours rêvé. Et pourtant, dans l'ensemble, les personnes ainsi favorisées n'étaient pas heureuses, n'aimaient pas vraiment les choses qu'elles demandaient ostensiblement. Elles auraient préféré avoir une véritable fonction dans une société qui leur aurait donné moins mais les aurait prises plus au sérieux.

J'ai exposé rapidement, en tant qu'exemples, une ou deux faiblesses inhérentes à la démocratie capitaliste. Une caricature de la démocratie capitaliste donnerait l'image suivante : au sommet une classe fortunée qui vit en grande partie de dividendes ; puis, vivant à ses crochets, une immense armée dans diverses professions, domestiques, commerçants, psychanalystes, décorateurs d'intérieur et je ne sais quoi d'autre ; vivant également à ses crochets, on trouve une intelligentsia parasite, qui prétend insulter ceux

qui lui versent un salaire – leur fonction est en fait proche de celle de puces sur un chien, lequel prend un certain plaisir à leur donner des coups de dents ; et tout en bas, une classe ouvrière dont le niveau de vie est artificiellement élevé et qui est en grève permanente pour obtenir les moyens d'acheter des réfrigérateurs, des cuisinières électriques, du rouge à lèvres et des postes de radio. Cette image est faussée, mais n'oubliez pas qu'elle n'est faussée qu'au sens où une caricature est faussée. C'est ainsi qu'un pays fortuné tel que l'Angleterre apparaît du dehors. C'est ainsi que les propagandistes italiens, par exemple, nous décrivent à la radio et, bien qu'évidemment ils mentent et exagèrent, ils croient vraiment une partie de ce qu'ils disent.

Je prétends qu'une société ayant ces faiblesses, tout particulièrement lorsqu'elle est dans une situation désespérée, doit se transformer ou périr. Tout ce que j'ai dit de la Grande-Bretagne est *a fortiori* vrai des États-Unis. Jamais je ne feuillette un magazine américain ni ne vois un film américain sans me dire que, si tout cela est représentatif de la vie américaine, une société de ce type ne pourra pas supporter le choc d'une guerre sans être obligée à des transformations fondamentales. Si notre société veut survivre, elle doit le faire de façon disciplinée, à la dure, en transpirant pour perdre sa graisse et en abolissant la structure du profit.

Mais, en disant cela, n'ai-je pas dévoilé mes cartes pour dire que, si nous voulons réussir à vaincre nos ennemis, nous devons devenir exactement comme eux ? Les pacifistes ont un slogan, qu'il est facile de répéter et pour lequel point n'est besoin de réfléchir : « Quand on se bat contre le fascisme, on devient soi-même fasciste. » C'est là une forme mécaniste de pensée. Quand un pacifiste me dit : « Si vous vous battez contre le fascisme, vous vous transformerez en fasciste », je réponds toujours : « Si vous vous battez contre les nègres, vous devenez noir. » Le fait qu'il leur faut en général plusieurs minutes avant de voir l'erreur donne une idée de leur puissance d'esprit. En réalité, dire qu'en se battant contre l'Allemagne nazie on doit nécessairement devenir pareil à l'Allemagne nazie signifie qu'on n'a aucun sens de l'histoire. La raison pour laquelle l'Allemagne a suivi une certaine ligne de développement est contenue dans son histoire, et la raison pour laquelle l'Angleterre suit une ligne différente est contenue dans la sienne. Il est important de se rendre compte que nous suivons réellement une ligne différente. Certaines choses qui auraient dû arriver si la formule mécaniste que je viens de mentionner était correcte ne sont pas arrivées et ne semblent pas devoir arriver.

Je reviens au fait que je n'ai pas peur de prendre ma plume et d'écrire comme je le fais – que je n'ai pas peur, si je le désire, de dire qu'il s'agit d'une guerre impérialiste, que Churchill est l'instrument de la classe capitaliste et que nous devrions cesser de nous battre demain. Comme je l'ai dit plus haut, et on ne le répétera jamais assez, ce qui est important n'est pas que je puisse le dire, mais que je n'aie pas *plus* peur de le dire après deux années d'une guerre désespérée dans laquelle il n'est certainement pas à l'avantage du gouvernement de laisser courir des gens qui déclarent ce genre de choses. Ce que cela signifie est l'impuissance de notre société, peut-être sa réelle incapacité à évoluer dans une certaine direction. Aucun signe n'existe pour l'instant qui indiquerait une véritable évolution vers le fascisme en Grande-Bretagne. Certains éléments qui pourraient mener au fascisme existent évidemment. Le pouvoir se centralise inévitablement et il est tout aussi inévitable qu'il y ait une conscription de la main-d'œuvre ; mais l'incapacité, dans

une certaine mesure, à limiter la liberté de parole montre bien qu'il n'y a pas de véritable montée de la mentalité fasciste.

L'intellectuel de gauche moyen vous dira à sa manière mécaniste que Churchill est un fasciste. En cela il utilise les mots exactement comme Goebbels quand il dit que Tchang Kaï-Chek est juif[69]. En vérité, la classe dirigeante britannique est bien trop vieillotte pour évoluer dans une direction résolument fasciste. Je voudrais prendre comme exemple un fait mineur mais symptomatiquement important – l'interdiction, dans tous les pays totalitaires, d'écouter des programmes radio venus de l'étranger. On sait que toute l'Europe écoute la BBC avec passion, et pourtant, quand les gens ont le droit d'écouter la BBC, la tendance est plutôt inverse. Tant que cette interdiction existe, la déduction qui en découle inévitablement est que le programme qu'on vous interdit d'écouter doit être vrai. Les Allemands ont une excellente série de programmes diffusés vers l'Angleterre, y compris un bon nombre de fausses stations prétendant être des stations « Liberté » à l'intérieur des îles Britanniques, mais personne ne les écoute, parce qu'elles ne sont pas interdites. Or, les personnes qui dirigent la propagande allemande ne sont pas des imbéciles. On comprend très bien en écoutant les discours de Goebbels que, si seulement il pouvait cesser d'interdire la BBC, les gens n'écouteraient plus celle-ci ; mais il ne peut pas le faire parce que le seul fait de permettre d'écouter l'ennemi contredit toute la conception fasciste. Le despotisme de notre propre gouvernement est beaucoup plus vieillot, le genre de despotisme préfasciste qui s'inquiète peu de ce que vous pensez tant que votre comportement est correct. La mentalité totalitaire n'a pour l'instant pas fait de progrès ici. Très peu de personnes restent éveillées la nuit en tremblant de rage parce que quelqu'un un peu plus bas dans la rue est coupable de « déviations ». Et je fais l'hypothèse que cette incapacité à développer une ambiance mentale totalitaire, alors même qu'existent les conditions matérielles pour son apparition, est le signe que, tant que nous réussirons à empêcher une conquête de l'extérieur, notre société ne perdra pas le contact avec certaines habitudes et certaines valeurs qui l'ont marquée depuis des siècles.

*

Dans toute cette discussion sur la démocratie, je me suis beaucoup éloigné de l'autre mot dans le titre de cet essai – la culture. Comme précédemment, le mot a au moins deux sens. Les gens parlent de la « culture » au sens anthropologique et au sens esthétique. On découvre, par exemple, une île quelque part dans les mers du Sud où la population pratique le cannibalisme et adore le soleil ; c'est « une culture ». Ou alors vous achetez un exemplaire du *Oxford Book of English Verse* et apprenez par cœur certains vers mémorables ; il s'agit de « la culture ».

Mais on trouve certains liens entre les deux sens si on remonte au sens premier de ce mot. « Culture » signifie « croissance contrôlée ». Des plantes pousseront sur n'importe quel lopin de terre à condition qu'il y ait suffisamment d'eau mais tant qu'elles poussent en désordre nous parlons de « nature ». Dès que la terre est labourée et semée en sillons nous disons qu'elle est « cultivée ». Mais nous disons également qu'une terre atteint un haut niveau de culture. Si on se contente de labourer un lopin de terre vierge, on n'obtiendra pas de très bons produits ; on ne pourra pas y produire les meilleurs vins

français, ni même des petits pois ou des asperges de bonne qualité. Si on travaille un lopin de terre suffisamment longtemps et en profondeur, si on l'enrichit comme il faut, on peut changer toute sa nature et sa texture, voire sa couleur. On ne fait cela que pour y faire pousser de meilleures plantes, de sorte que, en fin de compte la valeur d'une terre est jugée par ce qu'elle produit.

Ainsi en va-t-il, à long terme, de la civilisation. Nous disons qu'une civilisation a atteint un niveau de culture élevé quand chaque génération laisse derrière elle un résidu de certaines choses qu'on peut décrire grossièrement comme de l'art et de la sagesse. Presque inévitablement, une civilisation se voit jugée par l'art qu'elle laisse derrière elle. Il est peut-être possible d'imaginer une civilisation évoluée qui existerait pour ainsi dire dans le vide, chaque génération appréciant énormément la vie mais sans rien laisser derrière elle, car, dans la nature des choses, rien ne prouve qu'une telle civilisation ait jamais existé. Au contraire, lorsqu'on fouille une ville en ruine dans une forêt d'Amérique centrale et qu'on trouve des sculptures remarquables, on dit, sur le seul témoignage de ces sculptures : « C'était une civilisation très évoluée, ces gens-là avaient atteint un haut niveau de culture. » L'art est un symptôme important. C'est pour ainsi dire l'enregistrement de l'attitude de l'homme devant l'univers à un moment donné du temps. Une bonne civilisation produira de bonnes œuvres d'art, pas comme son objectif principal mais comme son sous-produit principal. Et, dans le cas d'une civilisation vraiment solide, cela s'appliquera non seulement à ce que nous appelons les beaux-arts mais également aux arts de la maison et aux arts appliqués – mobilier, vêtements, maisons, poterie, verre, outils et tout le reste. Tout cela, même des choses telles que le dessin des timbres et des pièces de monnaie, est symptomatique de la culture d'une époque.

Or, en élargissant mon point de vue jusqu'à englober les vêtements et le mobilier, je peux donner l'impression d'abandonner du tout au tout la cause de la culture. Car, bien que notre époque ait peut-être produit de grandes choses dans les arts majeurs – vous remarquerez que je ne dis que « peut-être » –, il ne fait aucun doute que, dans tous les arts mineurs, c'est une époque de laideur insupportable. On peut voir davantage de choses laides à Oxford Street en une demi-heure que dans toutes les tribus sauvages du monde. Ce qui nous est arrivé, bien sûr, et ce qui a temporairement fait sortir notre culture de ses rails, c'est l'impact de la machine. Je ne fais pas partie de ces personnes qui parlent comme si nous pouvions tout à coup nous détacher de la civilisation de la machine et retourner au Moyen Âge. Quel que soit le travail de l'histoire, elle ne revient jamais en arrière. Mais il est impossible d'oublier que, lorsqu'on pénètre dans l'âge industriel, il faut traverser une époque, peut-être longue de plusieurs siècles, de la plus horrible laideur.

Une personne primitive, si on la compare à ce que nous sommes, nous paraît de prime abord comme ayant le goût le plus parfait. Ses vêtements, par exemple, ne sont jamais laids. Même si elle n'est vêtue que d'un morceau de tissu pas plus grand qu'un mouchoir, elle le portera avec grâce. On trouve un étrange petit aveu de l'infériorité esthétique de l'Occidental dans une règle qui existe, ou existait jusqu'à peu, dans l'armée britannique. Un soldat britannique n'est que rarement autorisé à s'habiller en civil. Au contraire, dans l'armée indienne, les cipayes qui ne sont pas de service ont toujours le

droit de porter leurs propres vêtements, parce qu'on sait, comme ils sont Indiens, qu'on peut leur faire confiance pour s'habiller de façon convenable. Ce que ne sait pas faire un Anglais, à moins d'avoir eu droit à une éducation spéciale, et encore, il ne sera, comme on dit, « bien habillé » qu'en fonction de ce qui n'est rien de plus que le code admis de la laideur. Et pourtant, si on l'analyse plus en profondeur, cette apparente supériorité de goût du primitif ou du sauvage n'est qu'une illusion. Car le bon goût du primitif s'effondre avec une rapidité surprenante dès qu'il entre en contact avec la civilisation de la machine. Non seulement il s'empare avec avidité des produits les plus vulgaires de la machine – offrez-lui une montre-bracelet émaillée allemande à cinq shillings et il la saisira des deux mains –, mais tout son sens esthétique semble disparaître au premier contact. J'ai vu un Indien vêtu uniquement d'un pagne et d'un chapeau melon. Même nous, nous ne ferions jamais une chose pareille. Mais tant qu'il conserve ses vêtements d'origine, il semble avoir un goût parfait. L'explication en est que, au cours de longues époques, il a vécu dans une culture qui a connu très peu de changements. Une certaine manière de vivre s'est établie et les plus menus détails, jusqu'aux gestes et aux mouvements, se sont progressivement perfectionnés, de sorte qu'il n'y a pas de grands risques qu'un individu puisse se tromper. Nous, par contre, nous vivons à un moment où toutes les occasions existent de se tromper.

Nous sommes entrés brutalement dans la civilisation de la machine, le changement le plus radical que nous ayons connu depuis des millénaires. Mais je pense que la notion d'une perte de culture complète et définitive est une illusion. Car nous avons vécu autrefois une transformation tout aussi radicale, lorsque nous sommes passés d'un mode de vie nomade à un mode de vie agricole et, en fin de compte, une nouvelle culture a été élaborée. Pour le moment, nous ne sommes encore que dans le processus de développement et, si nous avons droit à une certaine continuité, on peut prophétiser avec plus ou moins de certitude ce que sera notre culture quand nous en aurons de nouveau une. Dire que l'époque actuelle est sans culture est comme de dire que je suis sans barbe. Je n'ai jamais laissé pousser ma barbe, mais elle est potentiellement présente et, jusqu'à un certain point, je peux vous dire de quoi elle aurait l'air si elle existait. Je peux vous dire, par exemple, qu'elle ne serait pas rousse. Il en va de même avec la culture. Je ne peux pas vous dire de quoi notre civilisation aura l'air en 2200, mais je crois que je pourrais prédire quelques-unes de ses caractéristiques. Je pense que je peux prédire, par exemple, que nous continuerons à utiliser la langue anglaise et que celle-ci aura quelque chose de commun avec l'anglais de Shakespeare, toujours en supposant que nous aurons échappé à une conquête venue de l'extérieur.

En ce moment, c'est là le point essentiel. Nous sommes temporairement dans une situation où il nous faut lancer des attaques d'arrière-garde pour défendre ce qui reste de la civilisation, mais je ne pense pas qu'il y ait de raison de se montrer pessimiste sur les effets à long terme de l'arrivée de la machine. Nous finirons bien par nous habituer à la machine.

Il nous faut, cependant, nous défendre contre la menace du totalitarisme, qui pourrait fort bien signifier la mort rapide et complète de la civilisation. Comment se fait-il que tout ce qui, pour nous, est culture soit menacé par le totalitarisme ? Parce que le totalitarisme menace l'existence de l'individu, alors que les quatre ou cinq cents

dernières années ont mis l'individu tellement en avant qu'il nous est difficile d'imaginer sa disparition.

Afin d'illustrer l'impact du totalitarisme sur la culture, je me contenterai de nommer un seul art, la littérature, qui, dans la forme que nous connaissons, est incompatible avec une forme totalitaire de gouvernement. Au premier abord, il peut paraître que choisir la littérature plutôt qu'un autre art est une façon de présumer la question résolue puisque la littérature est l'art où la frontière entre l'art et la propagande est la plus difficile à définir, et donc l'art le plus immédiatement affecté par les transformations politiques. Cependant, si l'on en suit les implications, on verra que dans tous les arts, y compris la poterie ou l'ébénisterie, la manière particulière dont le totalitarisme interfère avec les émotions de l'individu a également des effets destructeurs.

Pourquoi donc la littérature individuelle est-elle incompatible avec le totalitarisme ? Nous avons l'habitude de dire que les nazis sont les ennemis de la littérature, mais ils préféreraient ne pas en être les ennemis s'ils savaient comment s'y prendre. S'ils pouvaient tout d'un coup produire un Shakespeare et dire : « Voilà *notre* Shakespeare », ils en seraient trop contents. La raison est que ce qui pousse un artiste, sa dynamo si vous voulez, ce sont ses émotions, et ses émotions ne correspondent pas toujours à la nécessité politique du moment. L'État totalitaire existe pour la glorification de la clique au pouvoir, ce qui veut dire que la clique au pouvoir est prisonnière de son propre pouvoir et est obligée de suivre la politique, quelle qu'elle soit, peu importe toutes ses contradictions internes, qui la maintiendra au pouvoir. Puis, ayant suivi sa politique, elle est forcée de la justifier, de sorte que toute pensée devient une rationalisation des changements de la politique de pouvoir.

Il n'est pas vrai qu'une ambiance d'orthodoxie est en elle-même fatale à la littérature. Pour en être certain, il suffit de penser un peu au Moyen Âge. Au Moyen Âge, les gens vivaient dans une structure de pensée aussi rigide, je crois bien, que celle dans laquelle les gens doivent vivre en Allemagne aujourd'hui. Et pourtant non seulement ils étaient capables de produire une bonne littérature – et à la fin du Moyen Âge, c'était une littérature nettement *individuelle* –, mais ce qui m'a toujours frappé au sujet des quelques écrivains médiévaux que je connais, c'est la liberté relative de leur esprit. La croyance au catholicisme était plus ou moins une obligation, mais cela ne les paralysait pas. La différence c'est, bien sûr, qu'au Moyen Âge l'orthodoxie régnante *ne changeait pas*, ou en tout cas qu'elle ne changeait pas brutalement. Il n'importe sans doute pas que les hommes soient obligés de vivre à l'intérieur d'une structure de pensée bien définie. L'esprit de chacun de nous est nécessairement rempli de croyances, acceptées de l'extérieur et les yeux fermés. Je ne pourrais pas démontrer, par exemple, que la Terre est ronde. Je pourrais avancer quelques bonnes raisons m'incitant à penser qu'elle n'est pas plate, mais le démontrer nécessiterait des pages de mathématiques que je suis bien incapable de comprendre. Mais cette croyance non démontrée est une chose avec laquelle j'ai grandi, que je n'ai jamais mise en doute et qui ne provoque donc en moi aucun trouble émotionnel. Au contraire, si quelqu'un s'approche soudain de moi avec un pistolet chargé et me dit que je dois croire que les Juifs ne sont pas des êtres humains, cela touche ma vie émotionnelle, ce qui aurait automatiquement un effet nuisible sur toute création à laquelle je pourrais m'atteler.

Vous voyez qu'il existe une différence frappante entre la démocratie capitaliste, telle qu'elle existe aujourd'hui, et le totalitarisme. En Angleterre, vous sont proposées en permanence des absurdités tout aussi énormes que dans les États totalitaires, mais vous n'êtes absolument pas contraints de les accepter. Il y a six mois, par exemple, Staline était Mauvais avec un grand M. Aujourd'hui il est Bon avec un grand B. Il y a un an, les Finlandais étaient Bons. Maintenant ils sont Mauvais. Mussolini est Mauvais en ce moment, mais je ne serais pas surpris outre mesure de le voir passer Bon dans l'année. Après tout, personne n'est obligé d'avalier tout cru ce genre de choses. Si j'écris un livre, je ne suis pas obligé d'y écrire que Staline est Bon, je n'ai pas besoin d'attendre avec une angoisse désespérée au cas où il y aurait un changement de politique avant qu'il aille à l'imprimerie, il n'y a pas d'interférence avec ma vie émotionnelle. Dans un État totalitaire, il est difficile d'imaginer que l'on puisse écrire quoi que ce soit de plus élevé que des pamphlets.

Ici, quelqu'un pourrait répondre : « Mais il se trouve que certains des meilleurs écrivains de notre temps se sont réconciliés avec le fascisme. » C'est là une de ces affirmations qui ont tendance à se dissoudre à l'examen.

Il est tout à fait vrai que, jusqu'en 1930 environ, les meilleurs écrivains européens étaient dans l'ensemble de tendance réactionnaire mais, s'ils ont penché quelque temps en faveur du fascisme, c'est parce qu'ils ont commis l'erreur, facile à faire avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, de penser que le fascisme était une forme de conservatisme. Depuis lors, les choses sont devenues plus claires, bien qu'il soit possible de dresser une liste impressionnante d'écrivains qui ont accepté le fascisme en bloc. Céline, l'auteur du *Voyage au bout de la nuit*, est aujourd'hui très en vue à Paris, en tout cas ses livres le sont. Ezra Pound est à Rome et fait des programmes radio antisémites. [Wyndham Lewis](#) a longtemps eu des liens avec le mouvement de Mosley, ainsi qu'[Osbert Sitwell](#)^[70]. Roy Campbell s'est battu en Espagne du côté de Franco^[71]. Et il existe une longue liste d'écrivains français qui sont passés du côté des nazis depuis la chute de la France. Tout cela, néanmoins, est plutôt trompeur. Roy Campbell et Wyndham Lewis ont certainement changé quelques-unes de leurs opinions ces dernières années, et nous ne savons encore pas grand-chose quant aux motivations des divers écrivains français qui ont capitulé.

Des écrivains que je viens de mentionner, celui qu'il est tout à fait possible de respecter est Céline. Il n'y a aucune ambiguïté quant à la venimeuse tendance antigauche et antijuive de ce qu'il a écrit au cours des dix dernières années. Mais je ne crois pas qu'il puisse être donné comme une preuve qu'il est possible pour de bons écrivains, des hommes intelligents et scrupuleux, d'avoir de bonnes relations avec le fascisme. Il est simplement un esprit fort devenu amer. Ses écrits sont en grande partie l'expression d'un dégoût de la vie moderne. Je crois que je l'ai décrit autrefois comme une voix sortant de la fosse septique. Un peu comme Eliot, Maritain et d'autres ont réagi contre l'atmosphère idéaliste de la Ligue des Nations pendant les années 1920, Céline a réagi contre l'orthodoxie de gauche mal digérée de la décennie suivante, et comme il était un homme chez qui le dégoût et la haine étaient le moteur principal, il est allé jusqu'au bout, antisémitisme et tout le reste. Il a accepté le nazisme comme une sorte de nihilisme. Selon le point de vue nazi, Céline serait sans doute classé sous l'étiquette

Kulturbolschewismuss [bolchevisme culturel], mais comme il se trouve qu'il porte un nom reconnu, les nazis ont suffisamment peu de scrupules pour se servir de lui contre les intellectuels d'autres pays, comme exemple d'un homme de lettres qui a vu la lumière. Mais, de toute évidence, il ne s'agit que d'un phénomène de la première génération. On ne peut pas imaginer une tradition littéraire fondée sur le *Voyage au bout de la nuit* et sur *Mea culpa*. On ne peut pas imaginer des générations et des générations de Céline, tous fondant leur travail sur le dégoût et l'horreur de la vie contemporaine – et ce n'est certainement pas le genre de tradition littéraire que les nazis veulent établir. Céline, ou tout autre écrivain qui lui ressemble, n'est qu'un individu mécontent qu'on peut utiliser dans une époque de chaos.

Je crois qu'il faut conclure que la littérature, telle que nous la connaissons, est inséparable du caractère sacré de l'individu et donc absolument incompatible avec le mode de vie totalitaire. Et ce qui est vrai pour la littérature est vrai de presque tout ce que nous mettons sous l'étiquette de la culture. Il faut donc conclure que, bien que la démocratie doive se transformer – ne puisse, en fait, survivre qu'en devenant socialiste –, tout ce que nous entendons derrière le mot culture est inextricablement lié aux valeurs démocratiques. La destruction de la démocratie ne signifierait pas simplement la perte de certains avantages et l'acquisition de quelques autres, mais la *fin* réelle de la civilisation telle que nous l'entendons. Nous devons nous défendre contre ça comme nous nous défendrions contre une invasion venue de Mars, parce que nous ne pouvons pas vraiment envisager une autre possibilité.

Mais rien de ce que je viens de dire ne doit être entendu comme impliquant que la culture que nous défendons aujourd'hui est extraordinaire. Nous ne nous battons que pour l'avenir. Nous sommes au creux de la vague, bien que nous sachions que la vague va bientôt remonter. Nous ne sommes pas les fleurs d'une civilisation, nous savons seulement que, avec le temps, avec davantage de continuité, une civilisation finira par refleurir. À notre époque, nous ne sommes au mieux que le fumier de l'avenir. C'est sur cette note plutôt déprimante que je m'arrêterai.

LE SOCIALISME & LES INTELLECTUELS (1939-1946)

29. Recension : *The Mysterious Mr Bull* de Wyndham Lewis et *L'École des dictateurs* d'Ignazio Silone

New English Weekly,
8 juin 1939

Je ne pense pas qu'il soit déloyal de dire que Mr Wyndham Lewis a « viré à gauche ». En tout cas il déclare, quelque part dans *The Mysterious Mr Bull*, qu'il est « révolutionnaire », « pour les pauvres et contre les riches », ce que l'on n'aurait pas vraiment pu déduire de ses écrits précédents, et il ajoute même qu'il a récemment « modifié » certaines de ses opinions, un aveu très courageux de nos jours, alors que le sous-titre de presque tous les livres ayant un thème politique pourrait bien être « Je vous l'avais dit ».

Et, bien sûr, il était inévitable qu'un homme de la trempe de Mr Lewis « modifie » tôt ou tard ses opinions. Car comment pourrait-on continuer à défendre Hitler après la victoire de Hitler ? Tant que le fascisme était sur la défensive, ou qu'il luttait simplement pour prendre le pouvoir, il était possible de voir en lui une sorte de despotisme éclairé qui nous sauverait de l'« orthodoxie de gauche » dont Mr Lewis se plaignait à juste titre. Mais le problème est que, dès qu'un dictateur impose sa volonté, il devient clair qu'il n'est *pas* un despote éclairé et surtout qu'il n'est pas conservateur ; il n'est qu'un sous-produit de la démocratie, une sorte de « petit homme » à la Strube[72], qu'on a gonflé avec une pompe à bicyclette. Quelles seraient les chances d'un homme comme Mr Lewis sous une dictature de type moderne ? En tant que peintre, il serait soit judéo-marxiste soit formaliste-bourgeois et, en tant qu'écrivain, il ne durerait même pas assez longtemps pour pouvoir être abattu à l'occasion de la première purge. Nous sommes à un tournant où le seul choix qui nous reste est d'être soit démocrate soit masochiste. En tout cas, quelles que soient ses raisons, le blasphémateur contre la gauche d'autrefois est assis sur le banc des pénitents, peut-être même baptisé mais, naturellement, pas par immersion totale.

Comme la plupart des pénitents, il a tendance à en faire trop. Bien sûr, il ne se sent pas attiré par la propagande belliciste du *News Chronicle*, il appréhende et craint la « guerre de statu quo » vers laquelle on nous entraîne, et il devine qu'il n'y a pas vraiment de différences entre la politique de la prétendue droite et celle de la prétendue gauche. Mais il se montre également étrangement disposé à croire que les dirigeants officiels de la gauche sont plus honnêtes que leurs adversaires et à prendre leur enthousiasme « antifasciste » pour argent comptant. J'aurais cru que les événements, depuis 1935, avaient démontré très clairement que la plus grande partie (pas tout à fait la totalité) de ce qui passe aujourd'hui pour de l'« antifascisme » n'est qu'un masque transparent de l'impérialisme chauvin, auquel s'ajoute, dans le cas de l'intelligentsia aisée, une absence totale d'activités utiles. Ici le jugement par trop généreux – selon moi

– que Mr Lewis porte sur le tempérament anglais est important. Il revendique pour les Anglais les qualités habituelles – ils sont pacifiques, aimables, sans prétention, etc. Le dernier paragraphe du livre pourrait presque être utilisé tel quel pour un éditorial du *Daily Telegraph*. Et il n'en reste pas moins que, depuis une centaine d'années, ces Anglais pleins de bonté ont exploité leurs semblables avec un égoïsme brutal sans précédents dans l'histoire. Il est tout à fait vrai, comme le remarque Mr Lewis, que chaque extension de l'Empire s'est faite en dépit de quelques protestations populaires, mais il est significatif que ces protestations n'ont jamais été suffisamment réelles pour produire une action. Et chaque fois que l'Empire est vraiment menacé, l'anti-impérialiste d'hier finit toujours par prendre une position hystérique à propos de la sécurité de Gibraltar. La vérité est que, dans un pays prospère, particulièrement un pays impérialiste, la politique de gauche n'est le plus souvent qu'un faux-semblant. La loi tacite est toujours « Battez-vous autant que vous voulez, mais ne renversez pas la bière », et l'honnêteté manifeste de quelques personnes isolées comme Cripps ne change rien à la situation générale.

Dans la première partie du livre, Mr Lewis se lance dans une tentative futile consistant à rechercher qui étaient les ancêtres des Anglais. Qui sont les Anglais ? Les Écossais des basses terres sont-ils les seuls véritables Anglais, et les Anglais du Sud ne sont-ils que des Saxons ? L'histoire anglaise, jusqu'à la conquête par les Normands, est une sorte de kaléidoscope et, aujourd'hui encore, il est impossible de trouver des statistiques sérieuses sur la prédominance de cheveux blonds et d'yeux bleus. Politiquement, cette ascendance bâtarde des Anglais a toujours été un avantage, parce qu'elle leur a permis de se montrer aussi « raciaux » que n'importe qui tout en dirigeant leur racisme là où ils le désiraient, un peu comme un tuyau d'arrosage. Ainsi, nous avons été « teutons » de 1870 à 1914, nous avons cessé d'être « teutons » le 4 août 1914, pour devenir « nordiques » vers 1920 et le rester jusqu'à l'accession de Hitler au pouvoir. Mais, de toute façon, est-ce bien important ?

Peut-être une impertinence, mais j'aimerais bien que Mr Lewis lise le livre de [Silone](#), *L'École des dictateurs*. Il y traite de la pagaille politique interne dont Mr Lewis s'occupe avec timidité de l'extérieur. Silone est un révolutionnaire et un homme honnête (ce qui fait penser à la vieille histoire : « Pourquoi ont-ils donc mis les deux types dans la même tombe ? ») et, en conséquence, est-il besoin de le dire, il a dû s'exiler. Le livre a la forme d'une série de conversations entre un Monsieur Double Vé, qui veut devenir dictateur des États-Unis, un vieil idiot gentillet qui s'appelle Professeur Pickup et Thomas le Cynique, un réfugié politique qui possède tant de faux noms qu'il en a oublié le sien. Le Professeur Pickup, universitaire ennuyeux typique, plein de connaissances inutiles, pense honnêtement qu'un gouvernement autocratique est une Bonne Chose, tandis que les deux autres n'ont aucune illusion. Ils savent que le but d'un dictateur est simplement d'imposer sa volonté et ils débattent, à l'aide d'une mine d'exemples qui vont d'Agathoclès^[73] au général Franco, du seul problème qui intéresse Monsieur Double Vé : comment prendre le pouvoir et comment le conserver. Le grand charme de ce livre est d'avoir été écrit par un homme qui se trouve à l'intérieur du mouvement de gauche mais dont l'esprit n'a jamais développé les maladies caractéristiques de la pensée de gauche. Les intrigues, les factions, les trahisons, les putschs, les guerres civiles, les

purges, les émeutes, les assassinats et les calomnies qui forment la trame de l'histoire politique européenne depuis la guerre sont décrits avec un immense savoir mais également sans la moindre trace de cette terrible tendance aux slogans des écrivains politiques habituels d'une part ou l'omniscience bêcheuse des Reid, des Gunther et de leurs semblables d'autre part^[74]. Silone est certainement un des écrivains les plus intéressants apparus au cours des cinq dernières années. Son *Fontamara* est un des joyaux de la Penguin Library. Il fait partie de ces personnes que les fascistes dénoncent comme communistes et les communistes comme fascistes, un groupe d'hommes qui n'est pas bien nombreux mais qui ne cesse de grandir. Il n'est pas inconcevable que Mr Lewis en fasse lui-même partie un de ces jours. En attendant, je crois sérieusement qu'il profiterait beaucoup de la lecture de ce livre parce que, à présent, son traitement des problèmes politiques, malgré son indépendance d'esprit et ses éclats caractéristiques de perspicacité, montre une certaine naïveté.

30. Recension : *La Révolution anglaise : 1640* sous la direction de Christopher Hill^[75]

The New Statesman and Nation,
24 août 1940

Le nom de l'éditeur Lawrence & Wishart^[76] imprimé sur un livre traitant de la guerre civile anglaise nous apprend à l'avance quelle interprétation de la guerre il risque de suivre, et l'intérêt principal de cette lecture est de saisir si la méthode « matérialiste » est appliquée crûment ou subtilement. De toute évidence, une version marxiste de la guerre civile se doit de la représenter comme la lutte entre le capitalisme naissant et un féodalisme obstructif, ce qui était d'ailleurs la vérité. Mais les hommes ne meurent pas pour des choses nommées capitalisme ou féodalisme, ils meurent pour des choses nommées liberté ou loyauté, et ignorer un ensemble de motivations est aussi trompeur qu'ignorer les autres. C'est pourtant ce que les auteurs de ce livre s'acharnent à faire. Dès le début du premier essai, on entend une musique bien connue : « Le fait que des hommes parlaient et écrivaient un langage religieux ne devrait pas nous empêcher de voir qu'il existe un contenu social derrière des idées apparemment uniquement religieuses. Chaque classe créait le point de vue religieux qui convenait le mieux à ses propres besoins et intérêts et cherchait à l'imposer. Mais la vraie lutte se fait entre ces intérêts de classe. Nous ne nions donc pas que cette "révolution puritaine" était tout autant une lutte religieuse qu'une lutte politique ; mais elle était bien davantage que cela. »

À la lumière du premier paragraphe, il n'est pas facile de saisir ce que signifie « lutte religieuse » dans la dernière phrase. Cependant, dans ce paragraphe si sûr de soi, on voit bien la faiblesse principale du marxisme, son échec dans l'interprétation des motivations humaines. La religion, le moralisme, le patriotisme et ainsi de suite sont toujours éliminés comme n'étant que des « superstructures », une sorte de déguisement hypocrite des intérêts économiques. Si aucun homme n'est jamais motivé que par des intérêts de classe, pourquoi chaque homme prétend-il toujours qu'il est motivé par autre chose ? Apparemment parce que les êtres humains ne peuvent agir pleinement que lorsqu'ils pensent qu'ils n'agissent *pas* pour des raisons économiques. Mais ceci devrait suffire en soi-même à suggérer qu'il faudrait prendre au sérieux les motivations « superstructurelles ». Elles peuvent être des causes tout autant que des effets. Ainsi, une « analyse marxiste » de tout événement historique a tendance à être un jugement rapide et irréfléchi fondé sur le principe de *cui bono* ? ^[77] qui se rapproche du « réalisme » d'un cynique de bar qui suppose *toujours* que l'évêque a une maîtresse et que le dirigeant syndical est à la solde du patron. Cette ligne de pensée interdit une compréhension intuitive des motivations humaines, et interdit par là même qu'on puisse prédire leurs actes. Il est facile aujourd'hui de dénigrer la guerre civile anglaise, mais il faut admettre que, au cours des vingt dernières années, les prédictions des marxistes ont

non seulement été fausses mais, pour ainsi dire, plus sensationnellement fausses que celles de gens plus simples. L'exemple le plus frappant a été leur impuissance à prévoir le danger que représentait le fascisme. Longtemps *après* la prise de pouvoir par Hitler, le marxisme officiel déclarait que Hitler n'avait pas la moindre importance et ne parviendrait à rien. D'autre part, des gens qui n'avaient jamais entendu parler de Marx mais qui connaissaient le pouvoir de la foi avaient compris des années auparavant où allait Hitler.

Le troisième essai du livre, par Mr Edgell Rickword, a pour sujet Milton, représenté comme « l'intellectuel révolutionnaire ». Ce qui signifie que Milton est vu surtout comme un pamphlétaire et que, dans un essai de trente et une pages, le *Paradis perdu* et le *Paradis retrouvé* n'ont droit en tout et pour tout qu'à une mention rapide longue d'une demi-phrase. L'essai le plus intéressant des trois est celui de Miss Margaret James, sur les interprétations matérialistes de la société qui existaient déjà au milieu du XVII^e siècle. La révolution anglaise, comme d'autres plus tard, avait une aile gauche malheureuse, des hommes qui étaient en avance sur leur temps et qui furent rejetés une fois qu'ils eurent aidé la nouvelle classe dirigeante à prendre le pouvoir. Il est dommage que Miss James n'ait pas essayé de faire une comparaison entre la situation au XVII^e siècle et celle qui est la nôtre en ce moment. Un parallèle existe indubitablement, bien que, selon le point de vue marxiste officiel, les équivalents d'aujourd'hui des Diggers et des Levellers ne puissent certainement pas être mentionnés[78].

31. Recension : *Lettres sur l'Inde*, de Mulk Raj Anand

Tribune,
19 mars 1943

Après avoir combattu dans les rangs républicains en Espagne, le romancier et critique indien Mulk Raj Anand enseignait alors la philosophie et la littérature à Londres, tout en écrivant des scripts pour la BBC, où il travaillait avec Orwell. Léonard Woolf, avec qui ce dernier polémique ici, était une personnalité majeure de l'intelligentsia de gauche londonienne : fondateur de Hogarth Press, co-rédacteur en chef du Political Quarterly, collaborateur régulier du New Statesman, il était le mari de Virginia Woolf.

Cher Mulk,

Je rédige ce compte rendu sous la forme d'une lettre puisque votre livre, lui-même rédigé sous forme de lettres en réponse à celles de quelqu'un d'autre, a déjà provoqué une lettre de Mr Léonard Woolf, très en colère cette fois-ci, et imprimée en avant-propos.

Sur une base strictement politique, je ne parviens pas à trouver de désaccord sérieux avec vous. Je pourrais indiquer quelques affirmations dans lesquelles vous avez probablement été injuste envers la Grande-Bretagne, mais je n'ai pas l'impression que vous donniez une idée fautive des principaux liens entre votre pays et le mien. Pendant cent cinquante ans, nous vous avons exploités et, depuis au moins trente ans, nous avons artificiellement retardé votre évolution. Jamais je ne contredirai cela. Je préfère commencer par la politique sur laquelle nous sommes en accord et indiquer ensuite quelques-unes des difficultés qu'elle va devoir affronter – des difficultés que, selon moi, personne n'a encore accepté d'affronter. Nous savons l'un comme l'autre qu'il n'existe pas de véritable solution au problème indien qui ne bénéficie pas également à la Grande-Bretagne. Soit nous vivons tous dans un monde honnête, soit personne n'y vit. Il est d'une telle évidence, ne croyez-vous pas, que le travailleur anglais a autant à gagner que le travailleur indien de la fin de l'exploitation capitaliste, et que l'indépendance indienne est une cause perdue si les nations fascistes finissent par dominer le monde. Manifestement, la lutte contre Amery^[79] et la lutte contre Hitler sont les mêmes. Mais si cela est évident, pourquoi si peu de gens le comprennent-ils ? Eh bien, voici certaines des choses qu'il faut affronter et, étant donné que cette lettre doit rester courte, je vais simplement les énumérer au lieu de les tisser en une seule image :

Nationalisme. – Les personnes « éclairées » un peu partout refusent de prendre celui-ci au sérieux. Du fait de ce refus, l'immense mouvement fasciste européen a grandi sous leur nez, non seulement sans qu'il soit craint mais surtout presque sans être

remarqué. Vous connaissez aussi bien que moi, bien que vous ne le souligniez pas, l'élément de pur nationalisme, même de haine pour la couleur de peau, que contiennent les mouvements pour l'indépendance de l'Inde. La plupart des Indiens ayant une conscience politique haïssent la Grande-Bretagne à tel point qu'ils ont cessé de s'inquiéter des conséquences d'une victoire des forces de l'Axe. Ici, à Londres, de jeunes Indiens m'ont assuré que le Japon est en train de « civiliser » la Chine et qu'il n'a aucune mauvaise intention envers l'Inde. Un ami indien à Delhi, lui-même communiste ou ancien communiste, m'écrit que les masses indiennes sont « de tout cœur pour l'Allemagne et contre la Russie » ; il décrit les vendeurs de journaux criant en ourdou « L'Allemagne écrase la Russie dès la première bataille », etc. ; et vous savez comme les préjugés fondés sur la couleur mettent longtemps à disparaître dans notre pays aussi. Une dépêche d'Afrique du Nord dans le *News Chronicle* m'apprend que le surnom que les soldats britanniques ont donné à un village arabe est « *a woggery* » – c'est-à-dire un endroit habité par des Wogs, ou Golliwogs, le plus insultant de tous les surnoms donnés à des gens de couleur : et ceci en 1943, alors que nous nous sommes lancés dans une guerre que l'on dit être et qui est en fait *pour* la démocratie et contre le fascisme. Il ne faut pas sous-estimer ce genre de choses.

Différence de niveau de vie. – Vous mettez le doigt sur le problème quand vous dites que, depuis un siècle ou deux, la Grande-Bretagne est presque un pays de « classe moyenne ». On n'y penserait sans doute pas en se rendant dans les ruelles de Sheffield, mais le revenu moyen des Britanniques est douze fois plus élevé que celui des Indiens. Comment peut-on obtenir une solidarité antifasciste et anticapitaliste dans de telles circonstances ? Les arguments socialistes traditionnels ne sont pas entendus quand ils sont adressés à l'Inde parce que les Indiens refusent de croire que la lutte des classes puisse exister en Europe. À leurs yeux, le travailleur anglais sous-payé et opprimé est lui-même un exploiteur. Et, tant que le socialisme apprend aux gens à penser en termes de bénéfices matériels, comment le travailleur britannique lui-même se conduirait-il si on lui demandait de choisir entre garder l'Inde en servage et baisser son propre salaire ?

Sentimentalisme de la gauche. – Pourquoi votre livre a-t-il tant énervé Mr Léonard Woolf alors que les points de vue qu'il exprimait étaient moins « extrêmes » que ceux que le *New Statesman* exprime toutes les semaines ? Au fond, sans doute, parce qu'il lui a donné l'impression que le nationalisme indien est en réalité une force *hostile* à la Grande-Bretagne et pas simplement un petit jeu amusant pour asticoter les Blimps. Vous aurez remarqué que les causes défendues par la gauche anglaise ont le plus souvent dans le passé fini par se transformer en une sorte de fascisme. Analysez les années ou décennies nécessaires, et vous verrez que l'opinion britannique « éclairée » défendait le Japon contre la Russie et la Chine, les Boers et le Sinn Fein contre la Grande-Bretagne, les Allemands contre les Polonais et les Français. Dans chaque cas, l'orthodoxie de gauche du moment a été acceptée sans qu'on réfléchisse le moins du monde à toutes ses implications, du fait d'une fausse image du monde qui suppose que les gens « éclairés » pensent tous plus ou moins de la même façon. En ce moment, presque tous les Anglais de gauche sont pour les Juifs en ce qui concerne la Palestine, et pour le Congrès en ce qui concerne l'Inde. Combien d'entre eux savent même qu'un grand nombre de membres indiens du Congrès sont violemment contre les Juifs ? Et

comme la gauche a été peinée et surprise quand le célèbre antifasciste Subâsh Chandra Bose s'est mis à faire des programmes depuis Berlin[80] ! Vous comprenez, Mr Woolf a été énervé par votre livre parce qu'il s'attendait à ce que vous soyez antibritannique à sa façon, alors que *votre* condamnation impliquait une condamnation de Mr Woolf lui-même. Vous aviez raison, bien sûr, nous sommes tous plus proches des Blimps que nous ne le sommes du paysan indien, mais ne vous attendez pas à ce que les gens apprécient qu'on le leur dise. Les opinions défendues pour des raisons sentimentales peuvent toujours se renverser brutalement. Je connais plus d'un intellectuel qui s'est lancé avec un zèle ardent dans la « libération de l'Inde » et qui a terminé en se disant qu'il y avait des arguments pour défendre le général Dyer[81]. Il ne faut pas non plus sous-estimer ce danger.

Eh bien, je pourrais poursuivre, mais je n'en ai pas la place. Voilà au moins trois des difficultés auxquelles il faut faire face pour obtenir des liens plus justes et plus sains entre la Grande-Bretagne et l'Inde. Qu'en ressort-il ? Simplement qu'il faut travailler pour faire comprendre aux gens que les intérêts à court terme et à long terme ne coïncident pas toujours. Il faut faire comprendre à l'Anglais que sa domination en Inde est indéfendable ; il faut faire comprendre à l'Indien que s'aligner avec les fascistes pour se venger de la Grande-Bretagne ne lui fera aucun bien. Il s'agit en grande partie de faire comprendre à chacun que le point de vue de l'autre existe. Ce qui me ramène à ce que j'ai souvent dit dans le passé, que le meilleur pont entre l'Europe et l'Asie, meilleur que le commerce, les cuirassés ou les avions, est la langue anglaise ; et j'espère que vous, ainsi qu'Ahmed Ali[82] et les autres, continuerez à écrire dans cette langue, même si cela entraîne parfois (comme cela vous est arrivé récemment) qu'on vous appelle « *babu*[83] » à un bout de la carte et renégat à l'autre.

Vôtre, fidèlement,
George Orwell

32. Les socialistes peuvent-ils être heureux ?

Tribune,
24 décembre 1943

Ce texte a été publié sous le pseudonyme John Freeman. Divers indices et témoignages rendent quasi certaine son attribution à Orwell [CW-16,37-38].

Penser à Noël fait presque automatiquement penser à Charles Dickens, et pour deux bonnes raisons. Pour commencer, Dickens est un des rares écrivains anglais à avoir réellement écrit sur Noël. Noël est la plus populaire des fêtes anglaises, et pourtant elle a produit étonnamment peu de littérature. Il y a les chants de Noël, la plupart d'origine médiévale ; il y a une petite poignée de poèmes de Robert Bridges, de T. S. Eliot et de quelques autres, et puis il y a Dickens ; mais c'est à peu près tout. Deuxièmement, Dickens est remarquable, je dirais même presque unique, parmi les écrivains modernes pour être capable d'exprimer une image convaincante du *bonheur*.

Dickens a traité Noël deux fois et avec succès, dans un chapitre des *Aventures de Mr Pickwick* et dans *Un Chant de Noël*. Ce dernier fut lu à Lénine sur son lit de mort et, selon son épouse, il en trouva le « sentimentalisme bourgeois » absolument intolérable. Or, dans un sens, Lénine avait raison : mais s'il avait été en meilleure santé, il aurait sans doute remarqué que l'histoire a d'intéressantes implications sociologiques. Pour commencer, même si l'épaisseur de la couche de peinture étalée par Dickens est un peu épaisse, même si le « pathos » de Tiny Tim est écœurant, la famille Cratchit donne l'impression de s'amuser. Ils ont l'air heureux, ce qui n'est pas le cas, par exemple, des citoyens des *Nouvelles de Nulle Part* de William Morris^[84]. En outre – et la compréhension qu'en a Dickens est un des secrets de sa force –, leur bonheur vient en grande partie d'un contraste. Ils sont très joyeux parce que, pour une fois, il semble qu'ils aient suffisamment à manger. Le loup est à la porte, mais il remue la queue. La vapeur du Christmas pudding flotte devant un arrière-plan de prêteurs sur gages et d'exploitation des travailleurs, et le spectre de Scrooge se tient près de la table du dîner dans un double sens. Bob Cratchit voudrait même boire à la santé de Scrooge, ce que Mrs Cratchit refuse de faire, avec raison. Si les Cratchit peuvent apprécier Noël, c'est justement parce que la fête n'a lieu qu'une fois par an. Leur bonheur est convaincant pour la bonne raison qu'il est décrit comme incomplet^[85].

Au contraire, tous les efforts pour décrire un bonheur *permanent* ont été des échecs. Les utopies (d'ailleurs, le mot inventé « utopie » ne signifie pas « un bon endroit », mais simplement « un endroit non existant ») sont fréquentes dans la littérature des trois ou quatre derniers siècles, bien que les utopies « favorables » soient invariablement peu appétissantes et qu'elles manquent d'ailleurs de vitalité.

Les meilleures utopies modernes connues sont de loin celles de H. G. Wells. La vision

du futur de Wells, implicite dans ses premiers livres et partiellement mise en œuvre dans *Anticipations* et dans *Une utopie moderne*, est exprimée avec force dans deux livres écrits au début des années 1920, *Le Rêve* et *Mr Barnstaple chez les hommes-dieux*. Wells nous y donne une image du monde tel qu'il aimerait le voir – ou tel qu'il pense vouloir le voir. C'est un monde dont les idées-forces sont un hédonisme éclairé et la curiosité scientifique. Tous les maux et toutes les misères dont nous souffrons aujourd'hui ont disparu. Ignorance, guerre, pauvreté, saleté, maladie, frustration, faim, peur, surmenage, superstition – tout cela a disparu. Ainsi exprimé, il est impossible de nier qu'il s'agit du genre de monde que nous espérons tous. Nous voulons tous éliminer les choses que Wells veut éliminer. Mais existe-t-il réellement quelqu'un qui désire vivre dans une utopie wellsienne ? Au contraire, ne *pas* vivre dans un tel monde, ne *pas* s'éveiller dans un jardin hygiénique de banlieue infesté d'institutrices nues, est en fait devenu un objectif politique conscient. Un livre tel que *Le Meilleur des mondes* est l'expression de la véritable peur que ressent l'homme moderne devant la société hédoniste rationnelle qu'il pourrait avoir la capacité de créer. Un écrivain catholique a dit récemment que les utopies sont maintenant techniquement possibles et que, en conséquence, *comment éviter l'utopie* est devenu un problème sérieux. Maintenant que nous avons le mouvement fasciste devant les yeux, nous ne pouvons pas éliminer tout simplement cette remarque comme étant idiote. Car l'une des sources du mouvement fasciste est le désir d'éviter un monde trop rationnel et trop confortable.

Toutes les utopies « favorables » semblent se ressembler en ce qu'elles postulent la perfection sans être capables de suggérer le bonheur. Les *Nouvelles de Nulle Part* sont une version gentilette de l'utopie wellsienne. Tout le monde est gentil et raisonnable, tous les meubles viennent de chez Liberty, mais l'impression que laissent ces mondes est celle d'une mélancolie délayée. L'effort fait récemment par lord Samuel dans la même direction, *An Unknown Country*^[86], est encore plus lugubre. Les habitants de Bensalem (le nom est emprunté à Francis Bacon^[87]) donnent l'impression de considérer la vie comme un mal qu'il faut accepter en s'en plaignant le moins possible. Tout ce que leur a apporté leur sagesse est d'être déprimés en permanence. Il est bien plus impressionnant de voir que Jonathan Swift, un des écrivains les mieux pourvus d'imagination qui aient jamais vécu, ne réussit pas plus que les autres à construire une utopie « favorable ».

Les premières parties des *Voyages de Gulliver* sont sans doute l'attaque la plus accablante de la société des hommes qui ait jamais été écrite. Chacun des mots retentit encore aujourd'hui ; par endroit, on y trouve des prophéties très détaillées des horreurs politiques de notre propre époque. Là où Swift échoue, cependant, c'est lorsqu'il tente de décrire une race d'êtres qu'il admire *vraiment*. Dans la dernière partie, en contraste avec les Yahoos dégoûtants, il nous présente les nobles Houyhnhnms, une race de chevaux intelligents libérés des défauts humains. Or ces chevaux, malgré l'élévation de leur caractère et leur bon sens infaillible, sont des créatures remarquablement ennuyeuses. Comme les habitants de diverses autres utopies, ils cherchent surtout à éviter tout problème. Ils vivent des vies tranquilles, prudentes, « raisonnables », d'où sont absentes disputes, désordres ou insécurité de toutes sortes, mais en est également absente la « passion », y compris l'amour physique. Ils choisissent leur compagne ou compagnon selon des principes eugénistes, évitent les excès d'affection et paraissent assez contents

de mourir quand vient leur heure. Dans les premières parties du livre, Swift avait montré où la folie et la fripouillerie des hommes pouvaient les mener ; mais, enlevez folie et fripouillerie : il ne vous reste plus, apparemment, qu'une sorte d'existence tiédasse, qui ne vaut pas vraiment la peine d'être vécue.

Les tentatives de description d'un bonheur appartenant définitivement à l'autre monde n'ont pas eu plus de succès. Le paradis est un bide, tout comme l'utopie, bien que l'enfer occupe une place respectable en littérature, et qu'il ait souvent été décrit avec grande précision et de façon convaincante.

C'est un lieu commun de dire que le paradis chrétien, tel qu'il nous est habituellement présenté, n'attirerait personne. Presque tous les écrivains chrétiens qui se sont préoccupés du paradis soit annoncent franchement qu'il est indescriptible soit évoquent de vagues images d'or, de pierres précieuses, ainsi que d'hymnes chantés du matin au soir. Ceci, il est vrai, a inspiré quelques-uns des meilleurs poèmes du monde :

*Tes murailles sont de calcédoine
Tes remparts de diamants taillés,
Tes portes de fines perles d'Orient
Tellement riches et abondantes[88] !*

Ou :

*Saint, saint, saint, les saints tous T'adorent et
Déposent leurs couronnes d'or sur les eaux lisses,
Chérubins et séraphins sont à genoux devant Toi,
Toi qui étais, es, et seras à tout jamais[89] !*

Mais une chose était impossible : décrire un endroit ou une situation que l'être humain ordinaire désirerait réellement. Nombre de prêcheurs revivalistes, nombres de jésuites (regardez, par exemple, le terrible sermon dans *Portrait de l'artiste* de James Joyce) ont effrayé leur congrégation jusqu'à leur glacer le sang dans les veines avec leurs images verbales de l'enfer. Mais dès qu'il s'agit du paradis on ne tarde pas à tomber sur des mots comme « extase » et « béatitude », sans grands efforts pour dire ce qu'ils signifient vraiment. Un des textes les plus vivants sur ce sujet est peut-être le célèbre passage dans lequel Tertullien explique qu'un des plus grands bonheurs du paradis consiste à regarder les tortures des damnés.

Les diverses versions païennes du paradis ne sont certainement pas meilleures. On a l'impression qu'un crépuscule infini règne sur les Champs Élysées. L'Olympe, où vivaient les dieux, avec leur nectar et leur ambrosie, avec leurs nymphes et leurs Hébés, les « poules immortelles » comme les appelait D. H. Lawrence, est sans doute un peu plus attrayant que le paradis chrétien, mais on n'aurait pas très envie d'y rester bien longtemps. Quant au paradis musulman, avec ses soixante-dix-sept houris pour chaque homme, toutes réclamant sans doute qu'on s'occupe d'elles en même temps, ce n'est qu'un cauchemar. Et les spiritualistes, bien qu'ils ne cessent de nous assurer que « tout est éclatant et magnifique », ne parviennent pas non plus à décrire la moindre activité de l'autre monde qu'une personne capable de réfléchir trouverait supportable, et encore moins séduisante.

On obtient le même résultat avec les tentatives de description du bonheur parfait qui ne viennent ni d'une utopie ni de l'au-delà, mais qui sont simplement sensuelles. Elles

donnent toujours une impression de creux, de vulgarité, ou les deux à la fois. Au début de *La Pucelle*, Voltaire décrit la vie de Charles IX avec sa maîtresse, Agnès Sorel. Ils étaient « toujours heureux », dit-il. Et en quoi consistait leur bonheur ? Une suite incessante de festins, de boissons, de chasses et d'amour. Qui ne se laisserait pas d'une telle existence après quelques semaines ? Rabelais décrit les esprits fortunés qui ont du bon temps dans l'autre monde parce qu'ils ont eu une vie dure dans celui-ci. Ils chantent une chanson que je paraphrase grossièrement comme suit : « Sauter, danser, jouer des tours, boire du vin rouge et du vin blanc, et ne rien faire de toute la journée sinon compter des couronnes en or^[90] » – comme cela paraît ennuyeux, en fin de compte ! La vacuité de toute cette conception d'un « bon temps » éternel est bien montrée dans la peinture de Bruegel, *Le Pays de cocagne*, dans lequel trois grosses masses de graisse sont étendues et dorment, tête contre tête, tandis que les œufs durs et les jambons rôtis viennent d'eux-mêmes pour être mangés.

Il semblerait que les êtres humains soient incapables de décrire, voire d'imaginer le bonheur si ce n'est en termes de contraste. C'est pour cela que la conception du paradis ou de l'utopie change d'époque en époque. Dans la société préindustrielle, le paradis était décrit comme un lieu de repos éternel, pavé d'or, parce que l'expérience de l'être humain ordinaire était le surmenage et la pauvreté. Les houris du paradis musulman sont les reflets d'une société polygame dans laquelle la plupart des femmes disparaissaient dans les harems des riches. Mais ces images de « béatitude éternelle » ont toujours été un échec parce que, lorsque la béatitude devenait éternelle (l'éternité étant considérée comme un temps infini), le contraste cessait de fonctionner. Certaines des conventions intégrées à notre littérature sont nées à l'origine de conditions physiques qui ont cessé d'exister. Le culte du printemps en est un exemple. Au Moyen Âge, le printemps ne représentait pas simplement les hirondelles et les fleurs sauvages. Il représentait des légumes verts, du lait et de la viande fraîche après des mois de porc salé dans des cabanes enfumées et sans fenêtres. Les chansons du printemps étaient gaies :

*Ne rien faire sinon manger et être gai,
Et remercier le ciel pour une bonne année,
De viande abondante et d'épouses aimées,
De garçons costauds qui vont de ci de là.
Tant de gaieté,
Et partout chez tous tant de gaieté ! [91]*

parce qu'il y avait une raison d'être gai. L'hiver était terminé, c'était ce qui comptait le plus. Noël est lui-même une fête préchrétienne dont l'existence est sans doute due au besoin d'un excès de nourriture et de boisson afin de rompre la monotonie des hivers insupportables du Nord.

L'incapacité de l'humanité à imaginer le bonheur autrement que sous la forme d'un *soulagement*, après un effort ou une souffrance, présente un grave problème aux socialistes. Dickens est capable de décrire une famille dans le dénuement se régaland d'une dinde rôtie et sait les faire apparaître comme heureux ; d'autre part, les habitants d'univers parfaits ne semblent pas connaître la gaieté spontanée et sont par-dessus le marché assez répugnants. Mais il est clair que nous ne sommes pas en quête du genre de monde décrit par Dickens, ni, sans doute, de tout autre monde qu'il pouvait imaginer.

L'objectif du socialisme n'est pas une société où tout finit bien parce que de vieux messieurs pleins de gentillesse distribuent des dindes. Que cherchons-nous sinon une société dans laquelle la « charité » serait inutile ? Nous voulons un monde où Scrooge, avec ses dividendes, et où Tiny Tim, avec sa jambe tuberculeuse, seraient tous deux impensables. Mais cela veut-il dire que nous sommes en quête d'une utopie sans souffrance, sans effort ?

Au risque de dire quelque chose que les rédacteurs de *Tribune* pourraient ne pas approuver, je suggère que le véritable objectif du socialisme n'est pas le bonheur. Le bonheur, jusqu'ici, a été une conséquence et, pour autant que nous le sachions, il en sera peut-être toujours ainsi. Le véritable objectif du socialisme est la fraternité humaine. C'est ce que tout le monde pense plus ou moins, bien que ce ne soit pas souvent dit, ou en tout cas pas suffisamment fort. Si les hommes s'épuisent dans des luttes politiques déchirantes, se font tuer dans des guerres civiles ou torturer dans les prisons secrètes de la Gestapo, ce n'est pas afin de mettre en place un paradis avec chauffage central, air conditionné et éclairage *a giorno* mais parce qu'ils veulent un monde dans lequel les hommes s'aiment les uns les autres au lieu de s'escroquer et de se tuer les uns les autres. Et ils veulent ce monde comme une première étape. Où ils iront ensuite est bien moins certain et les tentatives de prédire leur avenir en détail ne font que brouiller la question.

La pensée socialiste doit se préoccuper de prédiction, mais seulement en termes généraux. Il faut souvent viser des objectifs qu'on ne perçoit que très vaguement. En ce moment, par exemple, le monde est en guerre et désire la paix. Et pourtant le monde n'a aucune expérience de la paix et n'en a jamais eu, à moins que le bon sauvage ait vraiment existé un jour. Le monde veut quelque chose dont il reconnaît vaguement la possibilité sans pouvoir le définir avec précision. En ce jour de Noël, des milliers d'hommes vont saigner à mort dans les neiges de Russie, ils se noieront dans des eaux glaciales, ou encore ils se feront mutuellement sauter à coups de grenades dans les îles marécageuses du Pacifique ; des enfants sans abri iront gratter dans les ruines des villes allemandes pour trouver un peu à manger. Rendre tout cela impossible est un bon objectif. Mais expliquer en détail à quoi ressemblera un monde en paix est une autre paire de manches, et tenter de le faire pourrait aisément mener aux horreurs décrites avec tant d'enthousiasme par Gerald Heard^[92].

Presque tous les créateurs d'utopies ressemblent à l'homme qui a mal aux dents et qui pense donc que le bonheur est de ne pas avoir mal aux dents. Ils voulaient produire une société parfaite en proposant quelque chose d'infini qui n'a pourtant de valeur que parce qu'il est temporaire. La solution la plus sage serait de dire qu'il y a certaines voies le long desquelles l'humanité doit avancer, que la stratégie, dans son ensemble, a été décidée, mais que les prophéties détaillées ne sont pas de notre ressort. Quiconque essaye d'imaginer la perfection ne fait que révéler sa propre vacuité. Il en va ainsi même avec un grand écrivain tel que Swift, qui sait si bien éreinter un évêque ou un homme politique mais qui, lorsqu'il tente de créer un surhomme, nous laisse simplement avec l'impression – la dernière chose qu'il aurait voulu – que les Yahoos puants avaient en eux davantage de possibilités de développement que les Houyhnhnms éclairés.

33. Recension : *Les Machiavéliens*, de James Burnham

Manchester Evening News,
20 janvier 1944

On sait très bien que certains péchés, crimes et vices ne séduiraient plus autant s'ils n'étaient pas interdits. Mr Gandhi a décrit la joie tremblante avec laquelle, dans son enfance, il s'était glissé furtivement vers un repaire secret dans le bazar pour y manger un plat de bœuf, et nos grands-pères trouvaient un immense plaisir à boire du champagne dans les mules en satin des actrices. Il en va de même avec les théories politiques. Toute théorie qui est évidemment malhonnête et immorale (« réaliste » est un mot qui a beaucoup de succès en ce moment) aura ses défenseurs qui l'accepteront précisément pour cette raison. La question de savoir si la théorie fonctionne ou si elle atteint les résultats recherchés est à peine débattue. Le simple fait qu'elle rejette l'honnêteté ordinaire sera accepté comme preuve de sa maturité et donc de son efficacité.

Mr Burnham, dont la révolution managériale^[93] a eu un succès important mais de courte durée en disant aux hommes d'affaires américains ce qu'ils désiraient entendre, a maintenant exposé une doctrine politique tirée de Machiavel et des disciples modernes de Machiavel, Mosca, Pareto, Michels et – bien qu'il ne soit pas certain qu'il appartienne vraiment à cette école – Georges Sorel. L'image du monde que Mr Burnham a construite à partir de l'enseignement de ces écrivains peut être résumée approximativement comme suit :

- le progrès est en grande partie une illusion, la démocratie est impossible, bien qu'utile en tant que mythe pour tromper les masses ;
- la société est inévitablement dirigée par des oligarchies qui conservent le pouvoir par la force et l'imposture, et dont l'unique objectif est le pouvoir, toujours plus de pouvoir pour eux-mêmes. Les révolutions ne signifient rien d'autre qu'un changement de dirigeants ;
- l'homme, en tant qu'animal politique, n'agit qu'à partir de motifs égoïstes, sauf lorsqu'il est influencé par des mythes ;
- une action consciente et planifiée pour le bien de la communauté est impossible car chaque groupe ne cherche qu'à obtenir son propre avantage ;
- la politique n'est et ne peut être qu'une lutte pour le pouvoir. L'égalité humaine, la fraternité humaine ne sont que des mots creux ;
- tous les codes moraux, toutes les conceptions « idéalistes » de la politique, toutes les visions d'une meilleure société dans le futur ne sont que des mensonges, conscients ou inconscients, masquant la lutte ouverte pour le pouvoir.

Ayant établi cette thèse, Mr Burnham la contredit quelque peu en ajoutant qu'il est désirable qu'existent certains contrôles sur l'exercice du pouvoir, en particulier la liberté de parole. À la suite de Pareto, il remarque également que la caste dirigeante décline si elle ne se renouvelle pas de temps en temps avec des recrues tirées des masses. Dans une partie du livre, il admet même que la version anglo-saxonne de la démocratie a une certaine valeur de survie et que les Allemands auraient pu éviter quelques erreurs stratégiques s'ils n'avaient pas écrasé leur opposition interne. Toutefois, son emportement brutal en faveur de la liberté de parole, qui occupe un ou deux chapitres, n'est sans doute dû à rien d'autre qu'à la querelle de Mr Burnham avec l'administration Roosevelt. Il termine en se réjouissant de l'avènement d'une nouvelle classe dirigeante, qui dirigera « scientifiquement » en se servant consciemment de la force et de l'imposture, mais qui servira néanmoins un peu le bien commun parce qu'elle aura reconnu qu'il est dans son intérêt de le faire.

Or, lorsqu'on examine une théorie politique de ce type, on s'aperçoit immédiatement qu'elle n'est pas plus scientifique que les croyances idéalistes qu'elle tente de discréditer. Le point de départ de Mr Burnham est l'impossibilité de parvenir à une société relativement décente, une société, par exemple, dans laquelle tout le monde aurait suffisamment à manger et où les guerres n'existeraient plus. C'est pour lui un axiome. Pourquoi une telle chose est-elle impossible ? En quoi cette hypothèse tout à fait arbitraire est-elle « scientifique » ?

L'argument qui traverse implicitement tout le livre est qu'une société pacifique et prospère ne peut pas exister dans le futur parce qu'elle n'a jamais existé dans le passé. Le même argument aurait pu servir à démontrer l'impossibilité des avions en 1900 tandis que, quelques siècles plus tôt, on aurait pu « démontrer » que la civilisation n'est possible que sur les bases d'un servage complet.

En fait, une grande partie de l'enseignement de Machiavel a été invalidée par l'essor de la technologie moderne. À l'époque où Machiavel écrivait, l'égalité humaine était, sinon impossible, du moins certainement indésirable. Au milieu de la pauvreté générale du monde, une classe privilégiée était nécessaire afin de maintenir en vie les arts de la civilisation. Dans le monde moderne, où il n'existe pas de raison matérielle empêchant tous les êtres humains d'atteindre un niveau de vie relativement élevé, cette nécessité disparaît. L'égalité humaine est techniquement possible, quelles que soient les difficultés psychologiques, et, bien sûr, les philosophies de Pareto, de Mr Burnham et de tous les autres ne sont que des efforts pour éviter ce fait indésirable.

Une approche scientifique de l'enseignement de Machiavel devrait chercher à analyser quels hommes d'État ont pris Machiavel comme exemple et avec quel succès. Mr Burnham aborde à peine cette analyse. Il remarque cependant, pour illustrer le prestige de Machiavel, que Thomas Cromwell^[94], le chancelier de Henry VIII, avait toujours un exemplaire du *Prince* de Machiavel dans sa poche. Il ne précise pas que Cromwell a fini sa vie sur le billot. De nos jours, Mussolini, disciple conscient de Machiavel et de Pareto, ne paraît pas avoir eu un grand succès. Et le régime nazi, fondé essentiellement sur l'enseignement de Machiavel, est en train d'être écrasé par les forces qui ont été créées par son propre manque de scrupules. Il semblerait que la théorie selon

laquelle il n'existe pas de « bon » motif en politique, selon laquelle ne comptent que l'imposture et la force, ne tient pas debout et que le système machiavélien échoue à son propre test, qui est le succès matériel.

Dans *L'Ère des organisateurs*, Mr Burnham prédisait que la Grande-Bretagne serait rapidement conquise, que l'Allemagne n'attaquerait pas la Russie avant que la guerre avec la Grande-Bretagne soit terminée, et que la Russie serait alors mise en pièces. Ces prophéties, évidemment, prenaient leurs désirs pour des réalités et se sont montrées fausses presque immédiatement après avoir été énoncées. Dans le livre dont je rends compte, c'est avec sagesse qu'il s'est retenu de prédire des choses aussi concrètes, mais il parle avec le même air d'omniscience. Il est douteux que lui et nombre d'autres aient fait davantage que prendre une maxime banale et l'inverser. « La malhonnêteté est la meilleure politique » est la somme de leur sagesse. Le fait que cette bêtise un peu osée puisse – pour la seule raison qu'elle a l'air « réaliste » et mature – être acceptée sans aucun examen n'est pas un symptôme très encourageant de l'intelligentsia anglo-saxonne.

34. Recension : *Freedom of Expression*^[95] sous la direction de Hermon Ould

Tribune,
12 octobre 1945

Je n'ai jamais vu un ours polaire avec des gants de boxe tenter de ramasser une boule de vif-argent^[96] mais j'imagine que ce spectacle ressemble sans doute à ce que l'on peut voir lors d'un prétendu « symposium ». Un « symposium » (littéralement le moment d'un banquet où l'on boit, mais cette partie a été éliminée il y a longtemps) signifie un débat, ou une série de conférences sur le même sujet, par un groupe de personnes qui représentent vraisemblablement divers points de vue. Un symposium est le plus souvent extrêmement vague et évasif lorsqu'il se déroule à la radio, mais les conférences données au PEN Club il y a un an et imprimées aujourd'hui sous le titre *Freedom of Expression* sont très remarquables au sens où elles ne traitent *pas* du sujet théoriquement en question. D'ailleurs, il semble y avoir au moins deux écoles de pensée quant au thème exact du symposium PEN^[97].

Le thème, nous dit-on sur la couverture, était « la commémoration du tricentenaire de la publication de l'*Areopagitica* de Milton ». L'*Areopagitica*, on s'en souvient, est un pamphlet écrit en 1644 pour défendre la liberté de la presse^[98], et le recueil des conférences est intitulé *Freedom of Expression*. On a donc toutes les excuses pour imaginer qu'il traite principalement de la liberté d'expression. Mais pas du tout ! Le thème du symposium, écrit Mr Hermon Ould dans son introduction, était « d'organiser une tribune pour l'expression sans contraintes de points de vue et de convictions sur ce qui est sans doute le plus important des sujets sur lequel exercer nos esprits en ce moment – “La place des valeurs spirituelles et économiques dans l'avenir de l'humanité” ». Le lien exact avec l'*Areopagitica* est difficile à saisir : et en fait, environ la moitié des trente ou quarante conférenciers ne mentionnent jamais Milton.

Quant aux autres, une douzaine d'entre eux font de temps en temps une remarque qui porte sur la question de la liberté, et quelques-uns l'évoquent indirectement. Les affirmations qui concernent réellement la position de la presse en ce moment et dans ce pays sont si rares qu'elles peuvent être résumées en quelques lignes. Ainsi, Mr E. M. Foster, dans son discours inaugural, lance une très faible attaque contre le ministère de l'information et le British Council. Mr Ifor Evans indique les grands dangers qu'implique une réelle liberté de la presse^[99]. Le professeur J. B. S. Haldane analyse les effets de la censure sur la radio et le cinéma, et il mentionne la suppression du *Daily Worker*^[100]. Mr John R. Baker explique que la presse britannique est d'une certaine façon censurée dans l'intérêt de la propagande russe, et que des organisations telles que le National Council for Civil Liberties ont été noyautées de l'intérieur par des personnes favorables au totalitarisme^[101]. Mr Herbert Read fait valoir que l'appel de Milton pour

une imprimerie libre de toute censure n'a pas perdu sa pertinence. Mr Mulk Raj Anand dénonce la censure de la presse qui existe en Inde. Mr Harold Laski admet que, pendant la guerre, la presse britannique a eu droit à plus de liberté qu'on n'aurait pu s'y attendre. Mr Kingsley Martin remarque que, pour défendre la liberté, il faut nier la liberté des gens qui voudraient détruire la liberté s'ils en avaient la possibilité. Mr Alec Craig attaque les lois sur l'obscénité en littérature. C'est là plus ou moins tout ce qui se rattache au thème – qui se rattache en tout cas aux questions posées par Milton – que l'on peut trouver dans presque deux cents pages imprimées serrées[102].

Or, presque tous les conférenciers du symposium et sans doute une grande partie des auditeurs étaient des gens directement concernés par l'écriture et son industrie. Étant donné l'époque dans laquelle nous vivons et le genre de choses qui sont arrivées aux écrivains et aux journalistes au cours des quinze dernières années, ne pourrait-on pas s'attendre à ce qu'une telle assemblée de gens soit un peu plus véhémement et un peu plus précise dans ses accusations ? Voici quelques-uns des thèmes qui n'ont *pas* été mentionnés, ou ne l'ont été qu'à peine : la propriété centralisée de la presse britannique avec, en conséquence, le pouvoir d'éliminer toutes les informations non désirées ; la question de savoir qui contrôle réellement la BBC ; l'achat de jeunes écrivains par les services cinématographiques, le ministère de l'information, etc. ; les méthodes grâce auxquelles les correspondants britanniques à l'étranger sont obligés de raconter des mensonges ou de dissimuler la vérité ; la corruption de la critique littéraire par l'industrie éditoriale ; la vague pression semi-officielle qui empêche de publier des livres sur des thèmes peu populaires ; la propagation des idées totalitaires, émanant en grande partie de l'URSS, dans les milieux intellectuels anglais. La liste pourrait s'étendre, mais c'est ce genre d'influence qui menace aujourd'hui tout ce que nous mettons jusqu'à présent derrière le nom de liberté intellectuelle. Excepté dans la conférence donnée par Mr John R. Baker et, ici et là, dans celles de Mr Ifor Evans et du professeur Haldane, aucun de ces thèmes n'a eu droit à une véritable mention.

35. La révolte intellectuelle

Manchester Evening News,
24 et 31 janvier, 7 et 14 février 1946
Neue Auslese,
avril 1946

*Orwell a manifestement conçu « La révolte intellectuelle » comme un ensemble, mais le titre n'est pas de lui. Les quatre sections du texte sont parues dans quatre livraisons successives du Manchester Evening News. La postface, ajoutée en avril pour la publication d'une version allemande dans la revue *Neue Auslese*, n'a été publiée qu'en allemand (l'original anglais est perdu).*

Dans une lettre du 17 janvier 1946 à John Beavan, le rédacteur en chef du Manchester Evening News, Orwell précise le propos de la série : « Expliquer que beaucoup de penseurs sérieux n'acceptent ni le capitalisme de laisser-faire ni la forme russe de socialisme, et quelles sont les diverses réponses. »

Il y adjoint « un synopsis ou plutôt une liste des auteurs dont [il] examinera les idées et les orientations. [...]

(1) Les écrivains pessimistes (tendance vers le conservatisme). “Les sociétés planifiées conduiront nécessairement au chaos ou à la tyrannie.” F. A. Voigt, Peter Drucker, Max Eastman, Hugh Kingsmill, Malcolm Muggeridge, le professeur Hayek, Michael Polanyi^[103] peut-être Hermann Rauschning. Un peu différent des autres, mais appartenant pour l'essentiel à cette catégorie, James Burnham.

(2) Les socialistes démocratiques (tendance vers le trotskisme). “Notre tâche est de construire une société planifiée qui soit en même temps démocratique.” Arthur Koestler, Ignazio Silone, James Farrell, John Dos Passos. Plus incertain : André Malraux, Franz Borkenau, André Gide.

(3) Les réformateurs chrétiens (tendance générale vers le distributisme). “Toute société qui sacrifie l'individu à l'État périra.” Christopher Dawson, Jacques Maritain, Bernanos, Barbara Ward. Avec un accent différent : T. S. Eliot. Avec un accent encore différent : Conrad Noël, Sydney Dark, et d'autres qui se situent à gauche au sein de l'Église d'Angleterre ; et avec encore un accent différent : le professeur Macmurray, Reinhold Niebuhr.

(4) Les pacifistes (tendance vers l'anarchisme). “Nous devons nous débarrasser à la fois de l'État et de l'idée d'un niveau de vie élevé.” Aldous Huxley, Gerald Heard^[104], John Middleton Murry, Herbert Read et un certain nombre de jeunes auteurs comme Alex Comfort. »

1. La révolte intellectuelle

Au cours des dernières années, il est devenu de plus en plus évident que le capitalisme de *laisser-faire* à l'ancienne est terminé. Il y a longtemps déjà, au XIX^e siècle, ceci avait été compris par quelques individus capables de prédire l'avenir, puis rendu tangible pour des millions de personnes à l'occasion du désastre que fut la guerre de 1914-1918, du succès de la révolution russe et de l'expansion des régimes fascistes, lesquels n'étaient pas à proprement parler capitalistes et pouvaient donc résoudre des problèmes devant lesquels les anciennes démocraties, telles que la Grande-Bretagne et les États-Unis, restaient impuissantes. Les événements des six dernières années n'ont fait que souligner cette leçon. Indubitablement, partout, la tendance va vers une économie planifiée et s'éloigne d'une société individualiste dans laquelle les droits de propriété sont absolus et où l'accumulation d'argent est la motivation principale.

Cependant, en parallèle avec cette évolution, nous avons connu une révolte intellectuelle qui ne vient pas simplement du malaise des propriétaires devant la menace qui touche leurs privilèges. Sinon une majorité, du moins une large portion des meilleurs esprits de notre temps sont consternés par la tournure des événements et doutent fort que la seule sécurité économique soit un objectif qui en vaille la peine. La forme russe du socialisme a provoqué une déception très étendue et, plus profondément encore, on sent une méfiance à l'égard de toute la machine civilisatrice et de ses buts implicites. Naturellement, la révolte intellectuelle prend autant de formes qu'il existe de penseurs individuels, mais on peut déceler quelques tendances principales, qui peuvent être regroupées comme suit :

1. *Les pessimistes.* – Ceux qui nient qu'une société planifiée puisse conduire soit au bonheur soit à un véritable progrès.

2. *Les socialistes de gauche.* – Ceux qui acceptent le principe de la planification mais qui voudraient surtout la combiner avec la liberté individuelle.

3. *Les réformateurs chrétiens.* – Ceux qui voudraient combiner les changements sociaux révolutionnaires avec une adhésion à la doctrine chrétienne.

4. *Les pacifistes.* – Ceux qui veulent s'éloigner de l'État centralisé et de la totalité du principe de gouvernement par la coercition.

Il y a bien sûr des chevauchements entre ces diverses écoles de pensée, et certaines d'entre elles empiètent d'un côté sur le conservatisme ordinaire et de l'autre sur le socialisme orthodoxe. Néanmoins, un grand nombre de penseurs distingués et représentatifs peuvent être groupés avec précision dans ces rubriques.

Dans le premier de ces quatre essais, je traite de ceux que j'ai appelé les « pessimistes ».

La meilleure manifestation du point de vue pessimiste, sans doute – en tout cas en anglais et au cours de ces dernières années –, est le livre de F. A. Voigt, *Rendez à César*, publié vers 1938^[105]. Ce livre extrêmement documenté est surtout une analyse du communisme et du nazisme, et sa thèse principale est que les sociétés qui cherchent à établir un « paradis sur terre » finissent toujours dans la tyrannie. Tout au long de l'ouvrage, Voigt assume l'idée que le communisme russe et le fascisme allemand sont

pratiquement identiques et poursuivent presque le même objectif. Il s'agit évidemment d'une simplification abusive, incapable d'expliquer tous les faits connus. Néanmoins, Voigt présente de bons arguments en faveur d'une réduction de l'emprise de la politique et contre les espoirs excessifs qui sont mis dans l'action politique. Son argument de base est fort simple : s'il a pour but la société parfaite et pense savoir comment l'atteindre, un homme d'État ne se laissera arrêter par rien pour forcer les autres à suivre le même chemin, et ses idéaux politiques seront inextricablement liés à son désir de rester au pouvoir. En pratique, on ne parvient jamais à la société parfaite, et le terrorisme employé dans ce but n'engendre rien d'autre qu'un besoin de terrorisme sans cesse renouvelé. En conséquence, la tentative d'établir la liberté et l'égalité aboutit toujours à un État policier ; si, à l'inverse, partant de l'idée que la nature humaine est mauvaise, on se fixe des buts plus limités, on parviendra peut-être à une société relativement décente.

La même ligne est suivie plus ou moins par l'écrivain américain Peter Drucker, auteur de *La Fin de l'homme économique* [1939] et *Le Futur de l'homme industriel* [1942] [106]. Drucker fait partie des rares théoriciens qui avaient prédit le pacte germano-soviétique de 1939. Tout particulièrement dans le second ouvrage, il met en avant le besoin de ce qu'il appelle une « révolution conservatrice », qui ne soit pas un retour au capitalisme mais la reprise de l'idée d'une « société mixte » où un système de contraintes et d'équilibres empêche toute section de la communauté de devenir trop puissante. Ceci, explique Drucker, était le véritable but des dirigeants de la révolution américaine au XVIII^e siècle.

D'autres écrivains ont avancé des arguments semblables contre le perfectionnisme : Michael Roberts dans son livre sur T. E. Hulme[107], Malcolm Muggeridge dans *The Thirties*[108] et Hugh Kingsmill dans *The Poisoned Crown*. Ce dernier livre comporte quatre études sur la reine Elizabeth, Cromwell, Napoléon et Abraham Lincoln ; c'est sans doute un livre un peu pervers, mais il contient quelques remarques pénétrantes sur la dictature[109].

Tout le problème des buts utopiques et de leur tendance à s'achever dans la tyrannie est discuté par Bertrand Russell dans une série de livres, particulièrement *L'Esprit scientifique, Liberté et organisation* et *Le Pouvoir : une nouvelle analyse*[110]. Russell a défendu des points de vue politiques différents à diverses périodes de sa vie, mais sa vision de l'avenir a presque toujours été uniformément pessimiste. Il a également tendance à penser que liberté et efficacité sont incompatibles par nature.

L'État centralisé et planifié a aussi été attaqué parce que, même au regard de ses propres objectifs, il ne fonctionne pas. Sans doute l'exposé le plus clair de ce point de vue se trouve dans *La Route de la servitude* du professeur Hayek, un livre publié en 1944 et qui est à l'origine d'importants débats, particulièrement aux États-Unis[111]. Hayek affirme que le centralisme et la planification minutieuse non seulement détruisent la liberté mais sont incapables de produire un niveau de vie aussi élevé que le capitalisme de *laisser-faire*. Il affirme qu'avant la prise du pouvoir par Hitler une partie essentielle de son travail avait déjà été faite pour lui par les sociaux-démocrates et les communistes allemands, qui étaient parvenus à détruire le désir de liberté et d'indépendance de l'Allemand moyen. Son argument principal est qu'une économie

centralisée donne nécessairement un grand pouvoir aux bureaucrates qui se trouvent au centre, et que les personnes qui veulent le pouvoir pour le pouvoir graviteront vers les postes-clés.

Une ligne semblable est défendue dans *Contempt of Freedom* du professeur Michael Polanyi de l'université de Manchester, qui a étudié les conditions en URSS pendant de nombreuses années et soumis le célèbre livre du [couple Webb](#), *Le Communisme soviétique, une nouvelle civilisation ?*, à une critique approfondie[112]. Le biologiste John R. Baker a également affirmé (*La Science et l'État planifié*) que la recherche scientifique ne peut pas prospérer sous la domination d'une bureaucratie[113].

Pour finir, on peut mettre au nombre des pessimistes James Burnham, dont le livre *L'Ère des organisateurs* a fait tellement de bruit quand il a été publié il y a cinq ans. Plus particulièrement dans son livre récent, *Les Machiavéliens*[114], Burnham affirme que ni le socialisme ni une pleine démocratie ne sont des objectifs accessibles, et que nous pouvons au mieux mettre en place des garanties – par exemple, des syndicats indépendants et une presse libre – contre les abus de pouvoir. Il va bien plus loin que les autres écrivains que j'ai mentionnés, car il nie même la possibilité d'un comportement politique honnête et conseille simplement d'utiliser la ruse politique pour des objectifs limités au lieu d'objectifs extravagants ; mais sur de nombreux points, sa vision du monde coïncide avec celle des autres.

Le terme « pessimiste » convient à tous ces écrivains au sens où ils refusent de croire à la possibilité d'une utopie sur cette terre, tandis que la majorité d'entre eux ne croient pas non plus en un « autre monde » dans lequel les torts de celui-ci seraient corrigés. À l'exception de Drucker et de Burnham, qui cherchent à guider les tendances existantes plutôt qu'à s'y opposer, la faiblesse de tous ces gens est que la politique qu'ils proposent ne leur vaudrait pas un grand nombre de sympathisants. La défense compétente du capitalisme par Hayek, par exemple, est un travail inutile puisque rares sont les gens qui voudraient retourner au capitalisme d'autrefois. Confrontés à un choix entre le servage et l'insécurité économique, les masses, dans tous les pays, choisiraient sans doute carrément le servage, en tout cas si on lui attribuait un autre nom. La plupart des autres proposent ce qui est essentiellement une vision religieuse de la vie sans les consolations d'une religion traditionnelle.

S'il fallait donner aux écrivains de cette école une étiquette politique, il faudrait les appeler des conservateurs – mais leur conservatisme est le plus souvent romantique, au sens où il se bat contre des faits irréversibles. Mais cela ne veut pas dire qu'avec d'autres écrivains de tendance semblable ils n'ont pas proposé des critiques utiles sur la folie et la méchanceté de l'âge du totalitarisme[115].

2. Qu'est-ce que le socialisme ?

Jusqu'au XX^e siècle et même jusqu'aux années 1930, toute la pensée socialiste était d'une certaine façon utopienne. Le socialisme n'avait été testé nulle part dans le monde réel et, dans l'esprit de presque tout le monde, y compris de ses ennemis, il était lié aux idées de liberté et d'égalité. Il suffisait de mettre fin à l'injustice économique pour que toute autre forme de tyrannie disparaisse également. L'âge de la fraternité humaine commencerait alors ; la guerre, le crime, la maladie, la pauvreté et le travail épuisant appartiendraient au passé. Certaines personnes n'aimaient pas cet objectif, nombre d'autres pensaient qu'il ne serait jamais atteint, mais c'était quand même l'objectif. Des penseurs aussi éloignés l'un de l'autre que Karl Marx et William Morris, Anatole France et Jack London, avaient tous une image plus ou moins semblable de l'avenir socialiste, bien qu'ils aient pu diverger énormément quant aux moyens d'y parvenir.

Après 1930, un schisme idéologique a commencé à apparaître dans le mouvement socialiste. Le « socialisme » n'était plus alors un simple mot évoquant un rêve. Un pays immense et puissant, la Russie soviétique, avait adopté une économie socialiste et reconstruisait rapidement sa vie nationale ; en outre, dans presque tous les pays, il y avait un mouvement indubitable vers la propriété publique et la planification à grande échelle. En même temps, autour du mot « socialisme », grandissait en Allemagne la monstruosité qu'était le nazisme, qui se donnait le nom de socialisme et qui possédait certains aspects quasi socialistes, mais qui les a incorporés dans un des régimes les plus cruels et les plus cyniques que le monde ait jamais connus. Il était évidemment temps de redéfinir le mot « socialisme ».

Parmi les livres récemment parus, sans doute la meilleure discussion de ces questions se trouve dans le livre d'Arthur Koestler, *Le Yogi et le commissaire*, publié il y a environ un an. Selon Koestler, il nous faut maintenant « une synthèse entre le saint et le révolutionnaire ». Pour le dire différemment : les révolutions doivent se faire, il ne peut pas y avoir de progrès moral sans changements économiques drastiques, et pourtant le révolutionnaire s'active pour rien s'il perd contact avec la décence ordinaire humaine. D'une façon ou d'une autre, il nous faut résoudre le dilemme de la fin et des moyens. Nous devons être capables d'agir, même d'user de violence, sans pourtant être corrompus par l'action. En termes spécifiquement politiques, cela signifie le rejet du communisme russe d'une part et du gradualisme fabien d'autre part. Comme la plupart des autres auteurs de tendance semblable, Koestler est un ancien communiste et, inévitablement, sa réaction la plus vive se fait contre les développements qui sont apparus dans la politique soviétique depuis 1930 environ. Son meilleur livre est un roman, *Le Zéro et l'infini*, qui traite des procès de Moscou pour sabotage[116].

Parmi d'autres écrivains qui pourraient être placés plus ou moins dans la même catégorie on trouve Ignazio Silone, André Malraux, ainsi que les Américains John Dos Passos et James Farrell. On pourrait ajouter André Gide, qui n'est arrivé au communisme, voire à la conscience politique, que tard dans sa vie mais qui, une fois ce pas accompli, est passé presque immédiatement dans le camp des rebelles. On pourrait également ajouter le trotskiste français Victor Serge et l'historien du fascisme Gaetano Salvemini[117]. Salvemini est un libéral plutôt qu'un socialiste, mais il ressemble aux

autres en ce qu'il met surtout l'accent sur l'antitotalitarisme et qu'il s'est profondément impliqué dans les luttes internes de la gauche.

En dépit de quelques ressemblances superficielles qui apparaissent de temps en temps, il n'existe pas d'affinités réelles entre des socialistes dissidents tels que Koestler ou Silone et des conservateurs éclairés tels que Voigt ou Drucker. Le livre de dialogues politiques de Silone, *L'École des dictateurs*, peut sembler, à première vue, tout aussi pessimiste et critique des partis de gauche du moment que *Rendez à César*, mais la vision du monde qui sous-tend le livre de Silone est extrêmement différente^[118].

En fait, un socialiste ou un communiste, en tant que tel – et ceci s'applique sans doute tout particulièrement à celui qui rompt avec son propre parti du fait d'un point de doctrine –, est quelqu'un qui croit que le « paradis terrestre » est possible. En dernière analyse, le socialisme est une croyance optimiste qu'il est difficile de concilier avec la doctrine du péché originel. Un socialiste n'est pas obligé de croire que la société humaine peut réellement devenir parfaite, mais la très grande majorité des socialistes croient vraiment qu'elle pourrait être bien meilleure qu'elle ne l'est à présent, et que la plupart des maux dont les hommes sont responsables proviennent des effets pervers de l'injustice et de l'inégalité. Le fondement du socialisme est l'humanisme. Il peut exister en parallèle avec une croyance religieuse, mais pas avec la croyance que l'homme est une créature limitée qui se comportera toujours mal à la moindre occasion.

L'émotion que contiennent des livres tels que *Le Zéro et l'infini*, *Retour de l'URSS* de Gide, *Assignment in Utopia* d'Eugene Lyons^[119] et d'autres de tendances semblables n'est pas simplement celle d'une déception parce que le paradis attendu n'est pas arrivé assez rapidement. C'est aussi la crainte que les objectifs de départ du mouvement socialiste soient en train de se brouiller.

Il ne fait aucun doute que la pensée orthodoxe socialiste, qu'elle soit réformiste ou révolutionnaire, a perdu une partie des qualités messianiques qu'elle possédait il y a trente ans. Cela est dû à la complexité grandissante de la vie industrielle, aux besoins quotidiens de la lutte contre le fascisme et à l'exemple de la Russie soviétique. Afin de survivre, les communistes russes ont dû abandonner, en tout cas temporairement, certains des idéaux qui étaient les leurs à l'origine. Une égalité économique absolue était en fait impossible ; la liberté de parole, dans un pays arriéré qui venait de traverser une guerre civile, était trop dangereuse ; l'internationalisme a été tué par l'hostilité des puissances capitalistes.

Dès 1925, la politique russe, intérieure et extérieure, est devenue plus dure et moins idéaliste, et ce nouvel esprit a été disséminé à l'extérieur par les partis communistes des divers pays. L'histoire de ces partis communistes peut facilement être examinée dans le livre de Frank Borkenau, *L'Internationale communiste*^[120]. Malgré beaucoup de courage et de dévotion, l'effet principal du communisme en Europe occidentale a été de miner la croyance en la démocratie et de teinter le mouvement socialiste tout entier de machiavélisme. Les écrivains que j'ai nommés ne sont pas les seuls à se révolter contre ces tendances. Beaucoup d'autres, importants ou non, ont connu une évolution semblable. Pour n'en nommer que quelques-uns : Freda Utley, Max Eastman, Ralph Bates, Stephen Spender, Philip Toynbee, Louis Fischer^[121].

À l'exception, peut-être, de Max Eastman, aucun de ces écrivains ne peut être considéré comme étant passé dans le camp conservateur. Ils sont tous conscients de la nécessité de sociétés planifiées et d'un haut niveau de développement industriel. Mais ils veulent garder vivante l'ancienne conception du socialisme, celle qui mettait l'accent sur la liberté et l'égalité, et qui s'inspirait de la croyance en la fraternité humaine. Le point de vue qu'ils expriment existe un peu partout à l'aile gauche du mouvement socialiste, en tout cas dans les pays les plus développés, où un niveau de vie élevé est la norme. Dans les pays plus primitifs, l'extrémisme politique prend davantage la forme de l'anarchisme. Parmi ceux qui croient à la possibilité d'un progrès humain, trois tendances s'opposent toujours : le machiavélisme, le bureaucratisme et l'utopisme.

En ce moment, l'utopisme a du mal à se transformer en un mouvement politique bien défini. Partout, les masses cherchent la sécurité plus qu'elles ne veulent l'égalité, et elles n'ont pas compris l'importance, pour elles, de la liberté de parole et de la presse. Toutefois, le désir de la perfection terrestre a une très longue histoire derrière lui. Si l'on étudiait la généalogie des idées représentées par des écrivains comme Koestler et Silone, on verrait qu'elle remonte aux premiers chrétiens et aux révolutions des esclaves de l'Antiquité, par le biais de rêveurs utopistes tels que William Morris et de démocrates mystiques tels que Walt Whitman, en passant par Rousseau, par les Diggers et les Levellers anglais ainsi que par les révoltes paysannes du Moyen Âge. Les pamphlets de Gerrard Winstanley – le Digger de Wigan dont la tentative de mise en place d'un communisme primitif a été écrasée par Cromwell – sont étrangement proches de la littérature moderne de gauche^[122].

Le « paradis terrestre » n'a jamais été réalisé mais, en tant qu'idée, il ne semble pas qu'il doive jamais disparaître, en dépit de la facilité avec laquelle il peut être vilipendé par les pragmatiques politiques de toutes tendances. Ce concept se fonde sur la croyance en une nature humaine ayant un comportement plus décent à l'origine et capable d'un développement indéfini. Cette croyance a été la force motrice principale du mouvement socialiste, y compris des sectes clandestines qui ont préparé la route de la révolution russe, et on peut très bien affirmer que les utopiens, pour l'instant une minorité éparpillée, sont les véritables défenseurs de la tradition socialiste.

Freda Utley, *The Dream We Lost* [1940]. – Max Eastman, *Depuis la mort de Lénine* [1925] ; *Artists in Uniform* [1934]. – Arthur Koestler, *Spartacus* [1939] ; *La Lie de la terre* [1941]. – Ignazio Silone, *Fontamara* [1933] ; *Le Pain et le vin* [1936] ; *Le Grain sous la neige* [1941]. – André Malraux, *La Condition humaine* [1933] ; *L'Espoir* [1937]. – Gaetano Salvemini, *La Terreur fasciste* [1936]. – Gerrard Winstanley, *Sélections*^[123].

3. Les réformateurs chrétiens

Si la croyance en la vie après la mort et le désir du bonheur terrestre ne sont pas irréconciliables, ils tirent dans deux directions opposées. S'il y a une vie au-delà du tombeau, notre principal objectif doit être de nous préparer pour cette vie-là, et la discipline spirituelle nécessaire peut avoir besoin de la douleur, du chagrin, de la pauvreté et de tout ce que le réformateur social veut éliminer. De toute façon, l'idée de se soumettre à la volonté de Dieu et l'idée d'un contrôle croissant de la nature par les êtres humains sont ressenties comme antinomiques. Dans l'ensemble, donc, les Églises chrétiennes – particulièrement catholique, orthodoxe, anglicane et luthérienne, chacune attachée à un ordre social bien établi – ont toutes été hostiles à l'idée de progrès et ont résisté à toutes les théories politiques qui avaient tendance à affaiblir l'institution de la propriété privée.

Cependant, on ne peut pas mettre sur le même pied la croyance chrétienne et les conservateurs. Même au Moyen Âge il existait déjà des sectes hérétiques qui prêchaient des doctrines politiques révolutionnaires et, après la Réforme, un lien direct s'est formé entre le radicalisme et le protestantisme. Les racines du mouvement socialiste anglais proviennent en partie du Non-Conformisme^[124].

Notre époque a cependant connu une évolution aux conséquences bien plus importantes : la tentative de réconcilier la croyance chrétienne traditionnelle à l'au-delà et le socialisme révolutionnaire. Des partis socialistes catholiques ont vu le jour dans toute l'Europe. L'Église orthodoxe russe, ou une partie importante de celle-ci, a fait la paix avec le gouvernement soviétique, et des courants de pensée similaires sont nés dans l'Église anglicane.

Il existe plus d'une raison pour ces changements, mais ils n'auraient pas pu se faire si des chrétiens, prêtres et laïcs, n'avaient pas été toujours plus convaincus de la cruauté inhérente de la société capitaliste. Il n'est plus possible, comme par le passé, de prêcher que Dieu a créé les riches et les pauvres, et que ce qui importe est de sauver les âmes. Comme l'a exprimé le pasteur Niemöller^[125], les conditions de pauvreté d'une grande ville sont telles qu'elles rendent impossible une vie chrétienne. Peut-être l'enseignement du Christ montrait-il la voie du communisme pur. Il demandait en tout cas une redistribution radicale de la propriété.

Au cours des vingt dernières années, les plus distingués des penseurs religieux n'ont pas été des réactionnaires politiques au sens ordinaire : c'est-à-dire qu'ils ne défendaient pas le capitalisme de *laisser-faire*. On trouve de nombreuses variations d'opinion parmi eux, mais il est possible de distinguer trois tendances majeures.

Premièrement, certains d'entre eux identifient simplement le christianisme avec le communisme et soulignent les répercussions politiques et économiques de l'Évangile. Quelques-uns, dont le plus connu est le Doyen de Canterbury^[126], considèrent que la Russie soviétique est ce qui s'approche le plus aujourd'hui d'une société chrétienne. Le professeur John Macmurray (*The Clue to History*) va presque aussi loin sur cette voie que le Doyen de Canterbury et affirme que la tendance antireligieuse du régime soviétique n'est qu'une erreur qui peut et devrait être corrigée^[127]. Le professeur

Macmurray rejette toutefois la doctrine de l'immortalité individuelle, de sorte qu'on ne peut pas vraiment le considérer comme un croyant de type orthodoxe. Sydney Dark (*I Sit and I Think and I Wonder*), autrefois rédacteur en chef de *Church Times*^[128], est un autre écrivain anglican qui s'est exprimé plus ou moins dans le même sens, bien qu'il souligne davantage le caractère sacré de l'individu. Malgré quelques efforts récents en France, il n'y a jamais eu de véritable réconciliation entre le communisme russe et l'Église catholique. À l'intérieur de l'Église anglicane, toutefois, les sympathies de gauche sont apparemment les plus fortes parmi les anglo-catholiques, dont la doctrine est plus proche du catholicisme.

Deuxièmement, il y a ceux qui acceptent le socialisme comme une étape inévitable voire désirable de l'histoire humaine mais qui cherchent surtout à christianiser la nouvelle société socialiste et à l'empêcher d'abandonner ses liens spirituels avec le passé. Les deux écrivains les plus distingués de cette tendance sont l'auteur français bergsonien Jacques Maritain et l'auteur russe émigré Nikolai Berdiaev.

Maritain, dont le livre *Christianisme et démocratie* a été publié en Angleterre l'année passée^[129], est un penseur d'une grande subtilité, extrêmement respecté dans le monde catholique ; il a rendu de grands services à la cause du socialisme en parvenant à réconcilier l'idée de progrès social avec une orthodoxie catholique stricte. Pendant la guerre, il a fait peser tout le poids de son autorité intellectuelle contre le régime de Pétain et, pendant la guerre civile espagnole, il a refusé d'acclamer Franco comme le champion du christianisme.

Le romancier catholique Georges Bernanos (*Journal d'un curé de campagne* et *Nous autres Français*) a défendu une position semblable mais plus véhémement. En tant que penseur, cependant, Bernanos devrait sans doute être placé dans le troisième des groupes que j'analyse. Le plus proche équivalent anglais de Maritain est l'historien catholique Christopher Dawson^[130].

Le cas de Berdiaev est différent de celui des autres au sens où il a été d'abord un socialiste marxien et n'est devenu croyant que plus tard. Il a quitté la Russie à l'époque de la révolution mais, bien qu'extrêmement hostile au bolchevisme, il en a parlé dans ses textes avec plus de compréhension et de respect que la plupart de ses adversaires, et ses remarques sur le lien entre la foi primitive des paysans russes et la violence de la révolution sont d'un grand intérêt.

Tous les écrivains de ce groupe s'accorderaient à dire que, si l'Église a perdu le soutien des masses, c'est surtout parce qu'elle a toléré l'injustice sociale. L'expression politique de ce nouveau point de vue est le socialisme chrétien, lequel a déjà atteint des proportions impressionnantes en France.

Finalement – et d'une certaine façon, c'est là le groupe le plus intéressant –, il y a ceux qui reconnaissent l'injustice de la société actuelle et sont prêts à des changements radicaux, mais qui rejettent le socialisme et, par voie de conséquence, l'industrialisme.

Il y a déjà longtemps, Hilaire Belloc a écrit *L'État servile*^[131], un livre plein de prescience, dans lequel il prédisait que la société capitaliste n'allait pas tarder à dégénérer en quelque chose qui, plus tard, a pris le nom de fascisme. Le remède proposé par Belloc était de fragmenter les grandes propriétés et de revenir aux paysans

propriétaires. L'ami de Belloc, G. K. Chesterton, a fait de cette idée la base d'un mouvement politique qu'il a appelé le « distributisme ». Chesterton, converti au catholicisme, avait la formation mentale d'un radical du XIX^e siècle, et son aspiration à une forme plus simple de société se mêlait à une croyance presque mythique à la démocratie et aux vertus de l'homme ordinaire. Son mouvement n'a jamais attiré beaucoup de partisans et, après sa mort, quelques-uns de ses disciples se sont tournés vers la British Union of Fascists, tandis que d'autres ont cherché à trouver un remède dans la réforme monétaire. Cependant, ses doctrines ont réapparu, sans beaucoup de changements, dans la conception de T. S. Eliot d'une société chrétienne. L'importance de Chesterton est qu'il exprime sous une forme simplifiée – voire caricaturale – certaines tendances que l'on retrouve chez tous les réformateurs chrétiens.

Les vertus spécifiquement chrétiennes ont plus de chance de prospérer dans de petites communautés, où la vie est simple et où la famille est une unité naturelle. C'est pour cette raison que la pensée chrétienne, même chez ceux qui acceptent la nécessité de la planification et de la propriété centralisée, s'éloigne toujours d'une société très complexe et luxueuse et se sent plus d'affinités avec le village médiéval. Même un écrivain comme le professeur Macmurray, capable d'accepter presque sans réserve le communisme russe, voudrait voir les gens vivre dans ce qu'il appelle un « monde ordinaire », où la vie ne serait pas trop facile. Le médiévalisme, tel que nous le présente Chesterton, ou même Eliot, n'est pas de la politique sérieuse. Ce n'est qu'un symptôme du malaise que toute personne sensée ressent devant le spectacle d'une civilisation mécanisée.

Cependant, les penseurs chrétiens plus réalistes que Chesterton sont toujours confrontés à un problème non résolu. Ils affirment avec raison que, si notre civilisation ne se régénère pas moralement, elle risque de périr – et ils ont sans doute aussi raison d'ajouter que, en tout cas en Europe, son code moral doit se fonder sur des principes chrétiens. Mais la religion chrétienne comprend des doctrines qui en sont une partie intégrante et qu'un très grand nombre de personnes ne veulent plus accepter. La croyance en l'immortalité, par exemple, est presque certainement en baisse. Si l'Église s'accroche à de telles doctrines, elle ne pourra pas attirer la grande masse des gens ; mais si elle les abandonne, elle aura perdu sa raison d'être et pourrait très bien disparaître.

Ceci n'est redire une fois encore, avec d'autres mots, que le christianisme, de par sa nature, est « détaché des contingences », tandis que le socialisme est, de par sa nature, « de ce monde ». Presque toutes les discussions religieuses, à notre époque, tournent autour de ce problème, bien qu'aucune solution satisfaisante n'ait été trouvée. Cependant, le fait que des écrivains et des penseurs de la stature de Maritain, Eliot, Reinhold Niebuhr et Christopher Dawson aient été forcés non seulement à s'intéresser à la politique contemporaine mais aussi à se mettre dans les rangs de ce qu'on appelle, de manière vague, le camp « progressiste », permet de contrebalancer l'optimisme un peu facile et le matérialisme mal élaboré qui sont une des faiblesses du mouvement de gauche.

Doyen de Canterbury, *Marxism and the Individual* (pamphlet). – Jacques Maritain,

Science et sagesse [1935] ; *Humanisme intégral* [1936] ; *Les Droits de l'homme* [1942].
– Nikolai Berdiaev, *Russian Religious Psychology and Communist Atheism* [1931] ; *Le Christianisme et la lutte des classes* [1932]. – Evgueni Lampert, *Nicolas Berdyaev and the New Middle Ages* [1945]. – Christopher Dawson, *Beyond Politics* [1939] ; *The Judgment of the Nations* [1942]. – Reinhold Niebuhr, *Moral Man and Immoral Society* [1932].

4. Pacifisme & progrès

Le « pacifisme » est un terme vague, car il est habituellement considéré comme n'exprimant qu'une négation, c'est-à-dire le refus de faire son service militaire ou le rejet de la guerre comme instrument de la politique. Ceci ne comporte pas en soi une implication politique précise, et il n'existe pas non plus de consensus sur les activités qu'un militant antiguerre devrait accepter ou refuser. La majorité des objecteurs de conscience refusent tout simplement de tuer et sont prêts à accomplir d'autres tâches, comme le travail agricole, où leur contribution à l'effort de guerre est indirecte plutôt que directe. D'autre part, les militants antiguerre qui refusent tout compromis, qui refusent toute forme de service national et qui sont prêts à affronter les persécutions du fait de leurs croyances, sont souvent des personnes qui n'ont pas d'objection théorique à la violence mais ne sont que des opposants au gouvernement qui se trouve être en train de faire la guerre. C'est pour cela que de nombreux socialistes se sont opposés à la guerre de 1914-1918 et ont soutenu celle de 1939-1945, ce qui, étant donné leurs prémisses, n'était pas incohérent.

Si l'on suppose que toute la théorie du pacifisme signifie une renonciation complète à la violence, on peut émettre de très sérieuses critiques à son encontre. Il est évident qu'un gouvernement qui n'est pas disposé à user de la force sera à la merci de tout autre gouvernement, voire de tout individu, qui a moins de scrupules – de sorte que le refus de se servir de la force a tendance à rendre impossible la vie civilisée. Cependant, certaines personnes que l'on peut décrire comme pacifistes sont suffisamment intelligentes pour voir et admettre cela et ont néanmoins une réponse. Il existe évidemment des différences d'opinion parmi elles, mais leur réponse est plus ou moins la suivante.

Bien sûr, la civilisation repose sur la force. Elle ne repose pas seulement sur les fusils et les bombardiers, mais aussi sur les prisons, les camps de concentration et les matraques des policiers. Il est tout à fait vrai que, lorsque des adeptes de la non-violence refusent de se défendre, l'effet immédiat est de donner davantage de pouvoir à des gangsters comme Hitler et Mussolini. Cependant, il est également vrai que l'usage de la force rend impossible de véritables progrès. Une société est bonne quand les êtres humains sont égaux et quand ils coopèrent volontairement les uns avec les autres, et pas à cause de la peur ou d'une obligation économique. C'est là l'objectif des socialistes, des communistes et des anarchistes, avec des moyens différents. Il est évident que, s'il ne peut pas être atteint tout de suite, accepter que la guerre soit un instrument revient à s'en éloigner un peu. Faire la guerre et se préparer à la guerre signifient nécessairement un État moderne centralisé, lequel détruit la liberté et perpétue les inégalités.

En outre, chaque guerre produit de nouvelles guerres. Même si la vie humaine n'est pas complètement anéantie – ce qui est tout à fait imaginable étant donné les capacités destructrices des armes d'aujourd'hui –, il ne peut pas y avoir de progrès réel tant que le processus continue. Il y aura sans doute une véritable dégénérescence, parce que chaque guerre a tendance à être plus brutale et plus dégradante que la précédente. À un moment ou à un autre, le cycle doit être rompu. Même au prix d'accepter la défaite et la domination étrangère, il nous faut agir pacifiquement et refuser de rendre le mal pour le

mal. Ce qui provoquera apparemment, pour commencer, un renforcement du mal, mais c'est là le prix à payer pour l'histoire barbare des quatre cents dernières années. Même s'il est toujours nécessaire de lutter contre l'oppression, nous devons lutter contre elle par des moyens non violents. Le premier pas vers la raison consiste à rompre le cycle de la violence.

Parmi les écrivains que l'on pourrait grossièrement grouper sous le nom de pacifistes et qui accepteraient sans doute ce que je viens de dire comme une formulation préliminaire de leur point de vue, on trouve Aldous Huxley, John Middleton Murry, feu Max Plowman, Herbert Read, anarchiste, poète et critique, ainsi que nombre de très jeunes écrivains comme Alex Comfort et D.S. Savage. Tous ces écrivains doivent beaucoup à deux penseurs : Tolstoï et Gandhi. Mais on peut distinguer parmi eux au moins deux écoles de pensée – la controverse tourne en fait autour du refus ou de l'acceptation de l'État et de la civilisation mécaniste.

Dans ses premiers écrits pacifistes, par exemple *La Fin et les moyens*^[132], Huxley a surtout souligné la folie destructrice de la guerre et est allé un peu trop loin en affirmant qu'on ne peut pas arriver à un bon résultat en utilisant des méthodes indéfendables. Plus récemment, il semble être parvenu à la conclusion que l'action politique est intrinsèquement indéfendable et que, à proprement parler, il est impossible que la société puisse être sauvée – seuls les individus peuvent être sauvés, et encore seulement à l'aide d'exercices religieux qu'une personne ordinaire n'est pas vraiment à même d'entreprendre. Cela revient à désespérer des institutions humaines et à conseiller le refus d'obéissance à l'État, bien que Huxley n'ait jamais émis de déclaration politique précise.

Middleton Murry est arrivé au pacifisme en passant par le socialisme, et son attitude envers l'État est assez différente. Il ne demande pas qu'il soit tout simplement aboli et il se rend compte que la société mécaniste ne peut pas être éliminée, ou qu'en tout cas elle ne le sera pas. Dans un livre récent, *Adam and Eve*^[133], il fait remarquer – ce qui est intéressant mais discutable – que si nous tenons à garder la machine il ne faudrait pas tenter d'atteindre le plein-emploi. Une industrie très développée, lorsqu'elle travaille à plein temps, produira un surplus de biens inutiles avec, en conséquence, une lutte pour la conquête de marchés et une concurrence dans l'armement, laquelle finit toujours par la guerre. Il faut tendre vers une société décentralisée, agricole plus qu'industrielle, et préférer les loisirs au luxe. Une telle société, pense Murry, serait intrinsèquement pacifique et n'attiserait pas les convoitises, même celles de voisins agressifs.

Bien qu'en tant qu'anarchiste il récuse complètement l'État, Herbert Read, étrangement, n'est pas hostile à la machine. Un niveau élevé de développement industriel serait, à son avis, compatible avec une absence complète de contrôle central. Quelques-uns des plus jeunes écrivains pacifistes comme Comfort et Savage ne proposent aucun programme pour la société dans son ensemble, mais soulignent le fait qu'il est nécessaire de préserver l'individualité des personnes contre l'empiétement soit de l'État soit des partis politiques.

On verra que le véritable problème est de savoir si le pacifisme est compatible avec la recherche du confort matériel. Dans l'ensemble, la pensée pacifiste se dirige vers une

sorte de primitivisme. Si vous désirez un niveau de vie élevé, vous avez besoin d'une société industrielle complexe – mais celle-ci nécessite planification, organisation et coercition –, en d'autres mots, l'État, avec ses prisons, ses forces de police et ses guerres inévitables. Les plus extrêmes des pacifistes diraient que l'existence même de l'État est incompatible avec la paix véritable. Il est clair que quiconque suit cette ligne de pensée sera incapable d'imaginer une régénération complète et rapide de la société. L'idéal pacifiste et anarchiste, s'il peut se réaliser, ne peut se concrétiser que petit à petit. D'où l'idée, qui hante la pensée anarchiste depuis cent ans, de communautés agricoles autarciques dans lesquelles la société non violente et sans classes peut exister, pour ainsi dire, par petits morceaux.

À diverses époques, de telles communautés ont existé en fait dans différentes parties du monde – en Russie et en Amérique au XIX^e siècle, en France et en Allemagne dans l'entre-deux-guerres, et brièvement en Espagne pendant la guerre civile. En Grande-Bretagne également, de petits groupes d'objecteurs de conscience ont tenté quelque chose de semblable ces dernières années. Il ne s'agit pas simplement d'échapper à la société – davantage de créer des oasis spirituelles ressemblant aux monastères des temps obscurs depuis lesquels une attitude nouvelle envers la vie peut graduellement se diffuser.

Le problème avec ce genre de communautés est qu'elles ne sont jamais véritablement indépendantes du monde extérieur et qu'elles ne peuvent exister qu'aussi longtemps que l'État, qu'elles considèrent comme leur ennemi, continue à les tolérer. Dans un sens plus large, la même critique s'applique au mouvement pacifiste dans son ensemble. Il ne peut survivre que s'il existe un certain degré de démocratie, et dans certaines parties du monde il n'a jamais pu exister. Il n'y a pas eu de mouvement pacifiste dans l'Allemagne nazie, par exemple.

La tendance du pacifisme, en conséquence, est toujours d'affaiblir les gouvernements et les systèmes sociaux qui leur sont le plus favorables. Au cours des dix années précédant la guerre, il ne fait aucun doute que la prévalence d'idées pacifistes en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis a encouragé l'agression fasciste. Et même dans leurs sentiments subjectifs, les pacifistes anglais et américains donnent souvent l'impression d'être plus hostiles à la démocratie qu'au totalitarisme.

Cependant, au sens négatif, leurs critiques ont été utiles. Ils ont fait remarquer avec insistance et avec raison que la société actuelle, même lorsque les canons ne tirent pas, n'est pas pacifique, et ils ont maintenu en vie l'idée – un peu négligée depuis la révolution russe – que le but du progrès est d'abolir l'autorité de l'État et pas de la renforcer.

Aldous Huxley, *What Are You Going to Do About It ?* (pamphlets I et II) [1936] ; *L'Éminence grise* [1941]. – Max Plowman, *Bridge Into the Future* (lettres) [134]. – Herbert Read, *Poetry and Anarchism* [1938]. – Alex Comfort, *No Such Liberty* [1941] [135] – D. S. Savage, *The Personal Principle* [1944]. – Léon Tolstoï, *Que devons-nous faire ?* [1888] [136] – Wilfred Wellock, *A Mechanistic or a Human Society ?* (pamphlet) [1944]. – Roy Walker, *The Wisdom of Gandhi* (pamphlet) [1944].

Postface

Ce que disent aujourd'hui les écrivains, les artistes, les scientifiques et les philosophes est une indication des évolutions futures plutôt que présentes. La puissance croissante de l'État produit, comme nous l'avons vu, un grand désarroi, particulièrement chez ceux pour qui, il y a à peine dix ou vingt ans, le socialisme était la garantie du progrès. Mais cette idée n'a jusqu'à présent touché qu'une partie du public. La magie que des concepts tels que « nationalisation » et « planification » possèdent aujourd'hui et l'idée que presque tout le reste peut être sacrifié pour obtenir la sécurité économique envoûtent encore les masses, et ces concepts vont sans doute continuer à gagner en puissance. On considère toujours qu'il est hérétique de rejeter la version matérialiste du socialisme, tout comme il était hérétique de croire au socialisme il y a trente ans.

Les tendances antitotalitaires décrites ne sont pas distribuées de façon égale parmi les intellectuels. Les écrivains et les artistes rejettent l'État centralisé bien plus radicalement que les scientifiques ou les ingénieurs. Nous avons des scientifiques qui admirent la Russie soviétique sans réserves et qui se soumettent même à la discipline du parti communiste, tandis que les écrivains, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne suivent pas en général la ligne du parti. Ils se méfient de toute restriction de leur liberté imposée par l'État même lorsqu'ils dépendent de l'État pour leurs besoins économiques. Au contraire, la plupart des scientifiques dépendent de l'État pour la poursuite de leur travail, lequel dépend moins de l'individu ; en outre, la société considère leur travail comme utile.

Le fait que des auteurs comme Gide, Malraux, Maritain, Koestler, Bertrand Russell, etc., chacun à sa façon, soient restés sceptiques quant au communisme russe et aux valeurs de l'Époque de la Machine ne suffirait pas, à lui seul, à créer un mouvement politique, même si ces auteurs se mettaient d'accord entre eux. Car il ne suffit pas à un mouvement politique d'être l'expression d'une idée, il doit également représenter les intérêts matériels d'une partie de la population, sans laquelle aucune organisation politique ne peut être créée. En Angleterre, où il n'existe que deux partis ayant de l'importance, le parti travailliste et le parti conservateur, les tentatives de fonder de nouveaux partis ont toujours été des échecs parce qu'ils ne représentaient que les intérêts d'une section de la population. Le parti communiste lui-même n'a jamais eu beaucoup de partisans malgré l'aura de la Russie soviétique, et bien qu'il ait parfois exercé une influence considérable.

Il ne faut pas oublier cependant le facteur temps. Il y a cinquante ans, un socialiste était considéré ici comme le partisan d'une cause qui n'avait aucune chance de réussir, comme une bizarrerie ou un rebelle, méprisé par les dirigeants de la société et presque ignoré par les masses. Et pourtant aujourd'hui le principe de la propriété publique est accepté par presque tous, y compris par certains qui se disent conservateurs. Ce principe s'est trouvé être acceptable parce qu'il semblait approprié à la structure d'une société industrielle et parce qu'il apportait à la majorité des gens des avantages qu'un capitalisme sans contrainte leur avait refusés. Aujourd'hui, le monde entier se dirige vers une société extrêmement planifiée où la liberté personnelle est abolie et où l'égalité sociale est inexistante. C'est ce que désirent les masses, car pour elles la sécurité est plus

importante que toute autre chose. Mais pourquoi cela devrait-il durer davantage que la tendance établie vers 1900, lorsque le profit personnel était ce qui comptait le plus ? Il y aura un changement de direction une fois que la centralisation et la bureaucratie se trouveront en conflit avec les intérêts de groupes importants.

Ces intellectuels qui sont aujourd'hui des rebelles ne souffrent pas de difficultés économiques parce que presque tous les intellectuels vivent mieux maintenant qu'auparavant. Dès qu'il a répondu à ses besoins les plus urgents, l'intellectuel se rend compte que ce ne sont pas tant l'argent et le statut social qui lui manquent que la liberté, ainsi qu'un monde que la machine n'aurait pas détérioré et qui aurait encore une âme : voilà ce qui compte réellement. La quête de ces choses l'incite évidemment à aller à contre-courant. La question qui se pose donc est : les masses vont-elles un jour se rebeller de la même façon ? L'homme de la rue sentira-t-il jamais que la liberté d'esprit est aussi importante et qu'elle a tout autant besoin d'être défendue que son pain quotidien ?

Aucune réponse convaincante ne vient immédiatement à l'esprit, mais un signe encourageant se fait jour quand on pense que l'État moderne, qu'il le veuille ou non, a toujours besoin d'élever le niveau général d'éducation. Même l'État totalitaire a besoin de citoyens intelligents afin de s'assurer qu'il n'est pas en position d'infériorité dans la lutte pour la suprématie militaire et industrielle. D'autre part, ceux-ci doivent être loyaux et obéissants, ils ne doivent pas être contaminés par des doctrines indésirables. Mais est-il possible d'éduquer une population sans l'exposer en même temps à des idées non orthodoxes ? Plus les gens ont un niveau d'éducation élevé – en supposant que l'éducation ne signifie pas simplement l'apprentissage d'un savoir-faire technologique –, plus ils sont conscients de leur individualité et moins la structure de la société se trouvera organisée à la manière d'une ruche.

Il est impossible ici d'essayer de savoir quel type d'idées prévaudra, mais tous les intellectuels, qu'ils s'opposent à la centralisation et à la planification ou qu'ils acceptent une société ainsi organisée, désirent lui donner un visage plus humain – qu'ils soient des croyants qui pensent qu'une véritable réforme ne peut se faire que sur la base d'un enseignement chrétien orthodoxe ou bien qu'ils soient opposés à toute la machine gouvernementale et qu'ils veuillent simplement mener une vie simple et naturelle –, tous ces gens ont une chose en commun : leur opposition à la tyrannie de l'État. Que tant d'esprits dans tant de pays soient d'accord avec ça nous permet de conclure que la centralisation et le contrôle bureaucratique, même s'ils sont florissants aujourd'hui, ne pourront pas croître indéfiniment.

**Les travaillistes au pouvoir
& la guerre froide
(1945-1949)**

36. L'état du monde, 1945

Junior,
août 1945

Revue destinée aux adolescents, Junior a payé l'article à Orwell le 24 juillet. L'introduction en italiques a manifestement été ajoutée immédiatement après les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki (6 et 9 août 1945). Pour une réflexion plus approfondie d'Orwell sur la bombe atomique, lire « La bombe atomique et vous » (19 octobre 1945, EAL-4,13-7).

L'essai suivant a été rédigé avant que le monde entier apprenne l'existence de la bombe atomique.

Au moment où j'écris ceci, deux bombes ont été lancées. La première d'entre elles a complètement effacé de la carte plus de dix kilomètres carrés d'une ville japonaise et on dit qu'environ cinquante mille personnes sont mortes. La bombe pesait moins de deux cent cinquante kilos et est d'un type qu'on dit déjà être dépassé.

L'énergie atomique sera peut-être d'une très grande valeur pour l'homme, mais elle a été présentée pour la première fois au public sous forme de bombe – et il n'est pas vraiment nécessaire de faire remarquer ce que la découverte de cette arme terrible signifie pour la race humaine. C'est peut-être un tournant décisif dans l'histoire aussi important que la machine à vapeur. Pour l'instant, le processus de fabrication de la bombe est un secret que seuls les États-Unis connaissent complètement, mais des recherches dans ce sens sont poursuivies ailleurs et nous pouvons être certains que, d'ici peu, trois pays, peut-être davantage, posséderont le moyen de se réduire mutuellement en poussière. Pas plus de quelques centaines de ces bombes, lancées sur les grandes villes et sur les grandes régions industrielles, suffiraient à nous faire revenir à des conditions de sauvagerie primitive.

Ce qui signifie d'autant plus que toute personne capable de lire et de réfléchir devrait s'intéresser aux affaires politiques. Les guerres ne surviennent pas du fait de la méchanceté seule, elles sont dues à des jalousies et à des frictions – au sujet de marchés, de frontières, de matières premières, de minorités nationales – qui peuvent être éliminées si nous nous décidons vraiment à le faire. Comprendre où va le monde, et ce qui peut être fait afin d'empêcher la catastrophe, voilà surtout ce qui préoccupe les jeunes, parce que l'avenir leur appartient. S'assurer qu'il n'y aura jamais plus de guerre est encore plus important pour quelqu'un qui a aujourd'hui seize ans que pour quelqu'un qui en a soixante. L'article qui suit est une tentative de description de l'état actuel du monde et des problèmes immédiats auxquels nous sommes confrontés. Il essaye de démontrer que ces problèmes PEUVENT être résolus, tout en soulignant qu'il n'y a pas beaucoup de raisons d'être optimiste dans le monde d'aujourd'hui.

Au moment où j'écris ceci, les dirigeants des Trois Grands sont toujours en conférence à Potsdam et on ne nous a toujours rien dit des décisions qu'ils ont pu prendre^[137]. Il est cependant possible de deviner quels sujets ils sont en train de traiter. Pour ce faire, il suffit de s'arrêter un instant pour réfléchir à ce qui est arrivé au monde en conséquence de six années de guerre.

La première chose qui est arrivée est que le monde, dans l'ensemble, est beaucoup plus pauvre. La plupart de ses habitants vivent, et vivront pendant encore des années, avec un niveau de confort bien plus bas que celui qu'ils connaissaient en 1939. La raison la plus évidente en est la destruction matérielle de notre environnement. En Allemagne, toutes les grandes villes qui étaient à portée des bombardiers britanniques et américains ont été démolies à un point que nous, en Angleterre, même après les intenses bombardements que nous avons subis, avons du mal à imaginer. Des quartiers entiers où vivaient auparavant des centaines de milliers de gens ne sont plus que des tas de plâtre et de briques cassées. L'industrie allemande n'a sans doute pas été détruite de fond en comble, mais il faudra certainement des années de reconstruction avant que les Allemands aient suffisamment de maisons pour leurs besoins. Et ces destructions n'ont pas seulement touché l'Allemagne, mais également la Pologne, l'Italie, certaines parties de l'Autriche, de la Hongrie et de la Grèce, ainsi qu'une très grande et importante région en Russie soviétique. Partout où il y a eu des combats au sol, la destruction a été encore pire que celle qui est due aux bombardiers. Les mines de charbon ont été inondées, les machines ont été cassées ou pillées, les locomotives et les voies de chemin de fer ont été détruites par dizaines de milliers. On pourra avoir une idée du travail de réparation à faire si on imagine, par exemple, qu'entre Paris et Berlin c'est à peine s'il reste quelques ponts qui n'ont pas sauté.

Mais, ce qui est peut-être plus important encore que la simple destruction, il y a aussi le fait qu'en temps de guerre de nombreux travaux nécessaires sont négligés. Le moindre morceau de métal, la moindre heure de main-d'œuvre doivent servir à la fabrication d'armes, ce qui veut dire non seulement qu'il a été impossible de fournir au public des biens tels que voitures, montres, machines à écrire, réfrigérateurs et postes de radio, mais que les machines n'ont pas été remplacées si elles n'étaient pas utiles à l'effort de guerre. En dehors des régions de combat, le nombre d'usines va sans doute très probablement augmenter – il a certainement augmenté énormément aux États-Unis, par exemple –, mais ces usines sont toutes conçues pour la guerre et ne peuvent pas changer de fonction en un clin d'œil. Les usines qui ont été construites pour fabriquer des chars, des mitrailleuses, des obus et des filets de camouflage sont incapables, du jour au lendemain, de produire des casseroles, des aspirateurs, des cadres de fenêtre et des machines à coudre : entre-temps, toutes ces choses sont devenues rares. La guerre signifie que des millions de personnes ont cessé de faire un travail productif pendant des années et, d'une façon ou d'une autre, le manque de main-d'œuvre doit être compensé.

Et il y a également les pertes humaines, les énormes déplacements de populations, et il faudra des années avant que nous cessions d'en ressentir les effets. Nous n'avons pas d'informations précises sur le nombre de gens tués dans les batailles ou au cours des raids aériens, de ceux qui ont été massacrés ou qui sont morts du fait des diverses famines provoquées par la guerre : mais il est peu probable que ce nombre soit inférieur

à vingt millions – c'est-à-dire un pour cent de la population du monde^[138]. En outre, dans diverses parties de l'Asie et de l'Europe, des millions ou des dizaines de millions de personnes ont été déracinées de chez elles et lâchées ailleurs où elles ont dû rebâtir leur vie. Les Allemands ont transporté au moins sept millions de personnes, des Russes pour la plupart, pour des travaux forcés dans les champs ou dans l'industrie. La majorité d'entre elles ont repris la route de leur maison mais le simple fait de les déplacer est une immense entreprise. Environ deux millions d'Allemands ont été ou sont en train d'être expulsés de Tchécoslovaquie, et des millions d'autres ont été ou sont en train d'être expulsés de Prusse orientale afin de faire de la place pour les Polonais. En même temps, un grand nombre de Polonais, déportés auparavant par les Russes, sont repartis pour la Pologne, tandis que d'autres quittent les provinces orientales de la Pologne dont l'URSS s'est emparée. N'oublions pas que la plupart de ceux qui ont ainsi été déplacés de part et d'autre sont des paysans qui ne peuvent pas emporter leurs machines agricoles et leurs animaux quand ils se déplacent. Dans presque tous les pays européens il y a en ce moment des masses d'indigents sans abri, et trouver le moyen de les nourrir est un problème redoutable : non seulement parce que la nourriture n'est nulle part très abondante mais plus encore à cause du peu de navires et de la destruction des moyens de communication. Ainsi, les deux pays qui ont été les moins endommagés par la guerre – à savoir les États-Unis et la Grande-Bretagne – vont devoir mettre tous leurs efforts dans la reconstruction du monde.

Nous savons donc, sans qu'il soit nécessaire qu'on nous le dise, quel est le plus urgent des problèmes discutés en ce moment à Potsdam. Simplement le suivant : comment empêcher des millions de gens de mourir de faim et de froid pendant l'hiver qui arrive. Et après cela il reste encore le problème encore plus grave qui est de nettoyer cette pagaille. Il faut reconstruire des dizaines de millions de maisons, remplacer des centaines de navires coulés, remettre en état les mines de charbon et les puits de pétrole démolis, reconverter les industries de guerre pour des usages pacifiques, fabriquer et distribuer des machines agricoles, et remettre en marche le commerce entre les continents – et tout cela après six années de destruction et de gâchis. Pendant plusieurs années, presque tous les pays du monde vont devoir continuer à vivre dans des conditions qui sont plus ou moins celles de la guerre. L'industrie devra encore être contrôlée par l'État, la nourriture et les vêtements seront encore rationnés, les voyages resteront limités et la règle continuera à être celle des longs horaires. Il est peu probable que nous connaissions beaucoup de chômage pendant les années qui suivront immédiatement la guerre parce qu'il n'y aura aucune difficulté à trouver des marchés pour les quelques biens qui pourront être fabriqués et transportés. Beaucoup de pays ont désespérément besoin de toutes sortes de matières premières – charbon, pétrole, tissu, caoutchouc, bois, machines –, alors que les principales difficultés qui entravent le commerce international viennent tout d'abord du manque de moyens de transport et ensuite du fait que les pays les plus durement touchés par la guerre n'auront aucun bien à exporter. Peut-être que, cinq ans après la fin de la guerre avec le Japon, le monde pourra retrouver une certaine prospérité : et c'est alors que certains changements qui se sont faits sous la surface depuis 1939 commenceront à se faire sentir.

Une des choses que la guerre a démontrées est qu'aucun pays, grand ou petit, ne peut

être complètement indépendant. Même lorsqu'un pays peut se suffire à lui-même économiquement, il est incapable de se défendre contre une attaque extérieure. Au cours des six dernières années, tout un chapelet de petites nations – Belgique, Yougoslavie, Danemark, Iran, Norvège et d'autres encore – ont été envahies par une grande puissance, le plus souvent après quelques jours de combats à peine, et même des pays de la taille de la France ou de l'Italie se sont montrés incapables de mener une guerre sur une grande échelle. Afin de faire la guerre, il faut pouvoir produire des armes extrêmement compliquées telles que des chars et des avions en énormes quantités, ce qui veut dire que seuls les pays qui possèdent de grandes réserves d'usines, de main-d'œuvre spécialisée et de matières premières seront puissants au sens militaire. Au XIX^e siècle, les guerres se faisaient encore avec des armes rudimentaires qui pouvaient être fabriquées n'importe où : la puissance militaire était donc une question de nombre de soldats et dix petites nations dont les populations combinées atteignaient cent millions étaient plus puissantes – en tout cas potentiellement – qu'une grande nation de cinquante millions d'habitants. Aujourd'hui, la majorité des petites nations sont incapables de produire des armes modernes, même en petites quantités. Les avions très rapides, les canons de gros calibre ou les plaques de blindage de taille suffisante pour des cuirassés ne peuvent être produits que dans les principales régions industrielles, dont il n'existe qu'une douzaine dans le monde entier. Il s'ensuit que toutes les petites nations doivent vivre sous la protection, et même dans une certaine mesure sous le contrôle, d'une grande nation, en général sa plus proche voisine.

La Pologne ou la Finlande, par exemple, ne peuvent pas rester même partiellement indépendantes si elles ne sont pas en bons termes avec la Russie. La Belgique et les Pays-Bas doivent être protégés par la Grande-Bretagne ou la France, ou les deux. Les pays d'Amérique du Sud pourraient être conquis par le Japon ou par une puissance européenne, et le seraient s'ils n'étaient pas protégés par les États-Unis. Tout cela était connu, d'une façon ou d'une autre, avant que les canons n'aient commencé à tonner en 1939, mais la guerre a souligné ce fait. Car la guerre n'a pas seulement mis en lumière les faiblesses des petites puissances, elle a également changé l'attitude des grandes puissances. Non seulement l'Allemagne et le Japon mais aussi la Grande-Bretagne, la Russie et les États-Unis ont, à de nombreuses reprises, envahi de petits pays sans provocation aucune, ou encore se sont mêlés de leurs affaires internes d'une façon que peu de gens auraient approuvée il y a dix ans. Ils ont été obligés de le faire de peur que ces petits pays servent de bases pour des attaques contre eux. Un des résultats de la guerre est que toutes les grandes puissances ont bien moins de scrupules concernant le respect de la neutralité et sont moins enclines à tolérer des gouvernements hostiles à leurs frontières. La tendance actuelle est de découper le monde en régions qu'on appelle « zones d'influence », chacune de celles-ci contenant un grand pays extrêmement puissant.

En conséquence, une fois de plus sans qu'on ait besoin de nous le dire, il n'est pas difficile de deviner un des autres sujets débattus en ce moment à Potsdam. À savoir : les trois grandes puissances victorieuses de la guerre peuvent-elles administrer le monde comme une seule unité, ou doit-il être divisé de façon permanente en trois zones d'influence ? Et si oui, où va-t-on tracer les frontières de ces trois zones ?

Avant la guerre, sept nations étaient en général décrites comme des « grandes puissances » – les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Russie soviétique, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Japon. Il ne reste plus maintenant que les trois premières. La France a été énormément affaiblie, l'Italie encore plus ; la puissance militaire de l'Allemagne a été brisée et le restera longtemps, de même que celle du Japon. Tandis que la Chine, malgré son immense population de travailleurs acharnés, est encore trop en retard pour exercer le moindre pouvoir en dehors de ses frontières ou même pour se défendre toute seule. L'Inde est encore plus en retard que la Chine. Pour l'instant, trois nations règnent, et le type d'avenir qui nous attend dépend du choix qu'elles font entre coopérer et rester rivales.

Si nous regardons la réalité en face, il nous faut reconnaître qu'une organisation capable d'un contrôle mondial n'a que très peu de chances d'être mise en place en ce moment. Depuis presque deux ans, tous les signes indiquaient la direction inverse. Les trois grandes puissances diffèrent énormément en point de vue et en tradition, et, une fois qu'elles auront retrouvé leurs forces après la guerre, leurs intérêts matériels s'affronteront de nouveau. Si nous considérons la position particulière de chacun des Trois Grands – son système économique et social, ses ressources et ses faiblesses –, nous aurons une bonne idée des difficultés qui vont sans doute se faire jour.

Des trois grandes puissances, la Grande-Bretagne est la plus faible. Elle n'a que quarante-six millions d'habitants et, à l'intérieur de ses propres frontières, elle n'a aucune réserve importante de matière première, à l'exception de charbon. Ce qui veut dire que la Grande-Bretagne doit vivre principalement d'importations, lesquelles, à long terme, devront être payées par des exportations. Cependant, parce que, pendant les six années de la guerre, elle a dû monopoliser toutes ses énergies pour la production d'armes de guerre, la Grande-Bretagne a perdu la plupart de ses marchés d'outre-mer et n'a pas pu moderniser ses industries. Pendant la période de reconstruction des dommages de guerre, la Grande-Bretagne pourra vendre tout ce qu'elle produit, mais ensuite elle sera sans doute dans l'incapacité de rivaliser avec les industries plus puissantes et plus efficaces des États-Unis. Sans un flot régulier d'importations et d'exportations, la Grande-Bretagne ne peut pas conserver le niveau nécessaire d'efficacité de sa marine et de ses forces aériennes, et ne pourra sans doute même pas survivre en tant que nation indépendante.

Mais d'autre part, la Grande-Bretagne possède plusieurs grands avantages. L'un d'entre eux est la possession de bases maritimes et aériennes à des endroits stratégiques importants tels que Gibraltar et Aden. Un autre est la cohésion des dominions anglophones, lesquels ne sont pas contrôlés par la Grande-Bretagne mais liés par une sorte d'alliance permanente. Les possessions coloniales de la Grande-Bretagne en Asie et en Afrique sont un atout plus douteux. Elles nous ouvrent un marché pour les produits manufacturés qu'elles payent avec des produits de valeur tels que le caoutchouc, le riz et l'étain mais, en temps de guerre, elles doivent être protégées, tandis que le désir naturel de leurs populations pour l'indépendance est l'occasion de frictions politiques constantes. L'Inde, de loin la plus grande des possessions de la Grande-Bretagne, aura droit à son indépendance dans un avenir proche et, après quelques années d'ajustements, cette indépendance sera sans doute un avantage pour la Grande-

Bretagne. La Grande-Bretagne possède un autre avantage, moins évident mais quand même réel : sa tradition démocratique, qui nous permet de faire de grands changements sans effusion de sang et nous donne une certaine autorité morale auprès des nations d'Europe occidentale. Des trois grandes puissances, la Grande-Bretagne devrait profiter le plus d'une coopération internationale et, surtout, elle ne peut pas se permettre de se quereller avec les États-Unis.

La Russie soviétique a les avantages que lui apportent une population immense en croissance régulière et la possession de toutes sortes de matières premières sur son propre territoire. Ses grandes dimensions et les mauvaises communications en font un pays difficile à envahir avec succès ; elle peut également installer ses industries importantes dans des régions où elles ne peuvent pas être bombardées. Son système économique, dans lequel tout est planifié et contrôlé par l'État, lui permet de lancer d'énormes projets de reconstruction tels que le premier et le deuxième plan quinquennal, de moderniser son agriculture et de créer très rapidement de nouvelles industries. Il est donc aisé, pour la Russie soviétique, de contrôler les gouvernements et les politiques de tous les pays d'Europe de l'Est ainsi que de certains pays d'Asie. Selon le point de vue d'un paysan surchargé de travail et chargé de dettes en permanence, le système russe est une énorme amélioration et il est naturel que les populations des plus pauvres pays européens cherchent à être dirigées par la Russie. En ce moment, cependant, les Russes sont extrêmement affaiblis et appauvris par la guerre. Un de leurs meilleurs bassins industriels a été dévasté et il leur faudra obtenir des États-Unis quantité de tracteurs et d'autres machines agricoles pour que leur agriculture se remette sur pied.

Seuls parmi les grands pays du monde, les États-Unis n'ont pas souffert trop gravement de la guerre – en fait, ils sont devenus bien plus puissants à cause d'elle. La puissance industrielle des États-Unis est telle qu'elle a pu prendre en charge une grande partie de deux guerres tout en maintenant sa propre population à un niveau de vie dont aucun autre pays ne pourrait même rêver. Avec les armes d'aujourd'hui, les États-Unis ne peuvent pas être attaqués directement, aucune autre puissance ne peut construire des navires et des avions qui rivalisent avec les siens et, pendant la guerre, elle a acquis de nouvelles bases maritimes et aériennes dans tout l'Atlantique et le Pacifique. Le seul handicap dont souffrent les États-Unis est l'absence d'un gouvernement central fort, ce qui fait que leur politique est souvent contrôlée par des hommes d'affaires irresponsables. Après la guerre précédente, les Américains ont rejeté l'occasion qu'ils avaient de devenir les dirigeants du monde en refusant de rejoindre la Société des Nations. Cette fois-ci, ils ne feront pas exactement la même erreur, mais ils peuvent prendre une décision tout aussi mauvaise en refusant de coopérer avec les autres pays en ce qui concerne les tarifs ou le transport aérien.

Lorsqu'on analyse les différences qui existent entre les trois grandes puissances, on voit bien qu'il leur est difficile de former une seule organisation pour la reconstruction du monde. Mais si elles ne le font pas, si elles restent des États séparés et souverains, il ne fait aucun doute qu'il y aura des frictions entre elles. Les « zones d'influence » sont une très pauvre solution, parce que les zones se chevauchent immanquablement. Les Britanniques, par exemple, veulent une route sûre vers l'Inde et l'Australie, et ils veulent

donc contrôler la Méditerranée ; les Russes veulent contrôler les Dardanelles. Et il suffit de regarder une carte pour y voir une douzaine d'endroits où les intérêts des grandes puissances ne peuvent que s'affronter : par exemple l'Iran, l'Afghanistan et la Mandchourie. Si les grands États ne sont pas prêts à abandonner un peu de leur souveraineté nationale, ils finiront automatiquement par devenir des ennemis. Cela ne veut pas dire qu'il y aura immédiatement une autre guerre. Aucune nation belliqueuse n'est capable ou désireuse de se lancer dans une guerre de grande envergure en ce moment. Mais cela veut dire en fait qu'il y aura tout d'abord une ruée pour s'assurer d'une « zone d'influence » aussi grande que possible, puis une fermeture des frontières qui rendra impossibles le commerce et les communications à une échelle mondiale. Le monde sera divisé en trois camps et, finalement, en deux camps, car la Grande-Bretagne, qui n'est pas assez puissante pour rester seule, finira pas s'intégrer au système américain. Les plus petites nations se regrouperont autour des plus grandes, le long de lignes qu'il est déjà possible de dessiner avec assez de précision. C'est plus ou moins ce qui s'est déjà passé en Europe, où les zones russe et anglo-américaine sont séparées par un no man's land qui rend impossible l'échange de biens ou d'idées.

Les dirigeants des Trois Grands auront discuté d'autres sujets en plus de ceux que j'ai mentionnés. Ils auront parlé, par exemple, de la guerre avec le Japon, et de ce qu'il faut faire des usines d'armement allemandes, et de ce qu'il faut demander en guise de réparations. Mais les deux problèmes les plus urgents et les plus complexes sont ceux de savoir comment nourrir l'Europe et où en tracer les frontières. La réponse à la première question pourrait affecter la vie de millions de personnes, mais il n'y a pas un être humain sur cette planète qui ne sera pas affecté par la réponse à la seconde. L'époque où le monde pouvait consister en un patchwork de petits États réellement indépendants est terminée. Les choix ouverts devant nous sont soit une unique organisation mondiale soit la survie de deux ou trois États géants plus ou moins hostiles les uns envers les autres. Nous ne savons pas encore quelle solution sera choisie, mais nous pouvons assez bien prédire ce que signifiera chacune d'elle. Le bonheur des gens ordinaires partout dans le monde est lié à la première, et c'est à eux de se servir de leurs votes, de leurs voix et de tout autre moyen de pression afin de la faire advenir.

37. Les élections générales britanniques

Commentary,
novembre 1945

La victoire du parti travailliste a été écrasante. Il possède une très nette majorité de plus de cent cinquante sièges sur l'ensemble de tous les autres partis, tandis que les conservateurs et leurs satellites ont perdu presque deux cents sièges et que les petits partis ont tout simplement été éliminés. Pour autant que je le sache, personne en Angleterre n'avait prédit un tel résultat. Avant le jour des élections, ma propre prédiction avait été une petite majorité conservatrice et, après le jour des élections – parce que j'avais remarqué une forte poussée vers la gauche dans la région de Londres –, une petite majorité travailliste. La plupart des gens que je connais avaient la même opinion, tandis que les journaux hésitaient entre donner aux conservateurs une majorité de cinquante sièges et une égalité entre les deux partis. On attendait des libéraux, qui ont présenté au moins trois cents candidats, que leur représentation augmente considérablement (elle est en fait passée de dix-huit à dix sièges), et la plupart des discussions entre le jour des élections et l'annonce des résultats ont tourné autour de la possibilité d'un gouvernement minoritaire et des voix décisives des libéraux. La certitude que les élections seraient très serrées et que nous allions nous retrouver avec un gouvernement sans pouvoir, obligé de former une sorte de coalition, était presque universelle. Avant de donner mon opinion sur la signification de cette victoire écrasante, j'aimerais noter les impressions que j'ai ressenties pendant les élections elles-mêmes.

Je n'ai été témoin des élections qu'à Londres même, mais j'en ai suivi les développements de très près car je « couvrais » les circonscriptions pour un journal du dimanche. Ce qui m'a particulièrement frappé, et qui a également frappé tous ceux qui analysaient ce qui se passait dans la rue plutôt que dans les journaux, était que les masses n'étaient pas intéressées. Il est vrai que le taux des personnes ayant voté est élevé (plus élevé qu'il ne paraît, en réalité, parce que des centaines de milliers de gens ont été privés de leur droit électoral du fait de défauts dans les registres électoraux), mais les gens votent toujours pour les élections générales, contrairement aux élections partielles, à cause des pressions de dernière minute qu'exercent les journaux et la radio.

Pendant quinze jours de campagne électorale, durant lesquelles j'ai passé la plupart de mon temps dans les rues ou les pubs, les bus ou les salons de thé, les oreilles grandes ouvertes en permanence, je n'ai que deux fois entendu un commentaire spontané sur les élections. Les réunions en plein air, particulièrement dans les quartiers les plus surpeuplés et bruyants de Londres, étaient souvent des échecs complets. À l'intérieur, dans les salles d'église, les écoles et les salles de danse, avaient lieu des réunions souvent animées voire turbulentes de cinq cents ou mille personnes, mais dans les rues, les vastes foules allaient de-ci de-là comme d'habitude, apparemment indifférentes à tout ça et sans jamais, d'après mon expérience, s'arrêter pour lire les affiches électorales collées

sur tous les murs. La plupart des agents électoraux et des organisateurs que j'ai interviewés m'ont dit qu'ils avaient du mal à solliciter les voix et qu'ils étaient dans l'impossibilité de savoir ce que les masses pensaient. Les agents électoraux m'ont dit que « Je ne me suis pas encore décidé » était une réponse fréquente. Il y avait également le sentiment que ce n'était pas le bon moment pour organiser une élection, à savoir alors que la guerre avec le Japon n'était pas terminée et que les candidats conservateurs aussi bien que travaillistes faisaient de leur mieux pour rejeter la responsabilité d'avoir « forcé » les élections sur l'autre parti.

D'autre part, parmi les minorités qui montraient de l'intérêt, j'ai été frappé par le sérieux relatif et la décence avec laquelle tout cela était mené. Le comportement des candidats et des auditoires me paraissait bien meilleur que le comportement de la presse. Nous avons pas eu d'élections générales depuis tellement longtemps en Angleterre que les gens avaient oublié les calomnies et les bouffonneries qu'on avait trouvées normales auparavant, et il y a eu des protestations furieuses dans certains milieux qui trouvaient que la Grande-Bretagne présentait un spectacle peu édifiant à l'Europe. En fait, je crois que ces élections ont été exceptionnellement calmes et exceptionnellement propres, ce qui m'a été confirmé par plusieurs agents électoraux des partis. L'unique véritable tentative de tirer la lutte des partis jusqu'au niveau de 1931 ou 1924 a été la campagne de courte durée de la presse de Beaverbrook contre le professeur Laski^[139]. Sans même parvenir à devenir un des thèmes des élections, ceci n'a été qu'une démonstration de plus de l'incapacité des grands seigneurs de la presse à influencer directement l'opinion publique. Selon mes observations, l'antisémitisme n'a pas pesé sur ces élections et il n'y a certainement pas eu de tentative délibérée de provoquer l'antisémitisme dans la presse, bien que l'affaire Laski ait de toute évidence pu prendre cet aspect. (L'antisémitisme, malgré son expansion probable, n'est pas vraiment un problème politique en Angleterre et ne peut pas le devenir puisque aucun parti fasciste n'existe. Il y a des Juifs dans tous les partis, bien qu'ils soient bien plus nombreux dans les partis de gauche, et il y avait des candidats juifs sur toutes les listes. À ce propos, le seul nouveau communiste à avoir été élu – ils ont maintenant deux sièges – était un Juif mais, comme il a été élu dans un quartier de Londres qui est presque entièrement habité par des Juifs et que son adversaire travailliste était juif également, il est difficile de voir là une profonde signification. ^[140])

Lors des réunions publiques, les tentatives de faire taire les orateurs par des cris étaient le plus souvent l'œuvre de petits groupes de communistes ou de proches des communistes, lesquels se sont vus contrés par des groupes semblables de conservateurs. Toutes les réunions du parti travailliste auxquelles j'ai assisté étaient calmes et sérieuses, et le niveau des questions posées était assez élevé. Le pire aspect de ces élections, si on les examine de haut, a été l'exploitation du passé et de la personnalité de Churchill par les conservateurs. Cependant, pour finir, ceci s'est retourné contre eux : le culte du dirigeant et tout ce battage ne ressemblaient en rien à ce qui se passe sur le continent. Il est symptomatique de voir que les photographies de Churchill collées un peu partout n'avaient que le quart de la taille des photographies de Staline, de De Gaulle, etc. qu'on peut voir dans leurs pays respectifs en Europe.

La troisième chose qui m'a frappé est que la lutte électorale s'est jouée presque

entièrement sur des problèmes intérieurs. Cela mérite d'être souligné parce que les commentaires de la presse étrangère que j'ai pu lire indiquent une erreur grave. Évidemment, le parti travailliste et le parti conservateur défendent des politiques très différentes, et la politique britannique dans le monde entier sera affectée par le changement de gouvernement : mais la masse des électeurs, pendant la campagne électorale, ne s'est absolument pas intéressée à quoi que ce soit d'extérieur aux îles Britanniques. La guerre contre le Japon, la politique étrangère, les relations avec les États-Unis, les dominions, la Palestine et l'Inde ne faisaient pas partie des thèmes de ces élections. Même les relations avec l'URSS n'ont eu qu'un effet indirect du fait de la vague croyance très répandue qu'un gouvernement travailliste « s'entendrait mieux avec la Russie ». Les questions autour desquelles tournaient les élections étaient la nationalisation de l'industrie, la sécurité sociale, la démobilisation, le logement, les retraites, la poursuite des contrôles de temps de guerre, de même que les équipements de temps de guerre tels que les crèches de jour et l'augmentation de l'âge de fin de scolarité. Les conservateurs, incapables de simplement garder le silence sur les affaires intérieures, ont été obligés de se montrer ouvertement comme défenseurs du *laisser-faire*, et ont fait de gros efforts pour rendre cette politique plus acceptable en y attachant le nom de Churchill. Ils auraient aimé mettre l'accent davantage sur la guerre du Pacifique et le besoin de reconquérir les marchés étrangers de la Grande-Bretagne, mais leurs auditoires ne le leur ont pas permis. Les discours des candidats travaillistes donnaient parfois l'impression que la prospérité intérieure de la Grande-Bretagne n'était en rien affectée par le monde extérieur. Il est significatif que, dans les deux cent dix-huit pages du manuel publié par le parti travailliste, une seule, et assez peu informative, parle de l'Inde.

Telles étaient mes principales observations et je pense que nombre d'autres observateurs les confirmeraient. Mais il faut à présent nous demander ce que signifie vraiment ce revirement national vers la gauche.

La première chose à remarquer est que le revirement est bien moins important en termes de votes qu'en nombre de sièges. Le système électoral anglais est capable de produire toutes sortes d'anomalies et pourrait en théorie donner tous les sièges du Parlement à un parti qui n'aurait remporté que cinquante et un pour cent des votes. Pendant les vingt-cinq dernières années – en grande partie parce que les zones rurales, où la population avait l'habitude de voter conservateur, étaient surreprésentées –, les anomalies ont été en faveur du parti conservateur, et il fallait beaucoup plus de votes pour élire un travailliste que pour élire un conservateur. Au cours des dernières élections, la situation a été renversée et, en moyenne, il fallait 46 000 votes pour élire un conservateur et seulement 30 000 pour un travailliste. Le résultat a été que, bien que les travaillistes aient remporté trois cent quatre-vingt-douze sièges contre les cent quatre-vingt-quinze remportés par les conservateurs, le nombre de votes obtenus est approximativement de douze millions contre neuf millions. Si l'on tient compte des petits partis qui peuvent se joindre à l'un ou l'autre des grands partis, les chiffres sont d'environ douze millions et demi contre dix millions ; ce qui signifie que le rapport des votes a été de six et demi à cinq, alors que le rapport des sièges est de deux à un.

Il faudrait également mentionner divers autres facteurs qui compliquaient les choses

mais qu'il n'est pas nécessaire de traiter en détail puisqu'ils n'ont sans doute pas influencé le résultat général. Les plus importants d'entre eux ont été l'intervention massive des libéraux (qui ont obtenu deux millions de suffrages mais n'ont eu droit qu'à dix sièges) et le très grand nombre de suffrages « perdus », pour la plupart des votes de la classe ouvrière, du fait du mauvais état des registres électoraux et des mécanismes fautifs de vote pour les hommes et les femmes en service outre-mer. (Les hommes et les femmes qui servaient dans les forces armées pouvaient voter soit par la poste soit par procuration. Un grand nombre de ceux qui ont demandé à voter par la poste n'ont pas reçu leur formulaire à temps, tandis que d'autres n'avaient pas été suffisamment informés de la procédure par les commandants de leurs unités. Ce qui n'était peut-être pas entièrement dû à la négligence. Ceux des militaires non gradés dans les trois services qui auraient voté l'auraient sans doute fait pour les travaillistes.) Selon les calculs très grossiers que j'ai pu faire, les pertes de suffrages dans un camp ou dans l'autre soit se seraient annulées soit auraient été légèrement en faveur des conservateurs.

Si la représentation proportionnelle avait été appliquée en Angleterre, la division des votes aurait donné environ trois cents sièges aux travaillistes, deux cent cinquante aux conservateurs et à leurs satellites et cinquante cinq aux libéraux. Ce qui aurait signifié que les travaillistes n'auraient pas eu de majorité stable ; de la même façon, sur la base d'une représentation proportionnelle, les conservateurs n'auraient pas eu de majorité stable après les élections de 1935. Lors de ces élections, les conservateurs avaient eu un peu plus de dix millions de suffrages et les travaillistes un peu plus de huit millions. Si on compare les chiffres de 1935 et de 1945, on voit bien qu'un renversement relativement peu important de suffrages peut produire un changement complet dans la situation politique. Ceci veut souvent dire que la Chambre des communes n'est pas réellement représentative de l'électorat, mais a l'avantage de créer des gouvernements suffisamment puissants pour agir et dont on peut facilement se débarrasser au terme de leurs cinq années de mandat.

Pendant les récentes élections, on peut aisément expliquer la défaite des conservateurs par deux transformations qui devaient se produire un jour ou l'autre : la pénétration des travaillistes dans les zones rurales et la défection des classes moyennes. Des députés travaillistes ont été élus dans des conscriptions rurales et dans des « banlieues-dortoirs » où, dix ans plus tôt, jamais un candidat de gauche n'aurait pu se présenter avec la moindre chance de réussite. Cependant, bien que j'aie souligné que le renversement des suffrages n'est pas énorme, la tendance en Angleterre est un mouvement général vers la gauche, ce que nombre d'observateurs ont remarqué depuis 1940. Malgré l'apathie et l'ignorance prépondérantes, il existe un mécontentement grandissant qui ne peut pas être rattaché à un quelconque « isme » mais qui provient du désir d'obtenir davantage de dignité et de décence dans la vie quotidienne, plus d'opportunités pour les jeunes et surtout plus de sécurité.

Il serait absurde de penser que la Grande-Bretagne est à la veille d'une violente révolution ni même que les masses ont définitivement été converties au socialisme. La majorité des gens ne sait pas ce que socialisme veut dire, bien que l'opinion publique soit prête à des mesures essentiellement socialistes telles que la nationalisation des mines, des chemins de fer, des services publics et de la terre. Toutefois, il est peu

probable qu'il existe un désir très répandu d'une égalité sociale complète. Le sentiment de classe reste très fort, il ne s'endort jamais complètement et peut parfois s'aiguiser et se transformer en un ressentiment profond ; mais si un plébiscite était organisé, la grande masse des gens ne voterait pas pour une égalisation stricte des revenus, ni pour l'abolition de la monarchie, ni même, sans doute, pour l'abolition des titres héréditaires. Le parti travailliste, dans l'esprit de l'homme ordinaire, ne signifie pas républicanisme, et encore moins le drapeau rouge, les barricades et le règne de la terreur : il signifie le plein-emploi, la distribution gratuite de lait dans les écoles, trente shillings par semaine pour les retraités et, en général, la justice pour les travailleurs.

La même tendance vers la gauche, sans accompagnement de désirs révolutionnaires ou d'une destruction brutale de la structure des classes sociales, peut être observée en France. Récemment, après les élections municipales au cours desquelles la moitié de l'électorat parisien a voté soit communiste soit socialiste, j'ai eu l'impression que Paris était en fait moins révolutionnaire que Londres et que la ville ressemblait davantage à son image d'avant 1939. Les gens ont voté à gauche en partie parce que les collaborateurs avaient appartenu à la droite mais surtout parce que la gauche défendait la sécurité sociale. En Angleterre, le mythe de l'URSS et des victoires de l'Armée rouge a servi le parti travailliste, mais les gens ne s'intéressent pas vraiment au système soviétique. On pense vaguement à la Russie comme à un pays où « ils » (les classes supérieures) n'usurpent pas tous les privilèges et où il n'y a pas de chômage. Après l'expérience de la période d'entre les deux guerres, le chômage de masse – le chômage sur un fond de compétitivité sociale – est la pire horreur que puisse imaginer la population anglaise, et elle s'est tournée vers le parti travailliste parce qu'il a été plus convaincant que les autres partis en promettant de trouver une solution.

Entre-temps, à moins d'une scission importante, le parti travailliste a carte blanche pendant cinq ans. Comme tous les autres gouvernements actuels, il va devoir prendre des décisions impopulaires : il va devoir poursuivre la conscription militaire, « diriger » la main-d'œuvre vers des tâches détestées telles que les mines de charbon, éliminer le sabotage à droite comme à gauche, calmer les déceptions inévitables dues à la démobilisation et au relogement, ainsi que mettre de l'ordre dans la pagaille laissée par la guerre. Toutefois, il part avec de gros avantages, particulièrement en ce qui concerne les affaires étrangères. Il n'a aucune véritable raison de soutenir des personnages aussi peu défendables que Franco ou le roi George de Grèce^[141] et, d'autre part, il n'est pas obligé d'adopter une attitude d'apaisement envers l'URSS. À un moment ou un autre, il faudra prendre une position ferme contre l'agression russe et, quand le moment viendra, le gouvernement travailliste pourra unifier tout le pays derrière lui, ce que, pour des raisons évidentes, un gouvernement conservateur ne pourrait pas faire. Il est erroné, je crois, de penser que la politique étrangère du nouveau gouvernement sera diamétralement opposée à celle de l'ancien.

Un gouvernement socialiste abordera des problèmes tels que l'occupation de l'Allemagne avec plus de bon sens que nous n'en avons montré jusqu'à présent, il regardera d'un œil plus bienveillant les socialistes italiens et les républicains espagnols, et il fera davantage d'efforts pour satisfaire les aspirations juives en Palestine ; mais les intérêts stratégiques britanniques, dans un monde de nationalismes en concurrence,

demeurent les mêmes, que le gouvernement du pays porte le nom de socialiste ou de capitaliste.

De loin le problème le plus épineux qui attend un gouvernement travailliste – et il est d'autant plus épineux que la masse des gens n'y pense jamais – est l'Inde. Le parti travailliste va devoir décider maintenant, une fois pour toutes, si les promesses qu'il a faites à l'Inde seront tenues ou pas. Il ne peut pas remettre simplement le problème à plus tard, comme un gouvernement conservateur pourrait parvenir à le faire, parce que, avec les socialistes au pouvoir, les nationalistes indiens demanderont une décision rapide.

Sous ce problème se trouve celui que j'ai mentionné plus haut – le fait que les élections ont été disputées autour de thèmes de politique intérieure et que la grande majorité de la population britannique ne montre pratiquement aucun intérêt pour les affaires étrangères ou impériales. Plongés dans leur lutte contre les conservateurs, les dirigeants travaillistes n'ont jamais expliqué clairement à leurs partisans à quel point la prospérité de la Grande-Bretagne dépend de l'exploitation des populations de couleur. On a toujours prétendu tacitement que nous pouvions « libérer l'Inde » tout en augmentant nos propres salaires. La première tâche du gouvernement travailliste est de faire comprendre aux gens que la Grande-Bretagne n'est pas indépendante mais qu'elle fait partie d'un réseau mondial. Même le problème de l'introduction du socialisme a moins d'importance. Car la Grande-Bretagne ne peut pas devenir un pays véritablement socialiste tout en continuant à piller l'Asie et l'Afrique ; tandis que, d'autre part, quelles que soient les nationalisations, la réduction des profits et la destruction des privilèges, jamais nous ne pourrions conserver notre niveau de vie si, du jour au lendemain, nous perdons tous nos marchés et nos sources de matières premières. Il n'est pas encore certain que le parti travailliste fasse de véritables efforts pour introduire le socialisme : mais s'il le fait, la période de reconstruction sera certainement très peu confortable pour presque tout le monde. Le succès du parti travailliste dépendra de sa capacité à éduquer la population en vue de cette période, à lui faire comprendre ce à quoi il va falloir faire face, exactement comme il a fallu faire face à la guerre.

Le moment le plus difficile viendra sans doute dans deux ans, quand le boom de la guerre sera terminé et la démobilisation complète. Mais le gouvernement travailliste a au moins cinq ans devant lui et les hommes au sommet, en tant que corps, sont au moins aussi capables et déterminés que ceux de tout autre gouvernement que nous avons eu ces dernières décennies. Il est trop tôt pour applaudir, mais nos espoirs sont justifiés. En tant qu'indication de la vitalité de la démocratie, de la capacité des peuples anglophones à se débrouiller sans *führers*, les résultats de ces élections sont une raison de se réjouir, même si les hommes qu'elles ont menés au pouvoir devaient échouer complètement.

En ce moment le Parlement est en vacances et, bien que les affectations ministérielles aient été décidées il y a quelque temps, il n'y a pas encore eu de déclaration d'intention politique. Le gouvernement a adressé un communiqué assez peu amical au gouvernement grec, il y a eu des remaniements en Espagne qui sont peut-être dus aux pressions britanniques et un secrétaire d'État pour l'Inde a été nommé, ce qui semble

indiquer que l'Indian Office ne sera *pas* aboli^[142]. Par ailleurs, il n'y a pas grand-chose de révélateur.

En ce qui concerne la politique étrangère, il ne devrait pas y avoir de changement soudain ou brutal du fait de l'accession des travaillistes au pouvoir. Le parti travailliste est obligé de jouer la main que lui a laissée son prédécesseur, et il faut se rappeler que les dirigeants travaillistes ont aidé à la conception ou, du moins, à l'acceptation de la politique de Churchill. Dans le cas de la Grèce, par exemple, les personnes à la tête du parti socialiste sont bien moins favorables à l'EAM que ne l'est la base^[143]. Il en va de même pour la Yougoslavie, la Pologne, les États balkaniques, la Finlande et la Turquie. Pour tous ces pays, il existe une sorte d'orthodoxie de gauche acceptée sans réserve par la grande masse des sympathisants travaillistes et qui s'exprime sans doute le mieux dans le *News Chronicle* libéral. Il suffit de retourner deux ou trois ans en arrière et de lire les anciens discours et articles des hommes qui forment aujourd'hui le nouveau gouvernement pour se rendre compte que leur vision de la politique étrangère n'est pas toujours celle qu'imaginent leurs sympathisants. Un gouvernement travailliste n'a pas les mêmes raisons qu'un gouvernement conservateur pour soutenir automatiquement la réaction un peu partout, mais sa première préoccupation doit être de défendre les intérêts stratégiques britanniques, lesquels restent les mêmes quel que soit le gouvernement au pouvoir. Ernest Bevin, le nouveau ministre des Affaires étrangères, est une personne bien plus coriace qu'Anthony Eden.

La seule partie du monde, en dehors de la Grande-Bretagne, où la politique du gouvernement travailliste s'écartera *sans doute* très nettement de celle de son prédécesseur est la Palestine. Le parti travailliste s'est fermement engagé à l'établissement d'un État national juif et, en fait, en Angleterre, presque toutes les nuances d'opinion radicales sont « pro-juives » sur la question de la Palestine. Je crois cependant qu'il serait imprudent de supposer que le gouvernement travailliste suivra les promesses qu'il a faites quand il était dans l'opposition. L'opinion anglaise de gauche est pro-juive en partie parce que les Arabes ne sont pas entendus, et on ne sait pas toujours que les peuples de couleurs sont presque partout pro-arabes. Un soutien inconditionnel aux Juifs pourrait avoir des répercussions dans les autres pays arabes, en Égypte et même en Inde, qu'un gouvernement nouvellement élu peut difficilement vouloir affronter.

38. Aneurin Bevan. Portrait

The Observer,
14 octobre 1945

Publié sans signature, cet article a été écrit pour l'essentiel par Orwell, comme l'a confirmé son ami David Astor, le propriétaire et directeur du journal.

Cette semaine, le débat sur le logement sera certainement l'occasion d'un discours important du ministre de la Santé.

Pendant plusieurs des années de guerre, Aneurin Bevan – « cet architecte de la déloyauté », comme Mr Churchill l'a appelé dans un moment de colère – était connu comme le plus turbulent des parlementaires sur les bancs de l'opposition, et cela fait seulement seize mois que son propre parti a failli l'expulser parce qu'il avait voté contre le gouvernement sur un sujet important. L'hebdomadaire dont il était rédacteur en chef, à la suite de sir Stafford Cripps, critiquait également la conduite de la guerre et la politique étrangère britannique avec une liberté qui frisait parfois l'irresponsabilité. Ces activités ont eu comme résultat de l'étiqueter dans l'esprit du public comme le mauvais garçon du parti travailliste et de dissimuler les réalisations solides qu'il a obtenues grâce à son travail. Et pourtant, en ce qui concerne la tâche qui consiste à reloger les Britanniques, son expérience du gouvernement au niveau local et dans l'administration des syndicats est sans doute aussi importante que l'énergie fébrile de son tempérament.

Aneurin Bevan, fils de mineur, est né en 1897. Il a quitté l'école à treize ans pour aller travailler à la mine. Malgré sa force physique, c'était un garçon timide et livresque, gaucher, qui souffrait d'un grave bégaiement, lequel a tendance à revenir lorsqu'il est épuisé. Dans les courts moments de loisirs qu'il avait, il lisait avec voracité, sa lecture préférée étant la philosophie. Il a dit qu'il avait eu la chance de pouvoir s'éduquer grâce à la bibliothèque publique de Tredegar^[144], qui se trouvait être excellente, et grâce au bibliothécaire, qui s'est intéressé de près à lui. Quant à son bégaiement et à sa timidité, il s'en est débarrassé en participant à des réunions de rues et à des événements où il savait qu'il devrait parler sans préparation.

Quelques années plus tard, il a réussi à quitter la mine et à faire des études au Central Labour College. Il n'avait que dix-neuf ans quand il est devenu président de la plus importante section syndicale de mineurs au sud du pays de Galles, et il était encore un jeune homme quand il est devenu membre du Conseil général urbain local. Il était un agent des mineurs pendant le conflit des mineurs de 1926 et il est député du Ebbw Vale depuis 1929. Son passé aurait dû le faire sympathiser avec la tendance syndicaliste du parti travailliste mais en fait, jusqu'à récemment, les dirigeants du TUC^[145] le considéraient avec suspicion.

Ses partisans, en dehors de sa circonscription, sont surtout des « intellectuels » venus

des antennes locales du parti et de la masse croissante des classes moyennes dont les sympathies sont passées à gauche au cours des cinq ou dix dernières années. Il était très proche de sir Stafford Cripps jusqu'à ce que Cripps rejoigne le gouvernement de Churchill, et on trouve beaucoup de réfugiés étrangers socialistes parmi ses amis et ses conseillers. Il est davantage un extrémiste et un internationaliste que le député travailliste moyen, et c'est le mélange de cela avec son origine ouvrière qui en fait un personnage intéressant et inhabituel.

Sur tous les sujets de politique intérieure – logement, sécurité sociale, éducation, santé publique –, Bevan pense et réagit comme un homme de la classe ouvrière. Il sait très bien à quel point la balance penche en défaveur de quiconque gagne moins de cinq livres par semaine et, pendant la guerre, il a défendu le droit à la grève des ouvriers, même quand les grèves ont eu ou auraient pu avoir un effet néfaste sur l'effort de guerre. Mais il possède très peu – certains de ses adversaires diraient qu'il possède dangereusement peu – de sentiments de revanche personnelle contre la société. Il ne semble pas avoir de conscience de classe au sens classique. Il paraît être à l'aise avec des personnes venant d'un peu partout. Il semble difficile d'imaginer quelqu'un qui soit moins impressionné par le rang social ou qui ait moins envie de se montrer supérieur avec des subalternes. Tous ceux qui le connaissent un tout petit peu l'appellent par son diminutif, « Nye ». Son tempérament s'approche de celui qu'on désignait autrefois sous le nom de « mercuriel » – un tempérament capable de dépression soudaine mais pas d'un pessimisme établi. Ses manières turbulentes peuvent parfois donner l'impression à des observateurs rapides qu'il manque de sérieux, et ses admirateurs n'ont jamais dit que la ponctualité était sa plus grande qualité. En réalité, il a une immense capacité de travail et parvient à passer beaucoup de temps dans sa circonscription plutôt inaccessible.

Certaines des qualités de Bevan remontent sans doute à son origine galloise. Bien qu'assez peu intéressé par le nationalisme gallois, il n'a pas perdu contact avec ses origines et a gardé des traces de son accent gallois. Il passe toujours les rares vacances qu'il s'accorde à grimper dans les montagnes de sa région. Il est un Celte typique non seulement par la rapidité de sa parole et ses brusques changements d'humeur mais aussi par le respect qu'il porte à l'intellect. On ne peut pas le soupçonner de se sentir « supérieur » aux arts et de ne pas en être touché, comme c'est en général le cas pour les hommes pratiques. Ceux qui ont travaillé avec lui dans le domaine du journalisme ont remarqué avec plaisir et étonnement qu'ils se trouvaient enfin devant un homme politique qui sait que la littérature existe et qui arrêtera même de travailler cinq minutes pour discuter d'un détail de style.

La campagne de Bevan contre Churchill, au Parlement et dans la presse, était très âpre et manquait parfois de dignité. Il y a eu des moments où Bevan paraissait être conduit par une animosité personnelle, et Churchill, lui aussi, semblait vouloir « croiser le fer » davantage avec Bevan qu'avec d'autres. Certains observateurs ont remarqué que les deux hommes étaient des antagonistes naturels « parce qu'ils sont tellement semblables ». Il est vrai qu'il existe des ressemblances. Les deux hommes sont naturellement cordiaux mais capables de propos grossiers et de colères soudaines, les deux hommes ont vu leur carrière retardée par une « ingéniosité » qui faisait peur à

leurs collègues plus flegmatiques. Reste encore à savoir si Bevan est vraiment l'égal de Churchill en ce qui concerne l'obstination.

Le poste qu'il occupe en ce moment, un poste où il n'est pas seulement responsable de la santé publique, mais également du relogement, est ingrat et difficile. Le public attend évidemment des miracles quant au logement et ne peut qu'être déçu de ne pas avoir droit à suffisamment de maisons. Bevan en est très conscient et sait qu'il va devoir se battre avec les autorités locales, avec l'industrie du bâtiment et avec la British Medical Association. Il a des idées claires en ce qui concerne ce qui est désirable et ce qui est possible pour le logement. Ses préférences personnelles vont plutôt vers la maison que vers l'appartement et il a pour principe que tout le monde devrait avoir le droit de choisir entre les deux. Mais il comprend aussi que, si les gens doivent vivre dans de grandes agglomérations, ils doivent s'étendre verticalement ; il aimerait donc, si possible, populariser le concept de la petite ville consistant en un seul bâtiment – le « gratte-ciel en pleine campagne ».

Il a demandé ce poste parce qu'il tient absolument à nettoyer les taudis, parce qu'il se rend compte des effets du manque de logement sur le taux de naissances et parce qu'il sait qu'il faut pratiquer la médecine sur une base non commerciale. Ceux qui le connaissent sont persuadés qu'il peut prendre des décisions courageuses, qu'il obtiendra des résultats et qu'on le reverra bientôt sur les manchettes des journaux comme un personnage bien différent du débateur fougueux de ses dernières années.

39. L'Almanach du vieux George par Orwell l'extralucide

Tribune,
28 décembre 1945

Le titre de cet article se réfère à l'Almanach du vieux Moore (créé en 1697 par le médecin et astrologue Francis Moore), qui publie ses prédictions au début de chaque année. Dans sa chronique « À ma guise » du 31 décembre 1943, Orwell écrit : « Reprenant mon exemplaire du Old Moore's Almanack pour 1943, je découvre que les Allemands ont sollicité la paix, se sont vu accorder un armistice en juin et que le Japon s'est rendu en septembre. Novembre nous trouve "jouissant des bienfaits de la paix et du retour complet de l'éclairage public", tandis qu'une "baisse de la fiscalité est fort appréciée". Et cela continue ainsi tout du long. Le Old Moore réitère cette performance chaque année, sans jamais perdre sa popularité. Il est facile de comprendre pourquoi. Son approche psychologique est exposée dans la publicité qui se trouve sur la couverture : "Cosmo, le mystique fameux, prédit VICTOIRE, PAIX, RECONSTRUCTION". Tant que Cosmo prédit ce genre de choses, il est assuré d'être écouté. » [AMG, 57]

Il y a quelques semaines, *Tribune* a accepté une publicité de Lyndoe, un astrologue célèbre dans le monde entier. La publicité présentait le livre contenant les prédictions de Lyndoe pour 1946. J'ai pensé alors qu'il serait intéressant, à la fin de l'année, de feuilleter le livre et de vérifier les prédictions de Lyndoe en les mesurant à la réalité : et, si je dois vivre jusqu'à cette date, je compte bien le faire. Mais il me semble plus équitable d'énoncer mes propres prophéties pour l'année qui vient, en même temps que lui. Elles seront moins réconfortantes et sans doute bien moins détaillées que les siennes, mais les voici, pour ce qu'elles peuvent valoir :

Relations internationales. – La conférence des ministres des Affaires étrangères qui a lieu en ce moment à Moscou sera un fiasco et ne produira que des déclarations grandiloquentes et une augmentation générale de la malveillance. Par la suite, la situation internationale continuera à se détériorer, malgré quelques intervalles trompeurs au cours desquels les choses paraîtront s'améliorer. Les principes directeurs seront que personne n'aura la moindre intention d'abandonner sa souveraineté, que personne ne se sentira prêt à se lancer dans une autre guerre et que la tendance générale sera toujours vers les « zones d'influence » et s'éloignera de la coopération. Après de nombreux délais, le travail sur la construction de l'Organisation des Nations unies commencera à contrecœur, sans que personne ne croie que l'ONU puisse mener à quoi que ce soit. Au cours de l'année, les États-Unis et l'URSS auront de plus en plus tendance à s'arranger sur le dos de la Grande-Bretagne, les termes généraux du marché étant la non-interférence des Américains en Europe et au Moyen-Orient contre la non-

interférence de l'URSS en Chine et au Japon. Néanmoins, la course aux armements entre la Russie et l'Amérique continuera sans frein. Il y aura de violentes batailles diplomatiques autour du canal de Kiel, de Tanger, du canal de Suez et de Formose, mais chaque fois le contrôle de fait de la région contestée restera à la puissance qui se trouve être la plus proche. Les Dardanelles passeront sous contrôle russe. Trieste sera déclaré port international et sera plus tard (sans doute pas en 1946) annexé par l'Italie ou la Yougoslavie.

La bombe atomique. – Les Américains vont continuer à en garder le secret et les vociférations réclamant sa divulgation vont continuer. Si, à un moment quelconque, on peut avoir l'impression qu'un scientifique ou un groupe de scientifiques s'apprête à vendre la mèche, on demandera alors que le secret ne soit révélé qu'à l'URSS et pas au reste du monde. Vers la fin de l'année, d'importantes rumeurs annonceront que la Russie possède déjà la bombe. D'autres rumeurs courront alors, selon lesquelles le véritable point de discorde n'est pas la bombe elle-même mais une fusée capable de la transporter sur plusieurs milliers de kilomètres. Les tentatives pour trouver des applications industrielles de l'énergie atomique ne produiront rien, mais on continuera à empiler les bombes. Le professeur Joad et d'autres signeront des manifestes demandant que la bombe soit placée sous contrôle international et de nombreux pamphlets seront publiés pour signaler que l'énergie atomique, utilisée correctement, pourrait devenir « une bénédiction pour l'humanité ». Des efforts, non couronnés de succès seront faits afin de persuader le gouvernement de creuser des abris de cent cinquante mètres de profondeur. Dans tous les pays, le grand public perdra peu à peu tout intérêt pour le sujet.

Et voici mes prédictions pour des pays en particulier – ceux, en tout cas, que j'ai la place de traiter :

Les États-Unis. – Pendant quelques mois une orgie générale de dépenses, suivie par une crise économique brutale et par un chômage à grande échelle, compliqué par une démobilisation trop rapide. Croissance d'un formidable mouvement fasciste, sans doute dirigé par des militaires et, en parallèle avec celui-ci, croissance d'un mouvement nègre fasciste qui lui sera néanmoins hostile et qui sera lié à des mouvements semblables en Asie. Croissance générale des sentiments antibritanniques, le point sur lequel toutes les factions américaines seront d'accord. Croissance – simultanément et chez les mêmes personnes – de l'isolationnisme et du sentiment impérialiste.

L'URSS. – Mobilisation ininterrompue et production d'armes à une immense échelle, laquelle entraînera des privations pour l'ensemble de la population. Famine et manque de logements dans toutes les régions dévastées. Troubles importants avec les déserteurs et les prisonniers rentrant au pays, dont un grand nombre finira déporté en Sibérie. Augmentation du sentiment panslave et, simultanément, retour à des slogans plus révolutionnaires pour l'exportation. Publication de nouveaux décrets garantissant la liberté de parole et de la presse. Poursuite de l'exclusion des observateurs étrangers autres que les laquais du régime.

La Grande-Bretagne. – Aucune amélioration des conditions de vie quotidienne. Mécontentement croissant au sujet de la poursuite des contrôles, de la lenteur de la

démobilisation et du manque de maisons. Légère augmentation de l'antisémitisme, croissance des sentiments anti-américains, baisse graduelle des sentiments pro-russes. Débats renouvelés sur le taux des naissances, conduisant à deux propositions – ni l'une ni l'autre ne sera appliquée – consistant à subventionner énormément la maternité et à encourager l'immigration européenne. Manque chronique de charbon, nombreuses grèves non officielles et batailles sauvages, incompréhensibles pour l'homme ordinaire, sur la reconversion de l'industrie. Vers la fin de l'année, l'opposition commencera à gagner du terrain aux élections partielles, mais les conservateurs ne retrouveront pas le pouvoir. Apparaîtra à la place un mouvement fasciste de petite taille mais très actif, dirigé en grande partie par d'anciens officiers, et on verra les symptômes d'une scission grave dans le parti travailliste.

L'Allemagne. – Stagnation animée par le banditisme. À un moment ou à un autre de l'année, les Alliés décideront que l'Allemagne est un boulet et lanceront une campagne dans le but de restaurer les usines qu'ils ont précédemment démontées. Les Tchécoslovaques vont également laisser rentrer certains des Allemands qu'ils ont chassés. Un puissant mouvement de résistance va naître, mené tout d'abord par d'anciens nazis mais intégrant d'anciens antinazis de toutes tendances. Dès la fin de l'année, la majorité des Allemands commencera à regretter le régime nazi. De nouvelles rumeurs réapparaîtront, selon lesquelles Hitler est vivant.

La France. – Lent rétablissement économique, stagnation intellectuelle. Croissance de la puissance des catholiques par rapport aux autres factions. Séparation de plus en plus réelle entre les socialistes et les communistes. Croissance générale de la xénophobie. Le principal thème politique sera la question du bloc occidental, mais les forces seront tellement équilibrées qu'aucune décision ne sera prise.

L'Inde. – Les impasses se succéderont. Émeutes, désobéissance civile, trains déraillés, assassinat d'Européens importants, mais pas de révolte sur une grande échelle. Combats sporadiques en Birmanie, qui seront attribués aux Dacoits^[146] et aux bandes de Japonais qui n'ont pas été capturés. Famine ou situation proche de la famine dans le sud de l'Inde, la Malaisie et quelques régions de l'archipel indonésien. Apparition dans toute l'Asie de mouvements fascistes proclamant la supériorité raciale des peuples de couleur. Au bout de quelques mois, Nehru annoncera que le parti travailliste est pire que le parti conservateur.

Je pourrais poursuivre mais l'espace me manque. En observant ma boule de cristal, je vois des troubles en Chine, en Grèce, en Palestine, en Irak, en Éthiopie, en Argentine et dans quelques douzaines d'autres endroits. Je vois des guerres civiles, des atrocités provoquées par des bombes, des exécutions publiques, des famines, des épidémies et un renouveau religieux. Une quête approfondie pour quelque chose d'un peu réjouissant révèle qu'il y aura une légère amélioration des régimes espagnol et portugais, et que tout n'ira pas trop mal dans quelques pays trop petits ou trop éloignés pour valoir la peine d'être conquis.

Les messages du nouvel an sont supposés apporter de l'inspiration et des encouragements, et on pourrait objecter que mes prédictions sont excessivement sombres. Mais le sont-elles vraiment ? Je crois bien qu'on va s'apercevoir que j'ai été

bien trop optimiste plutôt que le contraire. Et pour ceux qui sont incapables d'affronter l'avenir sans un message réjouissant pour les aider, je présente la considération suivante : même si tout ce que j'ai prédit se trouvait être correct – oui, et beaucoup d'autres horreurs que je n'ai pas eu la place de mentionner –, 1946 sera appréciablement meilleure que les six dernières années.

40. Nos colonies nous rapportent-elles

Tribune,
8 mars 1946

J'ai devant moi un exemplaire du *Socialist Commentary*, l'organe du Socialist Vanguard Group^[147], et un autre du *Bulletin*, l'organe du (American) Council on Jewish-Arab Cooperation^[148].

Au premier, j'emprunte les phrases suivantes : « Le bilan économique entre la Grande-Bretagne et l'Inde ne vient pas vraiment consolider l'hypothèse selon laquelle la Grande-Bretagne exploite l'Inde. [...] Une approche uniquement "morale" [des problèmes coloniaux] reste insuffisante tant que de nombreuses personnes sont incitées à croire que l'économie britannique est en grande partie "dépendante" de ses possessions en Inde et dans d'autres colonies. »

Au second, j'emprunte ce qui suit : « Les gouvernements britanniques qui se sont engagés à maintenir l'Empire ont montré et montrent encore qu'il n'y a eu aucune déviation de la politique étrangère, quelle que soit la dénomination politique. [...] Le niveau de vie britannique dépend de l'Empire et l'Empire se doit de conserver des installations militaires permanentes en Extrême-Orient. »

Ici, donc, nous avons un écrivain, dans un journal de gauche, déclarant catégoriquement que le niveau de vie britannique dépend *réellement* de l'exploitation coloniale, et un autre écrivain, dans un autre journal de gauche, affirmant de manière tout aussi définitive qu'il n'y a *pas* de dépendance. Pour l'instant, je ne m'intéresse pas à savoir lequel des deux a raison, mais j'aimerais analyser pourquoi ils diffèrent de cette façon. Il n'est sans doute pas important que l'un des journaux soit britannique et l'autre américain, puisque celui qui écrit dans le journal britannique est justement un Américain.

Il faut remarquer que la question de savoir si nous exploitons l'Inde et celle de savoir si notre prospérité dépend de l'Inde sont différentes. Il se peut fort bien que nous exploitons l'Inde, mais pour le bénéfice d'une petite minorité, sans grands bénéfices pour la nation dans son ensemble. Et, de ces deux questions, la seconde est la plus immédiatement importante. S'il est réellement vrai que notre confort relatif est simplement un produit de l'impérialisme, que des choses telles que le projet Beveridge^[149], des pensions de retraite plus élevées, l'augmentation de l'âge de fin de la scolarité, l'aménagement des quartiers insalubres, une meilleure sécurité sociale et ainsi de suite sont des luxes que nous ne pouvons nous permettre qui si nous avons des millions d'esclaves orientaux travaillant pour nous – il s'agit certainement d'une considération sérieuse. Car, en tant que socialistes, nous désirons un niveau de vie meilleur pour nos concitoyens et, également, en tant que socialistes, nous voulons que justice soit rendue aux peuples des colonies. Les deux choses sont-elles incompatibles ?

Quels que soient le pour et le contre de la question, on pourrait au moins penser qu'on lui trouverait une réponse faisant autorité. Les faits, qui sont principalement des faits statistiques, doivent être vérifiables. Pourtant, il n'existe pas d'accord sur ces chiffres. Les deux affirmations contradictoires reproduites plus haut sont typiques de centaines d'autres que je pourrais tout aussi bien citer.

Je connais des gens qui peuvent me démontrer noir sur blanc que nous irions tout aussi bien, peut-être même mieux, si nous perdions nos possessions coloniales ; et j'en connais d'autres qui sont capables de démontrer que, si nous n'avions pas de colonies à exploiter, notre niveau de vie chuterait de manière catastrophique. Et étrangement cette différence d'opinion découpe les partis politiques en deux. Ainsi, tous les conservateurs sont des impérialistes mais, alors que certains conservateurs affirment que sans notre empire nous serions ruinés économiquement ainsi que militairement, d'autres affirment que l'Empire ne nous rapporte rien et que nous ne le maintenons que pour des raisons d'esprit public. Des socialistes de l'extrême gauche tels que les membres de l'ILP sont en général persuadés que la Grande-Bretagne serait plongée dans la pauvreté la plus sombre si nous cessions de piller les peuples de couleur, tandis que d'autres, pas vraiment très à droite de ces derniers, déclarent que si les peuples de couleur étaient libérés ils évolueraient plus rapidement et leur pouvoir productif croîtrait, ce qui serait tout à notre avantage. On trouve les mêmes différences d'opinion chez les nationalistes d'Asie. Ceux qui sont les plus violemment antibritanniques déclarent que, lorsque la Grande-Bretagne aura perdu l'Inde, les Britanniques mourront de faim, tandis que d'autres affirment qu'une Inde libre et amicale serait un bien meilleur client pour la production britannique qu'une dépendance hostile et arriérée. Et pourtant, comme je l'ai dit plus haut, cette question n'est certainement *pas* insoluble. Les chiffres qui pourraient régler ceci une fois pour toutes doivent exister, mais il faudrait savoir où les trouver.

Toutefois, il n'est pas automatiquement nécessaire que l'une ou l'autre de ces opinions soit correcte. La personne qui dit « Oui, la Grande-Bretagne dépend de l'Inde » pense le plus souvent que, si l'Inde était libérée, le commerce entre la Grande-Bretagne et l'Inde cesserait sur-le-champ. La personne qui dit « Non, la Grande-Bretagne ne dépend pas de l'Inde » pense le plus souvent que, si l'Inde était libérée, le commerce de la Grande-Bretagne avec l'Inde continuerait comme auparavant, sans période de bouleversement. Mon propre point de vue a toujours été (a) que pendant une longue période nous avons résolument exploité, c'est-à-dire pillé, nos possessions coloniales, (b) que, jusqu'à un certain point, l'ensemble de la nation britannique en a profité, au sens économique, et (c) que nous ne pouvons pas faire de restitution aux peuples coloniaux sans abaisser notre niveau de vie pendant au moins quelques années. Le point vraiment essentiel, presque jamais mentionné quand ce thème est débattu, est le facteur temps. Il est fort probable qu'il serait à notre avantage de mettre fin à l'impérialisme, mais pas *tout de suite*. Il pourrait y avoir d'abord une longue et inconfortable période de transition. C'est une idée peu agréable, et je crois bien que c'est parce qu'on l'évite plus ou moins consciemment que presque tous les débats autour de ce thème restent étrangement irréels.

Lors des élections générales, par exemple, il était étonnant de voir à quel point les

questions coloniales étaient évitées. Lorsqu'on mentionnait un tant soit peu les affaires étrangères, c'était presque toujours en référence à l'URSS ou aux États-Unis. Je ne crois pas avoir entendu un seul orateur, quel que soit son parti, mentionner l'Inde spontanément. Une ou deux fois, lors de meetings travaillistes, j'ai tenté l'expérience de poser une question sur l'Inde, et j'ai obtenu des réponses qui ressemblaient un peu à ceci : « Le parti travailliste est évidemment tout à fait en accord avec les aspirations du peuple indien pour son indépendance, question suivante, s'il vous plaît. » Et la chose en restait là, sans le moindre frisson d'intérêt de la part de l'auditoire. Le manuel publié pour les orateurs travaillistes comptait deux cents pages, dont une seule, très peu informative, sur l'Inde. Et pourtant l'Inde a une population presque dix fois plus grande que celle de la Grande-Bretagne ! Les sujets qui, selon mon expérience, provoquaient une passion réelle étaient le logement, le plein-emploi et la sécurité sociale. Qui aurait pu deviner, d'après la manière dont ces sujets étaient débattus, qu'ils étaient le moins du monde liés à nos possessions coloniales, qui nous procurent des matières premières et des marchés sûrs ?

À long terme, éviter la vérité finit par coûter cher. Une des choses qui nous coûte de plus en plus cher est notre échec à expliquer à la population britannique que sa prospérité dépend en partie de facteurs extérieurs à la Grande-Bretagne. Les extrémistes de droite comme de gauche ont énormément exagéré les avantages de l'impérialisme, tandis que les optimistes qui se trouvent entre eux donnaient l'impression que le contrôle militaire de nos marchés et de nos sources de matières premières était sans importance. Ils pensent qu'une Inde libérée resterait notre cliente, sans se demander ce qui se passerait si l'Inde passait aux mains d'une puissance étrangère, sombrerait dans l'anarchie, développait une économie fermée, ou était dirigée par un gouvernement nationaliste dont la politique serait de boycotter les produits britanniques. Ce que nous aurions dû dire pendant les vingt dernières années est quelque chose comme : « Notre devoir, en tant que socialistes, est de libérer les peuples assujettis, et à long terme ceci sera à notre avantage. Mais seulement à long terme. À court terme nous allons devoir tenir compte de l'hostilité de ces peuples, du chaos dans lequel ils vont sans doute sombrer, et de leur terrible pauvreté, laquelle va nous obliger à leur donner des produits de diverses sortes afin de les remettre en selle. Si nous avons beaucoup de chance, notre niveau de vie ne souffrira pas de la libération des colonies, mais il est bien plus probable que nous en souffrirons pendant des années, voire des décennies. Il faut choisir entre la libération de l'Inde et un peu de sucre supplémentaire. Que préférez-vous ? »

Que dirait la femme ordinaire qui fait la queue chez le poissonnier si on lui parlait de la sorte ? Je n'en suis pas certain. Mais ce qui importe, c'est que personne ne lui a jamais parlé de cette façon, et si, au moment de la crise, elle se décide pour le sucre supplémentaire – ce qu'elle fera peut-être –, ce sera parce que les questions n'ont pas été débattues complètement auparavant. Au lieu de ça, nous avons les deux affirmations contradictoires que j'ai citées plus haut, toutes deux en fin de compte correctes, et toutes deux, de manières différentes, tendant à perpétuer l'impérialisme.

41. La presse britannique de gauche

*Progressive (Madison, Wisconsin),
juin 1948*

La spécificité remarquable de la presse britannique dans son ensemble est son extrême concentration ; il y a relativement peu de journaux et ils appartiennent pour la plupart à un tout petit cercle de personnes. Ceci est dû en partie à la petite taille du pays, grâce à laquelle les quotidiens londoniens peuvent être en vente dans le Nord, à Glasgow, dès le début de la matinée. Quelques journaux provinciaux de première classe existent en fait, comme le *Guardian* de Manchester, mais aucun d'entre eux n'a un tirage important et, dans la pratique, le pays tout entier, jusqu'à la frontière écossaise et même au-delà, est couvert par huit quotidiens londoniens. Quant aux magazines hebdomadaires et mensuels, rien de bien important n'est publié en dehors de Londres.

Cette structure spécifique de la presse britannique existe depuis trente ans. Ainsi, lorsqu'une presse indépendante de gauche est devenue politiquement possible, la chose était déjà financièrement impossible. Pour créer un nouveau journal qui pourrait entrer en concurrence avec ceux qui existent déjà, il faudrait un capital de plusieurs millions de livres, et aucun nouveau quotidien ou journal du soir n'a été créé à Londres depuis 1918, à l'exception du minuscule *Daily Worker*. Les chiffres qui suivent, nécessairement approximatifs, donneront une idée de la distribution du lectorat dans un pays qui a récemment voté majoritairement pour les travaillistes.

Si l'on ne considère que les journaux ayant une orientation politique définie en laissant de côté la presse provinciale, le tirage total hebdomadaire de la presse britannique dépasse de peu les cent millions. De ce chiffre, vingt trois millions de lecteurs sont considérés comme lisant des journaux pouvant être décrits comme « de gauche ». Mais ceci comprend le *News Chronicle*, qui, bien que certainement « éclairé » ou « progressiste », ne soutiendrait pas réellement un gouvernement travailliste en toutes circonstances. Si on ne compte que les journaux effectivement liés à un parti de gauche, le chiffre passe à quatorze millions, soit moins d'un septième du total. En ce moment, il n'y a en Grande-Bretagne que six journaux de gauche importants. Ces six journaux sont :

The Daily Herald. – Tirage de plus de deux millions, au troisième rang des quotidiens britanniques. Le *Herald* peut être considéré comme le journal officiel du parti travailliste mais représente essentiellement la partie syndicaliste (plus conservatrice) du parti. Il a été fondé en 1914 et, pendant les quinze années suivantes, en défendant une politique et une attitude bien plus radicale qu'aujourd'hui, il a pataugé, toujours au bord de la faillite, sous la direction d'une série de rédacteurs en chef. Même lorsque son tirage a atteint 400 000, il ne parvenait pas à l'équilibre financier parce qu'à l'époque les publicitaires commerciaux ne désiraient pas aider un journal de gauche.

En 1929, le *Herald* a été réorganisé, ses actions divisées à parts égales entre le Trade Union Congress et Odham's, une grosse maison d'édition qui possède plusieurs hebdomadaires populaires. Ce faisant, le *Herald* a été transformé en un journal populaire ordinaire, dans son ton et sa présentation, mais il a été décidé qu'Odham's n'aurait aucun contrôle sur son contenu politique, lequel serait sous la tutelle du parti travailliste.

Cet accord a été maintenu. Bien qu'il ait parfois de bons correspondants étrangers, le *Herald* est un journal très terne, bien inférieur, en ce qui concerne ses articles, à plusieurs autres journaux de tendance semblable. Il a cependant conservé un tirage stable de deux millions depuis plus de douze ans, en partie sans doute parce qu'il donne des informations complètes sur les affaires syndicales. Son lectorat appartient entièrement à la classe ouvrière.

Reynolds News. – Journal du dimanche, tirage d'environ 700 000. (Un faible tirage par rapport aux journaux du dimanche britanniques. L'un d'entre eux prétend avoir un tirage de sept millions !) La presse américaine parle parfois du *Reynold's* comme d'un « journal de sympathisants communistes », mais ceci n'est pas tout à fait vrai. Officiellement, c'est le journal du Cooperative Party, l'organe politique du mouvement coopératiste, qui a aujourd'hui plus ou moins fusionné avec le parti travailliste. Il existe néanmoins une forte influence communiste au *Reynold's*, qui affecte même la critique de livres. On peut parfois avoir l'impression de trois journaux en un – en partie coopératiste, en partie communiste et en partie un journal du dimanche ordinaire se consacrant aux sports, aux crimes et à la famille royale. *Reynold's* a parfois des articles intelligents mais, dans l'ensemble, c'est un journal peu intéressant car il combine une ambiance sectaire avec les fautes de la presse à scandale.

The New Statesman and Nation. – Magazine hebdomadaire, tirage d'environ 80 000. Le *New Statesman* a été fondé en 1913 et, depuis lors, a « incorporé » trois journaux rivaux de tendance semblable : il est aujourd'hui certainement le plus influent des hebdomadaires politiques britanniques. Une fois de plus, on décrit souvent le *New Statesman* comme un « journal de sympathisants communistes » et, une fois de plus, ce n'est pas entièrement vrai, bien que, dans ce cas, je dirais que c'est vrai dans le fond.

Il est arrivé que le *New Statesman* se soit radicalement opposé à la ligne du parti communiste, par exemple au moment du pacte germano-soviétique, et il est possible qu'il recommence si l'agression russe en Europe se poursuit plus longtemps. Cependant, sur une période d'environ vingt ans, le *New Statesman* a probablement fait plus que toute autre chose – certainement plus que n'importe quel autre périodique – pour diffuser une attitude russophile sans réserve dans l'intelligentsia britannique, d'autant plus qu'il n'a aucun lien avec le parti communiste et maintient une attitude de détachement à l'égard de l'URSS.

Mis à part H. Kingsley Martin, son rédacteur en chef, de nombreux journalistes connus de gauche s'y sont associés : Leonard Woolf, H. N. Brailsford, John Strachey, Harold Laski, J. B. Priestley, [R.H.S. Crossman](#) et d'autres.

Pour des raisons techniques, le *New Statesman* mérite sa prééminence. Pendant de nombreuses années, il est resté à un très haut niveau journalistique et a préservé, sinon

une politique entièrement cohérente, du moins une attitude distincte. Toute la classe moyenne « éclairée » rose le lit par habitude. Sa position correspond assez bien à celle de la *New Republic* en Amérique, mais il s'agit, dirais-je, d'un journal un peu plus adulte.

Tribune. – Magazine hebdomadaire, tirage incertain, probablement autour de 20 000. *Tribune* a été fondé un ou deux ans avant la guerre et était alors un périodique plutôt véhément qui coûtait trois pence (cinq cents) avec un lectorat appartenant à la classe ouvrière. Il était contrôlé par sir Stafford Cripps, qui avait, peu de temps auparavant, été mis au pas par le parti travailliste pour avoir formé une organisation fractionnelle, la Socialist League. Les communistes, qui étaient alors dans leur phase Front populaire, voyaient *Tribune* d'un bon œil et aidaient à le distribuer.

Après le pacte germano-soviétique et le début de la guerre, *Tribune* a perdu ce soutien et son tirage, qui n'avait jamais été bien important, est tombé à 2 000. En 1941, quand Cripps est entré au gouvernement et a donc été obligé de rompre ses liens avec le périodique, celui-ci a été pris en main par Aneurin Bevan, l'actuel ministre de la Santé.

Bevan l'a réorganisé et en a fait un périodique à six pence assez semblable au *New Statesman*. Pendant la guerre, c'était sans doute le meilleur et certainement le plus indépendant des périodiques de gauche. C'était en fait le seul journal anglais qui, tout en maintenant une attitude responsable et en soutenant l'effort de guerre, critiquait radicalement le gouvernement de Churchill. C'était également le seul périodique de gauche qui faisait des efforts pour contrer la propagande de la Russie soviétique.

Après les élections générales de 1945, Bevan est entré au gouvernement et *Tribune* est devenu l'organe d'un groupe de jeunes députés travaillistes dont le plus connu est sans doute Michael Foot. Ce groupe (qu'il ne faut pas confondre avec les cryptocommunistes) soutient dans l'ensemble le programme du gouvernement tout en restant critique envers sa politique internationale, particulièrement en ce qui concerne la Grèce et la Palestine.

Inévitablement, *Tribune* a perdu de sa vigueur depuis que les travaillistes tiennent le gouvernement. Il souffre de la gêne qui s'empare toujours des rebelles une fois que leur camp a gagné ; en outre, ses attaques contre la politique étrangère d'Ernest Bevin ont été un peu irréfutables car, sur la question importante entre toutes de la résistance à la Russie, le journal n'est pas véritablement en opposition avec lui. Quelques communistes et quelques sympathisants communistes écrivent parfois dans *Tribune*, mais tous ceux qui ont une influence déterminante sur la ligne politique de l'hebdomadaire sont extrêmement anticommunistes. Il ne faut pas se fier aux apparences, ce périodique est un des soutiens les plus solides du gouvernement actuel dans la presse hebdomadaire. Son lectorat, qu'il s'est acquis en grande partie pendant la guerre, appartient probablement aux classes moyennes, puisqu'on considère en général que la classe ouvrière britannique ne paiera jamais plus de trois pence pour un hebdomadaire.

Forward. – Magazine hebdomadaire essentiellement dirigé vers la classe ouvrière et publié à Glasgow. *Forward* peut difficilement être considéré comme un périodique influent et son tirage est extrêmement faible ; mais il est intéressant en tant qu'expression de la version maximaliste, rebelle et surannée du socialisme qui continue à prospérer sur les rives de la Clyde. Il est presque toujours en désaccord avec le

gouvernement mais sa politique reste très erratique : il est pro-russe chaque fois que c'est possible bien que, d'autre part, il soit anticommuniste et défende ardemment la liberté de parole et de la presse. *Forward* est dirigé par Emrys Hughes, un député travailliste de base assez turbulent. Des écrivains connus tels que Bernard Shaw, Bertrand Russell et Sean O'Casey y publient de temps en temps des articles.

The Daily Worker. – Tirage incertain, atteint sans doute parfois 100 000. Le *Daily Worker* a été fondé en 1929 et a été interdit pendant environ deux ans pendant la guerre pour activités défaitistes. Il s'est énormément amélioré depuis ses premières années et a quelquefois de très bons articles scientifiques et de très bonnes critiques de livres, mais il est resté une feuille de propagande plutôt qu'un vrai journal. Toutefois, comparé à la presse communiste continentale ou américaine, le *Daily Worker* n'est pas un journal très calomnieux. Il parvient à survivre en partie grâce aux abonnements de sympathisants. Des tentatives récentes de le financer en vendant des actions au grand public n'ont produit qu'un succès partiel.

Les six périodiques que j'ai décrits sont les seuls que possède la Grande-Bretagne – c'est-à-dire les seuls ayant une certaine importance – en ce qui concerne la presse de gauche. Par ailleurs n'existent que quelques feuilles obscures qui donnent des renseignements sur les syndicats ou qui traitent d'affaires purement locales, ainsi que quelques magazines assez minces qui ne prétendent pas vraiment toucher le grand public et un ou deux périodiques voués à une propagande soviétique directe et qui n'ont aucune influence sur la politique britannique.

Parmi les petits magazines sectaires, le *Labour Monthly* communiste a sans doute le plus gros tirage. Malgré leurs ressources limitées, les communistes sont en général beaucoup plus entreprenants que le parti travailliste. Ils publient de nombreux pamphlets et ils contrôlent même une chaîne de librairies où, bien sûr, leurs propres publications ont droit à une bonne présentation. Ils ont également, durant quelques années avant et pendant la guerre, exercé une influence considérable sur le *News Chronicle* libéral (tirage d'environ un million et demi).

Cependant, ce n'est évidemment pas la compétition communiste qui importe vraiment selon le point de vue du parti travailliste. Le fait essentiel est que le gouvernement, qui représente sans aucun doute la masse des gens, est attaqué quotidiennement et sa politique déformée par une immense presse conservatrice généralement assez efficace, alors qu'il ne possède à son actif qu'un seul quotidien.

Quant à la BBC, qui est une organisation indépendante, elle n'est ni amie ni ennemie. Ses services à l'étranger sont supervisés par le gouvernement mais, en ce qui concerne la politique intérieure, la BBC peut honnêtement être décrite comme neutre.

Depuis plus d'un an, une commission nommée par le gouvernement s'est penchée – avec précaution et non sans opposition – sur l'état de la presse britannique. Quels que soient les résultats, il est peu probable qu'elle produise de grands changements puisque la presse ne fait pas partie des industries prévues pour être nationalisées dans un avenir proche. Il est cependant probable que quelque chose sera fait pour limiter la possibilité de posséder plusieurs quotidiens. En ce moment, il peut arriver – il en existe un ou deux

cas – qu'un seul magnat de la presse possède ou contrôle jusqu'à une centaine de périodiques de tous types et qu'il dicte toute leur politique.

Il se peut également qu'un nouveau journal du soir londonien soit fondé conjointement avec le *Daily Herald*. La gauche a évidemment besoin d'une meilleure publicité, mais, dans un pays toujours principalement capitaliste, où le public est habitué depuis des décennies à lire les mêmes journaux, il n'est pas facile à une presse de gauche de croître à moins d'être énormément subventionnée.

Toute cette question a été le sujet de beaucoup de débats au cours des deux dernières années, sans qu'on parvienne à des conclusions bien définies. D'une part, la majorité des journalistes britanniques seraient enchantés de voir les magnats de la presse renversés ; d'autre part, tous les journalistes, quelles que soient leurs tendances, sont inquiets à l'idée d'une presse contrôlée par l'État ou par un parti. Le parti travailliste, avec le grand nombre de ses adhérents et une collecte importante de fonds, pourrait certainement se présenter bien mieux qu'il ne le fait à présent. Mais reste encore à prouver qu'un parti politique qui subventionnerait une presse gagnée à ses positions aurait l'imagination de la diriger de manière non totalitaire.

42. Le gouvernement travailliste après trois ans

Commentary,
octobre 1948

Il est caractéristique de notre époque que, au moment des élections générales de 1945, on ait assez bien vu les problèmes auxquels le gouvernement travailliste allait devoir faire face et qu'il soit tout aussi difficile aujourd'hui qu'alors d'en prédire le succès ou l'échec. Nous vivons une époque de dilemmes non résolus, d'une lutte qui ne ralentit jamais et qui ne mène jamais à une décision. C'est comme si le monde souffrait d'une maladie à la fois aiguë, chronique et non mortelle.

En Grande-Bretagne, nous vivons depuis trois ans dans un état de crise presque ininterrompu, un peu comme une de ces séries radio dans lesquelles le héros tombe dans un précipice à la fin de chaque épisode. Le désastre suprême est bien sûr toujours évité, mais on ne se rapproche jamais de la fin de l'histoire. La faillite a été écartée grâce aux prêts américains, à l'« austérité », à la vente des réserves, et, quand ces expédients cesseront de fonctionner, on pourra toujours l'écartier encore un peu, sans doute pendant des décennies, grâce à une politique efficace d'exportation ; mais le problème fondamental, qui est de rendre la Grande-Bretagne réellement solvable sans que le niveau de vie s'effondre de manière insupportable, n'a toujours pas été abordé.

Je crois qu'il est important de comprendre qu'en Grande-Bretagne la lutte entre le collectivisme et le *laissez-faire* est secondaire. L'objectif principal est la survie de la nation. En observant le pays de l'extérieur et en lisant la presse britannique, on peut avoir l'impression que le pays ploie sous une mauvaise administration bureaucratique et qu'il serait trop content de revenir aux bons vieux jours de la libre entreprise ; mais cela n'est qu'une impression parce que les gros capitalistes et la classe des entrepreneurs moyens font plus de bruit que tous les autres.

La Grande-Bretagne est, par beaucoup de côtés, un pays conservateur, mais c'est également un pays sans paysannerie où le désir de liberté économique n'est ni puissant ni très répandu. La propriété, en Grande-Bretagne, signifie une maison, des meubles et quelques centaines de livres d'économies ; la liberté signifie la liberté de parole ou le pouvoir de faire ce qu'on veut pendant les moments de loisir. La grande majorité de la population accepte sans difficulté l'idée qu'elle vivra de salaires plutôt que de bénéfices, se réjouit d'une sécurité sociale de la naissance à la mort et n'a pas de position marquée sur la nationalisation de l'industrie. Le rationnement et les contrôles sont bien sûr, dans un sens, impopulaires, mais ceci n'est important que parce qu'ils augmentent l'épuisement et l'ennui résultant de huit années de surmenage.

Si nous sommes handicapés, en fait, ce n'est pas du fait d'un désir fort de revenir au capitalisme mais par des habitudes de pensée acquises à une époque de prospérité (y compris l'idéologie du mouvement socialiste lui-même).

Même aujourd'hui, et même dans les milieux de gauche, on ne comprend toujours pas bien que la situation économique de la Grande-Bretagne est mauvaise par nature. Un petit pays surpeuplé qui importe sa nourriture et qui la paye par des exportations ne peut continuer de la sorte que tant que le reste du monde n'est pas industrialisé. Si le développement mondial industriel actuel se poursuit, il n'y aura bientôt plus de raison pour le commerce international, sinon pour les matières premières, quelques produits tropicaux et peut-être quelques produits de luxe. Tous les avantages se trouveront – se trouvent déjà – dans les grands pays autarciques tels que la Russie et les États-Unis. La Grande-Bretagne ne peut donc survivre en tant que pays « avancé » et peuplé que si elle s'intègre à un ensemble beaucoup plus grand.

Pour l'instant, cela ne peut se faire que de quatre façons. L'une est la formation d'une union de l'Europe occidentale avec l'Afrique ; une autre viendrait du resserrement des liens du Commonwealth et du transfert de peut-être la moitié de la population britannique vers les dominions anglophones ; une autre serait de permettre à la Grande-Bretagne, ainsi qu'au reste de l'Europe, de s'intégrer au système russe ; et la quatrième possibilité serait l'intégration de la Grande-Bretagne aux États-Unis. Dans chaque cas, l'objection est évidente.

La première possibilité, celle qui est la plus souvent débattue en ce moment, et peut-être la plus prometteuse, est confrontée à d'immenses difficultés et dangers, l'hostilité de la Russie n'étant que le problème le plus immédiat. La deuxième, même en supposant que les dominions y soient préparés, ne pourrait sans doute être mise en œuvre que par un gouvernement despotique habitué à transporter les êtres humains à la manière de cargos d'animaux. La troisième, bien qu'elle puisse advenir à la suite d'une défaite pendant une guerre, peut être éliminée en tant que possibilité car personne, excepté quelques communistes, ne la désire. La quatrième pourrait très bien se faire, bien qu'elle soit inacceptable selon le point de vue britannique, car elle signifierait que nous nous retrouverions dans un rôle subalterne, liés à un pays que tout le monde, excepté quelques conservateurs, considère comme politiquement arriéré.

Même si une de ces possibilités, ou une combinaison de plusieurs d'entre elles, venait à se réaliser, ce ne serait qu'après un long délai, alors que le besoin de solvabilité est immédiat. Les dirigeants du gouvernement travailliste ne peuvent en conséquence que bâtir des projets à partir de l'hypothèse selon laquelle la Grande-Bretagne doit devenir autosuffisante dans un avenir proche. Tout en s'appliquant à la création d'une union européenne, ils espèrent et croient que les dominions vont y adhérer, et ils sont déterminés – en fait, ils y sont obligés – à rester en bons termes avec les États-Unis ; mais leur objectif immédiat doit être d'équilibrer les exportations et les importations britanniques. Et ils doivent le faire avec une structure industrielle épuisée, des difficultés à l'étranger qui nécessitent d'imposantes forces armées et pèsent donc lourdement sur la main-d'œuvre, et avec une classe ouvrière fatiguée et assez mal nourrie, qui s'est battue pendant la guerre et qui a voté lors des élections générales en pensant obtenir quelque chose de très différent.

En 1945, environ une moitié de l'électorat a voté travailliste. Je crois qu'il serait exagéré de dire que la majorité de ces gens-là ont voté pour le socialisme. Ils ont voté

pour le plein-emploi, des pensions de retraite plus élevées, l'augmentation de l'âge de fin de la scolarité, davantage d'égalité sociale et économique et davantage de démocratie à tous les niveaux ; ainsi que pour la nationalisation de l'industrie comme moyen de parvenir à tout cela. Le gouvernement, même s'il le désire, ne peut pas se permettre de décevoir entièrement ses partisans et doit donc associer une reconstruction fondamentale à des réformes immédiates qui rendent plus difficiles cette reconstruction. Il aurait été presque impossible au gouvernement travailliste, par exemple, de ne pas donner la priorité au relogement ; mais, bien que ces logements soient nécessaires, cela signifie réduire la main-d'œuvre et les matériaux alloués aux bâtiments industriels. Le passage à la propriété nationale n'est pas en lui-même un processus enthousiasmant et, dans l'esprit populaire, le parti travailliste reste le parti qui défend une réduction des horaires de travail, une sécurité sociale gratuite, des crèches, du lait gratuit pour les écoliers et autres choses semblables, bien plus que le parti qui défend le socialisme.

Malheureusement, étant donné que presque tout manque, il n'est pas facile d'améliorer la vie des gens de manière réelle. Matériellement, le citoyen britannique moyen se porte sans doute plus mal qu'il y a trois ans. La situation du logement est catastrophique ; la nourriture, bien qu'elle ne manque pas vraiment, est insupportablement terne. Le prix des cigarettes, de la bière et de la nourriture non rationnée telle que les légumes est extrêmement élevé. Et le rationnement des vêtements est de plus en plus difficile à vivre puisque ses effets sont cumulatifs. Nous sommes dans la période de transition que doivent traverser tous les partis de gauche quand ils arrivent au pouvoir et qui est toujours une surprise douloureuse parce qu'on en a très peu parlé auparavant. En général, les partis de gauche trouvent des partisans en promettant de meilleures conditions matérielles mais, au moment de la mise en pratique, il se trouve que ces conditions, impossibles à obtenir immédiatement, ne peuvent exister qu'après une longue lutte et des sacrifices qui font que le citoyen moyen est en fait plus mal loti qu'il ne l'était avant. Et c'est justement parce qu'il est plus mal loti qu'il refuse ou est incapable de faire l'effort qui lui est demandé. Une parfaite illustration de cela nous est donnée par les luttes autour des mines de charbon britanniques.

Les mines de charbon devaient être nationalisées car il n'existait pas d'autre moyen de les recapitaliser suffisamment pour les rendre efficaces. Le fait fondamental concernant les mines britanniques est qu'elles sont vieilles et ont été négligées ; les conditions de travail y sont tellement intolérables que, sans coercition ou sans la menace du chômage, il est presque impossible de recruter suffisamment de main-d'œuvre pour les faire fonctionner. Depuis la fin de la guerre, nous avons toujours eu environ cinquante mille mineurs de moins que le nombre nécessaire, et en conséquence c'est avec les plus grandes difficultés que nous produisons à peine de quoi subvenir à nos besoins, et quinze millions de tonnes à exporter paraît être un objectif irréalisable. Naturellement, les mines peuvent être et seront certainement modernisées, mais le processus prendra des années et, entre-temps, afin de fabriquer ou d'acheter les machines nécessaires, il nous faudra encore plus de charbon.

La même situation se retrouve, bien que sous des formes moins aiguës, dans toute l'industrie. Il n'est pas non plus facile, lorsque les gens sont déjà fatigués, de les faire travailler plus dur à l'aide de motivations économiques directes. Si les salaires sont

distribués plus équitablement, la main-d'œuvre s'éloigne des tâches les plus désagréables ; si un taux particulièrement élevé est offert pour ces tâches, l'absentéisme augmente parce qu'il devient alors possible de gagner suffisamment pour vivre en travaillant trois ou quatre jours par semaine. L'épuisement général tout autant que les conflits économiques sont sans doute responsables de l'absentéisme individuel, mais également des innombrables arrêts de travail et des grèves sauvages de ces dernières années. Il est vrai que le temps perdu à cause des conflits industriels n'est pas aussi important qu'il l'a été pendant les années qui ont immédiatement suivi la guerre de 1914-1918, bien qu'il ne faille pas oublier une importante différence : les grèves de cette époque-là, lorsqu'elles obtenaient des résultats, apportaient des bénéfices concrets à la classe ouvrière. Aujourd'hui, alors que le problème principal est de produire à peine suffisamment de biens, une grève est en fait un coup porté contre la communauté dans son ensemble, y compris les grévistes eux-mêmes, et son résultat net est l'inflation.

Sous nos difficultés actuelles se trouvent deux faits que le mouvement socialiste a toujours eu tendance à oublier. L'un est que certains travaux qui sont d'une nécessité vitale ne peuvent être accomplis que sous la contrainte. Dès que le plein-emploi est atteint, il faut utiliser le travail forcé pour les tâches les plus sales. (Vous pouvez bien sûr leur donner un nom moins choquant.) J'ai déjà mentionné l'autre aspect : l'appauvrissement radical de la Grande-Bretagne – l'impossibilité, en ce moment, d'augmenter le niveau de vie de la classe ouvrière, voire sans doute de le maintenir à son niveau actuel.

Je ne prétends pas savoir comment nos problèmes économiques actuels seront résolus. En mettant de côté le danger d'une guerre avec l'Union soviétique, ils dépendent à long terme du succès du plan Marshall et, à plus long terme encore, de la formation d'une union occidentale ou de la capacité de la Grande-Bretagne à rester en tête lors de la lutte pour trouver des marchés. Mais il ne fait aucun doute que nous ne pourrions jamais retourner à la position exceptionnelle que nous avons au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Jusqu'à ce qu'ils se retrouvent eux-mêmes au pouvoir et en conséquence obligés de faire face aux dures réalités, les socialistes britanniques n'ont jamais admis volontiers que notre revenu national, qu'ils voulaient diviser de manière plus équitable, était en partie le résultat de l'exploitation coloniale. Pendant une longue période, non seulement nous avons produit moins que nous n'avons consommé (nos exportations sont inférieures à nos importations depuis 1913), mais nous avons droit à des matières premières peu chères et à des marchés qui nous étaient acquis dans les pays que nous détenions en tant que colonies ou que nous pouvions effrayer par nos forces militaires.

Il existait de nombreuses raisons pour lesquelles cet état de choses ne pouvait pas durer à jamais, et une de ces raisons était la disparition du sentiment impérialiste chez les Britanniques eux-mêmes. On voit là la contradiction toujours pas résolue qui réside au cœur du mouvement socialiste. Le socialisme, une croyance qui a pris son essor dans les pays occidentaux industrialisés, signifie des meilleures conditions matérielles pour le prolétariat blanc ; il signifie également la libération des populations exploitées de couleur. Mais les deux objectifs, en tout cas temporairement, sont incompatibles. Les dirigeants du parti socialiste ne l'ont jamais déclaré, ou alors ils ne l'ont pas déclaré

suffisamment fort, et ils payent maintenant pour leur timidité. Parce que la situation économique de base est mal comprise, des privations qui sont en fait inévitables apparaissent comme dues à la persistance de l'inégalité sociale. Les manoirs de provinces et les hôtels chics sont toujours pleins de gens riches et il est tentant d'imaginer que si on se débarrassait d'eux il y aurait suffisamment à partager pour tous. Nous sommes plus pauvres que nous ne l'étions, pendant longtemps nous allons continuer à nous appauvrir et aucune redistribution des revenus ne peut y remédier : ce fait n'a pas été suffisamment assimilé et le moral en souffre d'autant plus.

Tout le monde sait que le gouvernement travailliste aurait dû faire beaucoup plus d'efforts pour informer les gens. Il y a eu beaucoup d'exhortations, particulièrement ces derniers mois, mais le travail quotidien consistant à expliquer au public ce qui se passe et pourquoi n'a pas été entrepris de façon systématique, et le besoin d'information n'a pas non plus été compris à l'avance. Il était typique de la façon d'agir du gouvernement de laisser les gens imaginer pendant un an ou plus que les choses se passaient plutôt bien avant de se mettre tout à coup à remplir les murs d'affiches portant un slogan presque menaçant : « *Work or Want*^[150] ». Le manque de logements, le manque de combustible, le rationnement du pain et l'immigration polonaise ont provoqué plus de ressentiment qu'ils ne l'auraient fait si les réalités sous-jacentes avaient été expliquées correctement. Et le gouvernement n'a pas non plus eu beaucoup de succès en « vendant » la Grande-Bretagne à l'étranger, comme le montre le fait que nous sommes détestés dans le monde entier, en grande partie injustement, à cause de notre comportement en Palestine tandis que les accords avec l'Inde, immensément plus importants, sont passés à peu près inaperçus.

Quant à informer la population britannique sur l'action du gouvernement, ce dernier est confronté à deux grandes difficultés. L'une d'elles est l'absence de moyens d'expression. À l'exception d'un seul quotidien, le *Herald*, toute la presse qui compte est contrôlée soit par les conservateurs, soit par des factions de gauche pas toujours bien disposées envers le gouvernement travailliste – et encore, il existe très peu de journaux de ce type. D'autre part, la BBC est une organisation semi-autonome, qui a une position de neutralité en ce qui concerne la politique intérieure et qui ne peut pas trop être utilisée pour des annonces officielles. L'autre difficulté qui accable le gouvernement est que, presque jusqu'à la date des élections générales, il formait une coalition avec ses adversaires et n'avait donc pas la possibilité de clarifier sa position.

Avant la guerre, des années de propagande continue avaient incité la masse des travailleurs manuels et une partie de la classe moyenne à rejoindre le parti travailliste : mais il s'agissait d'une propagande socialiste démodée, qui n'a plus grand sens dans le monde d'après guerre, dans lequel la Grande-Bretagne est affaiblie et appauvrie, l'Allemagne et le Japon sont à genoux, la Russie est, en pratique, une ennemie, et les États-Unis sont une puissance mondiale active. Pendant la période la plus désespérée de la guerre, le parti travailliste n'était pas en position d'affirmer une politique indépendante, bien que, à mon avis, il ait commis une grave erreur en ne quittant pas la coalition dès qu'il est devenu évident que la guerre était gagnée. Les élections générales ont eu lieu très peu de temps après. Le parti travailliste a parcouru le pays, comme il devait le faire dans ces circonstances, en promettant la paix à l'extérieur et la prospérité

à l'intérieur.

S'il avait dit la vérité, il aurait expliqué que nous allions traverser des temps difficiles, d'autant plus difficiles que les premières marches vers le socialisme allaient devoir être gravies, et que la fin de la guerre chaude avec les forces de l'Axe ne signifiait rien d'autre que le début de la guerre froide avec l'Union soviétique. Dire, comme l'ont fait tous les candidats travaillistes : « Un gouvernement socialiste s'entendra mieux avec la Russie » revenait plus ou moins à dire « Un gouvernement protestant s'entendra mieux avec le Vatican. » Mais l'électeur moyen n'a pas compris, ce qui était évident depuis 1943, que la Russie était hostile, et que le communisme et la démocratie sociale sont des ennemis irréconciliables ; et pendant ce temps, il fallait remporter les élections. Le parti travailliste les a remportées en partie du fait de promesses impossibles à tenir. On peut difficilement le critiquer pour avoir agi de la sorte, mais la confusion dans l'esprit du public entre une politique de gauche et une politique pro-russe aurait pu entraîner de sinistres conséquences et, si celles-ci ne se sont pas concrétisées, c'est plutôt par chance que par une bonne gestion. Si l'enthousiasme pro-russe qui s'était instauré pendant la guerre avait persisté, le spectacle de la Grande-Bretagne prise dans une querelle apparemment dénuée de sens avec l'URSS et conservant de ce fait des forces armées importantes qui lui coûtaient très cher aurait pu déchirer le mouvement travailliste par le milieu. Car on aurait pu dire alors que nos privations provenaient de la politique anticommuniste que l'Amérique nous obligeait à suivre. C'est bien sûr ce que disent les communistes et les cryptocommunistes, mais avec moins de succès qu'ils ne s'y attendaient légitimement à cause du refroidissement des sentiments russophiles. Ce refroidissement n'a pas été dû à la propagande du parti travailliste mais au comportement du gouvernement russe lui-même. Naturellement, la possibilité existe toujours d'un renversement des sentiments populaires si, par exemple, on pouvait avoir l'impression que nous étions au bord de la guerre pour des raisons futiles.

Malgré tout, le gouvernement, confronté à toutes les difficultés que j'ai énumérées – la situation économique menaçante et peut-être désespérée, les tensions entre les promesses préélectorales et les reconstructions essentielles, l'épuisement et la déception qui s'expriment par l'absentéisme et des grèves injustifiées, le ressentiment des propriétaires de petites entreprises et, en général, des membres de la classe moyenne qui sont de plus en plus exaspérés par les contrôles et les lourdes contributions –, malgré tout cela, le gouvernement conserve une position de force. Les prochaines élections générales n'auront lieu que dans deux ans et, bien qu'un événement calamiteux puisse survenir d'ici là, si les conditions actuelles se poursuivent sans changement, je ne pense pas que le parti travailliste perde le pouvoir^[151]. Pour le moment, s'il est vrai qu'il a des ennemis, il n'a pas de rival idéologique. Ses seuls rivaux sont le parti conservateur, qui est dénué de toute idée et ne peut que se plaindre en reprenant des griefs qui viennent en grande partie des classes moyennes et supérieures, et l'opposition de gauche : les communistes, les « cryptos » ainsi que les sympathisants travaillistes mécontents qui pourraient les suivre. Ces gens-là ne sont pas parvenus à provoquer la déchirure qu'ils désiraient parce qu'ils se sont identifiés à une puissance étrangère menaçante tandis que, à l'intérieur, ils n'ont pas de programme qui soit radicalement différent de celui du parti travailliste lui-même.

Il faut se souvenir que le parti travailliste et le parti conservateur représentent à eux deux la grande masse de la population et que, à moins qu'ils ne se désintègrent, il serait difficile à un autre parti de masse de naître. Les communistes sont capables d'exercer une influence considérable grâce à des méthodes d'« infiltration » mais leur position est sans espoir en cas de lutte ouverte, tandis que la position des groupes fascistes est encore plus désespérée. Mosley est actif une fois de plus, l'antisémitisme a augmenté au cours des deux dernières années, mais la croissance d'un mouvement fasciste sérieux n'est pas à craindre pour le moment parce que, à moins d'effondrement des partis anciens, il n'existe pas de segment de la population qui irait se joindre à lui. Électoralement, le parti travailliste n'a que les conservateurs à craindre, et rien n'indique qu'ils soient capables de faire des progrès. Il est vrai qu'ils ont obtenu des gains importants lors des élections aux administrations locales, sans doute parce que les gens qui d'habitude ne vont pas voter, particulièrement les femmes, désiraient exprimer leur exaspération face aux contrôles impopulaires tels que le rationnement des pommes de terre. Cependant, aux élections partielles pour le Parlement, le parti travailliste n'a pas perdu un seul des sièges qu'il avait remportés en 1945 ; une chose sans précédent pour un parti qui est au pouvoir depuis trois ans. Les conservateurs ne pourraient remporter les prochaines élections générales que s'ils parvenaient à faire passer dans leur camp les « indécis » (classe moyenne et employés de bureau) ainsi que les deux millions d'électeurs qui avaient voté pour les libéraux en 1945. Il y a très peu de chance que la masse des travailleurs vote un jour pour le parti conservateur, qui s'est identifié dans leur esprit avec les privilèges de classe et, surtout, avec le chômage.

Si les conservateurs retrouvaient le pouvoir, ce serait une catastrophe, parce qu'ils seraient obligés de suivre la même politique que le gouvernement travailliste sans avoir la confiance des personnes qui comptent le plus. Maintenant que les travaillistes sont solidement installés, peut-être pour plusieurs législatures successives, nous avons au moins la possibilité d'effectuer paisiblement les transformations nécessaires. La Grande-Bretagne survivra sans aucun doute, à un niveau ou à un autre, au sens où elle ne connaîtra pas de famine massive ; le problème est de savoir si nous pourrions survivre en tant que pays démocratique dans une atmosphère sociale et politique où nous devons nous comporter avec décence. Pendant longtemps, à moins d'un effondrement et d'un chômage de masse, le problème principal va être d'inciter la population à travailler davantage ; pourrions-nous y parvenir sans travaux forcés, sans terrorisme et sans police secrète ? Jusqu'à présent, et malgré les hurlements de la presse de Beaverbrook, qui jure qu'on l'assassine, le gouvernement a très peu réduit les libertés individuelles. C'est à peine s'il s'est servi de ses pouvoirs et il ne s'est jamais laissé aller à quoi que ce soit que l'on puisse raisonnablement appeler une persécution politique. Il faut dire néanmoins que le moment n'est pas encore arrivé.

D'autres pays, en particulier la France, sont dans une situation essentiellement semblable à celle de la Grande-Bretagne, et il se peut que le même problème doive être affronté un jour ou l'autre par tous les pays. Les gouvernements de gauche n'obtiennent le pouvoir que pendant les périodes de catastrophes, et leur première tâche est toujours de soutirer plus de travail d'une population épuisée et déçue. En ce qui concerne la Grande-Bretagne, tout ce que l'on peut dire est que les Britanniques sont extrêmement

patients, très disciplinés et qu'ils accepteront presque toutes les contraintes tant qu'ils en comprendront la raison. La tâche la plus urgente du gouvernement est de commencer, avec beaucoup plus d'intelligence que jusqu'à présent, à expliquer le fondement de son action, de sorte que le citoyen moyen, qui a supporté la guerre dans le vague espoir qu'elle apporterait quelque chose de meilleur, puisse comprendre *pourquoi* il doit accepter de travailler aussi dur et de vivre dans l'inconfort pendant encore quelques années sans récompense immédiate et sans croissance de l'égalité sociale.

Pour l'instant, l'arrivée d'un gouvernement travailliste n'a pas vraiment transformé l'atmosphère intellectuelle de la Grande-Bretagne et elle a affecté la situation des professions libérales (autres que les médecins) moins qu'elle n'a affecté les hommes d'affaires et les travailleurs manuels. L'attitude habituellement mécontente et méfiante de l'intelligentsia de gauche a à peine été modifiée. Le point de vue de ces gens-là est fort bien représenté par le *New Statesman*, peut être aussi par *Tribune* et par des journalistes tels que Laski, Cole^[152] et Crossman. Tous, naturellement, soutiennent le parti travailliste – certains d'entre eux sont d'ailleurs liés à lui et à son organisation –, mais ils l'analysent avec impatience et sont le plus souvent en désaccord avec sa politique étrangère. L'attitude à la mode a toujours été de voir le parti travailliste comme une machine qui ne bouge pas plus rapidement qu'on ne la pousse et de soupçonner ses dirigeants de vouloir, sans aller jusqu'à se vendre à l'ennemi, ralentir la vitesse des réformes et, autant que possible, garder intacte la structure sociale. On peut remarquer que ces gens-là continuent à parler de « l'impérialisme britannique » et de « la classe dirigeante britannique » comme si rien ne s'était passé, en suggérant implicitement que Churchill et compagnie n'ont pas cessé de diriger le pays. Un des symptômes du peu de prestige du parti travailliste est le fait qu'il n'existe pas un seul hebdomadaire ou mensuel important, à la seule exception possible de *Tribune*, qui défende le gouvernement de manière fiable.

Pour comprendre cette attitude, et pourquoi elle n'a pas changé une fois le parti travailliste au pouvoir, il faut se rappeler plusieurs choses. L'une d'elles est la trahison de MacDonald^[153] et de son groupe en 1931, qui a laissé derrière elle une sorte de choc traumatique et le sentiment plus ou moins conscient qu'un gouvernement travailliste est naturellement faible et potentiellement traître. Une autre est le fait que le parti travailliste est essentiellement un parti de la classe ouvrière, l'organe des travailleurs industriels syndicalisés, tandis que les théoriciens du socialisme viennent en grande partie de la classe moyenne. Le parti travailliste possède une politique, mais pas d'idéologie claire qui puisse concurrencer le marxisme. Il existe surtout afin d'obtenir de meilleures conditions pour les salariés et se fonde sur une tradition éthique quasi religieuse dont l'origine, en fin de compte, est le protestantisme évangélique, tradition difficilement acceptable par les intellectuels de la classe moyenne, qui ont subi des influences continentales. Les différences de perspective sont visibles surtout en ce qui concerne les événements à l'extérieur de la Grande-Bretagne. Dans les années d'avant guerre, à quelques exceptions près, c'étaient surtout les partisans du parti travailliste appartenant à la classe moyenne qui s'intéressaient à la lutte contre le fascisme à l'extérieur, et on trouve la même division aujourd'hui au sujet de la Palestine. Les travailleurs, pour autant qu'ils s'intéressent à la question, ne sont pas opposés à Bevin

sur la question palestinienne, alors que presque tous les intellectuels de gauche lui sont violemment hostiles. Il s'agit moins d'une différence de politique que d'un sentiment subjectif. Peu de gens seraient capables de dire quelle est ou était notre politique palestinienne (en supposant que nous en ayons jamais eu une), et moins encore pourraient dire ce qu'elle devrait être. Mais les réactions au terrible sort des personnes déplacées juives, aux réussites des colons sionistes, et peut-être également au spectacle des soldats britanniques sautant sur les bombes des terroristes, divergent selon les origines de classe^[154].

Pendant ou après la guerre, est apparue une nouvelle génération d'intellectuels dont les membres les plus bruyants ont un point de vue antisocialiste – ou, en tout cas, opposé au centralisme, à la planification, à la direction du travail et au service militaire obligatoire : en termes généraux, à l'interférence de l'État dans la vie des individus. Ce point de vue s'exprime dans des mouvements appelés diversement anarchisme, pacifisme et personnalisme ; il y a également les mouvements nationalistes mineurs (gallois et écossais) qui ont gagné du terrain récemment et qui ont les mêmes tendances anticentralisatrices. La plupart des jeunes écrivains semblent hostiles au gouvernement, qu'ils accusent presque en même temps d'être réactionnaire et *dirigiste*.

Il y a eu un tollé général au sujet de la disparition des libertés intellectuelles et de la tendance des écrivains, des artistes et des scientifiques à dégénérer jusqu'à devenir des employés officiels. Cette critique est en partie justifiée, mais le parti travailliste n'est pas responsable de cette situation. Ce qui s'est passé, c'est que, depuis une douzaine d'années, le statut économique des écrivains, sinon de tous les artistes, s'est détérioré et que, pour gagner leur vie, ils ont dû rechercher de plus en plus des postes dans l'administration ou dans des organisations semi-officielles telles que la BBC. La guerre a précipité le processus et le gouvernement actuel n'a fait que poursuivre une tradition héritée du gouvernement précédent. Le parti travailliste n'a pas, à proprement parler, de politique littéraire ou artistique. Il est dirigé par des hommes pratiques qui n'ont pas trop envie ni de se lier avec les artistes ni de les « coordonner » à la manière des régimes totalitaires. Le durcissement récent des règlements sur l'emploi contient, de fait, une menace potentielle pour tous les intellectuels parce qu'il peut permettre, en théorie, de classer tous les écrivains ou artistes qui n'ont pas de succès comme non-travailleurs et de les diriger vers un « emploi rémunéré ». Cependant, ce n'est pas ce qui se passe dans la pratique. Le droit à mourir de faim, tellement important pour tous ceux qui s'intéressent à la littérature et aux arts, semble aussi bien garanti qu'il l'était sous le capitalisme pur.

43. Extraits de la correspondance avec Dwight Macdonald^[155]

Membre de la rédaction de Partisan Review, Dwight Macdonald entra en correspondance avec Orwell quand celui-ci commença à y publier ses Lettres de Londres (janvier 1941). Quand Macdonald quitta la revue (fin 1943) pour créer Politics – qu’Orwell appréciait beaucoup et où il publia plusieurs articles importants –, leurs relations épistolaires devinrent plus personnelles et même amicales, malgré leurs désaccords (Macdonald était pacifiste). De cette correspondance où il est d’abord question de revues et de publication d’articles, on a sélectionné quelques passages où Orwell s’exprime sur des questions politiques avec une particulière franchise.

— Défendre l'URSS (5 septembre 1944)

Je pense que l'URSS *sera* la dynamo du socialisme mondial aussi longtemps que les gens croiront en elle. Je pense que, si elle était conquise par une nation étrangère, la classe ouvrière perdrait partout courage, pour ce qui est de la présente époque tout au moins, et que les stupides capitalistes ordinaires, qui n'ont jamais perdu leur méfiance envers la Russie, se sentiraient encouragés. Je pense que le fait que les Allemands n'ont pas réussi à conquérir la Russie a donné du prestige à l'idée de socialisme. Pour cette raison, je ne voudrais pas voir l'URSS détruite, et je pense qu'elle doit être défendue si nécessaire. Mais je souhaite que les gens perdent leurs illusions sur elle et prennent conscience qu'ils doivent construire leur propre mouvement socialiste, sans interférence russe ; et je souhaite aussi que l'existence d'un socialisme démocratique à l'Ouest exerce sur la Russie une influence régénérante. Je suppose que si les ouvriers avaient été partout éduqués à être antirusses, comme l'ont été les Allemands, l'URSS se serait tout simplement effondrée en 1941 ou 1942, et Dieu sait ce qui serait alors sorti de dessous ces ruines. Depuis la guerre d'Espagne, je hais le régime de Staline plus encore peut-être que vous, mais je pense qu'il faut le défendre contre des gens comme Franco, Laval, etc. Mais le degré de censure qui règne ici aujourd'hui est épouvantable. J'ai eu les pires difficultés avec mon livre antistalinien, qui n'est en réalité qu'un petit pétard. [Warburg](#) va toutefois le publier, mais pas avant le début de l'année prochaine à cause du [manque de] papier^[156].

**– Sur la signification de *La Ferme des animaux*
(5 décembre 1946)**

Dans une lettre du 2 décembre 1946, Macdonald rapporte à Orwell que, selon les intellectuels antistaliniens de sa connaissance, la parabole de La Ferme des animaux signifie que les révolutions finissent toujours mal pour les opprimés : « À bas la révolution et vive le statu quo. » Selon sa propre interprétation, le livre s'applique seulement à la Russie et n'avance pas de thèse plus générale sur la philosophie de la révolution. « Beaucoup de gens de gauche que je connais ont émis cette critique indépendamment les uns des autres, et cela m'a d'autant plus impressionné que rien de tel ne m'est venu à l'esprit quand j'ai lu le livre, et que cette idée ne me semble pas correcte. »

Votre question sur *La Ferme des animaux*. Bien sûr, j'ai conçu ce livre en premier lieu comme une satire sur la révolution russe. Mais, dans mon esprit, il avait une application plus large dans la mesure où je voulais montrer que *cette sorte* de révolution (une révolution violente menée comme une conspiration par des gens qui n'ont pas conscience d'être affamés de pouvoir) ne peut conduire qu'à un changement de maîtres. La morale, selon moi, est que les révolutions n'engendrent une amélioration radicale que si les masses sont vigilantes et savent comment virer leurs chefs dès que ceux-ci ont fait leur boulot. Le tournant du récit, c'est le moment où les cochons gardent pour eux le lait et les pommes (Kronstadt^[157]). Si les autres animaux avaient eu alors la bonne idée d'y mettre le holà, tout se serait bien passé. Si les gens croient que je défends le statu quo, c'est, je pense, parce qu'ils sont devenus pessimistes et qu'ils admettent à l'avance que la seule alternative est entre la dictature et le capitalisme de *laisser-faire*. Dans le cas des trotskistes s'ajoute une complication particulière : ils se sentent responsables de ce qui s'est passé en URSS jusqu'en 1926 environ, et ils doivent faire l'hypothèse qu'une dégénérescence soudaine a eu lieu à partir de cette date. Je pense au contraire que le processus tout entier pouvait être prédit – et il a été prédit par un petit nombre de gens, Bertrand Russell par exemple – à partir de la nature même du parti bolchevique. J'ai simplement essayé de dire : « Vous ne pouvez pas avoir une révolution si vous ne la faites pas pour votre propre compte ; une dictature bienveillante, ça n'existe pas. »

— *Tribune*, le mouvement des squatters et le rôle du parti communiste (5 décembre 1946)

La diffusion de *Tribune* a chuté cette année, et je dois dire que, durant ces derniers mois, c'était mérité. Toutefois, ils ont maintenant davantage de papier, et Kimche^[158] est revenu comme rédacteur en chef ; je pense donc que le journal va s'améliorer. La difficulté était qu'avec le parti travailliste aux affaires, ils n'arrivaient pas à décider s'ils devaient attaquer ou non le gouvernement, en particulier parce qu'il y a plusieurs députés travaillistes dans la direction. Sans oublier que c'est Bevan qui avait donné sa ligne directrice au journal, et qu'il ne peut maintenant plus rien avoir à faire avec lui^[159]. À ce propos, ce que vous avez dit de l'attitude de *Tribune* vis-à-vis des squatters n'est pas juste. Bien sûr, le journal ne voulait pas qu'on tire sur les squatters, mais il faut réaliser que les actions de ce genre interfèrent tout simplement avec le relogement. La dernière phase de la campagne de squat, c'est-à-dire d'occupation d'appartements, a été « montée » par les communistes afin de créer du désordre, et aussi dans l'espoir de gagner de la popularité en vue des élections municipales qui approchaient. En conséquence, ils ont entraîné derrière eux une masse de gens dans le besoin en leur faisant croire qu'ils pourraient leur obtenir des logements, avec pour résultat que tous ces gens ont perdu leur place dans les listes d'attente pour un relogement. Je suppose que la lourde défaite du PC aux élections municipales a été pour une part la conséquence de tout cela^[160].

— Guerre ou paix avec l'Union soviétique (24 janvier 1947)

J'ai suivi votre controverse avec la rédaction de *Partisan Review*. Je pense que, sur le plan de la polémique, c'est vous qui avez eu l'avantage ; mais dans l'ensemble je suis d'accord avec eux parce que je pense qu'il est temps que le grand public prenne conscience de ce que représentent les compagnons de route et, de manière générale, les collabos^[161]. Quand vous reprochez [aux rédacteurs de *Partisan Review*] de ne pas dire ouvertement qu'ils seraient prêts à faire la guerre si c'était nécessaire, je pense que vous avez raison. Il me semble que, si l'on se présente soi-même comme opposé à la politique d'apaisement, cela veut dire que, dans certaines circonstances, on est prêt à faire la guerre ; et on doit l'admettre ouvertement. Avant la guerre, par exemple, tous ces discours sur un front uni de nations aimant la paix, etc., étaient de la blague. La question était : ou avoir la guerre ou laisser l'Allemagne dominer l'Europe jusqu'à l'Oural. D'un autre côté, si l'on se présente comme opposé à la guerre en toute circonstance, je pense que l'on doit prendre conscience que cela signifie l'apaisement et que cela revient à dire qu'on est prêt, au besoin, à tout abandonner plutôt que de verser le sang. Juste en passant, j'ajouterai que je ne pense pas qu'on évitera la guerre, mais celle-ci n'éclatera probablement pas avant dix ou vingt ans.

– Lectures sur la Russie communiste (15 avril 1947)

Dans une lettre du 9 avril 1947, Macdonald demandait à Orwell de l'aider à constituer une liste de cinquante à soixante livres et articles « pouvant être considérés comme des ouvrages de base pour un homme ordinaire qui voudrait comprendre la Russie aujourd'hui ». Quels étaient les dix livres qu'il recommanderait à un ami ignorant tout de la Russie et cherchant à s'instruire ? Il voulait également cinquante à soixante titres d'ouvrages plus spécialisés sur ce qu'il y avait de mieux dans l'art, le cinéma et la littérature soviétiques.

Pour ce qui est des livres sur l'URSS, il est très difficile de concevoir une bonne liste et, si je regarde en arrière, il me semble que tout ce que j'ai appris, ou plutôt deviné, sur ce pays, m'est venu en lisant entre les lignes des reportages dans les journaux. Si j'essaie de penser à des livres « pour », je ne puis en citer aucun de bon, sauf quelques ouvrages des toutes premières années comme *Dix jours qui ébranlèrent le monde*^[162] (je ne l'ai pas lu en entier mais, naturellement, j'ai pioché dedans). *Le Communisme soviétique* des Webb, que je n'ai pas lu, contient sans doute de nombreux faits^[163] ; mais dans le petit essai qu'il lui a consacré, Michael Polanyi a incontestablement prouvé que les Webb avaient travesti la réalité sur un certain nombre de points^[164]. Un neveu de Beatrice Webb qui fait partie de mes connaissances m'a dit qu'elle admettait en privé qu'il y avait des choses sur l'URSS qu'il valait mieux ne pas imprimer. Pour la période de la révolution, les *Souvenirs sur Lénine* de Kroupskaïa contiennent un certain nombre de faits intéressants^[165]. C'est également le cas de *Ma vie de rebelle*, d'Angelica Balabanoff^[166]. Les dernières éditions du livre de Kroupskaïa ont été légèrement falsifiées, du moins en Angleterre. Pour la même période, *Théorie et pratique du bolchevisme* de Bertrand Russell (un livre très rare, qu'il ne se donnera pas la peine de faire réimprimer) est intéressant, non seulement parce que l'auteur a rencontré tous les dirigeants mais parce qu'il a été en mesure de prédire en termes généraux une bonne partie de ce qui s'est passé ensuite^[167]. On dit que *l'Histoire du bolchevisme* de Rosenberg est bonne et sans parti pris, mais je ne l'ai pas lue et son livre sur la république allemande m'a paru assez sec et cachottier^[168]. Un livre qui m'en a appris plus que tous les autres sur le cours général de la révolution est *The Communist International* de Franz Borkenau^[169]. Bien sûr, il n'est que partiellement consacré à l'URSS, et il est peut-être trop écrit à partir d'une thèse, mais il est bourré de faits qui, à ma connaissance, n'ont jamais été sérieusement contestés. Quant aux livres de « révélations », je dois dire que j'ai des doutes sur l'authenticité de celui de Valtin^[170], mais j'ai cru à la sincérité de celui de Krivitsky^[171], bien qu'il soit écrit dans un style sensationnel de bas étage. Sur une question où il recoupait ma propre expérience, il m'a semblé vrai pour l'essentiel. Le livre de Kravchenko n'est pas encore disponible en Angleterre^[172]. Pour ce qui est des camps de concentration, *Au pays du grand mensonge* d'Anton Ciliga est bon^[173], ainsi que, plus récemment, *The Dark Side of the Moon* (maintenant publié aux États-Unis, je crois) qui est compilé à partir de l'expérience de nombreux exilés polonais^[174]. Un petit livre écrit par une Polonaise, *Liberation, Russian Style*^[175], qui est paru pendant la guerre et n'a eu aucun écho,

recoupe partiellement *The Dark Side*, mais il est plus détaillé. Parmi les livres récents, le plus important, à mon avis, est le Livre bleu sur les procès pour espionnage au Canada : il est psychologiquement passionnant^[176].

S'agissant de la littérature, *Twenty-five Years of Soviet Literature* de Gleb Struve est un manuel inestimable et, me dit-on, très exact^[177]. *The Russian Literature, 1881-1927* (je crois que c'est son titre) de Mirsky embrasse la première période de la littérature postrévolutionnaire^[178]. Il y a aussi *Artistes en uniforme* de Max Eastman. Vous avez vraisemblablement lu tout ce que je viens de mentionner, à l'exception peut-être du Livre bleu. Si vous ne l'avez pas lu, ne le manquez pas : c'est un vrai thriller.

— Gandhi (2 mai 1948)

Je n'ai jamais rencontré Gandhi, mais je sais un certain nombre de choses sur lui. Ce qui est drôle, c'est que, bien que les Britanniques se soient très certainement servis de lui pour leurs propres fins pendant une longue période, je ne suis pas sûr qu'il ait échoué sur le long terme. Il n'a pas été en mesure de mettre fin aux combats entre hindous et musulmans, mais ce qui était son but principal – faire partir pacifiquement les Britanniques de l'Inde – s'est finalement réalisé. Pour ma part, je n'aurais jamais prédit ce résultat, même il y a cinq ans, et je ne suis pas certain qu'il ne lui soit pas imputable pour une bonne part. Bien sûr, un gouvernement conservateur ne serait jamais parti sans combattre, mais qu'un gouvernement travailliste l'ait fait est peut-être indirectement dû à son influence. On pourrait dire que [les travaillistes] n'ont accepté le statut de dominion que parce qu'ils savaient qu'ils ne pourraient pas garder l'Inde beaucoup plus longtemps, mais ceci ne s'applique pas, par exemple, à la Birmanie, un pays qui était pour nous extrêmement profitable et assez facile à garder. J'estime, quoi que vous en pensiez, que Gandhi s'est comporté de manière abominable, ou tout au moins stupide, en 1942 quand il a pensé que l'Axe avait gagné la guerre^[179], mais je pense aussi que son effort prolongé pour conserver à la lutte pour l'indépendance de l'Inde un certain niveau de décence a peut-être graduellement modifié l'attitude britannique^[180].

— **La revue *Esprit* (2 mai 1948)**

Je note aussi que vous parlez en termes plutôt approbateurs de la clique d'*Esprit*^[181]. Je ne sais pas si vous savez qu'un certain nombre de ces gens, au moins, sont des compagnons de route d'une espèce religieuse particulièrement visqueuse, comme Macmurray en Angleterre^[182]. Leur ligne est que communisme et christianisme sont compatibles ; et, plus récemment, qu'il n'y a de choix qu'entre communisme et fascisme, et qu'on doit donc, malheureusement, choisir le premier. Mais tout va pour le mieux puisque le communisme va dorénavant se défaire de certaines de ses caractéristiques regrettables comme la liquidation de ses adversaires, et que, si les socialistes s'allient au PC, ils peuvent le persuader d'adopter des méthodes meilleures. Ce qui est drôle, c'est que, quand j'ai rencontré Mounier, pendant seulement dix minutes en 1945, je me suis dit : ce type est un compagnon de route. J'ai du flair pour ces gens. Je crois que Sartre a adopté récemment la même ligne.

44. Deux déclarations sur 1984^[183]

1984 paraît le 8 juin 1949 à Londres et le 13 juin aux États-Unis, où, six semaines plus tard, la *New York Review of Books* comptabilise déjà soixante recensions, presque toutes louangeuses. Mais, dans ce pays en pleine guerre froide, où l'engagement socialiste d'Orwell et son itinéraire d'homme de gauche ne sont pas connus, le livre est souvent mal compris : certains le lisent comme une critique du socialisme en tant que tel, ou du gouvernement travailliste (notamment le *Daily News* de New York ; d'autres s'interrogent sur les intentions de l'auteur : ainsi, les dirigeants du syndicat *United Automobile Workers (UAW)* écrivent à Orwell qu'ils encouragent leurs adhérents à lire le livre mais voudraient des précisions. Très vite, Orwell et son éditeur anglais, *Frederic Warburg*, décident de rendre publique une mise au point. On en connaît deux versions sensiblement différentes, bien qu'identiques sur le fond.

La première a été retrouvée dans les papiers de Warburg, qui l'avait obtenue d'Orwell lors d'une visite qu'il lui avait rendue à l'hôpital le 15 juin, mais elle n'est finalement parue nulle part. La seconde, plus courte, adressée à Francis Henson, un dirigeant de l'UAW, a été reproduite avec de légères variantes dans plusieurs revues américaines (*Life*, *The New York Review of Books*, *The Socialist Call*^[184]).

— La déclaration non publiée

Plusieurs critiques ont suggéré que l'auteur de *1984* a dans l'idée que celui-ci, ou quelque chose qui y ressemble, se réalisera au cours des quarante prochaines années dans le monde occidental. C'est inexact. Je pense que, compte tenu du fait que ce livre est somme toute une parodie, quelque chose qui ressemble à *1984* pourrait arriver. C'est la direction dans laquelle va le monde à notre époque, et cette tendance s'enracine dans les fondations politiques, sociales et économiques de la situation mondiale contemporaine.

Le danger réside tout particulièrement dans la structure qu'imposent aux communautés socialistes et libérales capitalistes la nécessité de se préparer à une guerre totale avec l'URSS et l'existence de nouvelles armes – dont la bombe atomique bien sûr est la plus puissante et la plus connue du public. Mais le danger réside aussi dans l'acceptation d'une manière de voir totalitaire par les intellectuels de toutes les couleurs.

La morale à tirer de ce dangereux cauchemar est simple : *Ne permettez pas qu'il se réalise. Cela dépend de vous.*

George Orwell fait l'hypothèse que, si des sociétés comme celle qu'il décrit dans *1984* se créent, il y aura plusieurs super-États. Ce point est amplement traité dans les chapitres de *1984* où il est évoqué. Il est également discuté, d'un point de vue différent, par James Burnham dans *L'Ère des organisateurs*^[185]. Ces super-États seront naturellement en conflit les uns avec les autres ou (idée neuve) prétendront être beaucoup plus en conflit qu'ils ne le seront réellement. Deux de ces principaux super-États seront évidemment le monde anglo-américain et l'Eurasie. Si ces deux grands blocs se font face comme des ennemis mortels, il est évident que les Anglo-Américains ne prendront pas le nom de leurs adversaires et qu'ils ne s'afficheront pas sur la scène de l'histoire comme communistes. Ils devront trouver pour eux-mêmes un autre nom. Le nom suggéré dans *1984* est bien entendu « Angsoc » ; mais, dans la pratique un large éventail de choix est ouvert. Aux États-Unis, l'expression « américanisme » ou « américanisme à 100 %^[186] » est appropriée, et l'adjectif qualificatif est aussi totalitaire qu'il se peut.

Si le cran manque et que le parti travailliste échoue dans sa tentative de traiter les rudes problèmes auxquels il devra faire face, des individus d'un type plus dur que ses actuels dirigeants prendront inévitablement le dessus ; ils viendront probablement des rangs de la gauche, mais sans partager les aspirations libérales de ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir. Les membres de l'actuel gouvernement britannique, de Mr Attlee^[187] et sir Stafford Cripps jusqu'à Aneurin Bevan, ne livreront *jamais* les clés de la place à l'ennemi. De manière générale, les gens plus âgés, éduqués dans une tradition libérale, sont sains ; mais la jeune génération est suspecte, et les graines de la pensée totalitaire se sont probablement répandues chez elle. Il serait désobligeant de citer des noms, mais chacun pourra sans difficulté penser pour lui-même à des personnalités en vue, anglaises ou américaines, qui devraient se sentir visées.

— La déclaration publiée

Mon roman récent, *1984*, n'a pas été conçu comme une attaque contre le socialisme ou contre le parti travailliste britannique (dont je suis un sympathisant) mais comme une dénonciation des perversions auxquelles une économie centralisée peut être sujette et qui ont déjà été partiellement réalisées dans le communisme et le fascisme. Je ne crois pas que le type de société que je décris arrivera *nécessairement*, mais je crois (compte tenu, bien entendu, du fait que ce livre est une satire) que quelque chose qui y ressemble *pourrait* arriver. Je crois également que les idées totalitaires ont partout pris racine dans les esprits des intellectuels, et j'ai essayé de pousser ces idées jusqu'à leurs conséquences logiques. L'action du livre se déroule en Grande-Bretagne, pour souligner que les peuples de langue anglaise ne sont pas par nature meilleurs que les autres, et que le totalitarisme, *s'il n'est pas combattu*, pourrait triompher partout.

Petit glossaire orwellien[\[188\]](#)

Adelphi (The)

Fondée en 1923 par [John Middleton Murry](#) comme une revue essentiellement littéraire, elle devient plus ouvertement politique à partir de 1930, sous l'impulsion de Richard Rees. S'y retrouvent alors de nombreux écrivains de la gauche non communiste, souvent proches de l'[Independent Labour Party](#). Orwell devait beaucoup à l'*Adelphi* : ses dirigeants l'ont soutenu dans les premières années de sa carrière (il y publia une cinquantaine d'articles) et c'est à travers l'*Adelphi* et ses réseaux qu'il est entré en contact avec l'extrême gauche anglaise non stalinienne dans le milieu des années 1930. Il resta toute sa vie l'ami de Murry, de [Max Plowman](#) et surtout de Richard Rees. Dans *Et vive l'aspidistra !*, la revue est rebaptisée *Antéchrist* et elle est dirigée par un intellectuel bourgeois passé tout droit de Dieu à Marx.

BEAVERBROOK, LORD (né Max Aitken, 1879-1964)

Magnat de la presse tory, d'origine canadienne, il possédait notamment le *Daily Express* et l'*Evening Standard* et fut surnommé « Premier Baron de Fleet Street ». En propriétaire, Beaverbrook intervenait directement dans la ligne éditoriale de ses journaux, notamment au *Daily Express*. Il fut à l'avant-garde du soutien à la politique d'apaisement avec Hitler dans les années 1930 et d'un antisoviétisme virulent jusqu'à ce que l'Allemagne attaque l'URSS en 1941. Partisan de l'ouverture d'un second front, il fut ministre dans le gouvernement de guerre. Quand le succès de *La Ferme des animaux* rendit son auteur célèbre, Beaverbrook l'invita à dîner : Orwell ayant invoqué l'absence de smoking, ils se rencontrèrent à déjeuner [GO, 533].

BEVAN, ANEURIN, dit NYE (1897-1960)

Mineur gallois et militant syndical, il devient député travailliste à partir de 1929, et l'un des dirigeants de la gauche du parti. Pendant la guerre, il est de fait le leader de l'opposition au gouvernement d'union nationale de Churchill. À partir de 1941, il dirige *Tribune*. Devenu en 1945 ministre de la Santé et du Logement dans le gouvernement travailliste, il est l'un des artisans de la création des assurances maladies. En 1949, Orwell déclara à un ami : « Si seulement je pouvais devenir l'éminence grise de Bevan, nous aurions vite fait de remettre ce pays sur pied. » Pour un portrait de Bevan par Orwell, lire *supra*.

BEVIN, ERNEST (1887-1951)

D'abord dirigeant syndical, il est dans l'entre-deux-guerres l'un des leaders du parti travailliste et le chef de son aile droite. Entré en mai 1940 dans le gouvernement de coalition et de guerre de Churchill comme ministre du Travail, il devient ministre des Affaires étrangères du gouvernement travailliste (1945-1951).

BLAIR, EILEEN (née O'Shaughnessy, 1905-1945)

Orwell et elle se rencontrent en 1934 ; ils se marient en juin 1936. Elle est présente à Barcelone en juin 1937, et c'est ensemble qu'ils échappent à la police communiste [lire [supra](#)]. En juin 1944, ils adoptent un fils, Richard. Elle meurt en mars 1945 des suites d'une opération.

BLIMP

Personnage créé par le caricaturiste politique de gauche David Low. Dans la description d'Orwell, c'est un « colonel en demi-solde avec son cou de taureau et sa minuscule cervelle de dinosaure ». Il symbolise « la classe moyenne de tradition militaire et impérialiste » [EAL-2,95],

BORKENAU, FRANZ (1900-1957)

Né à Vienne, membre du parti communiste allemand, il travaille pour le Komintern à partir de 1921 jusqu'au début des années 1930. Après des études à l'institut de recherches sociales de Francfort (« école de Francfort »), il se rend en Espagne dès le début de la guerre civile. Sa critique des agents soviétiques lui vaut d'être dénoncé comme « trotskiste » et arrêté. En juillet 1937, Orwell recense son *Spanish Cockpit. Rapport sur les conflits sociaux et politiques en Espagne (1936-1937)* [EAL-1,349-52], un reportage écrit à chaud qu'il tient pour « le plus lucide de tous les livres jusqu'ici publiés » sur la guerre d'Espagne [EAL-1,375]. Il commente ensuite deux autres ouvrages où Borkenau engage une critique de gauche des deux totalitarismes, qui exerce sur lui une certaine influence : *The Communist International* (1938) [EAL-1,439-42] et *The Totalitarian Enemy* (1940) [EAL-2,36-8]. À Londres pendant la Seconde Guerre mondiale, Borkenau noue avec Orwell des relations amicales.

BRAILSFORD, HENRY NOËL (1873-1958)

Écrivain socialiste et journaliste de premier plan, il est longtemps correspondant du [*Guardian*](#) puis du *Daily News*, en Europe centrale notamment. Membre de l'[ILP](#) à partir de 1907, il devient rédacteur en chef de son hebdomadaire, le *New Leader* (1922-1926). À la fin des années 1930, il est l'un des rares journalistes liés au [Left Book Club](#) et au *New Statesman* à critiquer résolument les procès de Moscou. Il est l'auteur de nombreux livres sur la politique internationale, sur l'URSS et contre le colonialisme britannique.

BURNHAM, JAMES (1905-1987)

Philosophe américain né à Chicago, il étudie à Princeton et à Oxford puis enseigne à l'université de Columbia (New York). En 1933, il s'affilie au mouvement trotskiste américain et devient responsable de sa revue théorique, *New International*. En janvier 1938, à la création du Socialist Workers Party (SWP), le parti trotskiste américain, il devient membre de son comité politique. Dans l'âpre polémique qui a lieu en 1939-1940 au sein du SWP sur la nature de l'URSS et qui aboutit à la fondation du Workers Party par les minoritaires, il est l'un des chefs de ceux-ci, contre les analyses de la majorité et de Trotski lui-même. Mais peu après, le 21 mai 1940, il démissionne du Workers Party et engage alors une analyse critique du marxisme : socialisme et capitalisme sont dépassés par le développement et la complexité croissante de l'économie mondiale, désormais aux mains des *managers*. Il développe ces idées dans *L'Ère des organisateurs* (1941), *Les Machiavéliens* (1943) et *Pour la domination mondiale* (1947). Orwell a lu ces ouvrages de très près, comme le montrent deux importants articles de 1946 et 1947, « Second Thoughts on James Burnham [James Burnham et l'ère des organisateurs] » [EAL-4,198-221] et « La lutte pour la domination mondiale selon Burnham » [EAL-4,378-92], ainsi que sa recension des *Machiavéliens* en 1944 [*supra*] et les nombreuses références à Burnham qui émaillent ses chroniques *À ma guise* [AMG, 64-8,206 & 328]. Orwell a incontestablement été influencé par sa pensée, bien qu'il devînt, à mesure que Burnham évoluait vers la droite, de plus en plus critique à son égard [PSO, 217-23].

CHAMBERLAIN, NEVILLE (1869-1940)

Premier ministre britannique de mai 1937 à mai 1940, il défend une politique d'« apaisement » à l'égard d'Hitler et signe les accords de Munich (septembre 1938). Il symbolise pour Orwell la vieille classe dirigeante britannique, qui ne peut ni ne veut combattre le fascisme.

CNT (Confederación Nacional del Trabajo)

La Confédération nationale du travail est la centrale syndicale anarcho-syndicaliste espagnole, fondée à Barcelone en 1910. Déclarée illégale dès l'année suivante, elle anime de nombreuses luttes sociales en Catalogne et dans la Péninsule. En 1923, lors l'accession au pouvoir du dictateur Miguel Primo de Rivera, la CNT est interdite et passe à la clandestinité. C'est dans ce contexte qu'en 1927 des anarchistes de la CNT constituent la Federación Anarquista Ibérica (FAI), dans le but d'orienter la politique de la CNT et de lui conserver ses options révolutionnaires.

COMFORT, ALEX (1920-2000)

No Such Liberty (1941), le premier roman de ce militant anarchiste et pacifiste, s'attire une cinglante critique politique d'Orwell [EAL-2,208-15], qui apprécie cependant sa poésie et échange avec lui une correspondance tout à fait cordiale. Ils polémiquent vigoureusement sur le pacifisme et la guerre dans *Partisan Review* en 1942 [EAL-2,282-8], puis (en vers) dans *Tribune* en 1943 [CW-15,138-45]. En juin 1944, Orwell, alors directeur littéraire de *Tribune*, y publie un poème de Comfort contre la guerre et défend ce pluralisme éditorial contre la réaction de certains lecteurs [AMG, 212-3].

Commentary

Cette revue s'appelait initialement *The Contemporary Jewish Record*. Orwell y publia « L'antisémitisme en Grande-Bretagne » [EAL-3,419-30].

Controversy

Créé comme bulletin interne de l'[ILP](#) en 1932, ce journal devient vite un lieu de débat pluraliste pour les idées d'extrême gauche. Conformément à cet esprit, il est renommé en 1939 *Left Forum*, puis *Left*. Y ont collaboré notamment [Franz Borkenau](#), Max Eastman, Sidney Hook, August Thalheimer, [Victor Serge](#), [Marceau Pivert](#), Simone Weil.

CRIPPS, RICHARD STAFFORD (1889-1952)

Député travailliste aux Communes en 1931, leader de l'aile gauche du parti, il est considéré comme un théoricien de valeur, respecté pour son intégrité personnelle et pour ses convictions socialistes intransigeantes. On le surnomme « le Châtelain Rouge ». En 1937, il fonde *Tribune*, qu'il dirige pendant trois ans, mais rompt ses liens avec le journal quand Churchill le nomme ambassadeur à Moscou (1940-1942). En mars 1942, il est envoyé en mission en Inde pour proposer un accord au parti du Congrès indien : celui-ci soutiendrait l'effort de guerre en échange de quoi, une fois la guerre gagnée, l'Inde accèderait graduellement à l'indépendance. Nehru et le parti du Congrès exigent une indépendance pleine et entière, ce que Cripps est dans l'impossibilité d'accorder. À cette époque et pendant quelques mois, Orwell pense que, si la situation devient révolutionnaire, Cripps pourrait prendre la tête d'un véritable mouvement socialiste. Mais, en octobre de la même année, celui-ci est nommé ministre de la Production aéronautique. Après guerre, il sera ministre des Finances dans le gouvernement travailliste (1947-1950), se faisant le champion d'une politique d'austérité.

CROSSMAN, RICHARD (1907-1974)

Journaliste et parlementaire de la gauche du parti travailliste, longtemps rédacteur en chef adjoint du [*New Statesman*](#). Sur son rôle politique dans les années d'après guerre, lire Paul Anderson, « Les années *Tribune* » [AMG, 474-80],

Daily Express, ou Express

Propriété de [Beaverbrook](#), c'est le quotidien britannique le plus lu à la fin des années 1930 et durant la décennie 1940. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est même le journal le plus vendu au monde (3 700 000 exemplaires). Sous l'influence de son propriétaire, il a soutenu activement la politique d'apaisement avec Hitler, publiant notamment, à l'été 1939, la fameuse une « La guerre n'aura pas lieu ». Dans son classement des quotidiens britanniques, Orwell le met à l'avant-dernier rang pour l'intelligence [AMG, 356].

Daily Herald (The), ou Herald

Quotidien d'extrême gauche à sa fondation (1912), puis de la gauche du parti travailliste dans les années 1920, il devient à partir de 1930 (sous l'impulsion d'[Ernest Bevin](#)) propriété à la fois d'un groupe de presse capitaliste (Odham's Press, qui assure sa gestion commerciale) et du Trade Union Congress (TUC, la confédération des syndicats britanniques). Une politique commerciale agressive en fait rapidement le quotidien le plus vendu au monde (deux millions d'exemplaires en 1932), avant d'être dépassé par le [Daily Express](#) de [Beaverbrook](#). Mais sa ligne lui est dictée à la fois par lord Southwood – le représentant d'Odham's, qui exige que soit minimisé tout ce qui pourrait faire fuir les annonceurs, et qui refuse donc (avant 1939) les articles pessimistes sur la crise internationale – et par la direction du TUC, qui censure les articles qui ne suivent pas la ligne officielle du parti travailliste. (Lire « [La presse britannique de gauche](#) »)

Daily Telegraph

Quotidien fondé en 1855. Les liens entre sa rédaction et la direction du parti conservateur l'ont fait parfois appeler le « *Torygraph* ».

Daily Worker (The)

De sa fondation en 1930 à son intégration dans le *Morning Star* en 1966, il est le quotidien du parti communiste de Grande-Bretagne. Le gouvernement l'interdit pour défaitisme entre le 29 janvier 1941 et le 8 septembre 1942. En 1948, il tire à 100 000 exemplaires. (Lire [supra](#)) Il existe aussi un *Daily Worker* de New York, organe du PC des États-Unis.

Evening Standard

Propriété de [Beaverbrook](#), qui lui laisse plus d'autonomie qu'au [Daily Express](#) : tous les rédacteurs en chefs de la fin des années 1930 et du début des années 1940 sont de gauche.

EILEEN.

Voir [BLAIR, EILEEN.](#)

FABIAN SOCIETY, FABIENS

Fondée en 1883 par [Sydney et Beatrice Webb](#), la Fabian Society (Société fabienne) fut le plus célèbre club politique de gauche britannique. Tirant son nom d'un personnage de l'histoire romaine, Fabius Cunctator (Fabius le Temporisateur), elle œuvrait pour l'instauration du socialisme par des réformes progressives, conduites par une élite intellectuelle.

FOOT, MICHAEL (né en 1913)

Écrivain et journaliste, député travailliste, il est l'un des leaders de l'aile gauche du parti. En 1945, il succède à [Bevan](#) comme directeur de *Tribune*. Sur ses orientations politiques dans les années d'après-guerre, lire Paul Anderson, « Les années *Tribune* » [AMG, 474-80],

Forward

C'était l'hebdomadaire du parti travailliste de Glasgow. (Lire [« La presse britannique de gauche »](#))

Guardian (The), ou Manchester Guardian

Fondé en 1821, ce journal est à l'époque, de l'avis de beaucoup et d'Orwell lui-même, le meilleur quotidien britannique [AMG, 356],

GOLLANZ, VICTOR (1893-1967)

Ancien étudiant d'Oxford, il crée en 1927 sa propre maison d'édition (Victor Gollancz Ltd). Né dans une famille juive orthodoxe et membre du parti travailliste, il se définit comme un socialiste chrétien. Sa principale réussite est le Left Book Club. Très proche des communistes à la fin des années 1930, il rompt avec eux après le pacte germano-soviétique et publie contre eux, en 1941, un ouvrage collectif intitulé *La Trahison de la gauche*, auquel Orwell contribue pour deux chapitres : « Patriotes et révolutionnaires » et « Fascisme et démocratie ». Les relations entre Gollancz et Orwell sont toujours restées tendues : d'un côté, Gollancz publia presque tous les livres d'Orwell avant 1940 ; de l'autre, il ajouta au *Quai de Wigan* une préface qui désavouait son auteur, et il refusa *Hommage à la Catalogne* (en 1937), puis *La Ferme des animaux* (en 1944) – chaque fois pour ne pas se brouiller avec les communistes. Orwell n'avait aucune confiance en son jugement : il déclara à son propos qu'il était effrayant que des gens aussi ignorants aient autant d'influence.

Highway (The)

Revue de la Workers' Educational Association (Association pour l'éducation des travailleurs).

Horizon

Dirigé par son fondateur Cyril Connolly, un proche ami d'Orwell, ce « mensuel littéraire qui, de janvier 1940 au nouvel an 1950 fut l'honneur des lettres anglaises, accueillit dès le début un très grand nombre des meilleurs essais et recensions d'Orwell » [GO, 426].

INDEPENDENT LABOUR PARTY (ILP)

Fondé en 1893 par le syndicaliste James Keir Hardie, ce parti compte 50 000 membres en 1895. Il participe en 1906, comme affilié, à la création du Labour Party, le parti travailliste. Pendant des années, il fournit des militants et des parlementaires au Labour, mais il a ses propres congrès et une ligne politique autonome. Son socialisme égalitaire repose largement sur une sorte d'évangélisme sécularisé. Pendant la Première Guerre mondiale, l'ILP est pacifiste (à la différence du Labour). Dans les années 1920, il se montre très critique à l'égard des gouvernements travaillistes (1924, puis 1927-1931), dont il juge la politique beaucoup trop timide. En 1932, il se désaffilie, faisant le choix d'être « pur mais impuissant » ([Bevan](#)). Très vite, ses effectifs fondent, ses militants rejoignant le Labour, le parti communiste ou des groupes trotskistes ; en 1934, une éphémère scission est suscitée par [Murry](#). Trente-cinq membres de l'ILP allèrent combattre en Espagne dans la milice du POUM, mais c'est à un parti en rapide déclin qu'Orwell adhère en juin 1938. Il le quitte dès l'année suivante par opposition à son pacifisme. L'ILP est au bord de la disparition lors de la Seconde Guerre mondiale à cause de son refus de repenser sa position pacifiste. Aux élections de 1945, l'ILP n'a plus que trois députés. En 1946, la mort de son leader historique, John Maxton, marque sa fin comme force politique significative.

JOAD, C. E. M. (1891-1951)

Philosophe de tendance rationaliste et progressiste. Pour son rôle dans l'émission de radio *The Brains Trust* et le jugement d'Orwell, lire AMG, 176-9.

KOESTLER, ARTHUR (1905-1983)

Né à Budapest, il fait ses études à Vienne, puis devient journaliste après un séjour en Palestine (1926-1929). Adhérent du parti communiste allemand (1931), il est pendant trois ans agent du Komintern, travaillant notamment avec Willy Münzenberg dans les services de propagande. Correspondant du *News Chronicle* en Espagne, il est emprisonné par les franquistes pendant trois mois (*Le Testament espagnol*). En 1938, ébranlé par les procès de Moscou, il rompt avec le parti communiste et entame la rédaction du *Zéro et l'infini*, devenant avec [Ignazio Silone](#), Ante Ciliga et [Victor Serge](#) l'un des premiers écrivains à critiquer le totalitarisme communiste après l'avoir connu de l'intérieur. Réfugié en Grande-Bretagne à partir de 1941, il devint un collaborateur régulier de *Tribune* et un très proche ami d'Orwell, qui a donné des comptes rendus de la plupart de ses ouvrages et publié sur lui, en 1944, un important essai, « Arthur Koestler » [EAL-3,299-312]. S'il partage sa critique du communisme, Orwell reproche à Koestler son pessimisme politique (son incapacité à proposer une issue politique), qui le conduira bientôt à des positions conservatrices. Selon lui, Koestler compte parmi les hédonistes qui voudraient le paradis sur terre et qui, quand ils s'aperçoivent que c'est impossible, sombrent dans la résignation. « Il se peut qu'une certaine quantité de souffrance soit inhérente à la condition humaine ; il se peut que l'homme n'ait jamais, entre deux maux, qu'à choisir le moindre ; il se peut que le socialisme ne vise pas à rendre le monde parfait mais seulement meilleur. Toutes les révolutions sont des échecs, mais il y a différentes sortes d'échecs. C'est parce qu'il refuse de reconnaître cela que Koestler s'est provisoirement engagé dans une impasse. » [EAL-3,311-2]

KOPP, GEORGE (1902-1951)

Ingénieur belge, il commande le 3^e régiment de la division Lénine (la milice du POUM), dans lequel Orwell combat pendant la guerre d'Espagne. Après dix-huit mois d'internement dans les prisons communistes, physiquement très amoindri, il gagne l'Angleterre en janvier 1939, où il est recueilli par Laurence O'Shaughnessy (le frère d'Eileen Blair, qui était médecin) et sa femme. Il épouse la sœur de celle-ci en 1944, après avoir combattu en France et y avoir travaillé pour les services secrets britanniques. Orwell et lui sont restés assez liés.

Labour Book Service Bulletin (The)

Bulletin de recension de livres publié par le parti travailliste.

Labour Monthly

Mensuel théorique du parti communiste de Grande-Bretagne, dont le rédacteur en chef était Rajani Palme Dutt, le principal idéologue stalinien du parti. (Lire [« La presse britannique de gauche »](#)).

LASKI, HAROLD (1893-1950)

Professeur de sciences politiques à la London School of Economics et théoricien marxiste très en vue, il est membre du comité exécutif du parti travailliste (1937-1949) et collabore régulièrement au [*New Statesman*](#).

LEFT BOOK CLUB

Ce Club du livre de gauche, fondé par l'éditeur [Victor Gollancz](#) en mai 1936, proposait à ses abonnés une sélection de livres choisis par un comité composé de Victor Gollancz, [Harold Laski](#) et [John Strachey](#). Antifasciste, pro-soviétique et favorable au Front populaire, c'est un des réseaux les plus influents de la gauche britannique avant guerre (jusqu'à 40 000 membres). En douze ans, il publie 250 livres, dont *Le Quai de Wigan* d'Orwell.

Left News (The)

Organe du [Left Book Club](#).

LEWIS, (PERCY) WYNDHAM (1882-1957)

Peintre célèbre (il fonda le vorticisme en 1912) et écrivain anglo-américain, il fut pendant les années 1930 un apologiste de Hitler et un soutien de Franco. Orwell admirait ses essais critiques et plusieurs de ses romans mais combattait ses idées politiques antidémocratiques, le classant parmi les intellectuels néo-pessimistes [AMG, 47-50].

MACDONALD, DWIGHT (1906-1982)

Né à New York, il est membre du comité de rédaction de *Partisan Review* de 1937 à 1944. Adhérent du Socialist Workers Party (le parti trotskiste américain), il choisit en 1939 la tendance minoritaire de Shachtman et Burnham dans le débat sur la nature de l'URSS et rejoint le Workers Party, dont il s'éloigne peu après. Pacifiste, il quitte *Partisan Review* pour fonder *Politics* (1944-1949). Cette revue se veut un point de rassemblement et de rayonnement pour toutes les idées de gauche sans exclusive, même si Macdonald se définit désormais comme « essentiellement anarchiste ». Il y publie aussi bien des intellectuels radicaux américains que des traductions d'écrivains et philosophes européens. (Sur l'itinéraire politique de Macdonald, sa proximité avec Orwell et l'influence qu'il a pu exercer sur lui, lire PSO 218-21 et 256-8.)

Manchester Evening News

Quotidien du soir fondé en 1868, il était destiné aux couches moyennes et de bonne qualité. Orwell y écrivit très régulièrement entre décembre 1943 et novembre 1946.

MASS OBSERVATION

L'un des premiers organismes de sondages et d'enquêtes sur les opinions et les comportements sociaux. Fondé en 1937, suite à la crise provoquée par l'abdication du roi, il provoque un choc à gauche en révélant l'ampleur de l'attachement de la plupart des Britanniques à la monarchie. Il se fait ensuite une certaine réputation avec une étude sur la vie de la classe ouvrière entre 1937 et 1940, puis enquête systématiquement sur l'attitude des citoyens vis-à-vis de la guerre. À l'encontre de l'opinion dominante à gauche, Orwell y est largement favorable [AMG, 439-41].

Monde

C'est en 1928 qu'Henri Barbusse (1873-1935) fonde cette revue littéraire hebdomadaire qu'il dirigera jusqu'à sa mort. Bien qu'il soit, depuis son adhésion au parti communiste en 1923, un ardent défenseur du bolchevisme et de l'URSS, Barbusse prône et pratique dans *Monde* le rassemblement à gauche, qui va à l'encontre de la ligne sectaire de l'époque. En 1929, il lance une enquête internationale sur « La littérature prolétarienne et la crise doctrinale du socialisme » auprès des dirigeants et des intellectuels sociaux-démocrates aussi bien que communistes. Comme il ne reçoit de réponses que des premiers, il les publie, s'attirant les foudres de l'Internationale communiste (conférence des écrivains révolutionnaires de Kharkov en 1930). « Il m'a paru comme une chose tout à fait logique et de bon sens que la seule façon d'attirer l'attention sur ces problèmes était de les exposer dans un débat contradictoire ne pouvant être d'aucune façon entaché d'un parti pris en faveur d'une thèse ou d'une autre, mais d'une façon impartiale et objective. *Monde* est la tribune tout à fait attirée, si je puis dire, pour une diffusion de ce genre^[189] ». À partir de 1932, *Monde* sera l'instrument du mouvement pacifiste pro-communiste « Amsterdam-Pleyel ».

MOSLEY, OSWALD (1896-1980)

Fondateur (1932) et leader du mouvement fasciste anglais (British Union of Fascists), dont les membres étaient connus sous le nom de « Chemises noires », c'était un farouche partisan de Hitler.

MUGGERIDGE, MALCOLM (1903-1990)

Correspondant de presse à Moscou au début des années 1930, il fut l'un des rares à décrire la famine en Ukraine. C'était aussi un essayiste brillant et original, plutôt de droite. Orwell, dont il devint l'ami à partir d'avril 1940, a recensé plusieurs de ses ouvrages.

MURRY, JOHN MIDDLETON (1889-1957)

Après la mort de sa femme, la romancière Katherine Mansfield, il fonde en 1923 la revue *The Adelphi*, qu'il dirige pendant vingt-cinq ans. Elle reflète successivement ses intérêts changeants : les idées de D. H. Lawrence, le marxisme, le christianisme, le pacifisme, le retour à la terre. De juillet 1940 à avril 1946, il dirige la revue pacifiste *Peace News*, organe de la Peace Pledge Union. Malgré leurs divergences politiques et le pacifisme de Murry, Orwell et lui sont toujours restés liés.

New English Weekly (The)

Cette revue consacrée à la politique, à la littérature et aux arts est fondée en 1932 par A. R. Orage. Celui-ci a d'abord défendu, dans sa revue d'avant-garde *The New Age* (1907-1922), le socialisme de guildes, mais il prône désormais la théorie du crédit social (la question sociale peut être résolue par une réorganisation du système financier et monétaire). Après sa mort (1934), la revue est dirigée par Philip Mairet. Orwell y écrit régulièrement entre 1932 et 1940 ; à son retour d'Espagne, il y publie notamment « Les pieds dans le plat espagnol » [EAL-1,341-9],

New Leader (The)

Organe hebdomadaire de l'[ILP](#).

New Republic (The)

Orwell qualifie de « libéral stalinien » cet hebdomadaire américain de gauche, clairement pro-soviétique dans les années 1930 et 1940.

New Statesman and Nation (The)

Hebdomadaire politique et littéraire créé en 1913 par [Sidney et Beatrice Webb](#), il devint rapidement le plus influent des périodiques politiques britanniques (environ 80 000 exemplaires). On pouvait y trouver des signatures prestigieuses comme celles de Léonard Woolf, [John Strachey](#), [Harold Laski](#), [J.B. Priestley](#), etc. En même temps qu'il lui reconnaissait une haute tenue intellectuelle, Orwell lui reprochait d'être le journal des « compagnons de route » du communisme. Ainsi *The New Statesman* refuse-t-il coup sur coup, en juillet 1937, deux de ses articles sur la guerre d'Espagne : « [Témoignage oculaire à Barcelone](#) » et sa recension de *Spanish Cockpit* de [Borkenau](#) [EAL-1, 349-52]. (Lire le jugement d'Orwell dans « [La presse britannique de gauche](#) »)

News Chronicle

Ce quotidien populaire fondé en 1930 exprimait officieusement la ligne politique du parti libéral. Orwell était assez ambivalent à son sujet : le journal ouvrait ses colonnes aux compagnons de route du stalinisme mais il s'assurait la collaboration de certains des meilleurs correspondants à l'étranger. À la fin des années 1930, Orwell le met sur le même plan que la presse communiste pour « ses méthodes de désinformation qui ont empêché le public anglais de comprendre la véritable nature » de la guerre d'Espagne [EAL-1,371] : « Ne crois pas un mot de tout ce que tu peux lire dans le *News Chronicle* et dans le *Daily Worker* », écrit-il par exemple à son ami Geoffrey Gorer en août 1937 [EAL-1,356]. Dans les années 1940, il le décrit comme « d'un rose assez pâle – beurre de crevette, dirais-je, mais rose tout de même » [AMG, 185] ; et il le classe, derrière le *Guardian* et le *Times*, au troisième rang des quotidiens britanniques pour l'intelligence [AMG, 356],

NIN, ANDRÉS, dit ANDREU (1892-1937)

Membre fondateur du parti communiste espagnol, il travaille dans les années 1920 en URSS pour le Komintern et se rapproche de Trotski. Revenu en Espagne, il finit par rompre avec celui-ci et, en septembre 1935, il crée le POUM. Après les événements de mai 1937 à Barcelone [lire [supra](#)], il est arrêté, torturé et assassiné par la police communiste. Son silence sous la torture sauva vraisemblablement la vie de nombreux dirigeants du POUM. Sa mort fut tenue secrète. À la question des militants demandant « Où est Nin ? », la réponse de la propagande communiste et du gouvernement républicain était invariablement : « À Salamanque [le quartier général franquiste] ou à Berlin. »

Observer (The)

Orwell y écrit son premier article en février 1942, au moment où David Astor (le fils du vicomte d'Astor, le riche propriétaire du journal) commence à en prendre les rênes pour en faire un journal d'idées qui, en quelques années, va prendre le pas sur le *Sunday Times*. David Astor et Orwell se lient rapidement d'amitié. Selon Peter Davison [CW-13,81-2], Orwell « contribua de manière importante à l'évolution de l'*Observer*, non tant par ses articles que comme ami et inspirateur, comme guide politique, et en enseignant à Astor les mérites d'une prose anglaise simple et claire ». Astor avait l'habitude de faire lire à ses nouveaux collaborateurs l'essai d'Orwell « La politique et la langue anglaise » [EAL-4,158-173] pour qu'ils y apprennent que seule une langue exacte permet d'exprimer une pensée précise. La collaboration d'Orwell à l'*Observer* fut particulièrement intense : deux articles par mois entre 1943 et 1946. Selon Bernard Crick, Astor lui-même reconnut qu'Orwell « n'avait jamais été au meilleur de sa forme à l'*Observer*. Peut-être trouvait-il le journal *trop* libéral. [...] Astor avait pris au sérieux son patriotisme et ses convictions libertaires, mais pas son socialisme. Aussi Orwell était-il très heureux d'écrire des recensions d'ouvrages ou de partir en reportage pour l'*Observer*, mais il ne souhaitait guère y écrire des articles qui auraient pu revêtir une importance centrale » [GO, 462].

Partisan Review

Fondée en 1934, elle devient en 1937, sous la direction de William Philips et Philip Rahv, le lieu d'expression du « trotskisme littéraire » new-yorkais, et sera pendant des dizaines d'années la plus importante des revues de gauche américaines. Entre 1941 et 1946, Orwell y publie seize « Lettres de Londres », qui comptent parmi ses plus belles réussites de journaliste politique.

PEACE PLEDGE UNION (PPU)

L'Union du serment pour la paix est le principal mouvement pacifiste de Grande-Bretagne durant la Seconde Guerre mondiale. Il a été lancé en 1934 avec la publication d'une lettre de Dick Sheppard, chanoine de la cathédrale Saint-Paul, invitant les gens à lui adresser une carte postale dans laquelle ils s'engagent à « renoncer à la guerre et à ne plus jamais en soutenir une nouvelle ». En quelques mois, celui-ci reçoit 30 000 cartes postales et le Mouvement pour la paix est officiellement fondé à l'Albert Hall en 1935. L'année suivante, il devient l'Union du serment pour la paix. Prônant l'objection de conscience, la PPU fait l'objet de nombreuses poursuites, une fois la guerre déclarée, mais elle atteint son apogée en avril 1940 avec plus de 130 000 membres. L'offensive allemande du mois suivant, qui met fin à la « drôle de guerre », entraîne cependant son déclin.

Peace News

Organe de la [Peace Pledge Union](#). Cette revue fut dirigée pendant la guerre par [John Middleton Murry](#).

PIVERT, MARCEAU (1895-1958)

Instituteur et militant socialiste français, il crée en 1935 la tendance « Gauche révolutionnaire » au sein de la SFIO. Entré au gouvernement de Front populaire en 1936 comme responsable du contrôle de l'information auprès de Blum, il appelle pendant les grèves à la rupture avec le capitalisme en signant l'article « Tout est possible ! » (27 mai 1936). En septembre 1936, il se rend à Barcelone où il prend la parole dans les meetings du POUM et utilise ses fonctions officielles pour faciliter l'achat d'armes par les antifascistes espagnols ; mais l'embargo, décrété par le gouvernement auquel il appartient, limite vite son action. Exclu de la SFIO en mai 1938, il fonde le parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), qui tente de conjuguer marxisme antistalinien et réformisme radical, avant d'être dissous par le régime de Vichy en 1940.

PLOWMAN, MAX (1883-1941)

Écrivain et journaliste, il collabora à l'[Adelphi](#) à partir de 1929. Il encouragea Orwell au début de sa carrière d'écrivain et resta un ami proche.

POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista)

Créé à Barcelone en septembre 1935, le parti ouvrier d'unification marxiste résulte de la fusion entre Izquierda Comunista (Gauche communiste), parti d'origine trotskiste dirigé par [Andreu Nin](#), et du Bloque Obrero y Campesino (Bloc ouvrier et paysan), dirigé par Joaquín Maurín. C'est une organisation antistalinienne, dénonçant clairement les procès de Moscou ; mais il est en rupture avec Trotski, refusant en particulier la ligne imposée par ce dernier, qui était de désertier les syndicats où s'exerçait son influence pour créer des soviets dont il devait prendre la tête. « Numériquement, c'était un petit parti, n'ayant guère d'influence en dehors de la Catalogne, et dont l'importance tenait surtout à ce qu'il renfermait une proportion extraordinairement élevée de membres très conscients, politiquement parlant », écrit Orwell dans *Hommage à la Catalogne* [HC, 249]. Dès le début de la guerre, le POUM défend la révolution et la collectivisation qui se déroulent en Catalogne, considérant que guerre et révolution sont intrinsèquement liées. Après les événements de mai 1937 à Barcelone, le NKVD soviétique met au point une machination visant à faire accuser le POUM de collusion avec les franchistes et, le 16 juin 1937, le parti est interdit et son siège investi ; ses milices sont dissoutes, et ses dirigeants et militants sont emprisonnés et souvent torturés.

PRIESTLEY, J. B. (1894-1984)

Pendant la guerre, ce romancier populaire et prolifique s'adresse aux Anglais au cours d'émissions de radio hebdomadaires pour les appeler à l'unité et à la détermination dans la lutte contre Hitler, afin de construire un pays plus démocratique et plus égalitaire. Orwell qualifie ses émissions de « propagande socialiste par implication » [EAL-2,459].

Progrès civique (Le)

Fondé par Henri Dumay en 1919, cet hebdomadaire de gauche indépendant est pacifiste, anti-impérialiste (contre les opérations militaires françaises en Syrie et au Maroc), non communiste mais prônant le dialogue avec l'URSS. Attirant un lectorat de fonctionnaires socialistes et radicaux, il est surtout influent avant et pendant l'époque du Cartel des gauches (1924-1925). Il accueille régulièrement des contributions d'universitaires (notamment d'économistes) et d'écrivains de renom comme Ferdinand Buisson, Georges Duhamel, Charles Gide, Gaston Jèze, Albert Mathiez, Jean Rostand, Charles Seignobos, H. G. Wells.

Progressive

Cette revue fut fondée en 1909 à Madison (Wisconsin) par le sénateur américain Robert La Follette (1855-1925), qui tentait d'orienter le parti républicain d'alors vers une politique de réformes progressistes. Il s'opposa notamment à l'entrée en guerre des États-Unis en 1917 et aux poursuites contre le dirigeant syndicaliste et socialiste Eugene Debs.

PSUC (Partido Socialista Unificado de Cataluña)

Le parti socialiste unifié de Catalogne fut, comme l'explique Orwell, « formé au début de la guerre [d'Espagne] par la fusion de différents partis marxistes, [... puis] totalement dirigé par les communistes et affilié à la III^e Internationale. Ailleurs en Espagne, l'unification entre socialistes et communistes n'avait pas formellement eu lieu. [...] Généralement parlant, le PSUC était l'organe politique de l'UGT (Unión General de Trabajadores), la centrale syndicale socialiste » [HC, 249],

RAUSCHNING, HERMANN (1887-1982)

D'abord conservateur, cet homme politique allemand se rallia un temps au parti nazi avant de rompre définitivement avec lui et de fuir l'Allemagne en 1936. Ses livres, *Hitler m'a dit* (1939) et *La Révolution du nihilisme* (1940), furent parmi les premiers témoignages critiques écrits de l'intérieur sur le III^e Reich. Orwell considérait pour cette raison sa réflexion sur le totalitarisme comme importante, à l'instar de celles de [Silone](#), [Borkenau](#) et [Koestler](#) [EAL-2,179], L'authenticité des rencontres de Rauschning avec Hitler et des propos qu'il place dans sa bouche est aujourd'hui très contestée. Mais de nombreux historiens continuent d'estimer qu'il s'agit d'une source utile, Rauschning ayant rassemblé et compilé divers écrits et déclarations du Führer.

READ, HERBERT (1893-1968)

Directeur du *Burlington Magazine* de 1933 à 1939, il fut à la fois le plus important interprète de l'art moderne en Grande-Bretagne dans les années 1930 et la figure majeure de l'anarchisme britannique pendant la Seconde Guerre mondiale et dans les années qui suivirent. Orwell fut politiquement proche de lui dans l'immédiat avant-guerre, et c'est avec lui (et un autre anarchiste, George Woodcock) qu'il créa en 1945 le Freedom Defence Committee [PSO, 299-300].

Reynold's News

Ce journal du dimanche, fondé en 1850, était l'organe du parti coopératif, qui est affilié au parti travailliste. (Lire [« La presse britannique de gauche »](#))

RUSSELL, BERTRAND (1872-1970)

Ses travaux en philosophie des mathématiques, de la logique et de la connaissance font de lui un des plus grands penseurs du XX^e siècle. Rationaliste, démocrate, pacifiste, il partageait les conceptions des socialistes anglais. Son radicalisme politique et antireligieux et son combat contre l'ordre moral le firent haïr par tous les conservateurs. Orwell l'estimait profondément : « Il est réconfortant de savoir qu'un homme comme lui existe. Tant que lui et quelques autres de sa trempe seront en vie et en liberté, nous aurons l'assurance que subsistent dans le monde des îlots de santé mentale. [...] Il a un tour d'esprit marqué essentiellement par la *probité*, par une sorte d'intelligence chevaleresque qui est infiniment moins répandue que la simple intelligence. Rares sont les hommes qui, au cours des trente dernières années, se sont montrés aussi obstinément réfractaires aux balivernes dictées par la mode du moment. En ces temps de panique et de mensonge universels, voilà un auteur dont la fréquentation est salutaire. » [EAL-1,472] À plusieurs reprises, Orwell le crédite d'avoir compris dès 1920 la véritable nature du bolchevisme [CW-18,507 & 19,128], Il le rencontra en 1946, quand il tenta de mettre sur pied avec Koestler et lui une Ligue pour la dignité et les droits de l'homme ; mais le projet n'aboutit pas.

SAVAGE, DEREK STANLEY (1917-2007)

Poète, critique et militant pacifiste, qu'une violente polémique sur le pacifisme et la guerre opposa à Orwell dans les colonnes de *Partisan Review* en 1942 [EAL-2,275-9,284-8].

SERGE, VICTOR (1890-1947)

Né à Bruxelles dans une famille d'intellectuels russes exilés, il milite, avant la Première Guerre mondiale, parmi les anarchistes individualistes parisiens, ce qui lui vaut d'être emprisonné dans le cadre de l'affaire Bonnot. En janvier 1918, il se rend en Russie pour participer à la révolution. Pendant les années 1920, il travaille pour le Komintern et se rapproche de Trotski. Arrêté plusieurs fois à partir de 1928, il est envoyé en relégation dans l'Oural en 1933. Grâce à une campagne internationale, il est libéré en avril 1936 et peut quitter la Russie pour la Belgique, puis la France. Il devient bientôt correspondant de *La Batalla* (l'organe du [POUM](#)) et collabore à de petites revues d'extrême gauche comme *La Révolution prolétarienne*, toujours en butte aux calomnies staliniennes, tandis que la presse de gauche proche du Front populaire lui est fermée. Il rompt alors avec Trotski, dont il refuse le sectarisme. En 1941, il réussit à quitter la France et s'installe au Mexique, où il mourra dans la misère. Ses *Mémoires d'un révolutionnaire* (1951) constituent un document exceptionnel sur la destruction du mouvement ouvrier par le stalinisme ; Orwell essaya vainement de les publier.

SILONE, IGNAZIO (1900-1978)

Il participe, en 1921, à la création du parti communiste italien, dont il devient l'un des dirigeants dans la clandestinité. Après plusieurs missions en URSS, il s'installe en Suisse en 1930. Exclu du PCI en 1931 pour s'être opposé à Staline, il devient alors romancier (*Fontamara*, 1933) et essayiste (*L'École des dictateurs*, 1938). Au début de la guerre, il adhère au parti socialiste italien en exil puis devient responsable d'une organisation clandestine d'aide à la résistance italienne depuis la Suisse. Après la Libération, il rentre en Italie et devient en décembre 1945 rédacteur en chef à *Avanti !*, le journal du parti socialiste italien. C'est à cette époque qu'il se rend à Londres où il rencontre Orwell à plusieurs reprises[190]. Celui-ci, qui le tient depuis longtemps en haute estime, a recensé *L'École de dictateurs* [*supra*] et réalisé en 1943 pour la BBC l'adaptation d'une de ses nouvelles, « Le renard »[191]. Silone renoncera quelques années plus tard à l'activité politique mais demeurera une figure importante de la vie intellectuelle et culturelle italienne. En s'appuyant sur des documents d'archives, deux historiens ont récemment soutenu la thèse controversée selon laquelle Silone aurait travaillé pour la police politique de Mussolini entre 1922 et 1930.

SLATER, HUGH (HUMPHREY) (1906-1958)

Peintre et écrivain, militant communiste jusqu'en 1938, il participe à la résistance au nazisme à Berlin au début des années 1930 et combat dans les Brigades internationales (1936-1938). En 1940, avec [Tom Wintringham](#), il crée à Osterley Park un centre de formation de la Home Guard, dont les méthodes s'inspirent de leur expérience politique et militaire espagnole. De 1945 à 1947, il dirige la revue *Polemic* où Orwell publiera plusieurs textes importants.

SPENDER, STEPHEN (1909-1995)

Poète proche d'Auden et écrivain, il est dans les années 1930 une figure de la gauche littéraire antifasciste. En août 1937, Orwell s'en prend violemment à lui parce qu'il le tient pour un de ces « bolcheviks de salon » qu'il déteste. Mais il change d'opinion quand il fait sa connaissance, peu de temps après, et ils deviennent amis. Orwell le fait travailler pour ses émissions à la BBC, mais il continue de le considérer comme un compagnon de route du parti communiste, donc « politiquement peu fiable ». À partir de 1940, Spender dirige *Horizon* avec Connolly.

STRACHEY, JOHN (1901-1963)

D'abord, infatigable propagandiste d'un marxisme apocalyptique, et proche compagnon de route du parti communiste des années 1930, il rompt avec celui-ci en 1940, s'éloigne du marxisme et devient député travailliste (1945-1963). En 1945, il entre au gouvernement comme ministre du Ravitaillement (1945-1950).

Time and Tide

Entre 1937 et 1941, Orwell écrivit assez régulièrement dans cet hebdomadaire littéraire sans véritable engagement politique, fondé (1920) et dirigé par Lady Rhondda.

Times (The)

Quotidien conservateur fondé en 1785. Orwell le considère comme un journal de haut niveau, au deuxième rang pour l'intelligence après le [Guardian](#) [AMG, 356].

Tribune

Hebdomadaire de la gauche du parti travailliste fondé en 1937, où Orwell exerça les fonctions de directeur des pages littéraires entre novembre 1943 et février 1945. Lire sa présentation dans [« La presse britannique de gauche »](#), la chronique qu'il écrivit pour le dixième anniversaire du journal [AMG, 401 sq.] et « Les années *Tribune* » de Paul Anderson [AMG, 451-83].

WARBURG, FREDERIC (1898-1980)

Il crée en 1936, avec Martin Secker, les éditions Secker & Warburg, dont il devient le directeur général. Il publie *Hommage à la Catalogne* quand [Gollancz](#) le refuse (1938) et devient un ami personnel d'Orwell. C'est lors de week-ends passés dans sa maison de campagne qu'Orwell et Tosco Fyvel conçoivent avec lui le projet de la collection « Searchlight », où est publié notamment *Le Lion et la licorne* (1941). Il sera également l'éditeur de *La Ferme des animaux* (1945) et de *1984* (1949). Il est resté proche d'Orwell jusqu'à la fin et a laissé sur lui de nombreux témoignages.

WEBB, SIDNEY (1859-1947) et BEATRICE (née Potter, 1858-1943)

Voir [Fabiens](#) et [New Statesman](#).

WINTRINGHAM, THOMAS, dit TOM (1898-1949)

Militant communiste de 1923 à 1938, il est le commandant du bataillon anglais des Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. En 1940, avec [Hugh Slater](#), il crée à Osterley Park un centre de formation de la Home Guard dont les méthodes s'inspirent de leur expérience militaire et politique espagnole.

Origine des textes

1. « La censure en Angleterre » – *Monde*, 6 octobre 1928 [CW-10,148-51]
2. « La grande misère de l'ouvrier britannique » – *Le Progrès civique*, 29 décembre 1928,5 et 12 janvier 1929 [CW-10,151-68]
3. « John Galsworthy » – *Monde*, 13 mars 1929 [CW-10,168-72]
4. « Comment on exploite un peuple : l'Empire britannique en Birmanie » – *Le Progrès civique*, 4 mai 1929 [CW-10,172-80]
5. « Eye-Witness in Barcelona » – *Controversy*, août 1937 [CW-11, 54-60]
6. « Letter to Amy Charlesworth » – 1^{er} août 1937 [CW-11, 61-3]
7. « Letter to Charles Doran » – 2 août 1937 [CW-11, 64-6]
8. « Letter to Amy Charlesworth » – 30 août 1937 [CW-11,76-8]
9. « The Lure of Profundity » – *New English Weekly*, 30 décembre 1937 [CW-11,104-5]
10. « Cesarean Section in Spain » – *The Highway*, mars 1939 [CW-11,332-5]
11. « The Eight Years of War : Spanish Memories » – *The Observer*, 16 juillet 1944 [CW-16,288-290]
12. « Political Reflections on the Crisis » – *The Adelphi*, décembre 1938 [CW-11,242-6]
13. « Review : *War Begins at Home* » – *Time and Tide*, 2 mars 1940 [CW-12,17-8]
14. « Notes On the Way (1st part) [\[192\]](#) » – *Time and Tide*, 30 mars 1940 [CW-12,121-5]
15. « Review : C. E. M. Joad, *Journey Through the War Time* » – *Time and Tide*, 8 juin 1940 [CW-12,178-9]
16. « Review : Jack Hilton, *English Ways* » – *The Adelphi*, juillet 1940 [CW-12,202-4]
17. « Review : Francis Williams, *War by Revolution* » – *The Labour Book Service Bulletin*, septembre 1940 [CW-12,248-9]
18. « Review : Tom Wintringham, *Armies of Freemen* » – *The New Statesman and Nation*, 14 décembre 1940 [CW-12,305-6]
19. « Our Opportunity [ou] Patriots and Revolutionaries » – *The Left News*, janvier 1941 [CW-12,343-351]
20. « The Home Guard and You » – *Tribune*, 20 décembre 1940 [CW-12,309-312]
21. « Don't Let Colonel Blimp Ruin the Home Guard » – *Evening Standard*, 8 janvier 1941 [CW-12,362-5]
22. « Review : Hugh Slater, *Home Guard for Victory !* » – *The New Statesman and Nation*, 15 février 1941 [CW-12,387-9]
23. « Review : Hugh Slater, *Home Guard for Victory !* » – *Horizon*, mars 1941 [CW-12,439-41]
24. « Dear D^F Goebbels, Your British Friends Are Feeding Fine ! » – *Daily Express*, 23 juillet 1941 [CW-12,533-5]
25. « Three Years of Home Guard : Unique Symbol of Stability » – *The Observer*, 9 mai 1943 [CW-15,92-4]
26. « Fascism and Democracy » – *The Left News*, février 1941 [CW-12,376-82]
27. « Will Freedom Die with Capitalism ? » – *The Left News*, avril 1941 [CW-12,458-64]
28. « Culture and Democracy » – 22 novembre 1941 [CW-13,67-79]
29. « Review : Wyndham Lewis, *The Mysterious Mr Bull* & Ignazio Silone, *The School of Dictators* » – *New English Weekly*, 8 juin 1939 [CW-11,353-5]
30. « Review : Christopher Hill (éd.), *The English Revolution : 1640* » – *The New Statesman and Nation*, 24 août 1940 [CW-12,244-5]
31. « Review : Mulk Raj Anand, *Letters on India* » – *Tribune*, 19 mars 1943 [CW-15,32-6]
32. « Can Socialists be Happy ? » – *Tribune*, 24 décembre 1943 [CW-16,37-43]
33. « Review : John Burnham, *The Machiavelians* » – *Manchester Evening News*, 20 janvier 1944, [CW-16,72-4]

34. « Review : *Freedom of Expression* » – *Tribune*, 12 octobre 1945 [CW-17,308-10]
35. « The Intellectual Revolt. » – *Manchester Evening News*, 24 et 31 janvier, 7 et 14 février 1946 ; *Neue Auslese*, avril 1946 [CW-18,41 & 56-71]
36. « World Affairs. 1945 » – *Junior*, août 1945 [CW-17,228-34]
37. « The British General Elections » – *Commentary*, novembre 1945 [CW-17,335-41]
38. « Profile of Aneurin Bevan » – *The Observer*, 14 octobre 1945 [CW-17,310-3]
39. « Old George's Almanach by Crystal-Gazer Orwell » – *Tribune*, 28 décembre 1945 [CW-17,460-2]
40. « Do Our Colonies Pay ? » – *Tribune*, 8 mars 1946 [CW-18,141-4]
41. « Britain's Left-Wing Press » – *Progressive*, juin 1948 [CW-19,294-8]
42. « The Labour Government After Three Years » – *Commentary*, octobre 1948 [CW-19,435-44]
43. « Letters to Dwight Macdonald » – 5 septembre 1944 [CW-16,381-2] – 5 décembre 1946 [CW-18,507-8] – 24 janvier 1947 [CW-19,29] – 15 avril 1947 [CW-19,127-8] – 2 mai 1948 [CW-19,328]
44. « Orwell's Statement on *Nineteen Eighty-Four* » – juin-juillet 1949 [CW-20,131-6]

Éléments de bibliographie

Livres de George Orwell en français

Dans la dèche à Paris et à Londres [1933], traduit par Michel Pétris, Champ libre/Ivrea, 1982/1993 ; rééd. 10/18. [Première traduction française par René-Noël Raimbaut et Gwen Gilbert sous le titre *La Vache enragée*, Gallimard, 1935]

Une histoire birmane [1934], traduit par Claude Noël, Champ libre/Ivrea, 1984 ; rééd. 10/18. [Première traduction française sous le titre *Tragédie birmane* par Guillot de Saix, Nagel, 1946]

Une fille de pasteur [1935], traduit par Sylvain Chupin, Le Serpent à plumes, 2007 ; rééd. Le Livre de poche

Et vive l'aspidistra ! [1936], traduit par Yvonne Davet, Champ libre/Ivrea, 1982 ; rééd. 10/18. [Première édition française dans cette même traduction sous le même titre, Gallimard, 1960]

Le Quai de Wigan [1937], traduit par Michel Pétris, Champ libre/Ivrea, 1982/1995 ; rééd. 10/18

Hommage à la Catalogne [1938], traduit par Yvonne Davet, Ivrea/Champ libre, 1982 ; rééd. 10/18. [Première édition française dans cette même traduction sous le titre *La Catalogne libre*, Gallimard, 1955]

Un peu d'air frais [1939], traduit par Richard Prêtre, Champ libre/Ivrea, 1983 ; rééd. 10/18. [Première traduction française sous le titre *Journal d'un Anglais moyen*, Éditions Amiot et Dumont, 1952]

Chronique du temps de la guerre (1941-1943), présenté et traduit par Claude Noël, Éditions Gérard Lebovici, 1988

À ma guise. Chroniques 1943-1947, traduit par Frédéric Cotton et Bernard Hoepffner, Agone, 2008

La Ferme des animaux [1945], traduit par Jean Quéval, Champ libre, 1981 ; rééd. Gallimard « folio » [Première traduction française sous le titre *Les Animaux partout*, éditions O. Pathé, Monaco, 1947 ; deuxième traduction sous le titre *La République des animaux*, Gallimard, 1964]

1984 [1949], traduit par Amélie Audiberti, Gallimard, 1950

Essais, articles et lettres, édition établie par Sonia Orwell et Ian Angus (1968), traduit par Anne Krief, Bernard Pecheur, Michel Pétris et Jaime Semprun, 4 volumes, Ivrea-Encyclopédie des nuisances, 1995-2001. [Deux recueils d'essais tirés de ces volumes ont été publiés en 2005 chez le même éditeur : *Dans le ventre de la baleine et autres essais* (1931-1943) ; *Tels, tels étaient nos plaisirs et autres essais* (1944-1949)]

Livres sur George Orwell en français

Simon Leys, *Orwell ou l'Horreur de la politique*, Pion, [1984] 2006

George Orwell devant ses calomnieurs, Ivrea/L'Encyclopédie de Nuisances, 1997

Jean-Claude Michéa, *Orwell, anarchiste tory*, Flammarion, [2000] 2008

Bernard Crick, *George Orwell, une vie*, traduit de l'anglais par Frédéric Joly, Flammarion, [2003] 2008

Jean Claude Michéa, *Orwell éducateur*, Climats, 2003

John Newsinger, *La Politique selon Orwell*, traduit de l'anglais par Bernard Gensane, Agone, 2006

Bruce Bégout, *De la décence ordinaire*, Allia, 2008

James Conant, *Orwell ou le Pouvoir de la vérité*, traduit et présenté par Jean-Jacques Rosat, Agone, à paraître, 2010

De son premier article, publié dans la revue politico-littéraire d'Henri Barbusse, à ses ultimes déclarations sur la signification de *1984*, les textes de George Orwell ici réunis sont tous inédits en français. Ils avaient été écartés de l'édition de ses *Essais, articles et lettres* choisis par sa veuve, Sonia, qui « n'appréciait pas son positionnement politique » (Bernard Crick).

Ce recueil dessine l'itinéraire des engagements d'Orwell et l'évolution de ses idées : témoignages sur l'Espagne de la guerre civile, appels des années 1940-1941 à la révolution en Angleterre pour gagner la guerre contre Hitler, condamnation radicale de l'impérialisme britannique en Inde et en Birmanie, réflexions sur le socialisme et la démocratie, critique des intellectuels et de leur fascination pour le pouvoir, bilan de l'expérience travailliste d'après guerre, etc. Il inclut des essais méconnus, qui furent des jalons importants dans l'élaboration de ses conceptions sur l'individu, l'État et la société, comme « Culture et démocratie », « Les socialistes peuvent-ils être heureux ? » ou « La révolte intellectuelle ».

Malgré l'immense célébrité de l'écrivain Orwell, sa pensée reste largement ignorée ou incomprise en France. Il est temps qu'il y soit lu comme une figure majeure, et désormais classique, de la pensée politique du XX^e siècle, au même titre qu'un Gramsci ou une Hannah Arendt.

Publié avec le soutien du Conseil général des Bouches-du-Rhône

Ouvrage aidé à la traduction par le CNL

Notes

- [1] *The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell*, édité par Sonia Orwell et Ian Angus, Secker & Warburg, Londres, 1968.
- [2] Est venu s'y ajouter, comme un appendice, *The Lost Orwell*, édité par Peter Davison (Timewell Press, 2006), qui contient essentiellement des lettres et quelques documents personnels.
- [3] Sur la constance de l'anti-impérialisme d'Orwell, lire PSO, chap. I, « L'expérience coloniale ».
- [4] La fréquence des fautes de français, qui ont été corrigées dans la présente édition, laisse supposer que les traductions ont été plutôt bâclées.
- [5] Sur les raisons de limiter l'usage de cette expression à l'Orwell d'avant 1936, lire ma préface à PSO, p. XII-XVI.
- [6] Jean-Paul Sartre, *Questions de méthodes*, Gallimard, 1957.
- [7] Sur ce que John Newsinger appelle la « connexion américaine », lire PSO, p. 160-3 et 255-7.
- [8] *The Well of Loneliness*, roman de Marguerite Radclyffe Hall, fut interdit en 1928 parce qu'il décrivait des relations lesbiennes
- [9] Le ministère de l'intérieur.
- [10] Dirigeant du parti conservateur et plusieurs fois Premier ministre, Stanley Baldwin brisa la grève générale de 1926.
- [11] Secrétaire général de l'ILP (1933-1939), Fenner Brockway s'occupa activement du recrutement des volontaires britanniques pour l'Espagne.
- [12] Il s'agit plus exactement des gardes d'assaut.
- [13] Interrogé par Orwell sur cette histoire de tanks et de fusils volés, Brailsford lui écrit le 17 décembre 1937 qu'il la tient du consul général soviétique à Barcelone, Vladimir Antonov-Ovseenko. Dans sa réponse du 18 décembre, Orwell ne nie pas la possibilité d'un tel vol ; les vols d'armes, explique-t-il, étaient chose fréquente entre les milices, qui en manquaient toutes désespérément ; mais, ajoute-t-il, si des armes ont été volées, elles n'ont pu servir que sur le front et elles n'étaient pas, en tout cas, dans les mains du POUM de Barcelone. [CW-11, 118-9 & CW-20,309-12]
- [14] Officers' Training Corps : le corps volontaire de formation d'officiers dans les écoles privées anglaises.
- [15] *L'habeas corpus* est le principe de droit protégeant tout individu contre la détention arbitraire : nul ne peut être arrêté sans être informé de ce dont on l'accuse et il doit être jugé rapidement.
- [16] Correspondante d'Orwell qu'il n'a jamais rencontrée, Amy Charlesworth vivait près de Manchester, s'était séparée de son mari, qui la battait, et élevait seule ses deux enfants.
- [17] Orwell a été blessé au front le 20 mai 1937 : une balle lui a traversé la gorge, passant à quelques millimètres de l'aorte.
- [18] C'est-à-dire les franquistes qui se sont rebellés contre le gouvernement républicain le 17 juillet 1936.
- [19] Historien catholique de l'Europe et du christianisme, Christopher Dawson (1889-1970) eut une influence importante dans l'entre-deux-guerres, sur T. S. Eliot notamment.
- [20] Il s'agit du *Quai de Wigan*.
- [21] Il s'agit d'*Hommage à la Catalogne*.
- [22] Membre de l'ILP, Charles Doran s'était engagé en Espagne dans la milice du POUM comme Orwell.
- [23] Dirigeant de l'ILP, dont il fut le secrétaire général de 1939 à 1955, John MacNair en fut le représentant à Barcelone d'août 1936 à juin 1937.
- [24] Stafford Cottman était le plus jeune des volontaires de l'ILP ; Ken Loach s'est largement inspiré de sa biographie et de son expérience en Espagne pour son film *Land and Freedom* (1995).
- [25] Membre du contingent de l'ILP en Espagne, Harry Milton venait des États-Unis.
- [26] Député de Glasgow (1922-1946), John Maxton fut longtemps le président de l'ILP (1926-1931 et 1934-1939).
- [27] Allusion à la mort dans une prison communiste, à Valence, du jeune militant de l'ILP Bob Smillie, officiellement d'une appendicite ; cet épisode émut profondément Orwell, qui en parle longuement dans *Hommage à la Catalogne* [HC, 213-5].
- [28] Il s'agit de « [Témoin oculaire à Barcelone](#) ».
- [29] Cette recension de *Spanish Cockpit* de Borkenau parut finalement dans *Time and Tide* [EAL-I, 359].
- [30] Sur les éditions Secker & Warburg, lire la notice consacrée à [Frederic Warburg](#).
- [31] La Young Communist League était l'organisation de jeunesse du PC britannique.
- [32] Correspondante d'Orwell qu'il n'a jamais rencontrée, Amy Charlesworth vivait près de Manchester, s'était

séparée de son mari, qui la battait, et élevait seule ses deux enfants.

[33] Lire l'introduction au texte [« Témoin oculaire à Barcelone »](#)

[34] C'est-à-dire les troupes marocaines de l'armée espagnole commandées par le général Franco, qui les enrôla dans sa guerre contre la République.

[35] Lire l'introduction au texte [« Témoin oculaire à Barcelone »](#).

[36] On ignore à quels rapports Orwell fait ici référence pour avancer ce chiffre. On estime aujourd'hui que, entre 1939 et 1944, 400 000 combattants républicains sont passés par des camps. En 1944, il y avait encore dans les geôles espagnoles plus de 50 000 prisonniers, auxquels il faut ajouter les 100 000 condamnés pour de longues années au travail forcé. En outre, dans les dix années d'après guerre, l'épuration franquiste a fait entre 50 000 et 100 000 victimes, sans compter les morts de faim ou de maladie dans les divers centres pénitenciers, camps de concentration ou autres bataillons de travailleurs forcés.

[37] Cette crise fut ouverte par la décision de Hitler d'annexer les territoires des Sudètes (attribués à la Tchécoslovaquie par le traité de Versailles) et s'acheva avec les accords de Munich (29-30 septembre 1938) par lesquels l'Angleterre et la France, cédant à toutes les injonctions allemandes, « lâchèrent » la Tchécoslovaquie.

[38] Journaliste et homme politique de droite, Henri de Kérillis fut l'un des deux parlementaires français non communistes à voter contre les accords de Munich.

[39] Allusion au poème de W. H. Auden intitulé *Espagne*, où l'on peut lire : « Demain, pour la jeunesse, les poètes explosant comme des bombes, / Les promenades autour du lac, les hivers d'étroite communion ; / Demain les courses de vélo/ à travers les banlieues par les soirées d'été : mais aujourd'hui la lutte. / Aujourd'hui l'inévitable montée des chances de mourir, / Le nécessaire assassinat, et sa culpabilité assumée ; / Aujourd'hui le gaspillage de ses forces/ Dans des tracts éphémères et des meetings rasants. » Orwell commente ces vers ainsi : « La deuxième strophe représente une sorte de croquis sur le vif de la journée d'un "bon militant". Le matin, un ou deux assassinats politiques, dix minutes d'interlude pour "étouffer le remords bourgeois", puis un déjeuner rapide et une après-midi plus une soirée occupés à écrire des slogans sur les murs et à distribuer des tracts. Tout cela est très édifiant. Mais remarquez l'expression "le nécessaire assassinat" : elle ne peut avoir été employée que par quelqu'un pour qui l'assassinat est tout au plus un mot. En ce qui me concerne, je ne parlerais pas aussi légèrement de l'assassinat. Il se trouve que j'ai vu quantité de corps d'hommes assassinés – je ne dis pas tués au combat, mais bien assassinés. J'ai donc quelque idée de ce qu'est un assassinat – la terreur, la haine, les gémissements des parents, les autopsies, le sang, les odeurs. Pour moi, l'assassinat doit être évité. C'est aussi l'opinion des gens ordinaires. Les Hitler et les Staline trouvent l'assassinat nécessaire, mais ils ne se glorifient pas de leur cruauté et ne disent pas "assassiner" mais "liquider", "éliminer", ou tout autre euphémisme. Le type d'amoralisme de Mr Auden est celui des gens qui s'arrangent toujours pour n'être pas là quand on appuie sur la détente. » [EAL-1, 643-4]

[40] Orwell prévoit des élections générales en 1939 ou 1940. À cause de la guerre, celles-ci n'auront lieu qu'en 1945.

[41] *La guerre commence chez soi.*

[42] Le quartier des ministères à Londres.

[43] Chef nazi placé à la tête du Front allemand du travail, le D^F Robert Ley se suicidera à la veille du procès de Nuremberg.

[44] Orwell arriva en Asie en novembre 1922, pour être officier de police en Birmanie ; il avait dix-neuf ans.

[45] La révolte des Cipayes, qui fit vaciller la domination britannique en Inde et fut réprimée dans un bain de sang.

[46] *Voyage dans la mentalité de guerre.*

[47] *À l'anglaise*, avec une introduction de [J. Middleton Murry](#) et des photographies de J. Dixon Scott.

Écrivain prolétarien, Jack Hilton (1900-1983) travailla comme plâtrier et fut actif dans le mouvement syndical et dans celui des chômeurs. Blacklisté, il commença à écrire, à partir de la fin des années 1930, des romans et des nouvelles qui s'appuyaient sur son expérience de la classe ouvrière et sur ses convictions socialistes radicales, tout en vivant de divers métiers.

[48] Les poèmes de George Crabbe (1754-1832) décrivent la vie rurale anglaise de l'époque avec un sombre réalisme.

[49] Critique littéraire et biographe célèbre (1880-1932).

[50] *La Guerre par la révolution.*

[51] *Armées d'hommes libres.*

[52] *Les Nouvelles Méthodes de guerre* est un autre livre de [Tom Wintringham](#), publié en 1940 également.

[53] Auteur d'une bonne centaine de livres pour la jeunesse, G. A. Henty (1832-1902) était un ultraconservateur, défenseur de l'Empire.

[54] Menacé d'encerclement par l'avancée rapide de l'armée allemande sur le territoire français à partir du déclenchement de l'offensive du 10 mai 1940, le corps expéditionnaire britannique dut être évacué dans des conditions dramatiques. Entre le 27 mai et le 4 juin 1940, 200 000 Anglais et 130 000 Français embarquèrent vers l'Angleterre à partir des plages et du port de Dunkerque, pilonnés par l'aviation allemande.

[55] Fin 1940-début 1941, les armées britanniques du Moyen-Orient, commandées par le général Archibald Wavell, menèrent une campagne victorieuse contre l'armée italienne en Éthiopie, en Somalie et en Libye. La victoire de Sidi Barrani (10 décembre 1940) en Égypte leur ouvrit les portes de la Libye.

Député et ministre conservateur, David Margesson fut nommé par Churchill au ministère de la Guerre en octobre 1940, en remplacement d'Anthony Eden devenu ministre des Affaires étrangères.

[56] Cet appel à s'enrôler dans les Volontaires pour la défense locale – la force de civils armés pour la défense du territoire contre un éventuel débarquement allemand, qui deviendra quelques semaines plus tard la Home Guard – fut lancé le 14 mai 1940 par Anthony Eden, qui était à cette date ministre de la Guerre.

[57] Orwell consacre à la Home Guard plusieurs textes.

[58] Le 3 mars 1918, le gouvernement bolchevique, impuissant à enrayer l'avancée des troupes allemandes et autrichiennes, signe une paix séparée où la Russie abandonne la Pologne, les pays baltes, la Finlande, l'Ukraine, et une partie de la Biélorussie.

[59] La Royal Naval Volunteer Reserve et la Royal Air Force Volunteer Reserve : les réservistes volontaires de la marine et de l'aviation.

[60] Cet anniversaire fut célébré le 6 mai 1935.

[61] Harrogate et Torquay sont deux stations de villégiature (thermale pour la première, balnéaire pour la seconde) fréquentées par les classes supérieures anglaises.

[62] La Purge de juin est l'assassinat, sur ordre de Hitler, de Roehm et d'une centaine de dirigeants des SA, connu aujourd'hui sous le nom de « Nuit des longs couteaux » (29-30 juin 1934).

Le pogrom en question est celui de la Nuit de cristal (9-10 novembre 1938) : présenté par les responsables nazis comme une réaction spontanée à l'assassinat par un jeune Juif, Herschel Grynszpan, d'un secrétaire de l'ambassade allemande à Paris, Ernst von Rath, il fut en réalité orchestré par Goebbels sur ordre de Hitler.

[63] Le match annuel de cricket entre les deux plus prestigieuses public schools anglaises.

[64] La People's Convention était une organisation de masse du parti communiste de Grande-Bretagne. Elle fut mise sur pied lors d'une conférence qui réunit deux mille délégués à Londres, le 12 janvier 1941, appelant à la « paix entre les peuples » et à l'« amitié avec l'Union soviétique », alors alliée à l'Allemagne nazie selon les clauses du pacte germano-soviétique du 23 août 1939. L'orientation de cette conférence était implicitement défaitiste.

[65] La maison d'édition du parti communiste britannique.

[66] En français dans le texte.

[67] La People's Convention était une organisation de masse du parti communiste de Grande-Bretagne. Elle fut mise sur pied lors d'une conférence qui réunit deux mille délégués à Londres, le 12 janvier 1941, appelant à la « paix entre les peuples » et à l'« amitié avec l'Union soviétique », alors alliée à l'Allemagne nazie selon les clauses du pacte germano-soviétique du 23 août 1939. L'orientation de cette conférence était implicitement défaitiste.

[68] Humoriste, romancier et dramaturge, A. P. Herbert était membre du Parlement, où il représentait l'université d'Oxford.

[69] Dirigeant nationaliste chinois, le général Tchang Kaï-Chek (ou Chiang Kai-Shek) était à l'époque le chef des armées qui combattaient contre l'invasion japonaise.

[70][70] Orwell qualifia le poète et romancier Osbert Sitwell de « conservateur intelligent qui sous-estime les vertus de la démocratie et attribue au féodalisme quelques avantages qui appartiennent en fait au capitalisme » [AMG, 242],

[71] Poète et satiriste sud-africain, Roy Campbell eut une certaine notoriété dans les années 1930 et 1940. Converti au catholicisme et actif propagandiste de Franco, il ne semble pas avoir réellement participé aux combats en Espagne malgré ses déclarations ultérieures. Il s'engagea dans l'armée britannique pendant la Seconde Guerre mondiale mais ne répudia pas ses idées fascistes : admirateur du Portugal de Salazar, il s'y installa en 1952.

[72] Les dessins humoristiques de Sydney Strube, dans le *Daily Express*, mettaient en scène « le petit homme » : un banlieusard aux moyens modestes, avec un parapluie derrière lequel il semble s'abriter contre un monde hostile, et d'une patience à toute épreuve face aux autorités dont il est la victime.

[73] Agathoclès (361-289) fut tyran de Syracuse.

[74] Douglas Reid et John Gunther furent longtemps correspondants à l'étranger pour de grands journaux britanniques, en Allemagne et dans divers pays européens.

[75] C'est le premier ouvrage de Christopher Hill (1912-2003), qui fera partie du groupe des historiens du parti communiste britannique (1946-1956), avec Eric Hobsbawm et E. P. Thompson notamment. L'ouvrage est disponible sur <www.marxists.org/archive/hillchristopher/english-revolution/>.

[76] L'éditeur du parti communiste britannique.

[77] « À qui profite le crime ? »

[78] Entre 1644 et 1649, les Levellers – « Niveleurs » – constituèrent un mouvement politique exigeant la souveraineté populaire, l'extension du droit de vote, l'égalité devant la loi et la tolérance religieuse. Puis, entre 1649 et 1651, les Diggers – « Piocheurs » ou « vrais Levellers » –, dirigés notamment par Gerrard Winstanley, s'efforcèrent de créer des petites communautés égalitaires, reposant sur un communisme agraire.

[79] Homme politique conservateur et ardent défenseur de l'Empire britannique, Léo Amery fut ministre pour l'Inde et la Birmanie de 1940 à 1945.

[80] « Antifasciste » est une antiphrase : militant nationaliste indien, Subâsh Chandra Bose arriva en mars 1941 à Berlin, où il fit des émissions de radio et tenta de mettre sur pied une légion indienne, avant de gagner le Japon au

printemps 1943 et de prendre la tête d'une armée nationale indienne qui combattit les Britanniques.

[81] Officier de l'armée des Indes, le général Dyer fut surnommé « le boucher d'Amritsar » pour avoir fait tirer sur une foule de civils désarmés à Amritsar, au Pendjab, en 1919. Ce massacre fit au moins un millier de morts.

[82] Romancier indo-pakistanaï, Ahmed Ali (1910-1994) fut dans les années 1930 l'un des fondateurs du Progressive Writers' Movement. Il a écrit en ourdou et en anglais.

[83] Terme hindi appliqué à la fois à un Anglais né en Inde et à un Indien qui écrit en anglais.

[84] Classique de la littérature utopique, *Les Nouvelles de Nulle Part* (1890) décrivent le bonheur dans une société du futur collectiviste et démocratique, essentiellement agraire et artisanale, où n'existent plus ni propriété privée, ni grandes villes, ni autorité, ni monnaie, ni tribunaux, ni prisons, ni classes sociales.

[85] Employé sous-payé de l'avare misanthrope Scrooge, Bob Cratchit peine à nourrir sa famille, dont Tiny Tim, malade et infirme, est le plus jeune enfant.

[86] En réalité, *An Unknown Land*, de Herbert Samuel (1942).

[87] Dans *La Nouvelle Atlantide*.

[88] Strophe d'un hymne tiré d'un poème anonyme du XVI^e siècle, *Hierusalem My Happy Home* (1583), lui-même écrit à partir d'un texte de saint Augustin.

[89] Strophe d'un hymne à la Trinité, *Holy Holy Holy*, composé en 1826 par Reginald Heber.

[90] Cette chanson se trouve dans la traduction anglaise d'Urquart (1653), mais pas dans Rabelais.

[91] Chanson chantée par Silence dans *Henry IV* de Shakespeare (partie II, acte V, scène 3).

[92] Auteur prolifique d'essais sur la science, la religion, l'évolution de l'humanité, et sur ce qui deviendra le « développement personnel », Gerald Heard était un proche d'Aldous Huxley.

[93] *The Managerial Revolution*, 1941 – traduit sous le titre *L'Ère des organisateurs*.

[94] Conseiller de Henry VIII et lié aux humanistes de l'époque, Thomas Cromwell (1485-1540) joua un rôle important dans la création de l'Église anglicane. Ne pas confondre avec Oliver Cromwell (1599-1658), le chef politique et militaire puritain qui gouverna l'Angleterre un siècle plus tard en tant que Protecteur (1653-1658).

[95] *Liberté d'expression*.

[96] Ancien nom du mercure.

[97] Orwell avait déjà critiqué ce symposium du PEN Club dans sa chronique « À ma guise » du 1^{er} décembre 1944 [AMG, 292-3]. Il y reviendra, en janvier 1946, en ouverture de son important essai « Où meurt la littérature », où il écrit : « En définitive, cette réunion fut surtout une manifestation en faveur de la censure. » [EAL-4,77]

[98] *Areopagitica, a Speech for the Liberty of Unlicensed Printing* [*Areopagitica, un discours en faveur de la liberté d'imprimer sans censure*].

[99] Professeur de littérature, Ifor B. Evans est l'auteur de manuels qui sont devenus des classiques sur l'histoire de la littérature anglaise.

[100] Biologiste évolutionniste et généticien, J. B. S. Haldane est devenu marxiste en 1938 et communiste en 1942.

[101] Biologiste et anthropologue, John R. Baker est classé par Orwell parmi les « pessimistes » dans « [La révolte intellectuelle](#) ».

Fondé en 1934 par Ronald Kidd pour protester contre la répression des marches de la faim par le gouvernement, le Conseil national des libertés civiles comprenait dans son comité exécutif des personnalités comme l'écrivain féministe et pacifiste Vera Britain, Dick Sheppard (de PPU), Harold Laski et Kingsley Martin.

[102] On notera que, parmi les intellectuels mentionnés dans ce paragraphe, ne figurent pas seulement des personnalités dont Orwell a constamment dénoncé le zèle procommuniste et prosoviétique (comme Kingsley Martin, rédacteur en chef du *New Statesman*), mais aussi quelques-uns de ses amis (Read et Anand notamment).

[103] L'édition anglaise donne « Karl Polanyi » mais l'article montre qu'Orwell pense en réalité à son frère. Juif hongrois, chimiste et épistémologue, Michael Polanyi (1891-1976) mène d'abord ses recherches à Berlin ; en 1933, il émigre en Angleterre et devient professeur à l'université de Manchester, où il enseigne la chimie, puis, à partir de 1948, les sciences sociales. Ne pas confondre avec son frère, l'économiste Karl Polanyi (1886-1964), auteur de *La Grande Transformation*, 1944.

[104] Auteur prolifique d'essais sur la science, la religion, l'évolution de l'humanité, et sur ce qui deviendra le « développement personnel », Gerald Heard était un proche d'Aldous Huxley.

[105] Le journaliste Frederik August Voigt fut correspondant à l'étranger du [Manchester Guardian](#) et attira l'attention très tôt sur les dangers du nazisme. Interdit de séjour en Allemagne après 1933, il mit en place un réseau d'information qui devint une des sources les plus fiables sur ce qui se passait dans l'Allemagne nazie. *Unto Caesar*, 1938 ; *Rendez à César*, 1939.

[106] D'origine autrichienne, puis citoyen américain, Peter Drucker va devenir après la guerre l'un des plus célèbres théoriciens du management. Orwell a recensé *The Future of Industrial Man* en janvier 1946 [CW-18-9].

[107] Poète, critique, éditeur et collaborateur de *Tribune*, Michael Roberts publia en 1938 une biographie de T. E. Hulme, critique littéraire et poète moderniste tué au front en 1917. Commentant cet ouvrage [AMG, 47-9], Orwell décrit Hulme comme un représentant typique de l'« école des écrivains néo-réactionnaires » ou « néopessimistes », et lui attribue une grande influence sur des auteurs comme [Wyndham Lewis](#), T. S. Eliot, Aldous Huxley, Malcolm

Muggeridge, Evelyn Waugh et Graham Greene.

[108] *Les Années 1930* (1940), qu'Orwell a commenté dans la seconde partie de ses « Notes en passant » [EAL-2,24-6].

[109] Critique, biographe et humoriste, Hugh Kingsmill était un proche de Muggeridge. Orwell a rendu compte de ce livre en avril 1944 [CW-16,167-8].

[110] Respectivement : *The Scientific Outlook*, 1931 (*L'Esprit scientifique* 1947) ; *Freedom and Organization*, 1934 (*Histoire des idées au XIX^e siècle. Liberté et organisation*, 1951) ; *Power, a new social analysis*, 1938 (*Le Pouvoir*, 2003). Orwell a recensé ce dernier ouvrage en 1939 [EAL-1,471-2].

[111] Prix Nobel d'économie en 1974, Friedrich Hayek (1899-1992) est l'une des figures majeures de la pensée économique et politique libérale contemporaine (*The Road to Serfdom*, 1944 ; *La Route de la servitude*, [1945] 2002). Rendant compte de cet ouvrage en avril 1944, Orwell écrit : « Le professeur Hayek [...] ne voit pas, ou ne veut pas admettre, qu'un retour à la "libre" concurrence signifie pour la grande masse des gens une tyrannie sans doute encore pire – parce que plus irresponsable – que celle de l'État. L'ennui avec la concurrence, c'est qu'il y a toujours un gagnant. » [EAL-3,154].

[112] *Le Mépris de la liberté* (1940). Juif hongrois, chimiste et épistémologue, Michael Polanyi (1891-1976) mène d'abord ses recherches à Berlin ; en 1933, il émigre en Angleterre et devient professeur à l'université de Manchester, où il enseigne la chimie, puis, à partir de 1948, les sciences sociales. Ne pas confondre avec son frère, l'économiste Karl Polanyi (1886-1964), auteur de *La Grande Transformation*, 1944.

[113] Biologiste et anthropologue, John R. Baker est classé par Orwell parmi les « pessimistes » dans « [La révolte intellectuelle](#) ».

Fondé en 1934 par Ronald Kidd pour protester contre la répression des marches de la faim par le gouvernement, le Conseil national des libertés civiles comprenait dans son comité exécutif des personnalités comme l'écrivain féministe et pacifiste Vera Britain, Dick Sheppard (de PPU), Harold Laski et Kingsley Martin.

[114] Lire la recension de cet ouvrage [supra](#).

[115] Sur ce courant « néo-pessimiste », lire aussi les chroniques *À ma guise* [AMG, n° 4,13 & 34].

[116] Orwell a recensé brièvement *Le Zéro et l'infini* [CW-12,357-9], plus longuement *Le Yogi et le commissaire* (« Le gradualisme catastrophique » [EAL-4,23-8]), et proposé une analyse et un jugement d'ensemble sur les idées de Koestler dans « Arthur Koestler » (1944) [EAL-3,299-312].

[117] Historien et homme politique italien, Gaetano Salvemini (1873-1957) est un opposant de la première heure au fascisme mussolinien. Contraint à l'exil, il participe en 1929 à la fondation du mouvement « Giustizia e Liberta » avec les frères Rosselli. En 1939, il crée la Mazzini Society, qui regroupe des intellectuels italiens à la fois antifascistes et antistaliniens.

[118] Sur Silone et *L'École des dictateurs*, lire la recension d'Orwell [supra](#).

[119] Lire le compte rendu d'Orwell dans EAL-I, 419-22.

[120] Lire le compte rendu d'Orwell dans EAL-I, 439-42.

[121] Économiste, élevée au sein de la gauche intellectuelle fabienne, Freda Utey devient communiste en 1928. Ayant épousé un Soviétique, elle vit à Moscou (1930-1936), dont elle s'enfuit quand son mari est arrêté, puis s'installe aux États-Unis en 1939. Elle a décrit son expérience et son rejet du communisme dans *The Dream We Lost* (1940), republié sous le titre *Lost Illusions* (1948) avec une préface de Bertrand Russell.

Écrivain et essayiste américain très engagé à gauche, Max Eastman (1883-1969) effectue à partir de 1923 un long séjour en Union soviétique, d'où il revient avec un essai critique sur l'évolution de l'URSS, *Since Lenin Died* (Depuis la mort de Lénine), révélant l'existence du « Testament de Lénine » jusqu'alors tenu secret. Il restera longtemps proche de Trotski, avant de devenir violemment anticommuniste.

Ouvrier et écrivain britannique, Ralph Bates parcourt l'Espagne dès les années 1920 et raconte, dans *The Olive Field* (L'Oliveraie), l'insurrection des mineurs des Asturies (1934). Journaliste lié aux Brigades internationales et proche du parti communiste britannique pendant la guerre, il dénigre le POUM et les anarchistes, mais rompt avec le communisme après le pacte germano-soviétique.

Écrivain et journaliste, Philip Toynbee est le fils de l'historien Arnold Toynbee. Communiste à la fin des années 1930, il sera dans les années 1950 une figure majeure de la vie intellectuelle anglaise.

Journaliste américain, correspondant à Moscou pendant les années 1920 et 1930, Louis Fisher minimise la famine en Ukraine, bien qu'il en ait été le témoin, et les responsabilités du gouvernement communiste. Engagé dans les Brigades internationales, il s'éloigne du communisme au début des années 1940. En 1941, dans sa recension de *Men and Politics* (1941), Orwell écrit : « Mr Fisher, qui a vu le totalitarisme de l'intérieur depuis des années, est néanmoins resté un Américain assez ordinaire, avec des opinions modérément à gauche et une croyance profonde dans la démocratie ; il constitue un correctif utile aux belles paroles des bolcheviks, d'un côté, et aux écrivains comme Eugene Lyons, de l'autre. » [CW-13,101-2]

[122] Entre 1644 et 1649, les Levellers – « Niveleurs » – constituèrent un mouvement politique exigeant la souveraineté populaire, l'extension du droit de vote, l'égalité devant la loi et la tolérance religieuse. Puis, entre 1649 et 1651, les Diggers – « Piocheurs » ou « vrais Levellers » –, dirigés notamment par Gerrard Winstanley, s'efforcèrent de

créer des petites communautés égalitaires, reposant sur un communisme agraire.

[123] Cette sélection de textes de ce chef digger a été recensée par Orwell [CW-16,376-8],

[124] Le terme « non-conformiste » a été utilisé en Angleterre après l'Act of Uniformity de 1662 pour désigner les sujets anglais n'appartenant pas à l'Église anglicane, c'est-à-dire notamment les puritains, les presbytériens, les congrégationalistes, les baptistes, les quakers ou, plus tard, les méthodistes et les unitariens.

[125] Bien qu'ancien des corps francs et initialement favorable au régime hitlérien, le pasteur et théologien allemand Martin Niemöller (1892-1984) créa, dès 1933, la Ligue d'urgence des pasteurs (*Pfarrernotnund*) pour protester contre les mesures prises à l'encontre des Juifs et des pasteurs refusant d'obéir au nazis. À partir de 1937, il fut interné à Sachsenhausen, puis à Dachau.

[126] Doyen de Canterbury de 1931 à 1966, le révérend Hewlett Johnson fut surnommé le « Doyen rouge » pour son soutien sans faille à l'Union soviétique. (Chef du chapitre de la cathédrale de Canterbury, le doyen ne doit pas être confondu avec l'archevêque de Canterbury, qui est le primat de l'Église anglicane.)

[127] Orwell a recensé ce livre en février 1939 [CW-II, 327-9]. John Macmurray, qui était quaker, enseigna la philosophie morale à Oxford, Londres et Édimbourg.

[128] *Church Times* est un hebdomadaire anglican indépendant ; Orwell, qui a recensé l'ouvrage de Sydney Dark en novembre 1943 [CW-15,304], polémiquera avec l'auteur dans AMG, 135-7.

[129] Orwell a rendu compte de ce livre (écrit en 1942) en juin 1945 [CW-17,175-7].

[130] Historien catholique de l'Europe et du christianisme, Christopher Dawson (1889-1970) eut une influence importante dans l'entre-deux-guerres, sur T. S. Eliot notamment.

[131] *The Servile State* (1912).

[132] *Ends and Means* (1937).

[133] Orwell a rendu compte de ce livre en octobre 1944 [CW-16,432-434] et le commente également dans AMG, 267-71.

[134] Orwell en a rendu compte en décembre 1944 [CW-16,492-4],

[135] Lire la recension très critique d'Orwell [EAL-2,208-15].

[136] Ou *Ce qu'il faut faire*.

[137] La conférence de Potsdam, qui se tint du 17 juillet au 2 août 1945, réunissait les dirigeants américain, britannique et russe.

[138] On estime aujourd'hui que la Seconde Guerre mondiale a fait 55 millions de morts, dont plus de 80 % de civils.

[139] Harold Laski – l'un des intellectuels les plus en vue du parti travailliste – fut accusé par la presse de droite d'avoir appelé, pendant la campagne électorale, à une révolution violente. Il porta plainte en diffamation mais perdit son procès – lire les chroniques *À ma guise* [AMG, n° 67].

[140] Comme le montrent plusieurs chroniques *À ma guise*, Orwell porte alors une extrême attention aux manifestations d'antisémitisme [AMG, n° II,25,51 & 64].

[141] Bien que pro-britannique, et reconnu par Churchill et les Alliés comme symbole de la continuité nationale et constitutionnelle grecque, Georges II de Grèce est discrédité aux yeux d'Orwell et de beaucoup à cause de ses liens très étroits avec la dictature du général Metaxas (1936-1941). À la date de cet article, il vit en exil à Londres.

[142] L'Indian Office était le ministère britannique spécialement chargé de l'administration de l'Inde à l'époque coloniale.

[143] Le Front national de libération nationale grec (EAM, fondé en 1941), où le parti communiste était très influent et dont le bras armé (ELAS) résista contre l'occupant allemand, lutta ensuite contre les troupes alliées (1944, première guerre civile), puis mena et perdit la seconde guerre civile (1946-1949).

[144] Ville industrielle du sud-est du pays de Galles.

[145] Trade Union Congress : la confédération des syndicats britanniques.

[146] Ces brigands armés, qui étaient souvent des paysans dépossédés de leur terre ou des hors-castes, attaquaient notamment les trains et livraient de véritables batailles rangées contre la police ou l'armée.

[147] Créé en 1931, le Socialist Vanguard Group est initialement la section britannique de l'internationale Sozialistische Kampfbund, la ligue internationale des disciples du philosophe socialiste allemand Léonard Nelson. Ses membres adhèrent au parti travailliste en 1941 et, après la guerre, *Socialist Commentary* devient la principale revue intellectuelle de la droite du parti.

[148] Ce bulletin sioniste de gauche, publié à New York et largement rédigé par le linguiste Zellig Harris et sa femme Bruria, plaidait pour un État binational et insistait sur « les possibilités d'une action politique indépendante des ouvriers en tant que classe, sans faire confiance aux décisions de l'une ou l'autre des grandes puissances », comme l'explique Chomsky, qui a reconnu sa dette envers ce groupe et les personnalités qui lui étaient liées (Noam Chomsky, *Peace in the Middle East ? Reflections on Justice and Nationhood*, Vintage Books, p. 64 et 89 – cité par Robert Barsky, *Noam Chomsky, une voix discordante*, Odile Jacob, 1998).

[149] Par son plan de réforme des assurances sociales (1941) et son livre *Du travail pour tous dans une société libre* (1944), l'économiste William Beveridge fut l'un des inspirateurs de la mise en place d'un État providence par le gouvernement travailliste à partir de 1945.

[150] « Travaillez ou vous manquerez de tout ».

[151] Les travaillistes gagnèrent bien les élections de février 1950, mais avec une majorité si étroite qu'ils provoquèrent dix-huit mois plus tard de nouvelles élections générales (octobre 1951), qu'ils perdirent au profit des conservateurs ; Churchill redevint Premier ministre

[152] Professeur d'économie, puis de théorie sociale et politique à Oxford, G. D. H. Cole fut un défenseur du socialisme de « guildes » (communautés de producteurs autogérées et soutenues par l'État).

[153] Leader du parti travailliste devenu Premier ministre en 1929, Ramsay MacDonald s'allia aux Tories pour former un gouvernement d'union nationale en 1931.

[154] Sur cette question, lire Paul Anderson, « Les années *Tribune* » [AMG, 480-1].

[155] Textes sélectionnés, traduits et titrés par Jean-Jacques Rosat.

[156] *La Ferme des animaux*, que plusieurs éditeurs ont déjà refusé, ne paraîtra effectivement qu'en août 1945 chez Secker & Warburg.

[157] En 1921 à Kronstadt, une garnison de la marine russe en mer Baltique, des militants révolutionnaires, notamment anarchistes, mènent une révolte contre la dictature exclusive du parti bolchevique, qui est brutalement réprimée sur ordre de Lénine et de Trotski.

[158] Militant de l'ILP dans sa jeunesse, Jon Kimche (1909-1994) entre à *Tribune* en 1942 comme adjoint de Bevan et devient le véritable rédacteur en chef. Début 1945, il quitte le journal pour l'agence Reuters, mais il y revient dès 1946.

[159] Bevan est devenu ministre de la Santé et du Logement en 1945.

[160] Sur le grand mouvement des squatters de 1946, le rôle du PC et les réactions de Bevan et de *Tribune*, lire Paul Burnham, « The squats of 1946 », <www.londonsocialisthistorians.org/papers/DW00024.pdf>.

[161] Orwell emploie le terme « *quislingism* » (du nom du dictateur pronazi norvégien Vidkun Quisling), devenu en anglais synonyme de « collaboration ». Il est remarquable qu'il l'utilise ici pour désigner la servilité à l'égard de Staline.

[162] Récit des dix premières journées de la révolution d'octobre du point de vue bolchevique, écrit par le journaliste radical américain John Reed, *Ten Days that Shook the World* (1919) a contribué à en édifier la légende.

[163] Dans *Soviet Communism. A New Civilization* (1935), Beatrice et Sydney Webb s'appuient sur des documents fournis par les Soviétiques et des déclarations de Staline pour faire de la Russie d'alors la plus grande démocratie du monde.

[164] Juif hongrois, chimiste et épistémologue, Michael Polanyi (1891-1976) mène d'abord ses recherches à Berlin ; en 1933, il émigre en Angleterre et devient professeur à l'université de Manchester, où il enseigne la chimie, puis, à partir de 1948, les sciences sociales. Le livre évoqué par Orwell est *The Contempt of Freedom. The Russian Experiment and After*, 1940.

[165] Épouse de Lénine, Nadejda Kroupskaïa publia en 1930 ses *Souvenirs sur Lénine*.

[166] Née en Ukraine en 1878, militante socialiste en Italie à partir de 1900 et proche d'Antonio Labriola, Angelica Balabanoff s'oppose à la Première Guerre mondiale et participe à l'organisation de la conférence de Zimmerwald. En 1917, elle gagne la Russie, devient bolchevique et secrétaire du Komintern (1919-1920). Elle rompt avec le communisme en 1922, rejoint le parti socialiste italien et vit de nombreuses années en exil avant de revenir en Italie après la Seconde Guerre mondiale. Elle a raconté son itinéraire dans *My Life as a Rebel*, 1938 (*Ma vie de rebelle*, 1981).

[167] Russell publie ce livre à son retour d'un voyage en URSS, en 1921.

[168] Historien et membre du parti communiste allemand, Arthur Rosenberg est élu député au Reichstag en 1924. Proche de Karl Korsch, il appartient à l'opposition d'ultra-gauche et démissionne du parti en 1927 en demandant la dissolution de l'internationale communiste. Il est notamment l'auteur d'une *Histoire du bolchevisme* (1932) et d'une *Histoire de la république allemande* (1935).

[169] Orwell en a fait la recension en 1938 [EAL, 439-42],

[170] Marin de Hambourg, communiste allemand et agent des services secrets soviétiques, Jan Valtin (pseudonyme de Richard Krebs) s'enfuit en 1938 aux États-Unis, où il publie son autobiographie *Out of the Night*, 1940 (*Sans patrie ni frontières*, 1947). Taxé d'imposture par la propagande stalinienne jusque dans les années 1970, son témoignage est aujourd'hui reconnu comme incontestable pour comprendre une dimension négligée du mouvement communiste international.

[171] Communiste polonais et agent des services secrets soviétiques, Walter Krivitsky (pseudonyme de Samuel Ginsberg) s'enfuit en 1938 aux États-Unis, où il publie ses mémoires, *J'étais un agent secret de Staline (I Was Staline's Agent)*, 1939).

[172] Haut fonctionnaire soviétique réfugié aux États-Unis en 1943, Victor Kravchenko publie en 1946 *I Choose Freedom (J'ai choisi la liberté)*, qui dénonce notamment les camps de concentration. En 1949, un procès retentissant l'oppose en France à la revue communiste *Les Lettres françaises* qui l'accuse de mensonge.

[173] À la fois témoignage et analyse du régime soviétique, *Au pays du grand mensonge* (1938 ; édition définitive : *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*. Champ libre, 1977) d'Ante Ciliga – dirigeant communiste yougoslave oppositionnel, emprisonné en URSS puis expulsé en 1935 – est un classique de l'antistalinisme de gauche.

[174] Publié anonymement avec une préface de T. S. Eliot en 1946, *The Dark Side of the Moon* traite principalement

des relations soviéto-polonaises.

[175] Ada Halpern, *Liberation – Russian Style*, 1945.

[176] Ce Livre bleu est le rapport de la commission officielle canadienne qui enquêta sur un réseau d'espionnage soviétique démantelé en 1945.

[177] Gleb Struve, *Twenty-five Years of Soviet Literature*, 1944 (*Histoire de la littérature soviétique*, 1946).

[178] D. S. Mirsky, *Contemporary Russian Literature, 1881-1925*, 1926.

[179] En août 1942, alors que les Japonais sont aux portes de l'Inde, Gandhi lance contre les Britanniques le mouvement « *Quit India* [Quittez l'Inde] ».

[180] Orwell développe ces idées dans « Réflexions sur Gandhi » [EAL-4,555-63].

[181] Revue du personnalisme chrétien, *Esprit* est fondé en 1932 par Emmanuel Mounier, qui la dirige jusqu'à sa mort en 1950. Ouverte, avant la guerre, à une critique de gauche de l'URSS, elle s'éloigne fortement de ces préoccupations après 1945 : Victor Serge, qui y avait collaboré de 1936 à 1939, parle de sa « défaillance » à cet égard.

[182] John Macmurray, qui était quaker, enseigna la philosophie morale à Oxford, Londres et Édimbourg.

[183] Textes traduits par Jean-Jacques Rosat.

[184] Pour des précisions sur les circonstances de la rédaction ces deux textes, lire CW-20,131-6 et 144-5.

[185] *The Managerial Revolution*, 1941 ; sur Burnham, lire [ici](#) et [là](#).

[186] Ce slogan fut lancé aux États-Unis, pendant la Première Guerre mondiale, par le Committee for Public Information, un organisme de propagande gouvernemental.

[187] Dirigeant travailliste, il était alors Premier ministre.

[188] Les noms qui font l'objet d'une notice dans ce glossaire sont suivis d'un astérisque.

[189] Henri Barbusse, lettre du 23 février 1930, citée *in* Bernard Frederick, « Confrontation entre Henri Barbusse et le Komintern. "L'affaire Monde" », <www.gabrielperi.fr/Confrontation-entre-Henri-Barbusse#nb9>.

[190] Cf. la lettre d'Orwell à Dwight Macdonald du 7 février 1946, [CW-18,93].

[191] Cf. George Orwell, *Chronique du temps de la guerre (1941-1943)*, Éditions Gérard Lebovici, 1988, p. 141-155.

[192] La deuxième partie de ce texte a déjà été traduite sous le titre « Notes en passant » [EAL-2,24-8].